

# LA GUERRE IRAK-IRAN

## ISLAM ET NATIONALISMES

---

Institut kurde de Paris

**Abdel-Majid TRAB ZEMZEMI**

Préface de Roger Garaudy

Albatros

Institut kurde de Paris

ii<sup>o</sup>  
Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

# LA GUERRE IRAK-IRAN

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Abdel-Majid TRAB ZEMZEMI

# LA GUERRE IRAK-IRAN

## Islam et Nationalismes

Institut Kurde de Paris  
Bibliothèque  
Fonds Mirella Galletti

INSTITUT KURDE DE PARIS  
Bibliothèque  
Reçu le ..05/05/2021..

LIV. 7743

Éditions Albatros  
21, rue Cassette - Paris VI<sup>e</sup>  
Tél. : 222.77.00

Institut kurde de Paris

*A mes parents ;*

*A Sadr el-Din, Zeineb el-Zahra  
et tous les enfants de la planète,  
espoir d'une humanité errante.*

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

# PRÉFACE

En vous remerciant de m'en avoir communiqué le manuscrit, je me permets de vous livrer quelques réflexions qui m'ont été suggérées par votre travail.

Le Panislamisme contre les nationalismes, telle est la thèse maîtresse de votre livre. C'est principalement ce qui m'a intéressé.

Etant moi-même un musulman d'Occident, je me suis fait une règle absolue de m'abstenir de toute critique ou de toute apologie de tel régime d'un pays musulman. Il ne m'appartient pas, comme occidental, de m'ériger en juge ou en donneur de conseils, mais de m'adresser aux seuls occidentaux pour leur montrer combien est déformée l'image qui leur est présentée de l'Islam, depuis les manuels scolaires jusqu'aux « médias », et combien les accusations portées contre l'Islam n'ont aucun fondement dans le message coranique, mais au contraire dans ses perversions historiques. Serait-il juste de récuser le message de Jésus en invoquant les Croisades et les Inquisitions, la Sainte-Alliance, Franco, ou les « Phalangistes » libanais, qui tous, pourtant, prétendaient « faire Christ-Roi » en pervertissant fondamentalement son message ?

L'important, pour qui n'entre pas dans l'avenir à reculons, les yeux fixés sur le passé, et multipliant les anathèmes, c'est de reconnaître en l'autre ce qui, dans sa foi, est pierre vive pour la construction du futur.

L'Islam, (comme la foi chrétienne ou la foi des grands prophètes juifs, au-delà de toutes les vicissitudes historiques du « constantinisme » ou du « sionisme », qui en sont la négation) est une composante irremplaçable de notre avenir.

Alors que le « nationalisme » appartient au passé, et surtout appartient au XIX<sup>e</sup> siècle européen (le siècle des « nationalités ») et aux colonialismes occidentaux, qui, pour démembrer la « Umma » musulmane, la grande communauté de la foi ouverte à tous les peuples et à leur culture, ont exporté le poison typiquement européen du nationalisme.

Il est significatif que les « pères fondateurs » du « nationalisme arabe », sont des chrétiens de formation occidentale. Comme vous l'écrivez : « le souffle du nationalisme arabe vint de Paris », pour tenter d'endiguer le panislamisme, danger mortel pour les colonialistes, et auquel El Afghani avait donné une formidable impulsion.

Ce nationalisme, en terre d'Islam, est la victoire posthume du colonialisme européen, qui conduit les Musulmans à s'entredéchirer.

L'idée de « nation » est totalement étrangère à l'Islam, dont la communauté n'est fondée sur aucun des mythes nationalistes de la race, de la terre, ou de

cette « dangereuse alchimie de l'esprit », comme écrivait Paul Valéry, qui construit une histoire d'hier pour servir les visées d'aujourd'hui.

Mohammed n'a jamais prétendu fonder une religion nouvelle, mais seulement « rappeler » à tous les peuples, au-delà des origines raciales, territoriales, historiques, au-delà même de la diversité des cultures (juives, gréco-romaine, chrétienne, iranienne, ou hindoue dont l'Islam accueillait les plus hautes créations) le message unique envoyé par Dieu à tous les peuples, à travers leurs prophètes : celui de la « soumission » (Islam) à la volonté de Dieu, qui est le dénominateur commun de toutes les religions et de toutes les sagesse du monde.

Cette « ouverture », explique la fulgurante expansion de l'Islam, en un siècle, de l'Himalaya aux Pyrénées : ce n'était pas une conquête militaire, mais un souffle libérateur qui passait sur les peuples se reconnaissant en cette foi simple et pure.

Il y eut, certes, des batailles contre les rois ou les féodaux des grandes civilisations alors décadentes : en Espagne, après une bataille à Rio Barbate, près de l'actuel Gibraltar, contre les princes wisigoths, les Musulmans traversent en quelques mois la péninsule à peu près sans combat : les Chrétiens, traités en « hérétiques », priscillaniens, ou ariens, par des évêques fanatisés, les paysans soumis au servage féodal, et auxquels les Musulmans donnant enfin les terres qu'ils travaillent, acclament l'arrivant comme un libérateur.

Il en fut de même à peu près partout pour la première expansion de l'Islam.

C'est seulement en Inde, avec l'invasion turque de Mahmoud de Ghazna (vers l'an 1000), avec le déferlement des mongols de Gengis Khan (XVII<sup>e</sup> siècle), et surtout de Tamerlan (1398) avec le sectarisme de certains empereurs moghols, comme Aurangzeb (XVII<sup>e</sup> siècle), que l'on peut parler de conquête militaire sanglante.

Il est utile de situer l'islamisation de l'Iran dans ce contexte, pour en finir avec le « complexe de Qaddissieh », exploité dans un esprit nationaliste, comme s'il s'agissait d'une victoire de l'Arabe contre l'Iranien.

L'expansion de l'Islam, au Moyen-Orient, n'a guère non plus comporté de batailles, et moins encore de batailles « nationales » ou « raciales ». Les deux grands empires, les deux « superpuissances », en pleine décomposition au VII<sup>e</sup> siècle, et qui régnaient sur la région, étaient l'Empire byzantin et l'Empire perse des Sassanides. Ils s'épuisaient par des affrontements surtout à travers des vassaux et des mercenaires (l'histoire des « superpuissances », à travers les siècles, présente de curieuses analogies : deux « superpuissances » aujourd'hui ne veillent-elles pas à faire combattre entre eux les Européens jusqu'au dernier « euro-missile », et les Musulmans entre eux jusqu'au dernier « pétro-dollar » !).

A la grande époque de l'expansion de l'Islam, l'Empire romain utilisait des

mercenaires arabes (les Ghassanides, convertis au christianisme « monophysite ») : l'empereur byzantin et ses vassaux arabes fut vaincu à la bataille du « Yarmouk », près du Jourdain, après quoi, presque sans coup férir, l'Islam se répandit, à la vitesse du vent, sur la Syrie, l'Égypte, le Maghreb, et jusqu'aux portes de Constantinople.

L'Empire iranien des Sassanides, en voie de désintégration à cause des rivalités des féodaux et de leur fronde contre le pouvoir central, utilisait, lui aussi, des mercenaires arabes : ceux de la dynastie des « Lakhmides » (chrétiens nestoriens).

Les Musulmans, du temps du Calife Abou Bakr, entrèrent sans difficulté à « Hira » (près de l'actuel Bassorah) dès 633, après quelques escarmouches avec les petits princes, la grande bataille de « Qaddissieh » (en 637) – qui se trouve d'ailleurs non pas à la frontière de l'actuel Irak et Iran, mais à celle de l'Irak et de l'Arabie Saoudite – contre le gros des troupes de l'Empereur sassanide Yezdegerd III et de ses alliés arabes (les Lakhmides) entraîna l'effondrement de l'Empire. Il ne livra plus, dès lors, que des combats en retraite jusqu'à Nihavend (642). La défaite même de Qaddissieh est significative : la supériorité technique de Yezdegerd était écrasante.

Il fut défait parce que ses troupes n'étaient pas motivées : le mazdéisme avait dégénéré, après le grand prophétisme de Zarathoustra, en religion d'Etat, sectaire et persécutrice. Les Chrétiens « lakhmides », en majorité « nestoriens » (c'est-à-dire « hérétiques », disciples de Nestorius, qui niait la divinité de Jésus et refusait donc à Marie le nom de « Mère de Dieu »), reconnaissaient aisément dans le message islamique une idée qui leur était fraternelle : Jésus, homme seulement, mais Messenger de Dieu, prophète dont le Coran parle avec un très grand respect. Enfin les détachements arabes lakhmides de l'armée perse ne pouvaient avoir qu'un fragile attachement mercenaire.

Après la défaite de Yezdegerd, de ses féodaux indisciplinés, et de ses vassaux arabes, les peuples de Mésopotamie dont tous les historiens nous disent que « exploités financièrement et matériellement par les dirigeants, ils manifestaient une opposition grandissante » (1) se rallièrent en masse à l'Islam.

Vous avez incontestablement raison lorsque vous dénoncez, comme un mythe nationaliste dangereux, toutes tentatives de faire de Qaddissieh une bataille opposant les Arabes aux Perses. C'est une victoire de la foi musulmane contre des armées sans « guidance » spirituelle.

C'est avec des mythologies de ce genre que les sionistes israéliens essayent de justifier leurs annexions territoriales.

(1) Robert Mantran : « L'expansion musulmane » (P.V.F. Paris 1979) p. 190. De même : A. Christensen : « L'Iran sous les Sassanides, et arabes romains » ; et R. Devresse : « Arabes persans ».

Je laisse de côté vos appréciations sur les régimes et les personnes, mais la défense de l'Islam me conduit à refuser, avec vous, les travestissements historiques de la mythologie nationaliste.

Une deuxième contribution historique de votre ouvrage, devrait être méditée par les Occidentaux, dont les calculs se sont invariablement révélés faux depuis le début de cette guerre, sur les ordinateurs de la C.I.A. « Les ordinateurs, (écrivez-vous) sont handicapés, le paramètre le plus important, celui de la foi, n'ayant pas de place dans leurs circuits ».

Je ne conçois pas du tout le « miracle » à votre manière : la victoire de l'un ou l'autre des belligérants n'est pas un horoscope inscrit dans le Coran, et Dieu n'intervient jamais de l'extérieur, par des « légions d'anges », (comme il est dit dans l'Evangile), pour sauver ceux qui le servent. A Valmy ni au Vietnam, où les peuples ont remporté des victoires contre les ennemis bien supérieurs par leurs techniques, il n'y eut nulle intervention « miraculeuse ». Ce qui est vrai, c'est que la foi s'est révélée toujours supérieure à la technique ou aux ordinateurs : une armée de mercenaires, ou une armée de métier, peuvent jouer entre elles une sorte de partie d'échecs, mais lorsqu'une armée de ce genre se heurte à un peuple, si puissante soit-elle par sa technique, elle est invariablement vaincue, au Vietnam, en Algérie, ou dans l'Iran du Chah. Et lorsque les experts ou les généraux mesurent les forces à partir de la « puissance de feu » ou de la « logistique », ils se trompent infailliblement. Parce qu'ils oublient que les armes, même les plus redoutables, sont maniées par des hommes, et que, lorsque quelque chose se casse dans la tête ou le cœur de ces hommes, les armes tombent de leurs mains.

Il en fut ainsi au Vietnam, en Algérie, à Téhéran devant les dérisoires « immortels » de la garde impériale.

Ce qui est en cause, j'en suis convaincu comme vous, c'est une conception du monde qui fait abstraction, en l'homme, de ce qui, en lui, est spécifiquement humain, c'est-à-dire divin.

L'actuelle résistance, au Liban, contre l'invasion sioniste (dont la supériorité technique est écrasante), en apporte une preuve nouvelle.

Aussi longtemps qu'on fera abstraction de cette dimension proprement humaine de l'homme : la foi, la transcendance, les ruptures et les possibles qu'elle porte en elle, rien ne sera intelligible pour nos politiciens, nos généraux, et nos journalistes, analphabètes de l'humain, ni dans cette guerre, ni dans aucun événement majeur du XX<sup>e</sup> siècle, et plus encore du XXI<sup>e</sup>.

Comme vous le voyez, même ne partageant pas toutes vos thèses, je vous suis reconnaissant d'avoir posé sur le nationalisme et sur la puissance de la foi, l'un des problèmes fondamentaux de notre époque.

Genève, le 15 mars 1985

Roger GARAUDY

### *Bismillâhi Al-Rahmâni Al-Rahimi*

Je tiens d'abord et avant tout, à témoigner ma reconnaissance à mes amis suisses et français qui ont manifesté beaucoup d'intérêt au présent ouvrage, et bien qu'ils ne soient pas Musulmans, ont tenu à sa publication, se sont mobilisés en ce sens et leurs efforts ont été couronnés de succès.

Leur geste est, le moins qu'on puisse dire, un démenti jeté à la face de ceux qui dans l'ombre et à travers les siècles ont tissé le stéréotype de « l'Islam contre l'Occident ». L'Islam n'est en fait le monopole de personne et n'est dirigé que contre les arrogants, les exploiters et les pilliers de tout bord, de toutes races, de toutes langues et de toutes classes.

L'Islam est une religion universelle, dont le but premier est d'instaurer la Paix ici-bas, raison pour laquelle l'unique salut du musulman est : Assalamou Aleikôm (Que la Paix soit sur vous). Paix dans son sens multi-dimensionnel : Paix sur l'homme dans ses rapports avec lui-même ; Paix sur l'homme dans ses rapports avec ses semblables ; Paix sur l'homme dans ses rapports avec son milieu écologique. Paix engendrant le respect, donc l'ordre ; car sans le respect de soi, de ses semblables et de son milieu écologique, il ne peut y avoir que du désordre sur la planète, et c'est hélas ce que nous vivons à nos jours.

C'est pourquoi le geste de mes amis suisses et français est aussi le symbole d'un grand espoir pour le futur de l'Homme ; futur basé sur le respect mutuel entre peuples, seul gage d'un vrai « Nouvel Ordre International ». Pour ma part, je tiens à le souligner, je considère ce geste comme un pas de plus dans la construction de ce « Nouvel Ordre ». Le chemin est long ; l'espoir et la volonté sont grands : c'est le plus important !

Institut kurde de Paris

# INTRODUCTION

Si l'on me demandait de résumer en une phrase le but que je me suis fixé en écrivant le présent ouvrage, je dirais que j'ai voulu répondre à des questions, sur la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran, que beaucoup se posent et qui malheureusement restent sans réponses adéquates.

Cet ouvrage est avant tout un cri de la conscience d'un homme qui a parcouru le front et a pu mesurer l'étendue du désastre, de la désolation et de la souffrance. Un homme qui, au siècle de la technologie, du droit à l'information, des satellites de télécommunications, ..., a été secoué et abasourdi, sur place, par l'étendue de son ignorance à la découverte des réalités de la guerre.

Que de choses sont cachées ! Que de vérités sont détournées ! Que d'interrogations sont avortées ! Que de détails sont amplifiés ! Comment ? Pourquoi ?, ..., Par qui ?

A toutes ces questions et à bien d'autres j'ai tenté de répondre en toute liberté, pleinement conscient des dangers auxquels je m'expose, n'ayant pour seul souci que l'accomplissement de mon devoir envers mon créateur.

Deux peuples musulmans s'entredéchirent depuis bientôt cinq ans. Pourquoi ? Pour qui ? Comment ? En tant que musulman, je me suis placé dans le contexte coranique pour comprendre, mais aussi, c'est un devoir en Islam, pour porter un jugement clair et net.

Le voile posé sur cette guerre, je me suis proposé de le lever dans cet ouvrage qui se subdivise en quatre parties, respectivement intitulées : Quand ? Qui ? Comment ? Pourquoi ?

– Quand ?

Concernant la date fixant le véritable début de la guerre, deux thèses s'affrontent : l'une irakienne, l'autre iranienne. Un chapitre est consacré à chaque thèse, le but étant de chercher où se trouve la vérité.

– Qui ?

La date du « crime » étant fixée, il s'agit de poursuivre l'analyse afin de désigner l'agresseur. Deux chapitres traitent respectivement de la marche vers la guerre et de son principal artisan.

– Comment ?

C'est la partie de la reconstitution du « crime ». Un « crime » bien particulier puisqu'il se perpétue depuis bientôt cinq ans et n'a encore pas pris fin.

Trois chapitres traitent respectivement de toutes les péripéties de la guerre depuis le jour de son déclenchement jusqu'à la fin de l'année 1984, de la logique irakienne, principalement dans le choix des objectifs, et enfin de la logique iranienne, principalement sur la façon dont elle est perçue par les organisations internationales et les médias.

– Pourquoi ?

Cinq chapitres traitent respectivement des origines historiques du conflit, des grands événements internationaux qui avaient précédé le déclenchement de la guerre, du rôle joué par des Etats tiers dès le début du conflit, de l'évolution des événements internationaux en relation avec ce conflit et enfin des « amis » des uns et des autres, en mettant l'accent sur leurs possibilités de jouer un rôle en faveur de l'un ou l'autre des deux belligérants.

Pour que le lecteur soit informé, j'ai surtout mis l'accent, dans la mesure du possible, sur les zones d'ombre de cette guerre qui, ne l'oublions pas, n'a encore pas pris fin, et par conséquent le champ d'investigations est limité.

Par ailleurs, mon principal souci a été d'apporter, d'une part, au lecteur non-musulman, une approche du problème qui lui permettrait de comprendre l'enjeu de cette guerre, d'autre part, au lecteur musulman, un outil lui permettant de placer cette guerre dans son contexte historique et donc de se situer par rapport à elle.

Incontestablement, un immense vide empêche le non-musulman de comprendre et le musulman de se situer ; le présent ouvrage n'a pas la prétention de combler ce vide, mais s'il réussit à faire prendre conscience au lecteur de ce fait, son but serait amplement atteint.

**PREMIÈRE PARTIE**

**QUAND ?**

Institut Kende de Paris

## CHAPITRE PREMIER

# LA THÈSE DU GOUVERNEMENT IRAKIEN

Le 4 septembre 1980

Un ouvrage intitulé *Le Conflit Irako-Iranien*, a été « publié à Paris, simultanément en arabe, français et anglais » (1) en 1981, disant « inaugurer une collection préparée par l'Institut d'Etudes et de Recherches des Editions du Monde Arabe » (1). Ses auteurs, Messieurs Firzli Nicola, Khoury Nassim et Dib Elias, sans la moindre analyse, ni la moindre vérification, nous précisent à la page 35 que « l'agression iranienne, du 4 septembre 1980, marqua le véritable début de la guerre entre les deux pays », pourtant, insistent-ils, « la préoccupation majeure » (1) est de « présenter au lecteur les faits tels qu'ils se sont déroulés, sans les déformer » (1) pour « voir s'édifier progressivement un monde plus juste. » (1). Étant donné que cet ouvrage soutient sans preuves la thèse irakienne, nous n'allons quand même pas l'écartier, bien au contraire, nous nous en servons comme document de base pour vérifier les thèses antagonistes des Gouvernements irako-iraniens.

Comment le Gouvernement irakien a-t-il défini les événements du 4 septembre ?

Dans le rapport du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak, on peut lire : « Pour la période allant de juin à septembre 1980, les Iraniens ont commis 187 violations et opérations militaires au-delà des frontières iraniennes contre des villes et villages peuplés, des routes et des postes-frontière... Le 4 septembre a marqué un tournant dangereux dans cette série de violations » (2). Bien qu'au début du conflit le Gouvernement irakien n'ait parlé que « d'un tournant dangereux », sa position évolua au fil des jours pour finalement fixer la date du 4 septembre 1980 comme marquant le « véritable début de la guerre ». Nous allons donc nous proposer, dans ce chapitre, de vérifier sa thèse.

(1) p. 9. B1 (voir Bibliographie de référence).

(2) p. 11. B2. Déclaration du Ministre des Affaires Etrangères d'Irak devant l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies le 3 octobre 1980. (Voir également : p. 60. B2).

Quels sont les faits qui ont « marqué un tournant dangereux... » en ce « premier jour de guerre » ?

D'abord, l'ouvrage de Messieurs de l'Institut nous dit : « Le jeudi 4 septembre, dans la matinée, de violents combats aériens et navals éclatent à la suite du pilonnage par les forces iraniennes de plusieurs villes irakiennes (Khanqin, Mounzariya, Zorbatiya, Qâta-Mandali et Mustapha-Lwand) et des installations pétrolières de Naft-Khâna... Deux avions Phantom iraniens sont abattus » (3).

Le Gouvernement irakien, l'organe concerné par l'affaire, nous précise à son tour ce qu'il s'est passé le 4 septembre 1980 : « Les forces (iraniennes) ont utilisé des pièces d'artillerie lourde de 175 mm. de fabrication américaine, pour bombarder les villes de Khanaqin et de Mandali » (2).

Seulement deux villes sont donc citées par le Gouvernement irakien : il est vrai qu'à la page 50, de la liste détaillée des violations, du même rapport, le Gouvernement irakien ajoute le nom de Zorbatiya, mais pour le reste, on a beau chercher, il n'y a pas la moindre trace de Mounzariya, de Naft-Khâna et de Mustapha-Lwand. Par contre, toujours la même liste nous donne d'autres noms : Qorato, Naft-Munthariab et le poste-frontière d'Al-Chuhada.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le prétendu « souci de rigueur scientifique » de Messieurs de l'Institut fait défaut. Mais le plus fâcheux suit : en effet, à propos de « violents combats aériens et navals... » du 4 septembre, non seulement le rapport du Gouvernement irakien précise, à la page 11, la nature du bombardement, en l'occurrence par « l'artillerie lourde de 175 mm... », mais surtout il confirme, dans ses listes des « violations de l'espace aérien irakien par les Iraniens pendant la période allant du 11 avril au 11 septembre 1980 » (4), la non-existence de prétendus « violents combats aériens », par le fait qu'aucune allusion n'est faite à une quelconque violation de l'espace aérien irakien depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1980.

Est-ce une omission du Gouvernement irakien ?

Comment un Gouvernement peut-il omettre de citer les violations de son espace aérien, surtout pour le jour qu'il a fixé comme étant le début de la guerre, le jour où « de violents combats aériens et navals ont éclaté... et deux avions Phantom iraniens sont abattus » ? Une omission de cette taille est pour le moins très étonnante.

Deux suppositions se présentent donc à nous : ou bien ces « violents combats aériens et navals » ont bel et bien eu lieu le 4 septembre 1980 entre les forces irakiennes et les forces iraniennes, et ainsi la thèse fixant le début de la guerre à cette date retiendrait notre attention, ou bien ces « violents combats... » sont une pure invention et par conséquent ladite thèse serait sérieusement ébranlée.

(3) p. 110, B1

(4) p. 39 et 42, B2

Supposons donc que ces « violents combats aériens et navals ont éclaté... ». Il nous faut au préalable situer le lieu de ces combats. Ont-ils eu lieu dans l'espace aérien irakien et en zone maritime irakienne ?

Etant donné qu'aucune mention n'est faite à ce sujet dans le rapport du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak (5), on est donc en droit de supposer que « ces violents combats... » n'ont pu avoir lieu que dans l'espace aérien iranien et en zone maritime iranienne.

Une supposition qui nous amène à poser les questions suivantes :

- Pourquoi les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches des Editions du Monde Arabe ont-ils omis de préciser les lieux où se sont déroulés ces « violents combats » ?
- Pourquoi ont-ils omis d'indiquer le lieu où se sont écrasés les « deux avions Phantom iraniens abattus » ?
- Par quelle magie l'Irak, « agresseur » le jeudi 4 septembre 1980, s'est-il retrouvé livrant de « violents combats » dans son espace aérien et dans sa zone maritime ?

Ceci dit, passons maintenant aux vérifications préliminaires. L'ouvrage de l'Institut d'Etudes et de Recherches des Editions du Monde Arabe, sous le titre « La libération du Chatt el-Arab » (6) nous apprend que : « jusqu'à cette date (21 septembre 1980), les agences de presse avaient rencontré des difficultés pour obtenir des informations de source iranienne, en raison de l'interruption des communications entre Téhéran et le monde extérieur ».

D'après cet ouvrage, l'Irak est coupé du monde extérieur, tandis que l'Irak est en contact avec le monde extérieur ; par conséquent nous devrions logiquement nous attendre à une confirmation de la supposée « agression iranienne du 4 septembre » de la part de la presse internationale.

Etant donné que le journal *Le Monde* a été, et de loin, le plus cité par ces Messieurs de l'Institut dans leur ouvrage (une trentaine de fois au total, et principalement pour le mois de septembre 1980), il nous suffit donc de feuilleter ce journal pour chercher une quelconque confirmation de « l'agression » iranienne. Mais hélas, aucune allusion à cette fameuse « agression » n'est faite dans ce journal dans ses parutions du 5 au 10 septembre.

Par contre, dans le journal *Le Monde* daté des 7 et 8 septembre, on peut lire : « selon l'agence Pars (agence iranienne), de violents échanges d'artillerie dans la région de Qasre-Shirin ont fait une dizaine de morts du côté iranien ».

Cette information fait d'abord voler en éclats les prétendues « difficultés pour obtenir des informations de source iranienne » et jette un démenti éclatant à la soi-disant « interruption des communications entre Téhéran et le monde extérieur ».

(5) B2

(6) p. 116-117. B1

Mais, quand on découvre que le journal *Le Monde* a réservé, quotidiennement, tout au long du mois de septembre 1980, une place aux informations venant d'Iran, on ne peut que s'étonner et se demander : qu'est devenue « la préoccupation majeure (de ces Messieurs de l'Institut) de présenter au lecteur les faits tels qu'ils se sont déroulés sans les déformer » ! ?

Les informations, données par le journal *Le Monde*, vont nous faciliter la tâche pour enfin tirer les conclusions qui s'imposent :

Premièrement, les « violents combats aériens et navals... du jeudi 4 septembre 1980 » sont en toute apparence une pure invention, et une preuve supplémentaire nous en est donnée par le journal *Le Monde* du jeudi 11 septembre qui dit textuellement dans son éditorial : « La guerre larvée avec l'Irak se poursuit et vient de franchir un nouveau pas dans l'escalade avec l'entrée en action, mardi (c'est-à-dire le 9 septembre) des aviations des deux pays. »

Un éclatant démenti est donc jeté sur les assertions des Messieurs de l'Institut.

Deuxièmement, le Gouvernement irakien qui s'acharne depuis des mois pour faire avaler à la communauté internationale la date du 4 septembre comme marquant le début de la guerre, dans le but de justifier l'invasion généralisée par air, mer et terre du territoire iranien du 22 septembre, pourquoi n'a-t-il pas informé l'opinion internationale à chaud ?

Depuis quand « un Gouvernement agressé » s'enferme-t-il dans un mur de silence pendant une longue semaine et se réveille non pas, hélas, pour appeler au secours, mais pour parler de « revendications territoriales », de « zones libérées »... !

Etonnant, n'est-ce-pas ?

Etonnant et pourtant vrai : en effet, on peut lire dans le journal *Le Monde* du vendredi 12 septembre 1980, textuellement : « Pour la première fois, mercredi, l'Irak a admis être directement impliqué dans le conflit. Le Chef de l'Etat irakien, Monsieur Saddam Hussein, et le quotidien officiel du Baath As-Saoura, ont indiqué que les affrontements portaient sur une revendication territoriale. Selon Bagdad, les forces irakiennes ont, au cours des derniers jours, libéré la zone de Zain Al-Qaws (76 km<sup>2</sup>), usurpée par l'Iran depuis 10 ans. »

Résumons un peu ces événements : « L'Irak est agressé par l'Iran le jeudi 4 septembre 1980 ». La « guerre » éclate. « L'agressé » s'enferme dans un mur de silence. Il laisse la communauté internationale pendant une semaine dans l'ignorance. Il se décide enfin le mercredi 10 septembre à briser son mur de silence pour nous apprendre que « les affrontements portaient sur une revendication territoriale », qu'il a « libéré 76 km<sup>2</sup> usurpés par l'Iran depuis 10 ans » ! Une histoire à dormir debout.

N'est-il pas plus logique, plus évident de supposer que « l'agression du 4 septembre » n'est qu'une fabrication de l'esprit, raison pour laquelle nulle

trace de cette agression n'est signalée dans la presse internationale, raison pour laquelle, les Messieurs de l'Institut, prenant leurs désirs pour des réalités, se sont piégés à leurs propres données confrontées à celles du Gouvernement irakien.

Si les affrontements et violations des frontières avaient pris « un tournant dangereux le jeudi 4 septembre 1980 » et s'il fallait désigner un agresseur, le coupable, dans ces conditions, ne pourrait être a priori que le Gouvernement, qui justifie ces affrontements par « une revendication territoriale ». En effet, tout agressé, surtout les premiers jours de l'agression, se consacre à sa propre défense. Mais quand une armée revendique des territoires « usurpés depuis 10 ans » et commence à les « libérer », il lui serait difficile de faire avaler la pilule de « l'agression par l'autre » à l'opinion internationale. Toute tentative dans ce sens ne pourrait être qu'échafaudage.

Ceci dit, passons maintenant à l'analyse.

## Le langage des chiffres

Les violations de l'espace aérien et les incidents de frontière de tout ordre ont fait l'objet de notes de protestation rédigées par l'agressé et envoyées à l'agresseur. Il nous faut donc au préalable trouver la date initiale de cette série d'incidents de frontière.

Du côté iranien, la première note de protestation émane du premier-lieutenant de Mehran, datée du 4 avril 1979, dont le numéro de référence est 4-401-50-2-3, envoyée à son homologue irakien de Bassorah, concernant la violation de l'espace aérien iranien par un hélicoptère irakien, qui a survolé à basse altitude le poste de douane de Bahram-Abad et la ville de Mehran vers 11 h (heure locale) le 2 avril 1979 (7).

Le lendemain, les Irakiens ont tiré sur un troupeau de moutons dans un pâturage, à la frontière, en territoire iranien, causant des blessures. Cet incident a lui aussi fait l'objet d'une note de protestation, datée du 5 avril 1979, dont le numéro de référence est 401-77-5-5-1, signée par le premier-lieutenant de la garde de frontière de Qasre-Shirin, et adressée à son homologue irakien.

Mais le premier incident grave a eu lieu le 2 juin 1979, à trois kilomètres de la frontière, à l'intérieur du territoire iranien, dans la zone située entre les bornes-frontières 22-31 et 22-30, de la région de Dehloran, où, lors d'une patrouille, quatre gardes-frontière iraniens, dans deux voitures, ont surpris une voiture Chevrolet irakienne ; aussitôt, une course-poursuite se déclencha en direction de la frontière ; une fois rattrapés, les occupants de la voiture

(7) Ministère des Affaires Etrangères, Iran.

irakienne ont aussitôt ouvert le feu, blessant deux gardes-frontière iraniens. Cet incident est relaté dans une note de protestation, datée du 2 juin 1979, dont le numéro de référence est 401-77-22, et signée par le premier-lieutenant de Dehloran.

On dénombre du côté iranien au total 637 incidents, à des degrés divers, qui ont eu lieu durant la période allant du 2 avril 1979 au 22 septembre 1980 (8).

D'autre part, ces 637 incidents, parallèlement aux notes de protestation régionales rédigées par les lieutenants des gardes de frontière iraniens et envoyées à leurs homologues irakiens, ont fait l'objet de notes de protestation ministérielles.

Le ministre des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran a envoyé au total 53 notes de protestation au Gouvernement irakien, portant sur les 637 incidents (9). La première note est datée du 16 avril 1979, dont le numéro de référence est 270-6-258. En tout et pour tout, le Gouvernement irakien n'a répondu qu'à 19 notes de protestation iraniennes (9).

D'autre part, les Iraniens disent avoir reçu 110 notes de protestation de la part du Gouvernement irakien par l'intermédiaire de leur ambassade à Bagdad. La première note de protestation irakienne étant datée du 5 juin 1979. Mais, tout en reconnaissant avoir reçu ces 110 notes de protestation, ils signalent que « 45 de ces notes nous ont été envoyées au cours des deux mois précédant la guerre, dont 16 en un seul jour » (10), et précisent avoir répondu à toutes les notes, mais l'ambassade d'Irak à Téhéran « a refusé de recevoir les réponses des 45 dernières notes de protestation » dont il a été question (10).

Une question vient à l'esprit : les notes irakiennes sont-elles du même ordre d'importance que les notes iraniennes ? En d'autres termes, quelle est la moyenne d'incidents par note de protestation officielle ?

Nous avons vu que dans le cas de l'Iran, 637 incidents ont fait l'objet de 53 notes de protestation, ce qui nous donne une moyenne d'environ 12 incidents par note de protestation iranienne.

Quelle est la moyenne irakienne ?

Pour le calcul, nous allons nous baser uniquement sur le rapport du ministre des Affaires étrangères de la République d'Irak. D'après ses listes (11) des incidents qui ont eu lieu durant la période allant du 27 mai au 11 septembre 1980, nous constatons qu'au total 172 incidents ont fait l'objet de 33 notes de protestation qui ont été « envoyées à l'ambassade d'Iran à Bagdad » (12), ce qui nous donne une moyenne d'environ 5 incidents par note irakienne.

(8) p. 179. B3

(9) p. 111. B4

(10) p. 114. B4

(11) p. 39 à 50. B2

(12) p. 39 et 44. B2. Chaque note n'a été comptée qu'une seule fois. C'est le cas par exemple des notes 5-1-7-12302 et 5-1-7-12569 de la page 42 du rapport qu'on retrouve répétées respectivement dans les pages 48 et 49.

Ce simple calcul tend à démontrer que les agressions et violations de tout ordre commises par l'Irak sont en quantité au moins double de celles commises par l'Iran. On s'en tient pour le moment à la quantité ; on passera plus loin à la qualité des agressions, plus précisément durant la période de guerre proprement dite. Mais, au préalable, une vérification quantitative s'impose.

Durant la période allant du 11 avril au 11 septembre 1980, les agressions aériennes iraniennes contre l'Irak sont au nombre de 69 (13). Quant aux agressions aériennes irakiennes contre l'Iran, durant la même période, elles sont au nombre de 131 (14).

Durant la période allant du 27 mai au 7 septembre 1980, les agressions terrestres iraniennes contre l'Irak sont au nombre de 103 (15). Quant aux agressions terrestres irakiennes contre l'Iran, elles sont au nombre de 221 (16).

Ce qui nous donne le total suivant :

- agressions iraniennes : 172
- agressions irakiennes : 352

C'est donc une confirmation : les agressions irakiennes aériennes et terrestres, pour la période du 11 avril au 11 septembre 1980, sont deux fois plus élevées que les agressions iraniennes.

D'autre part, il y a eu, pour la période du 14 mai au 11 septembre 1980, 22 agressions maritimes irakiennes contre l'Iran (17) ; alors que du côté irakien, aucun incident de cet ordre n'est signalé dans le rapport du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak.

Du côté irakien, on précise : « Pour ne citer qu'un exemple, pour la période allant de juin à septembre 1980, les Iraniens ont commis 187 violations et opérations militaires » (18).

Etant donné que pour la période du 1<sup>er</sup> juin au 4 septembre 1980 inclus, il n'y a eu que 128 violations et opérations militaires commises par les Iraniens contre l'Irak (19), on est en droit de supposer que le Gouvernement irakien a comptabilisé 187 violations et opérations militaires pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre 1980.

La question qui se pose : combien de violations et d'opérations militaires ont été commises par les Iraniens contre l'Irak au cours du mois de septembre ? Pourquoi cette question ? Tout simplement pour vérifier la thèse du Gouvernement irakien. En d'autres termes, la conclusion de l'analyse qui suit va nous confirmer ou infirmer cette thèse.

(13) p. 39 à 42. B2

(14) p. 181 à 191. B3

(15) p. 44 à 50. B2

(16) p. 182 à 189. B3

(17) p. 182 à 191. B3

(18) p. 11. B2

(19) p. 39 à 50. B2

- Du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1980, il y a eu 43 violations et opérations militaires commises par l'Iran contre l'Irak.
- Du 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1980, il y a eu 51 violations et opérations militaires commises par l'Iran contre l'Irak.
- Du 1<sup>er</sup> au 31 août 1980, il y a eu 29 violations et opérations militaires commises par l'Iran contre l'Irak (20).

Le total de ces incidents pour les mois de juin, juillet et août est de 123.

Etant donné qu'il y a eu du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre 1980, au total « 187 violations et opérations militaires » (21), une simple soustraction nous donne le nombre de 64 agressions commises par l'Iran contre l'Irak pour la période allant du 1<sup>er</sup> au 30 septembre 1980.

La question qui vient à l'esprit : les 64 violations et opérations militaires commises par l'Iran contre l'Irak justifient-elles un début de guerre le 4 septembre 1980, comme n'arrête de l'affirmer le Gouvernement irakien ?

La différence entre les nombres d'incidents commis au mois de juillet 1980 et ceux commis au mois de septembre 1980 par les Iraniens contre les Irakiens n'est que de 13. Il serait par conséquent ridicule d'admettre que cette différence ait permis le passage « d'incidents de frontière » à « une guerre ouverte déclarée par l'Iran », et cela pour plusieurs raisons :

Premièrement, la différence entre « incidents de frontière » et « guerre ouverte » ne se voit pas seulement à la qualité, mais aussi à la quantité des agressions. Par conséquent, si la guerre avait effectivement « éclaté le 4 septembre 1980 et avait été déclarée par l'Iran », conformément à la thèse irakienne, la différence quantitative entre le nombre d'agressions iraniennes du mois de juillet et celui du mois de septembre 1980 aurait certainement été bien grande : ce qui n'est absolument pas le cas.

Comment donc peut-on croire qu'une guerre éclate au début du mois (le 4 septembre) et enregistre durant ce même mois un nombre de violations et d'opérations militaires de la part de l'agresseur à peine supérieur à celui commis par ce dernier deux mois auparavant au cours de simples incidents de frontière ! ?

D'autre part le nombre d'agressions iraniennes contre l'Irak, établi à 64, porte sur tout le mois de septembre, et s'il fallait tenir compte du fait que la guerre n'a éclaté, selon les Iraniens, que le 22 septembre, ce qui suppose un grand nombre d'attaques iraniennes, conformément au principe de la légitime défense, au cours des neuf derniers jours du même mois, le total du mois de septembre se trouverait considérablement réduit. Le nombre d'agressions iraniennes contre l'Irak du mois de septembre deviendrait ainsi inférieur à celui par exemple du mois de juillet 1980. Comment, encore une fois, peut-on croire que la guerre ait pu éclaté le 4 septembre 1980 ?

(20) idem

(21) p. 11, B2

Deuxièmement, le nombre de violations et d'opérations militaires commises par l'Irak contre l'Iran pour la même période s'établit ainsi :

- du 1<sup>er</sup> au 30 juin 1980, on enregistre 69 agressions irakiennes
- du 1<sup>er</sup> au 31 juillet 1980, on enregistre 97 agressions irakiennes
- du 1<sup>er</sup> au 31 août 1980, on enregistre 73 agressions irakiennes
- du 1<sup>er</sup> au 22 septembre 1980, on enregistre 234 agressions irakiennes (22).

Ces chiffres tendent à prouver qu'il y a eu d'une part une aggravation très sensible des violations et opérations militaires commises par l'Irak contre l'Iran durant la période allant du 1<sup>er</sup> au 22 septembre 1980.

D'autre part, si l'on compare les chiffres sus-mentionnés, c'est-à-dire 234 agressions irakiennes contre l'Iran pendant une vingtaine de jours, contre 64 agressions iraniennes contre l'Irak pendant une trentaine de jours, non seulement cette comparaison tend à démontrer le manque de sérieux de la thèse du Gouvernement irakien, mais aussi la façon dont les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches ont rendu compte de la suite des événements ; je cite : « Des combats tout aussi violents (aériens) se poursuivent les 5 et 6 septembre. Ils entraînent la destruction des installations pétrolières de la région et d'un grand nombre de postes militaires... Le 9 septembre, l'armée irakienne est acheminée à la frontière... Les bombardements se sont multipliés dans la région du Chatt el-Arab... » (23).

Faut-il rappeler au lecteur qu'aucune violation de l'espace aérien irakien n'a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> et le 9 septembre 1980, conformément à la fois aux données du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak et à celles du journal *Le Monde* ! (24).

Faut-il également signaler au lecteur que les 5 et 6 septembre 1980 il n'y a eu que sept incidents de frontière, conformément aux données du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak (25) et que l'on ne trouve aucune allusion à la « destruction des installations pétrolières de la région et d'un grand nombre de postes militaires » !

Troisièmement, en scrutant les listes du ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak (26), on découvre à la page 42 que « le 21 août 1980 il y a eu bombardement général de villages, ports et installations pétrolières à la frontière », commis par les Iraniens, alors que le 4 septembre il n'y a eu que des tirs « de l'artillerie iranienne à travers la frontière contre les territoires irakiens » (27).

On est en droit de se demander pourquoi « le tournant dangereux » n'a pas été fixé au 21 août, jour du « bombardement général... » ? Pourquoi a-t-on

(22) p. 183 à 194. B3. L'attaque générale par air, mer et terre lancée le 22 septembre par les troupes irakiennes contre l'Iran n'est pas incluse.

(23) p. 110-111. B1

(24) p. 39 et 42. B2. *Le Monde*. 11.9.1980

(25) p. 50. B2

(26) p. 39 à 50. B2

(27) p. 44. B2

choisi le 4 septembre, date où les « tirs d'artillerie à travers la frontière » n'ont concerné qu'une zone de la frontière, bien déterminée, celle de « Zain Al-Qaws » (28) ?

Fixer le début de la guerre à une date où les incidents n'ont concerné qu'une zone bien limitée, et la préférer à celle où les incidents se sont manifestés par « un bombardement général de villages, ports et installations pétrolières », est pour le moins surprenant !

En fait, le journal *Le Monde* ne fait pas la moindre mention du « bombardement général... » du 21 août. Par contre, dans ses éditions du vendredi 29 août 1980, il nous apprend : « L'agence officielle iranienne Pars a annoncé mercredi soir 27 août une brusque aggravation de la situation militaire à la frontière irano-irakienne. En effet, selon l'agence, l'armée iranienne a, pour la première fois, tiré des missiles sol-sol pour repousser des agresseurs irakiens dans la région de Qasre-Shirin dans la province de Kermanshahr, à 600 km à l'ouest de Téhéran. Pars indique que les combats dans cette région ont pris mercredi soir une nouvelle ampleur et se sont propagés à tous les postes-frontière ».

Il est tout de même surprenant qu'une nouvelle fois ce n'est pas « l'Irak agressé » mais plutôt « l'Iran agresseur » qui fait état de nouveaux affrontements ! Comment justifier, pour la deuxième fois, le silence des Irakiens ? Surtout si l'on n'est pas en droit de supposer que le bombardement général du 21 août n'est qu'une nouvelle invention irakienne pour justifier les agressions du 27 août !

Ce double silence du Gouvernement irakien contribue à faire clairement apparaître que sa thèse concernant le début de la guerre n'est qu'échafaudage, et c'est d'autant plus regrettable de constater que les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe ont pris pour base cet échafaudage, sans se poser la moindre question, pour se lancer dans « l'analyse » du conflit proprement dit.

## CHAPITRE DEUXIÈME

# LA THÈSE DU GOUVERNEMENT IRANIEN

### Les vérifications nécessaires

Pour le Gouvernement iranien, la guerre a éclaté le 22 septembre, jour où les Irakiens ont lancé une attaque générale par air, mer et terre, et commencé l'invasion de l'Iran.

L'ouvrage de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe nous donne la confirmation de l'attaque effectuée sur « décision du Conseil de Commandement de la Révolution Irakienne » (1) pour « porter des coups décisifs » (1), et d'expliquer : « les forces aériennes irakiennes effectuèrent le 22 septembre 1980 des raids sur dix bases militaires et aériennes situées à l'intérieur du territoire iranien » (1), et d'ajouter : « le 23 septembre... les forces irakiennes ont pénétré en territoire iranien sur une profondeur d'une quinzaine de kilomètres et investi les villes de Soumar, Qasre-Shirin, Zahab et Charnel... Elles accentuèrent leurs pressions sur la ville de Mohammarah et détruisirent une partie des raffineries d'Abadan » (1), et de préciser : « Ce n'est qu'à ce moment-là que le conflit a pris une dimension internationale » (1).

Rappelons-nous du fait que dans ce même ouvrage, à la page 35, on peut lire : « l'agression iranienne... du 4 septembre... marque le véritable début de la guerre entre les deux pays ».

Donc, l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe fait la distinction entre les incidents du 4 septembre et ceux du 22 septembre, et considère les premiers comme marquant « le début de la guerre », tandis que les seconds ont donné « une dimension internationale au conflit » !

Par ailleurs, pour ce même Institut, l'initiative des événements du 22 septembre a été prise par le Conseil du Commandement de la Révolution Irakienne et exécutée par l'armée irakienne de deux manières : raids très à

(1) p. 118-119. B1. Mohammarah est une ville iranienne de 230 000 habitants, dont le vrai nom avant l'occupation irakienne était Khorramshahr ; sous l'occupation, elle est devenue Mohammarah, mais depuis sa libération en 1982, elle porte le nom de Khouninshahr (ville du sang), allusions aux destructions subies et aux souffrances infligées à la population.

l'intérieur du territoire iranien et, parallèlement, invasion de ce même territoire, dont le résultat fut, dès le deuxième jour, une pénétration sur une profondeur d'une quinzaine de kilomètres. La question de la responsabilité pour les événements du 22 septembre ne se pose donc pas, puisque la reconnaissance est on ne peut plus claire.

Mais bien que la thèse du Gouvernement irakien n'est, comme nous l'avons démontré, qu'un misérable échafaudage, nous n'allons tout de même pas nous permettre de cautionner la thèse du Gouvernement iranien, avant de faire les vérifications nécessaires.

Dans l'ouvrage de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe, nous avons relevé plusieurs sortes « d'agressions iraniennes » du 4 au 7 septembre, dont on n'a trouvé aucune confirmation ni dans le journal *Le Monde*, ni, surtout, dans la liste détaillée des agressions iraniennes pour la période du 27 mai au 7 septembre 1980, établie par le ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak.

Nous nous sommes longuement arrêtés dans le chapitre précédent, pour démontrer avec quelle légèreté les événements furent rapportés par les Messieurs de l'Institut ; il serait par conséquent utile de voir comment la suite des événements fut présentée par eux.

#### *Le 9 septembre*

« Le 9 septembre, l'armée irakienne est acheminée à la frontière et contraint, au terme de violents combats, les Iraniens à se retirer de la région de Zain Al-Qaws » (2).

Ce que ne précisent pas les Messieurs de l'Institut, c'est que cette région de Zain Al-Qaws fait partie intégrante du territoire iranien depuis au moins une dizaine d'années ; en effet, Monsieur Saddam Hussein, Chef de l'Etat irakien, brisant son mur de silence le 10 septembre, comme nous l'avons expliqué, ainsi que le quotidien officiel du Baath (le parti au pouvoir en Irak), *As-Saoura*, rapportaient que les affrontements portaient sur une revendication territoriale et que les forces irakiennes avaient libéré la zone de Zain Al-Qaws usurpée par l'Iran depuis dix ans, c'est-à-dire à l'époque du Chah et bien avant les Accords d'Alger. On est donc en droit de déduire que d'une part les violents combats du 9 septembre sont une évidente agression irakienne contre l'Iran, et que d'autre part l'acheminement de l'armée irakienne à la frontière présage une future guerre en bonne et due forme.

#### *Du 10 au 16 septembre*

« Le 10 septembre, les forces irakiennes libèrent la région de Seif Saad... Le 16 septembre, les forces irakiennes avaient déjà libéré 324 km<sup>2</sup> du territoire qui revenait à l'Irak en vertu des Accords d'Alger » (2).

(2) p. 111, B1

Etant donné que l'Irak n'a abrogé que le mercredi 17 septembre l'accord de réconciliation, conclu le 6 mars 1975, à l'issue du premier sommet de l'O.P.E.P., tenu à Alger, entre Monsieur Saddam Hussein, alors vice-président irakien, et le Chah d'Iran ; on est en droit de déduire en toute logique que les libérations de territoires des 10 et 16 septembre sont une nouvelle fois d'évidentes agressions irakiennes contre l'Iran, et constituent une flagrante violation en droit international d'un accord en cours de validité.

### *Le 17 septembre*

« Le 17 septembre, les bombardements iraniens sur le Chatt el-Arab s'intensifièrent » (3).

Au terme de l'Accord d'Alger, le Chatt el-Arab, voie d'eau formée par la réunion du Tigre et de l'Euphrate sur le Golfe, avait été divisé, selon une ligne médiane, en deux parties égales, attribuées respectivement à l'Iran et à l'Irak.

Le 17 septembre, Monsieur Saddam Hussein déclare officiellement que les Accords sont « nuls et nonavenus et que le Chatt el-Arab doit retourner sous souveraineté arabe » (4). Il a même ajouté : « Nous avons pris la décision de récupérer tous nos territoires par la force, les eaux du Chatt el-Arab doivent retrouver leur ancien statut irakien et arabe et être placées entièrement sous souveraineté irakienne » (5).

L'agence irakienne d'information a aussitôt propagé l'abrogation de l'Accord d'Alger, en ajoutant « que les bâtiments naviguant sur cette voie d'eau devront hisser le drapeau irakien et payer une taxe de transit, dont le montant sera fixé par Bagdad » (6).

Le lendemain, cette même agence nous apprend « qu'un navire japonais a entrepris jeudi (le 18 septembre) pour la première fois depuis 1975 la traversée du Chatt el-Arab sous la conduite d'un pilote irakien avec le drapeau de l'Irak hissé au grand mât » (7).

Cet enchaînement d'événements, en violation du droit international, a été accompagné « de violents combats dans la province pétrolière du Khouzistan iranien » (4).

Les bombardements iraniens, cités par les Messieurs de l'Institut, ne sont donc qu'une « riposte » (4) à une double agression : l'abrogation unilatérale des Accords d'Alger et l'attaque militaire irakienne qui l'a accompagnée.

### *Le 21 septembre*

« Le 21 septembre, les forces irakiennes avaient achevé de libérer les territoires qui lui revenaient en vertu des Accords d'Alger. Bagdad a alors proposé

(3) p. 116. B1

(4) *Le Monde*, 24.9.1980

(5) *Le Monde*, 19.9.1980

(6) *Le Monde*, 20.9.1980

(7) *Le Monde*, 21 et 22.9.1980

à Téhéran d'ouvrir des négociations... L'Iran a rejeté cette offre et a intensifié ses opérations militaires dans l'après-midi du 21 septembre. Les forces iraniennes ont entrepris un pilonnage systématique des villes, des usines, des écoles et des hôpitaux irakiens et bombardé les navires mouillés dans le Chatt el-Arab. Le soir de ce même jour, 125 000 réservistes iraniens sont venus se joindre aux gardiens de la Révolution et à l'armée iranienne... D'après le journal *Le Monde*, les Iraniens ont bombardé des objectifs militaires en Irak, causant des dommages dans six aéroports : 47 personnes ont été tuées et une centaine blessées » (8).

Les événements se sont succédé en chaîne ce 21 septembre, mais ils ne sont en réalité qu'une misérable mise en scène.

Faisons d'abord deux remarques :

– L'achèvement de « la libération » de territoires :

Il s'agit bien entendu de « territoires usurpés par l'Iran depuis 10 ans » (9). Ceci dit, puisqu'il y a achèvement de « la libération » de territoires, on ne devrait par conséquent plus s'attendre de la part du Gouvernement irakien à des agressions nouvelles. En effet :

– Bagdad « propose des négociations » :

Des négociations sur quoi ? Sur des zones iraniennes entières et le Chatt el-Arab occupés, en violation des Accords d'Alger !

Par ailleurs, en scrutant la presse internationale on peut chercher une allusion quelconque à cette prétendue « proposition de négociation » en vain. Par contre, on apprend que « de violents affrontements avaient déjà opposé dimanche 21 septembre les forces de l'Iran et de l'Irak... Le port iranien d'Abadan, où se trouve la plus vaste raffinerie du monde, a été bombardé et un des réservoirs incendié. Le port voisin de Khorramshar a été pilonné par l'artillerie irakienne et a subi de graves destructions... Plusieurs personnes ont été tuées et blessées » (10).

Il y a quand même eu, en ce même jour, un arrêt des tirs des deux côtés contre les installations pétrolières, non pas parce que l'Irak « a proposé des négociations », mais plutôt, nous précise le journal *Le Monde* : « Les forces iraniennes auraient riposté aux attaques contre Abadan en tirant à leur tour en direction de Bassorah, mais, par la suite, les deux pays auraient cessé ces tirs susceptibles de mettre en danger les installations pétrolières » (10).

On est donc en droit de supposer que cette « proposition de négociation » n'est qu'une nouvelle invention forgée pour consolider toute une mise en scène qui se résume ainsi :

Premièrement, l'Iran « rejette l'offre de négociation » le même jour.

Deuxièmement, toujours le même jour, en l'occurrence « dans l'après-midi

(8) p. 117, B1

(9) *Le Monde*, 12.9.1980

(10) *Le Monde*, 23.9.1980

du 21 septembre, les forces iraniennes ont entrepris un pilonnage systématique des villes, des usines, des écoles et des hôpitaux irakiens... ».

Troisièmement, « le soir de ce même jour, 125 000 réservistes iraniens sont venus se joindre aux gardiens de la Révolution et à l'armée iranienne ».

Cette mise en scène est montée dans un but très précis : la légitimation de l'attaque générale du lendemain, soit le 22 septembre 1980, par air, mer et terre, lancée par les troupes irakiennes contre l'Iran.

Passons maintenant au démontage de cette misérable mise en scène :

Premièrement, l'Iran n'a rien rejeté, puisqu'aucune proposition de négociation n'avait été offerte.

Deuxièmement, au sujet de 125 000 réservistes iraniens, d'une part, la raison pour laquelle les autorités iraniennes ont envisagé leur rappel est précisée par le journal *Le Monde* : « Face à cette situation (la recrudescence des agressions irakiennes), le Conseil National de Sécurité de l'Iran s'est réuni à Téhéran dimanche (21 septembre)... Le Chef de l'Etat a décidé le rappel de quelque 120 000 réservistes. L'opération devrait être terminée le 3 octobre » (11) ; d'autre part, ces réservistes ne sont pas « venus se joindre le soir même à l'armée iranienne », puisque leur rappel aurait dû durer douze jours et n'avait même pas encore commencé !

Troisièmement, à propos du « pilonnage systématique... », les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches ont par ailleurs clôturé le reportage des événements du 21 septembre 1980 en écrivant textuellement : « D'après le journal *Le Monde*, les Iraniens ont bombardé des objectifs militaires en Irak, causant des dommages dans six aéroports ; 47 personnes ont été tuées et une centaine blessées » (12).

Les Messieurs de l'Institut ayant oublié de préciser la date de ce témoignage, il nous a fallu parcourir le journal *Le Monde* des 22, 23 et 24 septembre, pour enfin découvrir que le témoignage cité ci-dessus s'y trouve bel et bien, en première page de l'édition du mercredi 24 septembre 1980, mais une surprise de taille nous attend : Les Messieurs de l'Institut se sont « trompés » tout simplement de jour !

En effet, le journal *Le Monde* nous apprend que les attaques iraniennes contre les six aéroports n'ont pas eu lieu le dimanche 21 septembre (la veille de l'attaque irakienne), mais bien plutôt le mardi 23 septembre, c'est-à-dire le lendemain de l'attaque générale lancée par les troupes irakiennes contre l'Iran.

Par ailleurs, cette mise en scène repose en fait sur le postulat suivant : « Le 21 septembre les forces irakiennes avaient achevé de libérer les territoires qui lui revenaient en vertu des Accords d'Alger » (12).

(11) idem  
(12) p. 117. B1

Il va de soi que sans ce postulat, il n'y aurait jamais eu de « demande de négociation ».

Un postulat lui aussi faux, puisqu'à la page 127 du même ouvrage, une surprise de taille nous attend à nouveau. Il est dit : « Le ministre irakien de la Défense, le général Adnan Khairallah, a annoncé au cours d'une conférence de presse, tenue le 24 septembre, que les forces irakiennes avaient récupéré tous les territoires irakiens spoliés ». Cette « récupération » a bien entendu eu lieu après l'attaque-surprise du 22 septembre 1980 et le début d'invasion du territoire iranien par les troupes irakiennes, sur une profondeur d'au moins 15 km. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les territoires irakiens « à récupérer » ont l'air de s'étendre mystérieusement ! Sans autre commentaire, nous concluons en nous interrogeant :

- Que reste-t-il de la mise en scène forgée par les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe ?
- Quel alibi tient encore pour justifier l'attaque généralisée par air, mer et terre, lancée le 22 septembre 1980 par les forces irakiennes contre l'Iran ?

Bien que la réponse soit sans nul doute négative dans les deux cas, nous allons quand même poursuivre les investigations.

## Le tournant dangereux

Les incidents de frontière entre l'Iran et l'Irak ont commencé au mois d'avril 1979, soit environ deux mois après l'avènement de la Révolution Islamique iranienne.

Ces incidents ont été, jusqu'au mois de février 1980, légers et stationnaires. C'est à partir de mars 1980 qu'ils ont commencé à se multiplier, pour devenir sérieux à partir du 9 avril, jour où les tirs de l'artillerie lourde irakienne sur les forces iraniennes ont fait dans la région de Qasre-Shirin 15 blessés iraniens (13).

Mais c'est incontestablement le 29 mai que les incidents ont pris une tournure grave, jour où, d'après le journal *Le Monde*, « une attaque irakienne effectuée avec des avions et de l'artillerie... contre la ville de Mehran a fait au moins 2 morts et 30 à 40 blessés... a détruit plusieurs maisons de la ville... Cet incident, le dernier d'une longue série... a sérieusement aggravé la tension entre les deux pays » (14). Le nombre des victimes faites par ces dernières attaques s'est finalement fixé à 12 morts et 36 blessés (15).

Ainsi, s'il faut situer un tournant dangereux dans une série d'incidents, c'est la date, par exemple, du 29 mai 1980 qu'on doit retenir, et non pas celle du 4 septembre, comme l'affirme le Gouvernement irakien.

(13) *Le Monde*, 11.4.1980

(14) *Le Monde*, 1 et 2.6.1980. Mehran, ville iranienne de 33 000 habitants située à 3 km de la frontière.

(15) p. 87, B5

D'autres agressions irakiennes du même ordre ont eu lieu pendant la période allant du 29 mai au 21 septembre 1980. Le tableau I donne un aperçu des conséquences de quelques-unes de ces agressions sur les personnes civiles.

Ces attaques ont causé surtout d'importants dégâts matériels, et plus particulièrement aux installations pétrolières iraniennes. Le journal *Le Monde* du 23 juillet 1980 qui, jusqu'à cette date, pas une seule fois n'a signalé une agression militaire en faveur de l'Irak, nous rapporte, par exemple, que « L'armée

TABLEAU I

AGRESSIONS IRAKIENNES SUR TROIS VILLES IRANIENNES AVANT LE DÉBUT DU CONFLIT.\*

nom de la ville	distance en km de la frontière	type de l'attaque	date	nombre de tués	nombre de blessés
Mehran	3	aérienne + artillerie	29 mai 1980	12	36
Mehran	3	missile	3 septembre 1980	2	5
Qasre-Shirin	2,5	artillerie	2 juin 1980	1	13
		artillerie	8 juillet 1980	1	1
		mortier	9 juillet 1980	1	2
		artillerie	14 juillet 1980	-	1
		artillerie	29 juillet 1980	-	6
		artillerie	6 août 1980	1	1
		aérien	11 août 1980	-	1
		artillerie	23 août 1980	1	1
		mortier	1 septembre 1980	4	35
		+	artillerie		
		artillerie	4 septembre 1980	3	22
		artillerie	9 septembre 1980	-	8
		artillerie	17 septembre 1980	2	37
		aérienne	9 juillet 1980	-	3
Sardasht	12				

Source : B5

\* Des dizaines de villes et villages iraniens ont été l'objet de violations et d'agressions irakiennes répétées, avant le début du conflit, causant la mort de plusieurs innocentes personnes. Aucune statistique n'est disponible parce que ces villes et villages ont été complètement détruits pendant la guerre. c'est le cas par exemple de Khorramshahr où plusieurs personnes furent tuées et blessées par le bombardement du 21 septembre 1980 (*Le Monde*, 23.9.1980).

irakienne a attaqué les installations pétrolières de la province iranienne de Kermanshahr dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 juillet, mettant le feu à un puits, qui brûlait toujours mardi matin... ».

Mais c'est à partir du 27 août 1980 que les incidents vont prendre « une nouvelle ampleur en se propageant à tous les postes-frontière » (16).

Le tableau II, qui donne un aperçu de l'évolution progressive des agressions irakiennes contre l'Iran pour la période allant du mois d'avril 1979 au 21 septembre 1980, fait clairement ressortir la nouvelle ampleur prise par les incidents dès fin août 1980.

TABLEAU II  
LES AGRESSIONS D'AVRIL 1979 A SEPTEMBRE 1980

Mois et année	Nombre d'agressions irakiennes contre l'Iran	Nombre d'agressions iraniennes contre l'Irak
avril 1979	3	
mai 1979	3	
juin 1979	9	
juillet 1979	7	
août 1979	2	
septembre 1979	2	
octobre 1979	11	
novembre 1979	7	
décembre 1979	9	
janvier 1980	9	
février 1980	7	
mars 1980	21	
avril 1980	28	
mai 1980	45	
<b>Total</b>	<b>163</b>	<b>160*</b>
juin 1980	69	43
juillet 1980	97	51
août 1980	73	29
septembre 1980	234**	64

Sources : B2 et B3

\* Du 23 février 1979 au 31 mai 1980 le total des agressions iraniennes contre l'Irak est de 160. Ce chiffre est une déduction sur la base d'une part des données du Ministère des Affaires Etrangères de la République d'Irak pour la période de juin à septembre 1980 et d'autre part sur une donnée de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe : « Pour la période allant du 23 février 1979 au 26 juillet 1980, 244 actes de violations de frontières ou d'agressions contre l'Irak... » Page 108. B1.

\*\* 234 agressions, du 1<sup>er</sup> au 21 septembre inclus.

La date du 27 août 1980 peut elle aussi être retenue comme ayant marqué un tournant dangereux dans une série de violations, mais en tout cas pas, encore une fois, la date du 4 septembre 1980, comme l'affirme le Gouvernement irakien.

## Le prétexte

L'analyse menée dans les pages précédentes fait ressortir trois événements principaux, dont l'enchaînement ne peut être l'effet du hasard. Ces événements paraissent être un prélude à la guerre, une stratégie étudiée et planifiée. Il s'agit des événements du mois de septembre 1980.

Premièrement, les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe nous ont appris l'acheminement à la frontière, le 9 septembre, de l'armée irakienne (17).

Deuxièmement, le lendemain, Monsieur Saddam Hussein nous apprend le but de cet acheminement en annonçant l'occupation par ses troupes d'une zone de 76 km<sup>2</sup> en territoire iranien ; l'avance irakienne devant couvrir « le 16 septembre une zone de 324 km<sup>2</sup> » (17).

Nous émettons de sérieuses réserves quant à la superficie de la zone occupée, par le fait que « les bilans donnés de part et d'autre sont invérifiables, les correspondants de presse étrangers n'ayant pas accès aux zones de combat... » (18). L'occupation proprement dite reste, quant à elle, admise, puisqu'elle est confirmée par Téhéran, mais seulement pour une zone de 10 km<sup>2</sup>.

Troisièmement, Monsieur Saddam Hussein abroge le 17 septembre, unilatéralement, l'accord de réconciliation conclu avec le Chah d'Iran, en avançant la raison suivante : « l'application de ces dispositions ayant été retardée, puis suspendue, lors de l'accession de l'Ayatollah Khomeiny au pouvoir en Iran » (19). Cette raison donnée n'est en fait qu'un prétexte sans aucun fondement.

Le ministère des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran a respecté les Accords d'Alger dans l'esprit « PACTA SUNT SERVANDA » des principes internationaux. Des notes ont été envoyées par ce ministère à l'ambassade de la République d'Irak à Téhéran, accompagnées de plusieurs cartes délimitant la frontière entre les deux pays. Le tableau III montre à l'évidence que la raison avancée par le Gouvernement irakien, pour l'abrogation des Accords d'Alger, n'est qu'un misérable prétexte forgé pour justifier des agressions futures.

(17) p. 111. B1

(18) *Le Monde*. 17.9.1980

(19) *Le Monde*. 19.9.1980

## TABLEAU III

## NOTES ET CARTES ENVOYÉES PAR L'IRAN A L'IRAK\*

Date	Numéro de la note	Nombre de cartes
3 février 1979	11643-18	10 ( 50 feuilles)
17 mai 1979	1294-18	10 ( 50 feuilles)
6 juin 1979	1921-18	10 ( 50 feuilles)
13 juin 1979	2117-18	10 ( 50 feuilles)
24 juin 1979	2428-18	10 ( 50 feuilles)
15 juillet 1979	3114-18	10 ( 50 feuilles)
17 février 1980	180-2-5	10 ( 50 feuilles)
18 février 1980	424-11-11596-18	10 ( 50 feuilles)
1 mars 1980	424-11-12209-18	30 (150 feuilles)

Source : Ministère des Affaires Etrangères de la République Islamique d'Iran.

\* Chaque note a été accompagnée de cartes, délimitant la frontière entre les deux pays, à l'échelle 1/25 000, envoyées du Ministère des Affaires Etrangères de la République Islamique d'Iran à l'Ambassade de la République d'Irak à Téhéran, en application des Accords d'Alger de 1975.

Signalons aussi que le ministère des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran a reçu deux notes, datées respectivement 8 et 9 septembre 1980, du Gouvernement irakien, protestant contre une occupation fictive d'une zone de ses territoires par les troupes iraniennes. Pourquoi fictive ? Parce que, comme nous l'avons signalé, Monsieur Saddam Hussein a parlé de « libération » de territoires « usurpés par l'Iran depuis 10 ans ».

En fait ces deux notes sont un stratagème devant servir de base à l'enchaînement des principaux événements du mois de septembre. Toutefois, Téhéran a répondu, soulignant son respect total des frontières irako-iraniennes et manifestant une grande inquiétude à propos des assertions irakiennes (20).

Précisons, enfin, que le ministère des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran s'est élevé contre l'abrogation des Accords d'Alger par le Gouvernement irakien, tout en soulignant son « respect le plus total à propos du Traité du 13 juin 1975, ses trois Protocoles annexes, aux Lettres échangées, aux Procès-verbaux et leurs annexes, ainsi qu'aux quatre Accords complémentaires, signés le 26 décembre 1975 » (21).

Le ministère des Affaires étrangères de la République d'Irak, en réponse aux notes iraniennes, ne s'est pas seulement contenté de confirmer l'abrogation des Accords d'Alger par son propre Gouvernement, mais il a insisté sur

(20) Note, n° 1818, Téhéran, 13.9.1980

(21) Note, n° 424-7-2-6336-18, Téhéran, 26.10.1980

Note, n° 424-7-2-7400-18, Téhéran, 1.12.1980

Note, n° 424-7-2-7924-18, Téhéran, 15.12.1980

Note, n° 424-7-2-8790-18, Téhéran, 14.1.1981

« son refus de renégocier des accords annulés » auxquels « il ne prête aucune valeur juridique » (22).

Suite donc à ce prétexte, le Conseil de Commandement de la Révolution Irakienne donne l'ordre, le 22 septembre, à ses forces armées, de lancer une attaque générale par air, mer et terre contre l'Iran. Cette décision a donné lieu à un communiqué, signé par Monsieur Saddam Hussein, mais dont la diffusion par la radio et la télévision de Bagdad « a suivi de peu l'annonce, en Iran, du bombardement de l'aéroport de Téhéran et de plusieurs terrains d'aviation, dont ceux d'Ahwaz, Hamadan, Tabriz, Desfoul, Bous-hehr... » (23).

C'est par conséquent une attaque très lâche, contraire à la fois aux principes de l'Islam et au droit international en usage de nos jours, qui exigent tous deux, au préalable, avant toute action de cet ordre, une déclaration de guerre. C'est d'ailleurs ce que n'a pas manqué de signaler le journal *Le Monde* en soulignant que « les combats, auxquels participent des unités des trois armes, ont pris la dimension d'une guerre non déclarée » (23).

L'attaque irakienne, lancée contre l'Iran le lundi 22 septembre 1980, marqua sans le moindre doute le véritable début de la guerre entre les deux pays. C'est d'ailleurs ce que va nous confirmer le ministère de l'Information de la République d'Irak, comme nous le verrons dans la Troisième Partie du présent ouvrage.

Le jour du crime ayant été situé, de lourds soupçons pèsent sur le Gouvernement irakien ; il nous faut donc pousser plus loin les recherches pour désigner l'agresseur.

(22) Note, concernant l'abrogation unilatérale des Accords d'Alger. n° 14024-7-1-5. Bagdad, 17.9.1980. Notes de « refus de renégocier des accords annulés » : n° 15639-1-7. Bagdad, 16.11.1980. n° 16532-1-7. Bagdad, 6.12.1980, n° 1243-1-1-7. Bagdad, 31.1.1981.

(23) *Le Monde*, 23.9.1980.

## DEUXIÈME PARTIE

QUI ?

Institut Kuvle de Paris

## CHAPITRE PREMIER

# LA MARCHÉ VERS LA GUERRE

## La préméditation

Le tableau IV montre clairement que les agressions de tout ordre commises par l'Irak contre l'Iran ont pris un tournant à partir du mois de mars 1980. En effet, à la deuxième période de ce tableau, soit de mars à mai 1980, les agressions de tout ordre ont été multipliées par cinq par rapport à la période précédente. Ce n'est nullement l'effet du hasard, puisqu'un fait très important pour la suite des événements avait eu lieu à Bagdad au mois de mars 1980 ; d'après le journal *Le Monde*, « on signale un regroupement des forces de l'opposition royaliste iranienne, qui ont tenu récemment une conférence à Bagdad » (1).

TABLEAU IV

Période	Dates	Nombre d'agressions irakiennes	moyenne par mois
1 <sup>re</sup>	avril 1979 à février 1980	69	6
2 <sup>e</sup>	mars 1980 à mai 1980	94	31
3 <sup>e</sup>	juin 1980 à août 1980	239	80
4 <sup>e</sup>	septembre 1980	234	234

Source : Déduction du TABLEAU II

Toutes les facilités avaient été offertes par le Gouvernement irakien aux fidèles de l'ancien Chah, qui n'ont pour but que le renversement du régime islamique en Iran. L'homme-clef est le général Oveissy qui « peut compter, dit-on, sur le soutien d'environ 15 000 guerilleros kurdes recrutés dans les tribus toujours fidèles à l'ancien Chah » (1).

(1) *Le Monde*, 1.4.1980. Oveissy, ancien chef d'état-major des armées du Chah, a été assassiné à Paris le 7 février 1984.

Cet événement avait coïncidé avec une série d'attentats et de sabotages au Khouzistan iranien « attribués (par l'Iran) à des terroristes stipendiés par l'Irak » (1).

– Qui sont ces « terroristes » ?

Les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe nous apprennent à leur tour que « le mois d'avril 1980 a constitué un tournant décisif dans la lutte de l'Arabistan. On a assisté à une recrudescence des opérations de résistance dirigées contre un régime qui n'avait pas rompu avec la politique du Chah... Les incidents sont devenus quotidiens en avril » (2).

Les Messieurs de l'Institut reconnaissent donc implicitement que le mois de mars 1980 ne fut pas exempt « d'opérations de résistance » dans la région du Khouzistan iranien, puisque le mois d'avril a vu « une recrudescence ».

La question qui se pose : s'agit-il d'attentats et de sabotages ou plutôt d'opérations de résistance ?

La réponse à cette question est d'une grande importance, puisqu'elle va nous permettre de confirmer ou d'infirmer la position iranienne, qui ne voit derrière ces actes que des « terroristes stipendiés par l'Irak ».

Voyons de près comment fut accueillie l'armée irakienne au Khouzistan dès les premiers jours de la guerre. Qui dit résistance, dit libération. L'armée irakienne « libératrice » devrait logiquement être accueillie à bras ouverts par les habitants de la région.

Des journalistes, invités en grande pompe dès le début du conflit par le Gouvernement irakien pour rapporter intégralement et à chaud « les succès foudroyants de son armée », que toutes les données permettaient de prévoir, ont visité la localité de Mehran « libérée » par les troupes irakiennes. Mais qu'ont-ils constaté ? « La majorité de la population semble avoir fui la ville avec la garnison iranienne » (3).

Le même journal nous précise trois jours plus tard que « dans toute cette région, appelée ici (par les Irakiens) l'Arabistan, la population a fui devant les soldats irakiens sans les saluer comme des libérateurs » (4).

Par le fait que le Khouzistan iranien soit baptisé « Arabistan » par les Irakiens et que des actes terroristes soient commis dans cette région, et considérés par eux comme « des opérations de résistance » et que malgré, d'une part, la fuite de la majorité des habitants arabes des villages frontaliers devant l'avance des blindés « libérateurs » irakiens et, d'autre part, « la résistance populaire inattendue » (5) des Arabes des villes iraniennes à laquelle s'est heurtée l'ar-

(2) p. 103, B1.

(3) *Le Monde*, 30.9.1980.

(4) *Le Monde*, 3.10.1980.

(5) *Le Monde*, 24.11.1980.

mée de l'Irak, on continue à Bagdad à empiler les mensonges (6) ; on ne peut, face à ce comportement, que cautionner la position iranienne.

D'ailleurs les soupçons iraniens étaient fondés sur plusieurs raisons, dont :  
Premièrement, la découverte de T.N.T. et d'autres explosifs dans une école irakienne à Khorramshahr entraînant l'expulsion du consul irakien de cette ville et permettant aux Iraniens de mettre la main sur plusieurs documents trouvés dans le consulat, qui ne laissaient aucun doute sur le rôle moteur joué par le régime de Bagdad en vue de la déstabilisation du Khouzistan iranien.

Deuxièmement, au mois de juillet 1979, des terroristes étaient arrêtés alors qu'ils venaient juste de traverser la frontière, venant de l'Irak. Leurs armes furent exposées quelques jours plus tard au Centre Culturel d'Ahwaz.

Le troisième exemple de l'ingérence irakienne est celui de l'occupation de l'ambassade d'Iran à Londres en avril 1980 par un commando du « front de libération de l'Arabistan » téléguidé par Bagdad.

Le quatrième exemple est la publication, par le régime irakien, de plusieurs ouvrages avec cartes à l'appui, prétendant que le Khouzistan iranien est un territoire arabe (7) et qui, historiquement, a toujours fait partie de l'Irak. En réalité, cette revendication fut forgée dans le seul but de couper cette région pétrolifère du reste de l'Iran.

En d'autres termes, en cherchant à priver l'Iran de son poumon économique, le régime irakien participa à sa façon à la tentative d'asphyxie de la jeune Révolution Islamique, que les Etats-Unis d'Amérique avaient à l'époque menée, et au cours de laquelle ils avaient réussi à entraîner plusieurs pays, dont l'Europe des Neuf, à faire pression sur l'Iran pour la libération des otages de leur ambassade à Téhéran.

Que penser des deux événements du mois de mars 1980, d'une part le regroupement de l'opposition royaliste à Bagdad avec, en arrière-plan, les « 15 000 guerilleros kurdes », d'autre part les attentats et sabotages qui s'étaient multipliés, parallèlement, au Khouzistan iranien ?

Premièrement, étant donné que l'invasion de l'Iran par les troupes irakiennes n'a pas donné « le sentiment que les populations aient profité de l'occasion pour se soulever massivement » (8), mais qu'au contraire « le Gouvernement Islamique a refait l'union autour de lui » (8), on en déduit que l'opposition royaliste, voire toute opposition au régime islamique iranien, n'est importante que dans les cerveaux de ceux qui désirent qu'elle le soit.

(6) « La presse irakienne publie des articles évoquant la lutte séculaire des Empires Perse et Ottoman avec des extraits de travaux d'historien prouvant que Ahwaz (capitale du Khouzistan iranien) est un territoire arabe. *Le Bagdad Observer*, illustre son texte avec la photo d'un citoyen arabe aidant à la libération d'Ahwaz, mais qui paraît bien seul, assis par terre avec son fusil ». *Le Monde*, 3.10.1980.

(7) B6 : B7 : B8 : B9.

(8) *Le Monde*, 28 et 29.9.1980.

Deuxièmement, ces deux événements prouvent que l'Irak avait joué un grand rôle pour favoriser l'éclatement du territoire iranien, notamment au Khouzistan.

Troisièmement, ces deux événements n'étaient en fait que les premiers pas indispensables de la marche vers la guerre, qui fut implicitement annoncée le 8 février 1980, date de la proclamation par Monsieur Saddam Hussein de la « Charte panarabe pour la souveraineté et la sécurité nationales arabes » (9).

Cette Charte à huit principes fut une initiative irakienne, qui, souligne-t-on, « ne vise pas à remplacer la Charte de la Ligue arabe ou le Traité de défense commune et de coopération économique entre les Etats de la Ligue arabe. Bien au contraire, elle tend à renforcer ces deux instruments, elle en est le prolongement, adapté à une situation internationale nouvelle, aux dangers auxquels doit faire face la nation arabe et aux responsabilités incombant à chaque pays arabe, étant donné les circonstances présentées et à venir » (10).

Comment la Charte irakienne tend-elle à « renforcer ces deux instruments » ?

Le but principal de cette Charte nous est précisé en ces termes : « Tous les Etats arabes devront être solidaires en cas d'agression, de violation par un pays étranger de la souveraineté régionale de tout Etat arabe, ou même de guerre. Ils y opposeront une riposte commune afin d'y faire échec et ce par tous les moyens et toutes les techniques à leur disposition, notamment une action militaire » (11). En d'autres termes, un « danger » guette l'Irak, une guerre pourrait bien éclater et les Etats arabes sont solennellement invités à s'y préparer.

De quelle « situation internationale nouvelle », et de quelle « agression » s'agit-il ?

Est-ce celle d'Israël ? Pas du tout.

S'agit-il des ex-colonisateurs franco-anglais ? Non plus.

Peut-être celle de l'impérialisme américain ? Certainement pas.

Alors, celle de l'impérialisme soviétique ? Absolument pas.

La réponse de Monsieur Saddam Hussein ne fut en tout cas pas explicite, puisqu'il parla dans son discours du 8 février du « danger des vents jaunes et noirs » (12).

Que la Chine et son communisme fassent peur au régime irakien, c'est une autre affaire. Ce qui nous intéresse pour le moment, c'est le second danger, l'Iranien, qui, d'après le Chef de l'Etat irakien, est « noir », en référence à la couleur des habits des intellectuels et Ulémas (savants) généralement chiites.

(9) p. 54 à 56. B2 et p. 171 à 174. B1.

(10) Huitième principe, p. 56. B2.

(11) Quatrième principe, p. 56. B2.

(12) Introduction du discours de M. Saddam Hussein du 8.2.1980, avant la lecture de la nouvelle Charte. Journaux de Bagdad du 9.2.1980.

La « Charte panarabe » de Monsieur Saddam Hussein était bel et bien une préméditation puisqu'il nous le confirma le 2 avril 1980, où, au cours d'une réunion, tenue à l'université de Moustansirya, il déclara : « Je jure par trois fois que le sang pur répandu ici ne sera pas oublié... Cette attaque perfide est l'œuvre de lâches qui cherchent à venger Qaddissieh ; faisant allusion à l'Iran » (13).

De quoi s'agit-il ?

Cette déclaration était la réaction officielle du Chef de l'Etat irakien à l'attentat à la grenade du 1<sup>er</sup> avril 1980. Un étudiant lança une grenade au moment où Monsieur Tarek Aziz, vice-Premier ministre, fit son entrée à l'université Al-Moustansirya de Bagdad.

Cet attentat qui n'a blessé que très légèrement Monsieur Aziz (14), et qui pourtant était l'œuvre de l'opposition irakienne, avait néanmoins provoqué la colère de Monsieur Saddam Hussein, au point de lui faire décider une vengeance certaine. Il nous dévoila même le nom qu'il avait choisi pour sa prochaine guerre, mais au prix d'une acrobatie très comique.

En effet, l'attentat de l'université, pour le Chef de l'Etat irakien, est l'œuvre de l'Iran, qui voulait venger une guerre qui avait eu lieu en l'an 633, celle d'el-Qaddissieh !

Le moyen utilisé, aussi bien que le mode de cette vengeance, en l'occurrence par le lancement d'une grenade contre le vice-Premier ministre irakien, prête à sourire ; mais encore plus ridicule apparaît le temps mis par les « Perses », soit quatorze siècles, pour venger leur défaite à el-Qaddissieh !

En fait, Monsieur Saddam Hussein, dans sa colère, s'était à la fois ridiculisé et trahi, et, à cause de son manque de sérieux dans son interprétation des faits, il nous est légitimement permis de retourner les choses pour déduire en toute logique qu'une deuxième « Qaddissieh » était bel et bien en préparation dans « la cuisine » de Bagdad. Contentons-nous pour le moment de cette remarque ; on verra à la Quatrième Partie s'il y a un quelconque lien entre la bataille d'el-Qaddissieh de 633 et le conflit actuel qui oppose l'Irak à l'Iran.

## La première étape

A propos de l'attentat de l'université, les Messieurs de l'Institut d'Etudes et de Recherches du Monde Arabe signalent dans leur ouvrage que le jeune homme qui lança la grenade était « Iranien », sans toutefois donner la moindre preuve, même pas son nom ; il s'agissait en fait d'un étudiant irakien nommé Samir Nour-Ali, qui d'ailleurs a été tué immédiatement par les forces de sécurité (15).

(13) *Le Monde*, 6 et 7.4.1980.

(14) *Le Monde*, 3.4.1980.

(15) *Le Monde*, 3.4.1980 ; *Jeune Afrique* n° 1006, 16.4.1980.

Cet attentat du mois d'avril était en fait une réaction à la vague d'exécutions qui sévissaient dans le pays depuis l'arrivée au pouvoir de Monsieur Saddam Hussein, le 16 juillet 1979. Selon Amnesty International, « plus de 100 personnes ont été exécutées en Irak depuis le début de mars » (16), c'est-à-dire en un seul mois.

L'attentat contre le vice-Premier ministre est l'œuvre de l'opposition irakienne. Une épreuve de force s'étant, en effet, engagée « depuis plusieurs mois » (16) entre le Gouvernement et l'opposition, engendrant un cycle infernal d'exécutions d'un côté et d'attentats de l'autre, dont celui de l'université.

L'un des plus horribles crimes du Gouvernement irakien fut commis le 9 avril 1980. Selon la section française d'Amnesty International, « les forces de sécurité irakiennes ont enlevé le 5 avril Mohammed Baker el-Sadr et l'ont exécuté quatre jours plus tard » (17).

Mohammed Baker el-Sadr était un savant, reconnu comme tel par tous les musulmans, auteur de plusieurs livres, dont les plus célèbres sont « Notre économie », « Notre philosophie » et « La Banque sans profit ». La qualité de ses ouvrages fut reconnue même par ses plus grands ennemis, et, à leur tête, le parti Baath, au pouvoir en Irak.

Les ouvrages de Mohammed Baker el-Sadr sont de solides critiques du communisme, du socialisme et du libéralisme. Ils ont, entre autres, dépouillé le marxisme de sa fascination.

Dans les années 60, quand les baathistes de Bagdad mesurèrent l'étendue de leur misère idéologique devant la pensée marxiste, ils ne trouvèrent que les idées islamiques de Mohammed Baker el-Sadr pour affronter le courant marxiste. Le journal baathiste « Al-Hourria » de l'époque avait régulièrement publié des articles de critique du communisme signés par cet éminent savant. L'ensemble de ces articles forma plus tard le livre connu sous le nom de « Notre philosophie ». Toujours dans leur lutte contre le communisme, les baathistes, faute de moyens idéologiques propres, publièrent le second livre de Mohammed Baker el-Sadr, « Notre économie » (18), mais en censurant la partie critiquant le socialisme.

En signe de reconnaissance, Mohammed Baker el-Sadr fut enlevé, puis lâchement exécuté pour ses idées, par ceux même qui s'en étaient servi. Sa sœur Bint el-Houda subit le même sort, le même jour et dans les mêmes circonstances.

Par ailleurs, « un nombre élevé de chefs religieux, de professeurs d'université, d'étudiants » (19) et même de « militaires » (20), selon Amnesty International, furent assassinés avant mars 1980.

(16) *Le Monde*, 19.4.1980.

(17) *Le Monde*, 24.4.1980.

(18) *Al-Dar Al-Wataniya*, Bagdad.

(19) *Le Monde*, 24.4.1980.

(20) *Le Monde*, 19.4.1980.

Après cette série de crimes, le Gouvernement irakien, qui n'arrête pas de nous surprendre, nous apprend sa « découverte d'un parti pro-iranien armé, le parti d'Al-Daoua, qui œuvrerait à la destruction de l'Irak, en ayant recours à des attentats, notamment contre des personnalités » (21).

Généralement, on découvre d'abord un parti clandestin, on juge ensuite ses membres, pour enfin, éventuellement, les exécuter. En Irak la machine a l'air de fonctionner à l'envers. Une vague d'exécutions n'a-t-elle pas précédé « la découverte » du parti islamique Al-Daoua ?

D'autre part, ce parti fut en réalité « organisé en Irak après la révolution de 1958... Dès avant la chute du Chah, les autorités irakiennes découvrirent des caches appartenant à cette organisation, dans lesquelles étaient entreposées de grandes quantités d'armes et du matériel de propagande-tracts, brochures, etc. » (22).

Nous nous trouvons en réalité face à un plan à étapes, minutieusement tracé, mais qui, pour l'exécution, a besoin de prétextes.

Les assassinats tous azimuts commis par le régime irakien faisaient partie de ce plan, et n'étaient que la première étape du chemin vers la guerre. L'attentat contre le vice-Premier ministre, qui pourtant ne fut que le dernier d'une série, a quand même servi, quatre jours plus tard, de prétexte pour marquer essentiellement le plus grand coup de la première étape, celui de l'assassinat de Mohammed Baker el-Sadr.

En effet, l'assassinat d'un homme de ce rang ne pouvait se faire sans orchestration. La vague d'arrestations et d'exécutions, qui coïncida avec l'arrivée au pouvoir de Monsieur Saddam Hussein, avait toujours épargné ce savant, pourtant connu pour son soutien sans faille au régime de l'Imam Khomeiny ; et comme il n'était pas possible de continuer la marche vers la guerre avec Mohammed Baker el-Sadr vivant, il fallait par conséquent l'éliminer.

Le massacre des Ulémas (savants de l'Islam) en Irak n'est cependant pas nouveau. En effet, depuis son arrivée au pouvoir, le régime baathiste irakien a maculé ses mains du sang des plus célèbres Ulémas d'Irak (voir tableau V).

Ce genre de crimes ne vise pas seulement la victime et sa famille, mais sa portée se propage dans le temps et dans l'espace ; c'est un crime avant tout contre la Umma (communauté islamique), celle passée, présente et à venir ; un crime contre le savoir de cette Umma, que des générations entières avaient bâti et, au prix de sacrifices incalculables, nous l'avaient passé pour qu'on l'enrichisse à notre tour, avant de le transmettre aux générations suivantes. Le régime de Bagdad, en ordonnant d'ouvrir le feu sur un savant, a, avant toute chose, brûlé le savoir qui était en lui ; en ordonnant d'en poignarder un deuxième, il a tenté de briser cette chaîne historique de transmission du savoir ; enfin, en ordonnant d'empoisonner un troisième, il a tenté de vider de son sens le fruit de dix siècles de recherches.

(21) *Le Monde*, 11.4.1980.

(22) p. 21, B1.

TABLEAU V  
LISTE DES « ULÉMAS » (SAVANTS DE L'ISLAM) EXÉCUTÉS EN IRAK

	noms et prénoms	date de l'exécution
1	Mohammed Baker el-Sadr	8 avril 1980
2	Kassem Chibr al-Alem	2 juillet 1979
3	Mohammed Tahar al-Haydari	
4	Mehdi El-Semaoui	6 juillet 1979
5	Aref al-Basri	
6	Hossein Maan al-Moujahid	17 mars 1980
7	Kassem al-Moubarkâa	1979
8	Abdel-Jabbar al-Bassari	1 <sup>er</sup> juillet 1979
9	Izz el-Din al-Qabanji	
10	Abdel-Rahim al-Yassiri	29 mars 1980
11	Imad el-Din al-Tabtabai	
12	Khazâal al-Soudani	4 juillet 1979
13	Abdel-Jalil Mâl-allah	2 mars 1980
14	Abdel-Aziz al-Bâdri	
15	Mohammed ali moslem al-Jabiri	août 1979
16	Abbas Hossein Taher al-Shouki	28 juin 1979
17	Jassem Mahmoud al-Moubarkâa	21 juillet 1979
18	Abdel-Jabbar al-Moussaoui	1979
19	Abdel-Khalek Saleh al-Awadi	4 juillet 1979
20	Abbas Fadhel al-Torkomani	5 septembre 1979
21	Ibrahim Hammoudi Qanbar	1979
22	Salah al-Rifai	
23	Kassem Hédi Dhaïef	2 mars 1980
24	Abdel-Amir al-Saïdi	5 juillet 1980
25	Mahmoud Hassen al-Qaabi	12 décembre 1979
26	Farhan Ali al-Baghdadi	1980
27	Nadhem Mozher al-Qazi	17 décembre 1980
28	Zeid al-Moussawi	
29	Najah Habib al-Moussawi	1 <sup>er</sup> juillet 1979
30	Sadek al-Kerbalaty	
31	Taher Abou Raghif	
32	Hassen al-Chirazi	1980
33	Abdel-Saheb Mohsen al-Hakim	juin 1983
34	Alâa el-Din Mohsen al-Hakim	juin 1983
35	Mohammed Hossein Mohsen al-Hakim	juin 1983
36	Kamel Youssef al-Hakim	juin 1983
37	Abdel-Wahab Youssef al-Hakim	juin 1983
38	Bint el-Houda el-Sadr	8 avril 1980
39	Mohammed Takiy Jalali	1981
40	Cherif Sakhr al-Jabiri	1980
41	Hassouni Abdel-Mouneiym	
42	Saleh Hédi al-Hassnaoui	21 février 1980
43	Sadek Hassen al-Yaqoubi	
44	Salem al-Baghdadi	
45	Ahmed Faraj al-Bahadeli	
46	Hossein Mashkour al-Helou	1980
47	Mohammed Sejjad al-Youssefi	1981
48	Abbas al-Helou	1983

L'élimination des Ulémas n'avait pas suffi au régime baathiste irakien ; il fallait détruire également tous les vestiges historiques en rapport avec leur savoir. C'est ainsi qu'il se déchaîna sur les mosquées ; des dizaines d'entre elles furent définitivement fermées, pendant que d'autres étaient transformées en magasins, restaurants, cafés... (voir tableau VI).

TABLEAU VI

LISTE DE QUELQUES MOSQUÉES FERMÉES PAR LE RÉGIME IRAKIEN

Lieu	Nom de la mosquée
Al-Najaf	Al-Jazairi Al-Barrak Al-Jawahiri Komeil
Bagdad	Al-Karama Al-Imam Al-Baker Seyyed al-Roussol Al-Imam Al-Hossein Al-Askariyinn Al-Hadi Hosseiniyet al-Hadi Hosseiniyet al-Zahra Hosseiniyet al-Temimi Hosseiniyet Al-Moubaraka Hosseiniyet al-Zawia Al-Rassoul Buratha Hosseiniyet al-Kraïat Hosseiniyet al-Rassoul Hosseiniyet al-Iskan Hosseiniyet Hây al-Salam Hosseiniyet al-Imam al-Baker
Dhi Qar	Al-Rassoul al-Masjid al-Kabir Al-Gharaf
Diala	Jadida al-Chat Al-Maqdadiya Hosseiniyet al-Khouweiliss
Bassorah	Baakouba Al-Fakir Al-Rahma Al-Souk al-Kabir Al-Kabir
Babel	Al-Samaoua Al-Rahma Al-Hachemiya Al-Kassem Hosseiniyet al-Kefl al-Kabir

La guerre fut sans merci également contre les livres islamiques. Les listes d'ouvrages interdits s'allongent de jour en jour, et toute personne soupçonnée de leur lecture se fait arrêter et torturer. Sur le marché du livre en Irak, seules les futilités ont à nos jours raison d'être.

Cette guerre déclarée à l'Islam mérite à elle seule un livre à part ; disons simplement que la panique du régime irakien devant la montée de l'Islam révolutionnaire l'a poussé à faire pression sur les commerçants pour changer les noms à coloration islamique de leurs magasins, ateliers, restaurants, cafés... !

Ces crimes de toutes sortes contre le peuple et son savoir furent couronnés par une loi datée du 31 mars 1980, c'est-à-dire la veille de l'attentat à la grenade contre le vice-Premier ministre irakien et aussi avant la fameuse « découverte » du parti Al-Daoua !

Cette loi en application de l'article 156 du Code des condamnations ordonne, ni plus ni moins, l'exécution de tout membre appartenant au parti islamique Al-Daoua, de toute personne fournissant une aide quelconque à ce parti, de toute personne propageant les idées de ce parti... Mais le plus ridicule, c'est que cette loi punitive devrait être appliquée rétroactivement ! En d'autres termes, si, par exemple, une personne avait aidé à dactylographier un seul texte du parti Al-Daoua quelques années auparavant, elle devrait être exécutée même si elle ne partage plus les idées de ce parti !

## La deuxième étape

C'est l'étape du « nettoyage » de l'Irak : celle des expulsions tous azimuts.

Lisons d'abord ce témoignage piquant rapporté par le journal *Le Monde* : « Chaque jour, depuis une semaine, plus de 2 000 Irakiens d'origine iranienne sont expulsés par les autorités de Bagdad. L'arrivée à la frontière se fait généralement de nuit (là, raconte un réfugié, la police nous a donné une lanterne et a menacé de nous tuer si nous faisons demi-tour. Sans eau ni nourriture, nous avons marché toute la nuit. Ma femme et moi avons dû porter nos quatre enfants. Au lever du jour, quand les autorités iraniennes nous ont aperçu, ma femme s'est effondrée ; elle a accouché. L'enfant était mort)... » (23).

Le raisonnement du Gouvernement irakien, s'il devait se généraliser, plus personne dans le monde ne serait à l'abri d'une expulsion de ce genre ; en effet, quel être humain, citoyen de n'importe quel pays, n'a pas des origines dans d'autres espaces, à des temps plus ou moins reculés ? Il y a de quoi avoir froid dans le dos, ne serait-ce que d'imaginer la police sonnante à la porte d'un citoyen pour lui rappeler ses origines, lui demander de prendre ses enfants sur le dos et de disparaître à pied sur-le-champ, sans absolument rien emporter avec soi.

(23) *Le Monde*, 15.4.1980.

Bien qu'aucune raison ne puisse justifier des expulsions de ce genre, le Gouvernement irakien avança quand même un prétexte.

Lequel ? « La découverte du parti Al-Daoua », lança-t-il innocemment !

La trouvaille est pour le moins minable, puisque, nous l'avons vu, le parti Al-Daoua avait été découvert déjà avant la chute du Chah, et qu'il ne peut s'agir tout au plus que d'une redécouverte !

Les expulsions des Irakiens par milliers, commencées au mois d'avril 1980, furent elles aussi à leur tour une redécouverte, celle d'une pratique on ne peut plus inhumaine, mais déjà largement utilisée par le régime baathiste dès le début des années 70, juste après son arrivée au pouvoir. Des milliers de citoyens irakiens se virent intimer l'ordre de quitter d'urgence le pays, toujours pour leur « origine iranienne ».

A l'époque, le Chah d'Iran aidait financièrement et matériellement les Kurdes du Nord de l'Irak dans leur guerre contre le régime de leur pays et les pertes de l'armée irakienne s'élevaient à 60 000 tués. Ce désastre poussa le régime de Bagdad à décider l'expulsion d'une soixantaine de milliers d'Irakiens dans le but de forcer le Chah à revoir sa position. Un coup de théâtre se produisit en effet en 1975 à l'issue du premier sommet de l'O.P.E.P. à Alger, où des accords furent signés entre les deux régimes, et dont le résultat immédiat fut l'abandon des Kurdes irakiens par le Chah.

Les nouvelles expulsions décidées au mois d'avril 1980 furent encore plus radicales, bien qu'injustifiées. Alors qu'en 1971 on avait permis à l'expulsé de traverser la frontière avec ses économies, cette fois-ci, non seulement on avait strictement interdit l'accompagnement du moindre effet personnel, ainsi que du moindre sou, mais la décision fut couronnée par une circulaire du ministère de l'Intérieur irakien, intimant l'ordre aux forces de police et de gendarmerie d'ouvrir le feu sur tout expulsé qui tenterait de rebrousser chemin (24).

Femmes et enfants, jeunes et moins jeunes furent conduits jusqu'à la frontière ; une fausse direction leur fut souvent indiquée pour augmenter leurs souffrances ; alors qu'une marche de deux à trois kilomètres aurait le plus souvent suffi, certains avaient dû parcourir des dizaines de kilomètres, errant dans le désert ou dans les montagnes, de nuit, d'où beaucoup périrent en chemin de froid, de soif ou d'épuisement, mais depuis le début de la guerre, c'est par leur passage sur des mines que des familles entières furent généralement exterminées. La plupart de ces infortunés furent conduits directement de leur lieu de travail à la frontière.

Une femme m'a raconté personnellement ignorer ce qu'il était advenu de sa petite fille de douze ans, qui était sortie pour acheter du pain ; entre temps, les services de sécurité avaient frappé à la porte pour intimer l'ordre à la mère et aux enfants de les suivre ; face au désespoir de cette femme de récupérer sa fille, aucune oreille, aucun cœur ne furent sensibles.

(24) Note. n° 2884. Bagdad. 10 avril 1980. Ministère de l'Intérieur de la République d'Irak.

D'autres furent réveillés de nuit et conduits à la frontière en pyjama. Il est arrivé qu'un enfant de trois ans fût abandonné seul à la frontière et par miracle arrivât à destination.

Face à de tels comportements, étouffés par le balbutiement, quand ce n'est pas le silence, de la plupart des mass-médias, on ne peut que se demander : qu'est-il advenu de la conscience humaine ?

La rage du Gouvernement irakien en avril 1980 fut, en effet, et de loin, plus véhémement que celle de 1971, et pourtant, on a beau chercher, aucune justification sérieuse ne peut lui être trouvée. Le régime irakien de 1980 n'était pas miné par une guerre meurtrière, attisée par son voisin l'Iran, comme ce fut le cas en 1971, à l'époque du Chah, le gendarme de la région. Au contraire, jamais le régime baathiste d'Irak, depuis son arrivée au pouvoir en 1968, n'a eu de voisinage aussi pacifique que celui du régime de l'Imam Khomeiny, qui, précisons-le, non seulement avait mis un frein aux achats d'armes sophistiquées, dont était engoué son prédécesseur, le Chah, mais surtout avait envisagé en 1979 de se débarrasser du gros de l'arsenal que ce dernier avait accumulé pendant son règne.

Mais qui sont ces Irakiens d'origine iranienne, sur qui s'abat la colère du régime baathiste de Bagdad ?

Contrairement à ce que l'on pourrait supposer, l'écrasante majorité de ces citoyens irakiens n'ont jamais eu le moindre lien sanguin ou territorial avec leurs voisins d'Iran.

La loi irakienne sur la nationalité, connue sous le numéro 42, avait été établie par le colonisateur britannique en 1924, principalement dans le but de punir les responsables du sursaut révolutionnaire anti-britannique de 1920, qui a embrasé surtout les villes de Najaf, Qadhimieh, Kerbala, Samarraïy.

A la lumière de ces événements, la nationalité irakienne avec mention « origine iranienne » fut imposée à la majorité des habitants de ces villes, connues historiquement pour leur islamisme militant et abritant les plus grands établissements de la jurisprudence islamique. Cette distinction de l'origine pour l'octroi de la nationalité fut par la suite largement utilisée pour fermer l'accès aux postes à responsabilités aux personnes dites originaires d'Iran ; en d'autres termes les Irakiens expulsés pour leur « origine iranienne » sont les descendants des révolutionnaires de 1920 ; ils ne sont par conséquent pas plus « Iraniens » que leurs compatriotes.

Pour la clarté du débat, il faudrait plutôt parler d'Irakiens d'origine islamique révolutionnaire, c'est-à-dire, descendants de ceux qui avaient refusé dans les années 20 toute ingérence britannique dans leurs propres affaires. Ironie du sort, pour ce comportement honorable de leurs ancêtres, les Irakiens d'aujourd'hui sont considérés comme des citoyens de seconde classe et inhumainement traités.

Le colonisateur britannique après avoir coupé la province irakienne de l'Etat ottoman et créé l'Etat moderne d'Irak, au lieu d'unir les citoyens de ce nou-

veau pays, il continua habilement à faire la distinction entre deux sortes d'origines.

En effet, dans le passé chaque habitant pouvait choisir entre « l'origine » ottomane (turque) ou safaride (iranienne) et ce choix n'était lié qu'à des considérations d'ordre strictement spirituel. Le résultat fut que les Musulmans chiïtes, par exemple, optèrent à l'époque en majorité pour « l'origine » safaride à cause de leur attachement spirituel aux villes saintes de Qom et de Meshhad.

La Grande-Bretagne, malgré l'avènement de l'Etat-nation irakien, eut donc recours à ces pratiques du passé ; et tout en les déformant, elle créa la loi sur la nationalité irakienne dans le but d'assurer son avenir post-colonial.

Ce branle-bas d'origines, imposé à l'Irak par la Grande-Bretagne, a engendré une situation de vraie pagaille dans le pays. Soixante ans plus tard, on ne sait pratiquement plus qui est quoi. De nos jours, une même famille irakienne peut être composée de membres « d'origines » différentes. Certaines familles, n'ayant jamais quitté la région depuis des siècles, sont considérées d'origine iranienne, alors que d'autres récemment débarquées d'ailleurs sont considérées comme composées de citoyens de première classe, et ainsi de suite... Comble de ridicule, le savant Mohammed Baker el-Sadr, dont la généalogie remonte jusqu'au prophète de l'Islam, est considéré originaire d'Iran, pendant que Michel Aflak, le cerveau du baathisme, descendant récent de la Grèce, est Irakien à part entière ! Il faut ajouter qu'officiellement le régime irakien se reconnaît dans l'Islam sunnite de l'école de l'Imam Abi Hanifa ; or, ce savant est effectivement d'origine iranienne. Faut-il conclure que tous les Irakiens sunnites, et à leur tête la plupart des membres du régime de Bagdad, puisqu'ils se réclament tous de ce savant, sont aussi d'origine iranienne ?!

En d'autres termes, pas un seul irakien musulman (sunnite ou chiïte) n'est à l'abri d'une expulsion ! Telle est la triste réalité de la valse des origines, modelée à Londres au début du siècle et appliquée de nos jours au gré des humeurs du régime baathiste de Bagdad.

Ainsi, la mesure prise par le régime de Bagdad, d'expulser les Irakiens « d'origine iranienne », a concerné des citoyens ne répondant pas à ce critère, et même épargné d'autres Irakiens originaires, au véritable sens du mot, d'Iran, par exemple les Arméniens (25), qui étaient venus en masse s'établir en Irak au début de ce siècle, fuyant la politique d'iranisation forcée du Chah Reza Pahlavi.

Par ailleurs, des Irakiens, non originaires d'Iran (conformément à la loi britannique) furent expulsés par milliers en application du « principe de l'unité de la famille » (25), créé récemment par Monsieur Saddam Hussein, qui stipule la mise au-delà de la frontière de tous les membres d'une même famille, au cas où seul l'un d'entre eux soit Irakien « d'origine iranienne ».

(25) idem.

Une année plus tard, soit en 1981, le régime irakien prit une nouvelle mesure aussi ridicule qu'inhumaine, offrant à tout Irakien marié à une femme « d'origine iranienne » la somme de 4 000 dinars, s'il est militaire, sinon seulement 2 500 dinars, en échange d'une demande de divorce (26) ! Des milliers de femmes furent ainsi doublement affligées par un divorce suivi d'une expulsion.

Les expulsions de citoyens irakiens, commencées en avril 1980, à une époque où rien ne pouvait les justifier, furent, sans le moindre doute, décidées à la lumière d'événements futurs. En d'autres termes, pour que la guerre soit déclarée à l'Iran, d'abord, entre autres, un nettoyage du pays s'imposait. Et le fait qu'aussi bien les militaires que les jeunes de 18 à 28 ans irakiens « d'origine iranienne », au lieu d'être expulsés avec leurs proches, furent retenus (27), ne fait que clarifier l'objectif visé par le régime de Bagdad, bien que le sort de la plupart d'entre eux reste toujours inconnu.

Pour le nettoyage du pays, le régime de Bagdad ne s'était pas contenté des massacres et des expulsions vers l'Iran ; il avait aussi procédé à des expulsions interrégionales en masse à l'intérieur même du pays. Des villages entiers furent vidés au Nord du pays et leurs habitants Kurdes furent installés dans les régions désertiques du Sud pour les arabiser de force.

Pour compléter son brassage, ou, en d'autres termes pour continuer sa marche vers la guerre sans problèmes, le Gouvernement irakien avait non seulement ouvert les frontières du pays à des centaines de milliers d'étrangers triés à son goût, mais surtout leur avait octroyé toutes les facilités en vue de leur établissement et de leur naturalisation. Pour le moment, ils se contentent d'être des citoyens de première classe, mais ces nouveaux venus sont en passe de devenir les propriétaires exclusifs du pays, et ce phénomène va s'accroître depuis le début de la guerre.

La carte démographique de l'Irak est en train de changer, et à un rythme affolant. On dénombre en 1984, sur un total d'environ 14 millions d'habitants, 5 à 7 millions d'étrangers, dont 3 millions d'Égyptiens !

Le plus troublant dans le comportement du régime de Bagdad, c'est d'un côté son arabisation imposée aux Kurdes, et d'autre part son accueil chaleureux à des centaines de milliers de non-Arabs : Coréens, Philippins, Indiens, Pakistanais, Européens... !

En un mot, le brassage de la population, accentué par les expulsions, l'immigration et les conséquences de la guerre, sont en train de donner naissance à un drôle d'Irakien !

Il nous faut enfin préciser que le régime de Bagdad, en décidant l'expulsion de milliers d'Irakiens en 1980, visait en fait trois buts principaux :

(26) Notes, Bagdad, n° 474, 15 avril 1981 et n° 31-12-2469, 22 avril 1981 (signées, Saddam Hussein, Président du Conseil de la Révolution Irakienne).

(27) Note, n° 2884, Bagdad, 10 avril 1980, Ministère de l'Intérieur de la République d'Irak.

Premièrement, dégager le terrain devant sa marche vers une guerre certaine.

Deuxièmement, compliquer la tâche du nouveau régime islamique iranien, qui, à l'époque, était théoriquement en passe d'être débordé par l'afflux d'un million et demi de réfugiés afghans, fuyant devant l'avance des blindés soviétiques, à un moment où l'Iran subissait un embargo économique et financier, doublé d'un tapage sans précédent des mass-médias. Pour mieux mesurer les difficultés de ce régime, il faut préciser que vingt pour cent de la population de l'Afghanistan a choisi de traverser les frontières du Pakistan et de l'Iran, et ceux qui se sont retrouvés dans ce derniers pays ont beaucoup moins bénéficié de l'intérêt de « l'opinion internationale » et par conséquent, de l'aide des Organisations humanitaires. Et malgré l'afflux de deux millions de réfugiés (afghans, kurdes et arabes irakiens), les autorités de Téhéran n'ont, non seulement, jamais cherché à fermer leurs frontières, mais continuent depuis cinq ans à accueillir ces démunis très chaleureusement, en application des Principes de l'Islam.

Troisièmement, étouffer l'opposition islamique en Irak ; en effet, le choix de ce régime pour l'expulsion des citoyens irakiens prouve qu'il s'était largement servi de l'expérience révolutionnaire des commerçants des bazars iraniens, et la leçon principale qu'il en a tirée, a été de couper la source financière sous les pieds d'éventuels révolutionnaires irakiens, raison pour laquelle les toutes premières expulsions avaient visé principalement des milliers de petits et moyens commerçants de Bagdad et des grandes villes d'Irak.

## Le couronnement

Nous avons vu précédemment que les incidents de frontière entre l'Irak et l'Iran sont devenus sérieux à partir du 9 avril 1980. Par ailleurs, le Gouvernement irakien s'était servi de l'attentat de l'université comme prétexte pour justifier l'élimination physique de plusieurs Ulémas. D'autre part, il s'était ingénié à redécouvrir le parti islamique Al-Daoua pour amorcer des expulsions de citoyens irakiens par dizaines de milliers.

La question qui vient à l'esprit : Quel prétexte a-t-il donc forgé pour multiplier ses agressions contre l'Iran à partir du 9 avril ? Il lança tout simplement trois jours plus tôt un ultimatum à l'Iran « exigeant que Téhéran retire immédiatement ses forces d'occupation des trois îles arabes du Golfe : Petite-Tomb, Grande-Tomb et Abou-Moussa, que les forces du Chah avaient occupées le 30 novembre 1971, après le retrait des Britanniques du Golfe » (28).

Une deuxième question, que nous laissons de côté pour le moment, vient à l'esprit : au nom de qui Monsieur Saddam Hussein revendiqua-t-il ces trois îles, puisqu'elles sont très éloignées des eaux territoriales irakiennes ? Ne sont-elles pas situées près du détroit d'Ormuz ?

Le mois d'avril 1980, à la lumière de tous ces événements, s'avère avoir été très mouvementé, en tout cas riche en violences. Le Gouvernement irakien n'avait pas lésiné sur les moyens : attentats, sabotages, assassinats, expulsions, agressions frontalières, qui, bien qu'apparemment distincts forment en fait les rouages d'un même mécanisme, celui qui mena à la guerre.

La progression rapide dans les violations de frontière et les opérations militaires irakiennes contre l'Iran marqua, en fait en toute logique, la troisième étape de la marche du régime baathiste de Bagdad vers la guerre. Cette étape fut couronnée par l'abrogation unilatérale des Accords d'Alger, annoncée par le Chef de l'Etat irakien en personne, cinq jours avant de lancer ses troupes contre son voisin iranien.

Le Gouvernement irakien, qui n'arrête pas de nous surprendre, annonça plus tard à la Tribune des Nations Unies que :

« L'Irak n'a pas été le premier à abroger l'accord. Le 17 septembre 1980, le Gouvernement de la République d'Irak a décidé de considérer l'accord, ainsi que ceux qui l'ont suivi et qui sont fondés sur lui, comme abrogés par l'Irak, après que l'Iran les eût abrogés en paroles et en actes... Cela avait été fait conformément au paragraphe 4 de l'Accord d'Alger et de l'article 4 du traité relatif à la frontière d'Etat et au bon voisinage de 1975, fondé sur ledit accord... L'Irak a demandé (à l'Iran), officiellement, par le canal de son ambassade à Bagdad, dans une note datée du 27 juin 1979, de l'informer officiellement de sa position à l'égard de l'accord de 1975. Cette note est restée sans réponse » (29).

En fait, le Gouvernement irakien avait pris à la lettre, au mois de juin 1979, une déclaration non officielle d'un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur iranien, en la considérant comme une intention d'arrêter l'application des Accords d'Alger.

L'Iran avait réagi tout de suite et envoyé un télégramme (30), daté du 24 juin 1979, à son ambassade à Bagdad, dans lequel il précisait que seules les déclarations du ministère des Affaires étrangères devaient être prises en considération et que l'application des Accords d'Alger était toujours en cours et qu'aucune dérogation ne serait permise.

Un deuxième télégramme (30), daté du 26 juin 1979, avait suivi, réfutant énergiquement la déclaration du subalterne du ministère de l'Intérieur iranien, qui, de toute évidence, n'a rien à voir avec le ministère des Affaires étrangères, et réaffirmant le respect le plus total de la part de l'Iran des accords et une poursuite sans faille de leur application.

Les deux télégrammes envoyés par l'Iran furent quand même ignorés et l'Irak avait effectivement envoyé une note de protestation le 27 juin 1979 (31).

(29) p. 4. B2.

(30) p. 33-34. B4.

(31) Note. n° 6120-38-1-5. Bagdad. 27 juin 1979.

Aussitôt l'Iran avait à nouveau réagi en demandant à son ambassadeur à Bagdad de consulter le Gouvernement irakien pour arranger une réunion ministérielle entre les deux pays en marge de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays non alignés, au mois de septembre 1979, à la Havane, et d'inviter officiellement le ministre des Affaires étrangères d'Irak à visiter l'Iran à l'issue de cette conférence.

A la Havane, six réunions avaient en effet eu lieu entre les ministres des Affaires étrangères des deux pays, au cours desquelles aucun malentendu n'est apparu à propos de l'application des Accords d'Alger. Donc, l'Iran n'a pas abrogé ces accords en paroles au mois de juin 1979, comme le prétend le Gouvernement irakien.

D'autre part, une violation des Accords d'Alger avait effectivement eu lieu en actes, mais non pas par l'Iran ; bien plutôt par les Irakiens qui, quatre mois plus tard, soit au mois d'octobre, s'étaient mis à construire des pipe-lines, des maisons d'habitation et des routes en territoire iranien, entre les bornes frontalières 22-6 et 22-6A. Le ministère des Affaires étrangères de la République Islamique d'Iran avait aussitôt réagi à l'époque en envoyant une note de protestation suivie de trois rappels (32).

Donc, non seulement le Gouvernement iranien n'a jamais abrogé les Accords d'Alger ni en paroles, ni en actes, mais bien plutôt avait poursuivi leur application (cf. tableau III).

D'autre part, le temps écoulé entre la prétendue « abrogation des accords en paroles et en actes par l'Iran au moins de juin 1979 » et leur abrogation unilatérale le 17 septembre 1980 par l'Irak est assez long et ne peut que contribuer à annihiler la thèse irakienne qui n'est autre qu'une allégation.

En effet, parallèlement à la recrudescence des agressions militaires irakiennes à la frontière contre l'Iran, le régime de Bagdad avait entrepris à dessein plusieurs actes et des démarches tentant toutes à confirmer sa détermination dans sa marche vers une guerre certaine dont voici quelques exemples :

Premièrement, contrairement à ses habitudes, et coïncidant avec l'arrivée au pouvoir de Monsieur Saddam Hussein, le régime baathiste de Bagdad inaugura la politique des visites officielles, souvent au plus haut niveau, avec les habitants des villages, des campagnes et des villes irakiennes. Et à plusieurs reprises, lors de ces visites, le Chef de l'Etat irakien lança des mises en garde mi-voilées à l'Iran, ainsi qu'aux Irakiens qui admirent la Révolution Islamique de ce pays. C'est ainsi qu'en ville de Najaf, le 17 octobre 1979, il fit allusion, dans son discours, aux expulsions (33), qui commencèrent effectivement six mois plus tard.

(32) Note, n° 424-33-7008-18. Téhéran, 24.10.1979.

Rappel, n° 424-33-10516-18. Téhéran, 23.1.1980.

Rappel, n° 100-2-5. Téhéran, 27.1.1980.

Rappel, n° 424-33-11370-18. Téhéran, 24.2.1980.

(33) p. 73. B10.

Dans d'autres discours, il avait laissé entendre qu'il nourrissait l'intention de donner une leçon à son voisin iranien ; le dernier en date fut prononcé le 23 août 1980 à Derbendi Khan, dans la province de Soulaïmaniya, soit exactement un mois avant de lancer ses chars et ses avions sur les villes et les villages iraniens, et dans ce discours il avait textuellement dit : « Quiconque tente de lancer un caillou sur nos frontières, c'est une bombe que nous lui lancerons sur la porte de sa maison ! » (34).

Face à ce genre de déclarations, promettant une vengeance disproportionnée, on ne peut que s'inquiéter, car ce n'est pas la première fois que le cas se présente ; il y a eu un précédent, celui de l'attentat à la grenade à l'université de Moustansiryia ; pour le venger, Monsieur Saddam Hussein avait promis, ni plus ni moins, une guerre qui serait « la répétition d'el-Qaddissieh » ! Cette fois-ci la réponse au « caillou lancé », nous précisa-t-il, serait « une bombe » ! Cet esprit de vengeance et la manière envisagée pour la réaliser ne sont-ils pas sources d'inquiétude ?

Deuxièmement, le tournage d'un film, se voulant historique, sur la guerre d'el-Qaddissieh avait commencé à peu près un an avant le début du conflit ; un budget de 7,5 millions de dollars U.S. lui avait été accordé par le régime irakien, soit la plus grosse somme consacrée à un film arabe ; malgré ce budget colossal, le film avait subi un échec, parce que, d'après le jury du Festival du film arabe : « il ne reflétait pas les faits historiques tels qu'ils s'étaient déroulés ». Ce n'est d'ailleurs pas étonnant, puisque le Gouvernement irakien n'eut pour seul souci, en réalisant ce film, que de servir la propagande baathiste. Le film fut réalisé dans le but de faire revivre chez les Irakiens les succès militaires historiques ; il les préparait du même coup à vivre une guerre imminente contre l'Iran, s'annonçant comme une répétition de ce que le film avait retracé.

Troisièmement, en juillet 1980, soit deux mois avant le déclenchement de la guerre, une première aile du complexe « Panorama d'el-Qaddissieh », dont le budget de réalisation s'était élevé à 7,5 millions de dinars irakiens, fut inaugurée. A l'instar du complexe de Bruxelles commémorant la bataille de Waterloo, cette réalisation irakienne fut conçue pour faire revivre au visiteur la grande bataille d'el-Qaddissieh, qui a opposé les premiers musulmans à la colossale armée de Rustom en 733.

Quatrièmement, un camp de travail populaire avait été organisé durant les vacances d'été 1980, soit la veille du déclenchement de la guerre, par l'association des étudiants baathistes, à qui l'on avait choisi pour nom : « les héros d'el-Qaddissieh » !

Cinquièmement, à la mi-août 1980, soit environ un mois avant le déclenchement de la guerre et pour la première fois, la direction de la défense civile

(34) p. 48, B10.

avait organisé un camp d'entraînement dans la région d'Al-Rachidiya, auquel on avait donné le nom de « Camp d'el-Qaddissieh » !

Sixièmement, sur le plan militaire, six mois avant le déclenchement de la guerre, les fournitures militaires de l'Union Soviétique s'étaient accrues, entre autres, « 2 000 chars de type T-54, T-62 et T-72 » (35) furent remis à l'Irak. Des contrats d'armement furent par ailleurs signés par le régime de Bagdad avec plusieurs pays, dont la France pour la livraison d'avions Mirages en nombre indéterminé. Un autre exemple, reporté par le journal *Die Welt*, et prouvant les intentions du régime de Bagdad, fut le remplacement de deux compagnies de gardes-frontière par deux autres compagnies de parachutistes, ainsi que la multiplication des manœuvres impliquant les unités des trois armes d'Irak.

Le dernier exemple est celui de la répétition des visites du président Saddam Hussein aux troupes stationnant dans les différentes régions d'Irak, au cours desquelles dans ses discours, à différentes reprises, l'ennemi « Perse » fut désigné du doigt ; tel celui prononcé le 2 mai 1980, soit environ cinq mois avant le déclenchement de la guerre, à la caserne de Rawendouz, où il avait précisé que « ni Khomeiny, ni personne d'autre ne représente un obstacle devant notre armée... » (36).

Septièmement, sur les plans économique et financier : A la veille du début de la guerre, les réserves irakiennes étaient évaluées à plus de 35 milliards de dollars U.S. (37). Cette somme colossale constituait à elle seule un grand encouragement pour l'entrée en guerre contre la jeune Révolution Islamique de son voisin iranien, qui était à l'époque occupé à remettre sur pied son économie dévastée par la politique de développement du Chah, et achevée par des mois d'émeutes.

Par ailleurs, différents projets en rapport avec la guerre à venir furent lancés et rapidement réalisés, tels l'asphaltage des routes menant à la frontière irako-iranienne, la construction de barrages de sable tout le long des frontières, la construction d'usines de fabrication d'armes... Le geste le plus spectaculaire et le plus significatif du régime irakien fut l'invitation de plusieurs sociétés américaines à participer pour la première fois à la Foire de Bagdad du 1<sup>er</sup> au 15 novembre 1980. En fait, ce geste fut une confirmation d'une coopération secrète existant depuis certainement bien longtemps. Un chiffre nous le confirme d'ailleurs ; les importations irakiennes des Etats-Unis s'étaient élevées, pour l'année 1979, à 441,6 millions de dollars U.S. Celles des trois premiers mois de 1980 avaient atteint le chiffre de 188,2 millions de dollars U.S. A titre de comparaison, pour la même période, en 1979, le chiffre n'atteint que 99,2 millions de dollars U.S. (38). Cette évolution, du simple au double,

(35) *Die Welt*, 14.4.1980.

(36) p. 80, B10.

(37) *Le Monde*, 5.4.1984.

(38) *Al-Anba* du Koweït, 11.7.1980.

tend à démontrer l'importance du rôle grandissant joué par les Etats-Unis d'Amérique en Irak depuis la veille du déclenchement de la guerre.

Ces exemples nous permettent largement de conclure que l'abrogation unilatérale des Accords d'Alger, par le régime de Bagdad, fut sans nul doute le couronnement d'une marche cadencée vers la guerre, à laquelle, rappelons-le, avait fait allusion Monsieur Saddam Hussein, le 8 février 1980, dans sa proclamation de la Charte panarabe.

Dans un deuxième discours, le 2 avril, en prononçant dans sa colère le mot « Qaddissieh » et en comparant son armée aux forces musulmanes qui vainquirent l'Empire perse des Sassanides (39), Monsieur Saddam Hussein confirmait en fait ses intentions. C'est d'autant plus significatif qu'il baptisa officiellement cinq mois plus tard la guerre qui l'oppose à l'Iran : « el-Qaddissieh de Saddam ». Le moins qu'on puisse dire, c'est que le Chef de l'Etat irakien a de la suite dans les idées.

Dans un troisième discours, le 6 avril, en lançant un ultimatum à l'Iran, revendiquant trois îles, Monsieur Saddam Hussein donnait en fait le signal pour passer aux actes. C'est d'autant plus significatif que dix ans plus tôt, en 1970, lorsque la Grande-Bretagne, en se retirant de ces îles, avait permis au Chah d'Iran de les annexer, Monsieur Saddam Hussein, en tant que numéro deux du régime irakien à l'époque, se contenta de crier : « Nous ne voulons pas d'une deuxième Palestine dans le Golfe ».

Dans son quatrième discours (40), le 8 avril, en donnant le feu vert pour l'expulsion de milliers d'Irakiens, Monsieur Saddam Hussein voulait en fait nettoyer le pays de tous les éléments susceptibles de freiner sa marche vers la guerre.

Le Chef de l'Etat irakien mena donc de bout en bout la marche vers la guerre avec une main de fer. Et comme il était arrivé au pouvoir le 16 juillet 1979, soit cinq mois après l'avènement de la Révolution Islamique iranienne, on est tenté de supposer que non seulement tout son temps fut consacré à cette marche, mais peut-être même qu'il ne fut propulsé à ce poste que dans le but de tenter d'écraser dans l'œuf la jeune Révolution Islamique de son voisin.

Monsieur Saddam Hussein est-il pour autant l'agresseur ?

Le cheminement de cet homme, de sa naissance à nos jours, nous permettra certainement de répondre avec plus d'aisance à cette importante question.

(39) *Le Monde*, 8.4.1980.

(40) p. 22. B1.

## CHAPITRE DEUXIÈME

# L'HOMME

## L'apprentissage

Tikrit, de petite agglomération du district administratif de Bagdad, est devenue récemment chef-lieu d'un nouveau district nommé Salah el-Din (composé d'un espace principalement grignoté sur le district de Kirkouk), abritant, parmi d'autres réalisations, l'Ecole Supérieure de l'Armée de l'Air et une grande base militaire. Tikrit, à l'instar de Monastir (ville natale de Bourguiba, en Tunisie), est en pleine expansion rien que par le fait qu'elle est le lieu de naissance du Chef de l'Etat. Tikrit et Monastir ne sont pas les seules petites villes à connaître un formidable « développement », souvent au mépris de toutes les données – humaines, économiques, infrastructurelles régionales... – ; le Tiers-Monde regorge de villages nats de présidents transformés en villes-shows à coups de millions de dollars de dettes, et le plus fâcheux, c'est que cet argent est investi dans des réalisations de prestige-palais, aéroports, grandes routes, hôtels luxueux... – dont les retombées sur l'économie nationale sont traduites par de vraies hémorragies dues au pompage continu des maigres revenus du pays pour leur entretien et le remboursement non pas de la dette mais de son service, c'est-à-dire l'intérêt bancaire. Quant à la dette proprement dite, son remboursement, à cause de la corruption régnante, est à nos jours un luxe qui n'est plus à la portée de la plupart des régimes du Tiers-Monde.

Le divorce des parents avait été suivi de la naissance de Saddam, le 28 avril 1937, chez son oncle maternel Al Hadj Khayrallah Talfah, à Tikrit.

Saddam connut certainement une enfance très difficile, puisqu'il n'entendit parler de l'école pour la première fois qu'en 1947 (à l'âge de 10 ans), quand il découvrit au hasard d'une rencontre un garçon de son âge qui savait lire et écrire (1).

A cet âge, il fit sa première fugue de nuit pour parcourir des kilomètres à pied et se retrouver au petit matin chez des cousins, dans la région d'Al-Fatha. Ces derniers le renvoyèrent à Tikrit en taxi, sans oublier de lui remettre comme cadeau : un revolver.

(1) p. 25. B11.

S'agit-il d'un jouet pour enfant ? Absolument pas. il s'agit bel et bien d'un vrai revolver. « Ce fut le premier revolver qu'il posséda dans sa vie » (2). Bien que cet événement mérite qu'on s'y attarde, je préfère laisser cette tâche aux psychologues pour qu'ils en tirent les conclusions adéquates.

Pour la suite des événements, plusieurs thèses, souvent contradictoires, nous sont présentées par différents auteurs. Par conséquent, le souci de rigueur scientifique nous impose au préalable une mise au point.

L'ouvrage d'Amir Iskander, « Saddam Hussein, le militant, le penseur et l'homme », comme son nom l'indique, est un livre présentant sous le meilleur jour possible la vie du Chef de l'Etat irakien.

Le fait que l'auteur ait retracé certaines aventures de Saddam, et qu'il l'ait présenté en somme comme un grand amoureux des armes, toujours sur le devant de la scène pour les coups les plus sanglants, ne doit pas nous leurrer pour les raisons suivantes :

Premièrement, la parution de cette biographie a coïncidé avec le début de la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran, et ce n'est certainement pas l'effet du hasard puisque sa traduction arabe est en vente libre, sans censure aucune, à Bagdad.

Deuxièmement, et c'est certainement le plus significatif, à la page 334 de ce livre (photo), on peut voir le Chef de l'Etat irakien serrant jovialement la main d'Amir Iskander. C'est donc une confirmation, cette biographie a bel et bien reçu l'approbation totale de Saddam.

Troisièmement, cet ouvrage est rédigé dans l'esprit arabe de la société pré-islamique, où amour des armes et aventures riment avec courage et bravoure, et le fait que le parti Baath plonge ses racines à cette époque, du moins dans l'esprit de ses fondateurs, l'accrédite. Etant donné que l'ouvrage d'Amir Iskander est la thèse biographique officieuse de Saddam Hussein, pour la suite de l'exposé, nous prendrons donc en priorité cette thèse, tout en la faisant suivre de remarques, à chaque fois que cela s'avère être nécessaire.

Poursuivons donc le cheminement de Saddam Hussein qui, suivant la thèse officielle, dix ans plus tard, c'est-à-dire en 1958, se trouvait en quatrième année à l'école secondaire d'Al-Karkh : il fut arrêté à Tikrit durant les vacances scolaires et accusé de l'assassinat d'un homme politique Saadoun An-nassiri (3), puis libéré six mois plus tard. Entre temps, il élaborait un plan d'évasion, grâce aux revolvers qu'un nommé Ouni Rifai accepta de lui remettre quand il irait à l'instruction, mais il renonça à sa décision de recourir à la force (4).

Au sujet de cet assassinat « politique », les autres thèses nous apprennent que Saddam a commis un crime odieux, en assassinant l'un de ses oncles pour

(2) p. 28-29, B11.

(3) p. 46, B11.

(4) p. 47, B11.

venger son tuteur. En effet, son tuteur, c'est-à-dire son oncle maternel Al-Hadj Khayrallah Talfah, fut nommé en 1958 directeur de l'enseignement à Bagdad, et comme il était connu dans l'entourage familial pour ses relations passées avec les services secrets britanniques et que le régime irakien d'Abdel-Karim Kassem était en très mauvaises relations avec celui de la Grande-Bretagne, il fut donc destitué. C'est un deuxième oncle de Saddam, Al Hadj Saadoun Al-Tikriti, qui fut l'instigateur de cette destitution. C'est donc pour venger son tuteur que Saddam Hussein assassina son deuxième oncle (5).

Où se trouve donc la vérité ? Est-ce que Saddam Hussein, à l'âge de 20 ans, a tué son oncle par vengeance familiale ou bien a perpétré un crime politique ?

En 1959 (à l'âge de 21 ans), suivant la thèse officielle, Saddam, nouveau membre du parti Baath, fut choisi pour assassiner le Chef de l'Etat irakien, Abdel-Karim Kassem. Pourquoi lui ? Parce que « le maniement des armes ne lui était pas étranger » (6).

Le 7 octobre 1959, bien que sa mission « consistait à protéger ses camarades » désignés pour « tirer sur la voiture du leader, et à couvrir leur retraite après qu'ils eussent accompli leur devoir ; il ne put se retenir ; il avait oublié toutes les instructions. Par réflexe, il tira sur lui (avec sa mitrailleuse) » (7). Ce fut l'échec. Le Chef de l'Etat échappa à la tentative d'assassinat.

La participation de Saddam à cet attentat fut-elle un acte « patriotique » ? C'est possible, mais un doute très sérieux subsiste, surtout à cause de la tentative de prise d'otages qui a suivi l'opération. En effet « pour faciliter la retraite de ses camarades », Saddam eut le réflexe « de braquer son pistolet sur un conducteur qui s'arrêta, effrayé » (7).

Toujours est-il qu'on retrouva, quelques jours plus tard, Saddam à Damas. Et c'est à partir de ce moment que sa trace fut pratiquement perdue. La période allant de 1960 à 1963 est une vraie énigme dans la vie de Saddam.

## L'énigme

Que s'est-il passé après la tentative d'assassinat de Kassem ?

Toujours d'après la thèse officielle, Saddam fut le seul à réussir à quitter clandestinement le pays pour la Syrie, tandis que ses camarades furent arrêtés le jour même. Trois mois plus tard, en janvier 1960, il prit l'avion de Damas pour se rendre au Caire (8). Avec quels documents voyagea-t-il ? L'auteur de la biographie de Saddam ne juge pas utile de nous éclairer ; c'est donc un premier accroc.

(5) Témoignage de M. Fahih Al-Nassiri devant la cour de Bagdad lors du procès de Abdel-Salem Aref en 1959.

(6) p. 48. B11.

(7) p. 49. B11.

(8) p. 66. B11.

Toujours est-il qu'il termina, paraît-il, ses études secondaires dans une école privée de Qasr en-Nil, au Caire, où « il habita une villa » (9).

Qui finançait les études de Saddam ? Qui payait le loyer de la villa ? Peut-être travaillait-il parallèlement ? – Absolument pas, le reste de son temps était réservé aux cafés, aux promenades dans les jardins de la ville, aux voyages vers les sites historiques anciens et aux jeux d'échecs (10).

Peut-être recevait-il de l'argent de son oncle ? – Exclu, la famille étant très modeste.

Peut-être recevait-il une bourse d'études du Gouvernement égyptien ? – Exclu, car l'Égypte ne lui a réservé que des tracasseries policières, « au point que le Caire faillit devenir une seconde prison » (11). Relevons au passage la contradiction entre d'une part « promenades, voyages, jeux... » au Caire et d'autre part le fait que cette ville fut « une prison » !

D'où venait l'argent ? Un deuxième accroc que l'auteur de la biographie ne juge pas utile de lever.

D'autres importantes remarques s'imposent :

Premièrement, concernant la préparation de la tentative d'assassinat du Chef de l'Etat, Abdel-Karim Kassem ; le secrétaire régional du parti Baath en Irak, Fouad Rikabi, avec trois autres membres, Abdallah Rikabi, Ayyad Said Thabit et Khaled Ali Saleh Al-Dulaymi, formèrent au mois de mars 1959 un Comité d'organisation de l'opération (12), puis recrutèrent au dernier moment, quand tout fut prêt, le reste des membres du commando, sans demander l'avis général des camarades du parti. C'est ainsi que Saddam Hussein fut choisi pour commettre le forfait avec quatre autres personnes (13).

Deuxièmement, concernant l'opération, elle se déroula dans une panique générale.

D'abord, l'homme qui devait barrer la route au cortège présidentiel avec sa voiture, au moment où il aurait dû agir, ne trouvait plus ses clés, ces dernières étant à l'intérieur du véhicule, dont les portières étaient bloquées. Thabit se lança alors avec sa voiture, mais il ne put arriver à temps. Un troisième, qui devait lancer une grenade, fut dans l'incapacité de la sortir de sa poche au moment opportun (12).

Cette panique fut la cause de l'échec de l'attentat. Certains membres de l'opération furent arrêtés et passèrent aux aveux. C'est ainsi qu'on apprit que la direction nationale du parti Baath à Damas et l'ambassade de Syrie à Bagdad avaient joué un rôle important (14).

(9) p. 67, B11.

(10) p. 70, B11.

(11) p. 72, B11.

(12) p. 155-156, B12. Une réunion préliminaire a eu lieu au mois de février 1959 à laquelle ont assisté, en plus des quatre personnes citées, trois autres membres du Comité de direction du parti Baath irakien : Midhat Ibrahim Joumâa, Taleb Hussein Shabib, Karim Mahmoud Shantaf.

(13) p. 166 et 189, B12. Les autres membres de l'opération sont : Samir Abdel-Aziz el-Najm, Ahmed Taha Azzouz, Abdel-Karim Achikhli, Hatem el-Azzawi, Abdel-Wahab el-Ghreiri. Ce dernier a été tué au cours de l'opération.

(14) p. 159, B12.

Troisièmement, concernant le parti Baath irakien :

Quatre membres du Comité de direction (les deux Rikabi, Joumâa et Shabib) réussirent à quitter Bagdad pour se réfugier au Liban et en Syrie (15).

Parmi les conséquences de l'attentat, on enregistra l'autodissolution de la direction régionale irakienne du parti Baath, le 29 novembre 1959, lors d'une réunion tenue à « Beyrouth ou à Damas » (15).

Aussitôt après, la direction nationale à Damas désigna Taleb Hussein Shabib secrétaire d'un nouveau Comité provisoire régional (irakien). Au mois de juillet 1960, un congrès clandestin eut lieu et Shabib fut reconduit dans ses fonctions.

Au mois de mai 1962, c'est Ali Saleh Saadi qui fut élu pour prendre sa place. La direction nationale à Damas ne put que ratifier le fait accompli. Saadi manœuvra en fait « énergiquement » au sein du parti pour faire payer cher l'échec de la tentative d'assassinat à ses camarades directement impliqués (16).

Quatrièmement, concernant Monsieur Saddam Hussein, pour la période allant de 1960 à 1964, deux thèses principales s'affrontent : celle du Caire et celle de Beyrouth. La première est peu vraisemblable, tandis que la deuxième, qui le présente comme ayant fait des études à l'Institut britannique « Chamlen », où il fut admis grâce à son oncle maternel Al-Hadj Khayrallah Talfah, paraît pour le moment un peu plus crédible. Toutefois, malgré le fait que l'activité du parti Baath irakien continuât à fonctionner surtout depuis l'étranger (Damas et Beyrouth) (15), nulle trace probante de Saddam Hussein ne fut enregistrée. Il est même probable qu'il séjourna à la fois au Caire et à Beyrouth, faisant en quelque sorte, d'après une troisième thèse, la navette entre ces deux villes.

Cinquièmement, concernant les causes de la tentative d'assassinat : Le 14 juillet 1958 un coup d'Etat eut lieu en Irak. Son organisateur Kassem s'attira la colère de Londres en exécutant le Roi Fayçal et le Chef du Gouvernement, Nouri Saïd, tous deux pro-britanniques. Quelques jours plus tard, la monarchie irakienne fut abolie et Kassem devint l'homme fort de la nouvelle République. Puis, en mars 1959, l'Irak se retira du Pacte de Bagdad. Cet événement venant marquer officiellement le divorce avec l'Ouest, les baathistes offrirent leurs services pour tenter d'assassiner Kassem afin de remettre l'Irak dans le giron britannique.

## La propulsion

Poursuivons la vie de Saddam qui, d'après la thèse officielle, retourna à Bagdad après le renversement d'Abdel-Karim Kassem, le 8 février 1963, par

(15) p. 189-190. B12.

(16) p. 259. B12.

les baathistes. « Il était un simple membre ordinaire (du parti Baath) en ce temps-là ; sa main était loin des rênes de commandement » (17).

Un deuxième coup de force élimina les baathistes et renforça les pouvoirs d'Abdel-Salem Aref, le 18 novembre 1963. A nouveau, on pensa à Saddam pour éliminer physiquement Aref. « Un plan (baathiste) avait prévu que Saddam Hussein commanderait un petit groupe de camarades volontaires. Une fois dans la salle de réunion, ils devaient tirer sur les personnes au pouvoir, y compris Abdel-Salem Aref » (18). Toutefois, le plan avorta à cause de la mutation du lieutenant Naji Majid, qui devait leur faciliter l'accès à la salle de réunion du Conseil national.

Une remarque s'impose : en effet, les baathistes avaient réussi à renverser Abdel-Karim Kassem le 8 février 1963 ; le pouvoir passa en leurs mains ; ils se le partagèrent avec des militaires non-baathistes mais tout en oubliant le camarade Saddam Hussein, qui pourtant avait joué un rôle négligeable dans la tentative d'assassinat de Kassem. Et le comble, c'est que quand le pouvoir leur échappa, ils eurent à nouveau recours à Saddam pour tenter d'éliminer physiquement Aref.

Les choses, comme nous le verrons un peu plus loin, avaient en fait commencé à tourner mal pour les baathistes au pouvoir ; on était à la veille du double coup de force de novembre 1963, celui au sein du parti Baath et celui du régime proprement dit. Et Saddam était en ce temps-là en prison, accusé du meurtre d'un gendarme et de blessures à un deuxième gendarme et condamné à mort. On pensa à ce moment précis à lui ; et on le libéra contre sa participation à une nouvelle tentative d'assassinat. Ceci dit, voyons d'abord comment se déroula la suite des événements.

Toujours suivant la thèse officielle, Saddam décida de passer clandestinement en Syrie pour convaincre Michel Aflak de la nécessité de dissoudre la direction du parti en Irak (19). Peu de temps après, lors de sa visite en Syrie, Saddam fut nommé membre de la nouvelle direction régionale du parti Baath irakien (19).

Quelques remarques s'imposent :

Premièrement, le parti Baath était constitué dès l'origine d'une direction dite nationale ayant son siège à Damas, en Syrie, avec à sa tête Michel Aflak, et de directions dites régionales (Syrie, Irak, Jordanie et Liban). C'est seulement en 1968 que le parti se scinda en deux ; cette grave scission engendra deux directions nationales (l'une toujours à Damas et la nouvelle à Bagdad).

Deuxièmement, de simple membre ordinaire qu'il était, Saddam fut propulsé, nous dit-on, au poste de membre de la direction du parti Baath en Irak, mais on ne nous dit pas pour quelle raison ?

(17) p. 79, B11.

(18) p. 82, B11.

(19) p. 86, B11. Michel Aflak, fondateur et idéologue du Baathisme.

En fait, il fut propulsé pour nulle autre raison crédible que sa participation à la tentative d'assassinat de Kassem et celle prévue pour l'élimination physique d'Aref. Le critère utilisé par les Messieurs du Baath, pour permettre la fantastique ascension de Saddam, ne peut pour le moment que nous inquiéter très légitimement quant à l'avenir de l'Irak et de la région. A moins qu'il y ait d'autres raisons plus graves, cachées parce que liées à la période 1960-1963 de la vie de Saddam, qui reste toujours une énigme.

Troisièmement, en réalité Saddam Hussein fut propulsé non pas au poste de simple membre du Comité de direction du parti Baath en Irak, mais bien plutôt au poste de secrétaire de ce même parti, devenant ainsi le numéro un du Baath dans son pays !

Il faut croire que cette nomination parut tellement bizarre aux yeux mêmes du principal concerné, car dans l'ouvrage d'Amir Iskander, Saddam Hussein est présenté comme un simple membre du Comité, alors qu'il fut bel et bien nommé secrétaire au mois de février 1964, à la tête d'une équipe absolument différente de celle présentée par l'auteur de cet ouvrage (tableau VII).

En tout cas, que Monsieur Saddam Hussein ait été nommé à la tête du Comité de direction ou comme simple membre de ce même Comité, ne change pratiquement rien à sa fantastique propulsion, qui reste toujours très bizarre, même minimisée.

Essayons de voir dans quelles circonstances la propulsion de Saddam fut possible ?

TABLEAU VII

DIRECTION RÉGIONALE DU PARTI BAATH (IRAKIEN) NOMMÉE PAR LA DIRECTION NATIONALE DE FÉVRIER 1964. LAQUELLE EST VRAIE ?

	Première version (1)	Deuxième version (2)
Secrétaire	Abdel-Karim Achikhli*	Saddam Hussein Tikriti
Membres	Saddam Hussein Tikriti Ahmed Hassen al-Bakr Mohammed Sabri al-Hadithi Hassen al-Amiri	Saleh Mahdi Ammash Ahmed Taha Azzouz Mohammed Mahjoub Abdallah Salloum Sammarrai Karim Mahmoud Shantaf Hardan Tikriti

(1) Source : p. 86. B11.

(2) Source : p. 339. B12 « cité par Arab World le 26 février 1964 », p. 86. B12.

\* « En ce temps-là, Abdel-Karim Achikhli était attaché militaire adjoint à l'Ambassade irakienne au Liban ». p. 86. B11.

Le coup d'Etat du 8 février 1963, qui amena au pouvoir Abdel-Salem Aref, fut organisé par ce dernier avec l'aide de quelques collègues militaires, et surtout avec le soutien du parti Baath. Le dénominateur commun de tous les participants à ce coup de force était leur refus d'Abdel-Karim Kassem. Ceci est d'autant plus vrai pour Aref, qui était son partenaire de 1958, mais qui très tôt fut écarté, puis arrêté et jugé pour trahison.

Ce dernier coup d'Etat est pour Aref une vengeance personnelle ; il ne se contenta d'ailleurs pas seulement de renverser Kassem, mais il l'exécuta le lendemain déjà (20). Pour d'autres, c'est la ligne pro-soviétique de Kassem qui fut la cause principale de leur adhésion au coup de force, à moins que ce ne soit tout simplement leur soif du pouvoir.

Par ailleurs, la suite des événements démontra qu'il fut facile de s'unir pour éliminer Kassem, mais bien plus difficile de le rester pour diriger le pays ; c'est la raison pour laquelle, huit mois après le coup d'Etat, les baathistes furent peu à peu écartés.

Le parti Baath, sans programme précis, sans idéologie claire, tournant et retournant sa veste au gré du vent de l'histoire, ne pouvait qu'éclater de l'intérieur, et c'est ce qui arriva bel et bien.

Pour diriger le pays, les baathistes avaient utilisé l'unique outil qu'ils possédaient : la violence. Arrestations, tortures, assassinats par milliers avaient caractérisé la brève période de leur règne en 1963. Unis pour arriver au pouvoir, unis pour nettoyer et museler autour d'eux, mais désunis pour partager le « gâteau ». C'est la réalité des baathistes que l'histoire a démontrée.

Nous avons vu comment Saadi avait réussi à écarter Shabib en mai 1962 pour prendre la direction du parti Baath (irakien). Ce dernier ne l'oublia pas, et au congrès régional de septembre 1963, il tenta, avec Bakr et tous les militaires de l'aile droite du parti, de s'opposer à Saadi, mais sans succès.

Abdel-Majid Hamdi (l'homme de Saadi) fut quand même élu au poste de secrétaire, mais deux mois plus tard, soit le 11 novembre, Shabib revint à la charge après avoir réussi à convoquer un nouveau congrès extraordinaire, et ce fut, grâce à la menace et à la falsification, un succès total. La direction du parti passa aux mains de ses alliés, les militaires de l'aile droite, avec à leur tête Ahmed Hassan Al-Bakr (voir tableau VIII).

Saadi et ses supporters furent, le lendemain, expulsés de leur propre pays et aussitôt mis dans un avion, démunis de tout bagage, en direction de Madrid (21).

Cette méthode est typiquement baathiste ; rappelons-nous comment Saddam Hussein suivra l'exemple, en expulsant en 1980 des milliers d'Irakiens, les forçant à traverser la frontière irano-irakienne. La question qui vient à l'esprit : Saadi et ses supporters seraient-ils « d'origine espagnole » ?!

(20) p. 231. B12.

(21) p. 264 et 270. B12.

## TABLEAU VIII

## LES CONGRÈS DU BAATH IRAKIEN EN 1963

5 <sup>e</sup> Congrès régional du 13 au 25 septembre 1963 (1)	Congrès extraordinaire du 11 novembre 1963 (2)
Hamdi Abdel-Majid (secrétaire) Hani Fakiki Abou Taleb al-Hashimi Hazem Jawad Abdel-Hamid Khalkhal Adnan Kassab Ali Salah Saadi Mohsen Sheikh Radi	Ahmed Hassen al-Bakr (militaire) Abdel-Sattar Abdel-Latif (militaire) Mohammed Mihdawi (militaire) Saleh Mahdi Ammash (militaire) Moundhir Wandawi (militaire) Taher Yahya (militaire) Ali Abdel-Karim Faïek Bazzaz Tarek Aziz Abdel-Sattar Douri Hazem Jawad Foued Shaker Mostapha Taleb Hossein Shabib Karim Mahmoud Shantaf Salem Soltan Hassen Haj Waddai

(1) Source : p. 338. B12.

(2) Source : p. 339. B12.

**Remarques**

- Shabib était nommé Secrétaire Régional (Irak) par la Direction Nationale du Baath en 1959. (p. 337. B12).
- Shabib était élu au même poste au troisième Congrès de juillet 1960. (p. 338. B12).
- Saadi était élu au poste de Secrétaire (succédant à Shabib) au quatrième Congrès de mai 1962. (p. 338. B12).
- Jawad et Kassab étaient les opposants de Saadi, ils formaient l'aile droite du Baath irakien. Jawad était l'homme de main de Shabib pour l'organisation du Congrès du 11 novembre. (p. 338. B12).

Le soir du 13 novembre 1963, Michel Aflak, secrétaire national du parti Baath, c'est-à-dire le chef de tous les partis régionaux, débarqua à Bagdad avec quatre membres de la direction nationale (22). Il envoya, le lendemain, en direction du Liban, cinq baathistes irakiens (23).

**Pourquoi ce voyage au Liban ?**

Etant donné que l'instigateur du congrès du 11 novembre, Shabib, était parmi les voyageurs pour Beyrouth et qu'Aflak et ses associés syro-libanais sont restés sur place à Bagdad jusqu'au 17 novembre, on est tenté de penser, tout en se demandant ce que ces Irakiens étaient allés faire à Beyrouth, et qui

(22) Deux Syriens : Amin el-Afidh et Salah Jadid.

Deux Libanais : Jibran Majdalani et Khaled el-Ali. p. 271. B12.

(23) Shabib. Jawad. Tarek Aziz. Mohammed Mihdawi. Midhat Ibrahim Joumâa. p. 271. B12.

Shabib était allé voir pour rendre compte des événements du 11 novembre, qu'il y avait peut-être à Beyrouth un autre supérieur baathiste, secret, à qui, légitimement, ils devaient rendre des comptes et demander conseil ?

Aflak et ses associés syro-libanais, dans le commandement national du parti, restèrent à Bagdad du 14 au 17 novembre pour discuter avec Bakr (le gagnant du congrès du 11 novembre) (24).

Le 20 novembre, une nouvelle distribution des cartes eut lieu au sein du régime irakien, Aref continua à assurer la présidence de la République et pour Bakr un nouveau poste fut créé, de chef de Gouvernement il devint vice-Président de la République.

Que venait faire Aflak à Bagdad ?

Michel Aflak fut à la fois satisfait et inquiet des résultats du dernier congrès, satisfait de l'éviction de Saadi, l'homme aux concepts socialisants (25), et inquiet pour l'avenir du parti en Irak. Il débarqua donc à Bagdad pour s'assurer du virage pris par le régime irakien, auprès de son homme de confiance, Bakr. Et étant donné qu'entre temps, ce dernier fut nommé vice-Président de la République, Aflak ne pouvait être que comblé, mais hélas pas pour longtemps.

En effet, peu de temps après, l'aile droite du Baath, celle de Bakr, commença à son tour à être écartée du pouvoir. A cette époque, rappelons-le, Saddam Hussein était en prison pour meurtre et attendait son exécution.

Le 4 janvier 1964, ce fut le tour de Bakr : le poste de vice-Président fut aboli (26). Entre temps, Saddam Hussein fut libéré ; le besoin de ses services se faisait de plus en plus sentir avec ce nouveau virage pris par les événements.

Michel Aflak fut par conséquent bel et bien leurré par les militaires au pouvoir à Bagdad ; sa première réaction fut de réunir du 12 au 18 février 1964 un congrès national à Damas, où Bakr, le déchu du régime de Bagdad, fut le seul réélu irakien au Comité de direction national (tableau IX).

La deuxième réaction d'Aflak fut la nomination d'un nouveau Comité du parti en Irak, composé de sept membres, avec Saddam Hussein à leur tête (tableau VII).

Cette fantastique propulsion de Saddam Hussein soulève plusieurs interrogations :

Pour diriger le parti en Irak, pourquoi n'avait-on pas choisi l'un des cinq hommes de confiance d'Aflak, qui étaient partis, sur sa demande, d'urgence à Beyrouth le 14 novembre ?

Pourquoi, par exemple, n'avait-on pas nommé Shabib, qui avait derrière lui une expérience aussi vieille que le parti Baath en Irak ?

Est-ce parce que Shabib était l'instigateur du congrès de novembre et avait

(24) p. 272, B12.

(25) p. 274, B12.

(26) p. 273, B12.

## TABLEAU IX

DIRECTION NATIONALE DU BAATH (ÉLECTIONS A DAMAS DU 6<sup>e</sup> ET DU 7<sup>e</sup> CONGRÈS)

6 <sup>e</sup> Congrès du 5 au 23 octobre 1963	7 <sup>e</sup> Congrès du 12 au 18 février 1964
Michel Aflak (secrétaire général)	Michel Aflak (secrétaire général)
Amin al-Hafedh (Syrien)	Amin al-Hafedh (Syrien)
Salah Jédid (Syrien)	Salah Jédid (Syrien)
Hammoud al-Shoufi (Syrien)	Mohammed Omran (Syrien)
Ali Salah Saadi (Irakien)	Mansour al-Atrash (Syrien)
Hamdi Abdel-Majid (Irakien)	Shibli Aysami (Syrien)
Mohsen Sheikh Radhi (Irakien)	Ahmed Hassen al-Bakr (Irakien)
Ahmed Hassen al-Bakr (Irakien)	Jebran Majdalani (Libanais)
Salah Mehdi Ammash (Irakien)	Khaled al-Ali (Libanais)
Jebran Majdalani (Libanais)	Abdel-Majid Rifai (Libanais)
Khaled al-Ali (Libanais)	Ali Khalil (Libanais)
Mounif Razzaz (Jordanien)	Mounif Razzaz (Jordanien)
Abdel-Mohsen Abou Mayzar (Jordanien)	Ali Ghannam* (Saoudien)

Source : p. 329, B12

\* L'Arabie Saoudite est représentée pour la première fois.

été trompé par les militaires ? Si on appliquait le même raisonnement, Bakr n'aurait pas dû être réélu au mois de février au Comité national, puisqu'il avait joué le même rôle, sinon pire. En effet, à l'époque du congrès de novembre, Bakr était membre du Comité national ; il descendit pourtant dans l'arène régionale du parti pour évincer Saadi et prendre sa place ; il s'imposa ensuite comme vice-Président de la République, mais six semaines plus tard il se fit mettre à la porte. Ce cuisant échec ne l'empêcha pas pour autant de se faire réélire un mois plus tard au Comité de direction national du parti Baath ! Si c'était Aflak qui devait réellement choisir, sans nul doute son choix se serait porté sur Shabib, ou en tout cas sur l'un de ses cinq hommes de confiance de Bagdad.

Qui a donc choisi Saddam Hussein ?

Est-ce le supérieur secret baathiste de Beyrouth ? C'est très probable, puisque dans la vie de Saddam il y a eu un trou de trois ans et que cette ville paraît mieux lui convenir.

Par ailleurs, rappelons-nous qu'Achikhli fut présenté comme secrétaire du parti (voir tableau VII), à la tête d'une équipe fictive. Or, à l'époque, Achikhli n'était autre que l'attaché militaire adjoint à l'ambassade irakienne au Liban (27). Faudrait-il comprendre :

(27) p. 86, B11.

- Premièrement, que les cinq hommes de confiance d'Aflak avec les deux militaires de Bagdad, étaient allés à Beyrouth le 14 novembre pour voir Achikhli ?
- Deuxièmement, que Saddam Hussein était bel et bien à Beyrouth de 1960 à 1963, évoluant dans l'entourage d'Achikhli ?
- Troisièmement, que c'est grâce à Achikhli que Saddam fut sorti de prison, puis nommé à la tête du parti ?
- Quatrièmement, que c'est pour cette dernière raison que Saddam s'effaçait d'abord, en signe de reconnaissance à l'homme qui avait permis et sa libération et sa nomination, mais surtout pour mieux contrer les soupçons de l'histoire ?

Toutefois, la position d'Achikhli dans le parti, aussi bien qu'au sein du pouvoir irakien, n'aurait certainement jamais permis d'élever Saddam à ce grade ; l'existence d'une haute autorité, d'une main secrète qui tire les ficelles du parti depuis Beyrouth, par l'intermédiaire d'Achikhli, expliquerait mieux tous les derniers événements. D'ailleurs, cette hypothèse est accréditée par l'essence du Baath, qui est « organisé plutôt comme une société secrète que comme un parti politique » (28).

Pourquoi ce choix ?

La raison la plus généralement avancée par des observateurs neutres est que les membres de ce Comité (tableau VII) furent choisis pour leur expérience de lutteurs (29). En d'autres termes, le virage à droite du régime irakien ayant échoué, Saddam Hussein fut choisi pour rétablir la direction, et étant donné qu'il était un cas rare dans le parti, à cause de son maigre bagage culturel (30), la violence aurait été par conséquent le seul moyen à utiliser.

Inutile d'espérer de la part de ses collègues un comportement meilleur. En effet, Ammash et Hardan Tikriti avaient derrière eux une expérience de militaires au pouvoir au cours d'une période sanglante (de février à novembre 1963) ; Shantaf était l'un des cerveaux de la tentative d'assassinat du Chef de l'Etat Kassem en 1959 ; Azzouz était membre du commando de 1959, donc un homme de main, comme Saddam Hussein...

Ces membres du Comité de direction du parti Baath irakien avaient effectivement derrière eux une expérience d'une violence inégalée, tandis que chez Saddam Hussein celle-ci était doublée d'ignorance, un atout qui lui a valu le titre de numéro un du parti !

Pour la suite des événements, toujours suivant la thèse officielle, Saddam, de retour à Bagdad, se mit en 1964 à fabriquer des bombes avec Abdel-Karim Achikhli, en vue d'une nouvelle tentative d'assassinat d'Aref pour le mois de

(28) p. 179, B13.

(29) p. 274, B12.

(30) « Saddam Hussein is a rarity in that party, he did not get a degree until 1970 », p. 343, B12.

septembre 1964 (31). Il prit l'habitude de se déplacer en voiture avec « une mitraillette et deux bombes, en plus de son revolver qui ne le quittait pas » (32).

Est-ce le réflexe d'un opposant patriotique ? Peut-être, mais avec un doute encore une fois très sérieux, puisqu'un jour, Saddam braqua un homme et « fit siffler une balle au-dessus de sa tête » pour une histoire de dépassement en voiture ! (32)

Très tôt, il fut arrêté pour ses activités politiques et jeté en prison. Un jour, alors qu'il était en route pour le tribunal avec deux de ses camarades, entourés de leurs gardiens, « ils réussirent à convaincre (ces derniers) de les conduire au restaurant Al-Joundoul, dans l'avenue Abou Nawas, pour y déjeuner » (33). Des amis les attendaient et ce fut l'évasion, le 23 février 1966. Ce même jour (coïncidence !) « le parti Baath connut un traumatisme grave » (34) à Damas, sur le plan national. D'ailleurs, « lorsqu'il était derrière les remparts de la prison, Saddam avait prévu le mouvement syrien du 23 février 1966 » (35) !

Dès sa sortie de prison, Saddam Hussein organisa une réunion avec trois de ses camarades. Il prononça la dissolution du Comité de direction du Baath irakien et annonça la constitution d'une nouvelle direction régionale « sans consulter pour cela la direction nationale (en Syrie) qui, à ce moment-là, depuis le renversement du 23 février 1966, était absente ou inexistante » (36).

Sous la pression des Syriens, une élection aura quand même lieu deux mois plus tard ; neuf membres pour la direction régionale irakienne furent élus, et parmi eux Saddam Hussein (37) (tableau X).

TABLEAU X  
DIRECTION RÉGIONALE (IRAK) DU BAATH EN 1966

Direction formée en réunion secrète à trois au mois de février 1966	Direction « élue » au mois d'avril 1966
Saddam Hussein Abdel-Khalek Assamarrai Abdel-Karim Achikhli Ahmed Hassen al-Bakr*	Saddam Hussein Abdel-Khalek Assamarrai Abdel-Karim Achikhli Salah Mahdi Ammash Taha al-Jazrawi Salah Omar al-Ali Izzat Mostapha Abdallah Salloum

\* n'a pas participé à la réunion  
Source : p. 104 et 107. B11

- (31) p. 87. B11.  
(32) p. 89. B11.  
(33) p. 97. B11.  
(34) p. 102. B11.  
(35) p. 103. B11.  
(36) p. 104. B11.  
(37) p. 107. B11.

C'était donc la thèse officielle, rétablissons maintenant la vérité.

Premièrement, au mois de septembre 1964, une tentative d'assassinat d'Aref était en préparation, mais elle ne fut pas du tout du genre que Saddam Hussein pouvait réaliser. Le commando était strictement composé de pilotes de l'armée de l'air irakienne ; six au total devaient s'envoler à la poursuite de l'avion d'Aref, le jour de son départ pour le Caire, où il devait participer au second Sommet arabe. Mais le complot fut déjoué et cinq pilotes furent exécutés, alors que le sixième sauva sa peau, parce qu'il avait trahi ses camarades. Trois dirigeants baathistes furent accusés et emprisonnés : Nasrat, Jabbouri et Bakr (38). Nulle trace de Saddam Hussein dans cette affaire.

L'histoire de son emprisonnement en 1964 et de son évasion, digne des « Contes des Mille et une Nuits », fut montée dans le seul et unique but de le faire paraître comme un « courageux patriote », toujours à l'affût de crimes politiques. D'ailleurs, il fut l'un des rares baathistes à ne pas être inquiété après cette affaire ; il put ainsi préparer tranquillement sa montée vers le pouvoir (38).

Deuxièmement, le 23 février 1966 marqua effectivement le début de la scission du parti Baath. Mais cette scission était prévue depuis l'éviction de Michel Aflak de la direction nationale du parti, au congrès de mai 1965 à Damas (39) où, pour la première fois, le fondateur du parti se vit descendre de son trône.

En fait, c'est dès l'origine du Baath, dans les années 40, que la lutte pour le pouvoir avait commencé, opposant Aflak à Zaki Arsuzi, pour devenir une tradition (40) dans le parti.

« Doté d'une idéologie très imprécise et organisé plutôt comme une société secrète que comme un parti politique, le Baath a connu, pratiquement depuis sa fondation, un grand nombre de conflits internes et de scissions. Il est divisé entre gauche et droite, entre civils et militaires, voire entre branches différentes des forces armées... » (41), mais le plus surprenant, c'est le slogan des baathistes, chanté en chœur depuis une quarantaine d'années : l'unité du monde arabe !

Troisièmement, il est vrai qu'Achikhli (l'homme de Beyrouth), toujours lui !, son ami Saddam et un troisième homme, Assamarrayi, profitèrent de la pagaille de février 1966, engendrée par le congrès de mai 1965 de Damas, pour former secrètement à Bagdad une nouvelle direction régionale ; ils n'oublièrent quand même pas Bakr (l'homme d'Aflak), qui fut ajouté à la liste sitôt après leur réunion. Mais les élections qui furent organisées deux mois plus tard ne sont par contre pas honnêtes du tout ; en réalité, un baathiste nommé Sabah Mirza menaça, avec son arme, quiconque aurait été tenté de ne pas voter pour Saddam Hussein et ses camarades (tableau X).

(38) p. 275 et 276. B12.

(39) p. 330. B12.

(40) « A tradition of division », p. 309. B12.

(41) p. 179. B13.

Michel Aflak ne fut pas oublié, lui non plus ; en 1968 (l'année du retour des baathistes au pouvoir en Irak), un « congrès national » fut organisé à Beyrouth par une majorité d'Irakiens, dont Bakr (42) ; le résultat évident fut le retour d'Aflak à « son trône ».

En fait, Aflak ne revit jamais son trône, mais les Irakiens, par un congrès bidon (43), réussirent à le mettre à la tête d'un deuxième parti national, ayant pour siège Bagdad. Désormais ce qui fut deux ailes dans un même parti (nous avons vu, par exemple, comment l'aile droite régionale de Bagdad élimina celle de gauche et l'expulsa même d'Irak !) devint deux partis pour un même slogan : le baathisme (44), dont le but-mirage est l'unification du monde arabe !

Ce slogan est de nos jours lancé par deux capitales (Bagdad et Damas), représenté par deux directions baathistes s'excluant mutuellement, et concrétisé par deux régimes se refusant réciproquement.

Ses effets sur le monde arabe s'évaporent rapidement, tandis que ses retombées sur les deux peuples (Syrie et Irak) directement concernés sont une éclatante manifestation du genre d'unité dont est capable ce slogan : l'unité de ces deux peuples dans la douleur quotidienne.

Le baathisme, s'il est résurrection, comme la traduction de son nom le suggère, ne peut être, au vu de ses pratiques, qu'une résurrection manifeste du fascisme. Le plus préoccupant, c'est le timide balbutiement, si ce n'est le silence encourageant, de la plupart des mass-médias internationaux sur ses odieuses pratiques.

## Au pouvoir

Comment le retour des baathistes au pouvoir en Irak fut-il possible ?

D'après la thèse officielle, la préparation du renversement d'Aref (45), était terminée, le plan était au point le 16 juillet 1968 ; quelques heures plus tard allait avoir lieu son exécution, mais les services secrets militaires d'Aref étaient au courant.

Le soir de ce même jour, alors que Saddam était en réunion avec ses camarades putchistes, on sonna à la porte !

Était-ce pour les arrêter ? Absolument pas. Un billet leur fut remis, signé : Abdel-Razak Annayif, Directeur des Services Secrets Militaires. Que voulait-il ? Le billet disait qu'il était au courant du coup d'Etat du lendemain et qu'il leur souhaitait tous ses vœux de succès !

La réaction de Saddam, devant le silence hébété de ses camarades, ne se fit pas attendre longtemps. Il leur proposa un plan en deux étapes (46).

(42) p. 331, B12.

(43) « Plusieurs baathistes, pourtant proches de Aflak, boycottèrent le congrès "national" de Beyrouth de 1965, dont : Majdalani, Khalil, Atrash, Razzaz, Bitar », p. 331, B12.

(44) Baath est un mot arabe dont la traduction est : résurrection.

(45) Il s'agit du Président Abdel-Rahman Aref successeur de son frère Abdel-Salem.

(46) p. 116-117, B11.

Premièrement, aller voir Annayif, et lui proposer de choisir, après le coup d'Etat, le poste qui lui plairait, sauf celui de la présidence de la République, en échange de son silence.

Deuxièmement, liquider physiquement Abdel-Razak Annayif dès les premières heures du coup d'Etat.

En d'autres termes, Saddam voulait que ses camarades négocient, donnent leur parole, « mais à une condition » (46). Laquelle ? Il n'y allait pas par quatre chemins ; il ne lui suffisait pas de manquer à sa parole ; la condition était posée pour aller plus loin ; il la précisa en ces termes : « Celle de le liquider tout de suite, au moment de la pénétration dans les quartiers des blindés ou après. » (46)

Mais le plus étonnant suit ; en effet, pour exécuter ce plan, il fallait quelqu'un, et Saddam Hussein, continuant dans sa lancée, dira : « Je n'ai pas honte de le faire » (46), et il insista pour qu'on le charge de la liquidation d'Annayif. Ses camarades « levèrent tous les mains, unanimement d'accord avec sa décision » (46).

Le lendemain, le coup d'Etat eut lieu ; Abdel-Rahman Aref fut renversé. Ahmed Hassan Al-Bakr prit sa place. Annayif fut nommé Premier ministre, mais douze jours plus tard, il était mis « de force » dans un avion en direction du Maroc. Saddam avait conscience du fait qu'il ne pouvait tacher ses mains de sang, il eut peur de « l'histoire, qui n'a de pitié pour personne » (47). Le condamné à mort partit donc avec le titre : « Son Excellence, le nouvel ambassadeur d'Irak au Maroc. » (48)

Cette version des événements, qui pourtant a le mérite de nous dévoiler la profonde personnalité de Saddam, n'est en fait qu'un ridicule scénario monté par les baathistes pour camoufler leur alliance avec Daoud et Annayif, qui sont connus pour leur passé pro-britannique. Le coup d'Etat du 17 juillet 1968 fut en fait un retour des choses, pour les baathistes, mieux qu'elles n'étaient à la veille de novembre 1963.

Nous avons vu auparavant qu'un coup d'Etat très violent suivi d'une répression sanglante avait renversé le 8 février 1963 Abdel-Karim Kassem et porté au pouvoir son allié de 1958 Abdel-Salem Aref et le parti Baath, dont le principal leader dans l'armée, le général Ahmed Hassan Al-Bakr était nommé chef du Gouvernement. Puis au mois de novembre 1963, Aref profita des conflits internes au sein du parti Baath irakien pour écarter les baathistes en douceur, en deux étapes : d'abord, la nomination de Bakr au poste de vice-Président fut accompagnée de l'expulsion des gauchistes du parti ; ensuite, ce fut le tour de l'aile droite, avec Bakr à sa tête, par l'abolition du poste de vice-Président.

(47) p. 121, B11.

(48) p. 126, B11.

Après l'élimination du Baath du pouvoir, Abdel-Salem Aref se lança dans une politique de nationalisation en mettant en place une constitution copiée sur celle de l'Égypte, et en s'entourant de ministres nassériens, mais très rapidement, en 1965, la tendance s'inversa, les nassériens étaient expulsés du Gouvernement, qui prit une orientation plus conservatrice.

La mort d'Abdel-Salem Aref, le 13 avril 1966, dans un « accident d'avion » et l'arrivée au pouvoir de son frère Abdel-Rahman, accélèrent le mouvement. Dès « 1967, quelques membres du Baath deviennent ministres » (49). Puis, ce retour des baathistes au pouvoir fut couronné par un « coup d'Etat » le 17 juillet 1968, organisé par le général Ahmed Hassan Al-Bakr, avec la coopération d'Abdel-Razak Annayif et Ibrahim al-Daoud et la bénédiction de la Grande-Bretagne.

Bakr, devenu Chef d'Etat, ne voulait aucunement répéter l'expérience de février 1963. Il décida d'écarter très tôt tous les non-baathistes ; c'est ainsi qu'Annayif, devenu son Premier ministre le 17 juillet, fut éloigné le 30 juillet 1968, puis assassiné à Londres en 1979. Il en fut de même pour son ministre de la Défense, Al-Daoud.

Les baathistes ne s'étaient pas contentés de nettoyer le Gouvernement des personnes étrangères à leur parti. Du fait que c'est devenu une tradition chez eux, ils n'arrêtent pas de s'entretuer depuis 1968 pour l'obtention du pouvoir. Par exemple, le seul survivant aujourd'hui, du Comité de direction régional (irakien) du Baath formé en 1966 (tableau X), est Saddam Hussein.

- Ahmed Hassan Al-Bakr fut contraint, « pour raisons de santé », de laisser la place à son neveu Saddam Hussein le 16 juillet 1979. Il mourra empoisonné le 4 octobre 1982.
- Abdel-Khalek Assamarray fut exécuté le 8 août 1979, soit trois semaines après l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein.
- Abdel-Karim Achikhli (l'homme de Beyrouth), qui a été ministre des Affaires étrangères de son pays pendant plusieurs années, et qui participa même avec Saddam Hussein aux exécutions de leurs collègues, au mois d'août 1979, alors qu'il était à New York en qualité d'ambassadeur de la République d'Irak auprès des Nations Unies, fut rappelé d'urgence par son ami, le Chef de l'Etat, et, à peine arrivé à Bagdad au mois d'avril 1980, à sa grande surprise, il fut quand même assassiné.

Par ailleurs, Fouad Rikabi, vieux pionnier du parti Baath, et l'un des cerveaux de l'opération de 1959 dans la tentative d'assassinat de Kassem, fut mystérieusement assassiné à son tour en prison, en 1973. Ali Salah Saadi, le baathiste expulsé d'Irak par ses camarades en 1963, et envoyé en Espagne, fut assassiné à Londres en 1978 par les services secrets de son pays.

Le 16 juillet, Saddam arriva au pouvoir et « dans les jours qui suivirent, une vaste purge eut lieu dans les milieux dirigeants irakiens » (50). Cette date

(49) p. 180, B13.

(50) p. 268, B13.

marqua le début de la période la plus sanglante dans l'histoire de l'Irak moderne. Ainsi, plusieurs ministres furent exécutés le 8 août ; parmi eux :

- Ghanim Abdel-Jalil, ministre de l'Enseignement supérieur.
- Mohammed Mahjoub, ministre de l'Education.
- Mohammed Al-Aesh, ministre de l'Industrie.
- Adnen Hussein Al-Hamdani, économiste baathiste réputé, ministre du Plan, et pourtant ami personnel de Saddam Hussein.

Au total, cinquante six dirigeants baathistes furent exécutés ce même jour.

Ces noms étaient en fait venus s'ajouter à la longue liste des baathistes assassinés par leurs camarades, sur ordre de Saddam Hussein, quand ils ne le furent pas de ses propres mains, qui, pendant tout le règne de Bakr, fut en fait l'homme fort du régime. Nous relevons sur cette liste macabre, par exemple, les noms de :

- Hardan Abdel-Ghaffar Tikriti et Hammad Shihab Tikriti, ministres successifs de la Défense.
- Dr Nassir Al-Hani et Mortadha Saad Abdel-Baki, ministres des Affaires étrangères, le premier fut assassiné, le second mourut sous la torture en prison en 1979.
- Dr Izzat Mostapha, ministre de la Défense.
- Flayieh Hassen Yassin, ministre de l'Industrie.
- Mohammed Fadhel, membre du Bureau militaire du Baath.
- Nadhim Gazar, directeur général de la sécurité.

En d'autres termes, l'irrésistible ascension de Saddam Hussein fut émaillée par une succession ininterrompue de règlements de comptes et de sanglantes purges inouïes : disparitions mystérieuses, assassinats, jugements sommaires suivis d'exécutions tout aussi expéditives de, pratiquement, tous ceux qui avaient accepté de faire un bout de chemin avec lui. Pour donner un autre exemple significatif, il suffit de signaler que seules trois personnes parmi les associés du coup d'Etat de 1968 sauvèrent leur peau : Izzat Al-Douri, Taha Al-Jazrawi et bien entendu Saddam Hussein. Et pour que le chemin fût bien déblayé, le fils et le beau-fils de l'ancien président de la République, Bakr, se tuèrent mystérieusement dans des accidents de voiture : Mohammed Bakr mourut sur la route de Tikrit à Bagdad (les freins de son véhicule ayant été coupés), tandis que Mouthiher Ahmed Al-Mottlak se lança dans le fleuve Tigre avec sa voiture.

Plusieurs baathistes se tuèrent de la même façon, d'où la légitimité des soupçons.

Comment ces éliminations physiques furent-elles justifiées ?

Des lois furent édictées, au fur et à mesure, rendant possible la fulgurante ascension de Saddam Hussein, mais également, plus tard, son maintien au pouvoir. Quelques exemples :

- La loi de 1973, ordonnant l'exécution de tous les militaires ayant des acti-

vités politiques, les baathistes exceptés, ouvrit la chasse à tous les militaires non-baathistes.

- L'amendement de l'article 200, du 7 juin 1978, ordonnant l'exécution de toute personne qui essaie d'enrôler un baathiste ou un ancien baathiste dans un autre parti ou clan, permit la chasse aux baathistes des clans opposés à Saddam Hussein.

Il faut également ajouter que depuis le début du conflit qui oppose l'Irak à l'Iran, tous les baathistes qui avaient estimé que la démission de Saddam Hussein aiderait à régler le problème de la paix avec Téhéran furent démis de leurs fonctions puis par la suite exécutés, dont l'ancien ministre de la Santé et des centaines d'officiers de l'armée irakienne. Ces derniers furent rendus, par ailleurs, responsables des échecs sur le front.

- La loi du 31 mars 1980, que nous avons signalée précédemment, légitima l'exécution de plusieurs milliers d'Irakiens, actuels aussi bien qu'anciens sympathisants des mouvements islamiques.

Une des rares personnes, qui par miracle fut libérée après de longs mois de torture, m'a raconté :

- « On a arrêté toute ma famille parce que mon frère est membre du parti Al-Daoua... A notre arrivée à la prison, on nous a obligé à nous déshabiller complètement, puis, on nous a ordonné de les suivre... Dans le couloir qui donne accès à la salle de torture, des dizaines d'hommes et de femmes, tout nus, font la queue devant la porte. On nous a indiqué chacun sa place dans l'alignement, de sorte qu'une femme soit entre deux hommes... On a dû rester debout, dans ces conditions, pendant des heures, c'est horrible... Puis ce fut mon tour... L'interrogatoire... La torture... Le lendemain, ça recommence, à la même heure, les mêmes scènes, la même horreur, les mêmes souffrances... »

Que se passe-t-il dans la salle de torture ?

La victime, dont les poignets et les chevilles ont été liés ensemble, est suspendue, nue, à une barre de fer placée entre deux tables, la barre est insérée derrière les genoux. Cette forme de torture est appelée : la balançoire. Pendant qu'elle se trouve dans cette position, la victime est battue à l'aide d'un tuyau en caoutchouc, d'un bâton ou d'une barre de fer (suivant le cas) sur les parties les plus sensibles du corps, comme la plante des pieds, les côtes ou les organes génitaux...

Les victimes les moins « chanceuses » sont brûlées avec des cigarettes sur les parties les plus sensibles du corps. D'autres sont forcées de s'asseoir sur le goulot d'une bouteille...

La plupart des victimes ont droit à l'électricité. Les femmes sont systématiquement violées par leurs bourreaux, souvent à plusieurs reprises le même jour et sous les yeux de leurs maris, de leurs parents, de leurs frères et de leurs enfants.

Nombreuses étaient les victimes à qui, avant leur libération, on avait offert

du lait, un vrai luxe après de longs mois de privation, mais, très peu de temps après, la plupart moururent empoisonnées !

- La loi ordonnant l'exécution de tous les membres du mouvement kurde irakien. Pour donner une idée de la façon dont cette loi a été appliquée, nous prenons note du témoignage d'un ancien ministre irakien, Monsieur Aziz Akrawi, qui a affirmé, le jour de sa démission, que « l'armée irakienne a rayé de la carte plus de 1 200 villages kurdes et provoqué l'exode de 60 000 villageois en desséchant leurs puits et en brûlant leurs récoltes » (51).

Monsieur Akrawi avait annoncé sa démission du Gouvernement irakien le 26 août 1980. Il affirma aussi, dans une conférence de presse, donnée à Damas « qu'il refusait de faire partie du régime dictatorial et machiavélique du tyran Saddam Hussein, qui gouverne le peuple irakien par des méthodes terroristes et répressives et qui gaspille les ressources du pays » (51).

Les Irakiens, terrorisés dans leurs frontières, sont-ils à l'abri à l'étranger ?

Les attentats à l'étranger contre des opposants irakiens : professeurs, étudiants et journalistes, toutes tendances confondues, se multiplièrent également depuis 1979.

Des diplomates irakiens mêlés à des attentats furent expulsés de différents pays européens : de Stockholm et de Londres en 1979, de Bonn, de Vienne et à nouveau de Londres en 1980. Le journal britannique Sunday Telegraph, avait fait état à l'époque « d'un complot, mis au point dans un appartement de Clerken Well (quartier Est de Londres), visant à abattre des étudiants irakiens opposés au régime baathiste de Bagdad et vivant à Londres », tout en précisant qu'un « haut diplomate serait impliqué » (52).

En ce temps-là, des opposants au régime de Saddam Hussein furent liquidés au Liban, en Syrie, au Yémen, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Turquie, à Dubai et au Koweït. Jusqu'à ce jour, en aucun de ces endroits et presque nulle part ailleurs les Irakiens sont à l'abri des tueurs du Chef de l'Etat irakien.

Qui est l'agresseur ?

Saddam Hussein, qui à l'âge de 10 ans, ne savait ni lire ni écrire, mais faisait connaissance avec les armes ; qui, à l'âge de 20 ans, s'était retrouvé en prison pour le meurtre de son oncle ; qui, à l'âge de 21 ans, était pourchassé pour la tentative d'assassinat du Chef de l'Etat Kassem ; qui, à l'âge de 25 ans, s'était retrouvé en prison pour son deuxième meurtre, celui d'un gendarme, de membre ordinaire qu'il était, passa, à l'âge de 26 ans, au poste de commandant du parti Baath irakien ; à l'âge de 31 ans, Saddam devenait l'homme fort du régime et, à celui de 42 ans, il se déchaînait sur ses camarades pour accumuler les titres, sur son peuple pour s'appropriier les richesses du pays et puis, comme si plus rien ne pouvait arrêter la machine infernale, il imposa une guerre à son voisin l'Iran.

(51) *Le Monde*, 28.8.1980.

(52) Cité par *Le Monde*, 3.6.1980.

La vaste purge qui avait eu lieu dans les milieux dirigeants du parti et du régime irakiens, trois semaines après l'arrivée de leur camarade Saddam Hussein au pouvoir, fut en fait la condition nécessaire pour lui permettre de préparer sa « Qaddissieh » en toute quiétude. C'est ce qu'on ne cache d'ailleurs pas à Bagdad, comme vont nous le confirmer deux baathistes.

Le premier, Docteur Amin pour qui : « le 16 juillet 1979 est le début d'une nouvelle étape dans l'évolution politique moderne de l'Irak » (53). La démission d'Ahmed Hassen Al-Bakr n'était donc pas l'effet du hasard, puisque le « début de la nouvelle étape... » a coïncidé avec l'arrivée de Saddam Hussein au pouvoir.

Mais quand il précise « qu'au moment où Monsieur Saddam Hussein arriva au pouvoir, l'Irak était devenu, sur les plans intérieur, extérieur, militaire, politique et économique, une force non négligeable aussi bien dans la région du Golfe qu'au sein du monde arabe et ce pays était donc prêt à entrer dans « une nouvelle étape de son évolution politique » (53), en fait il confirme d'une part que Bakr fut contraint à démissionner, mais avec des fleurs puisque l'Irak était devenu, grâce à sa présidence, « une force » sur plusieurs plans, et que, d'autre part, un autre rôle important dans la nouvelle étape, à l'échelle du Golfe et du monde arabe, allait être joué par son successeur.

De quel rôle s'agit-il, et de quelle étape ?

Un deuxième baathiste, Elias Farah nous le précise en ces termes : « el-Qaddissieh de Saddam fut l'occasion pour le camarade-Président d'apparaître, aux yeux du monde arabe comme le chef historique qui a refait le pont entre leur passé et leur présent et qui leur a ouvert les portes de l'avenir » (54).

Saddam Hussein ne fut donc promu que pour préparer « sa Qaddissieh », et c'est d'ailleurs une tâche à laquelle tout son temps, ses moyens et ses efforts furent consacrés.

Précisons que pour l'exigence de la « nouvelle étape », Saddam Hussein fut « promu », comme c'est formidable (!), aux postes cumulés de Président du Conseil de Commandement de la Révolution Irakienne, de Secrétaire Général du Commandement du Parti Baath, de Président de la République, de Chef du Gouvernement, de Grand Maréchal (mouchir el-mouhib), et de Commandant en Chef des armées.

Sa responsabilité dans la guerre imposée à l'Iran est absolument totale, mais s'il s'avérait qu'il n'a agi qu'à l'instigation d'un tiers, non seulement elle ne serait nullement atténuée, mais au contraire plutôt aggravée, et ce qui n'est pour le moment qu'une agression deviendrait, dans ce cas, une haute trahison.

(53) p. 98. B14.

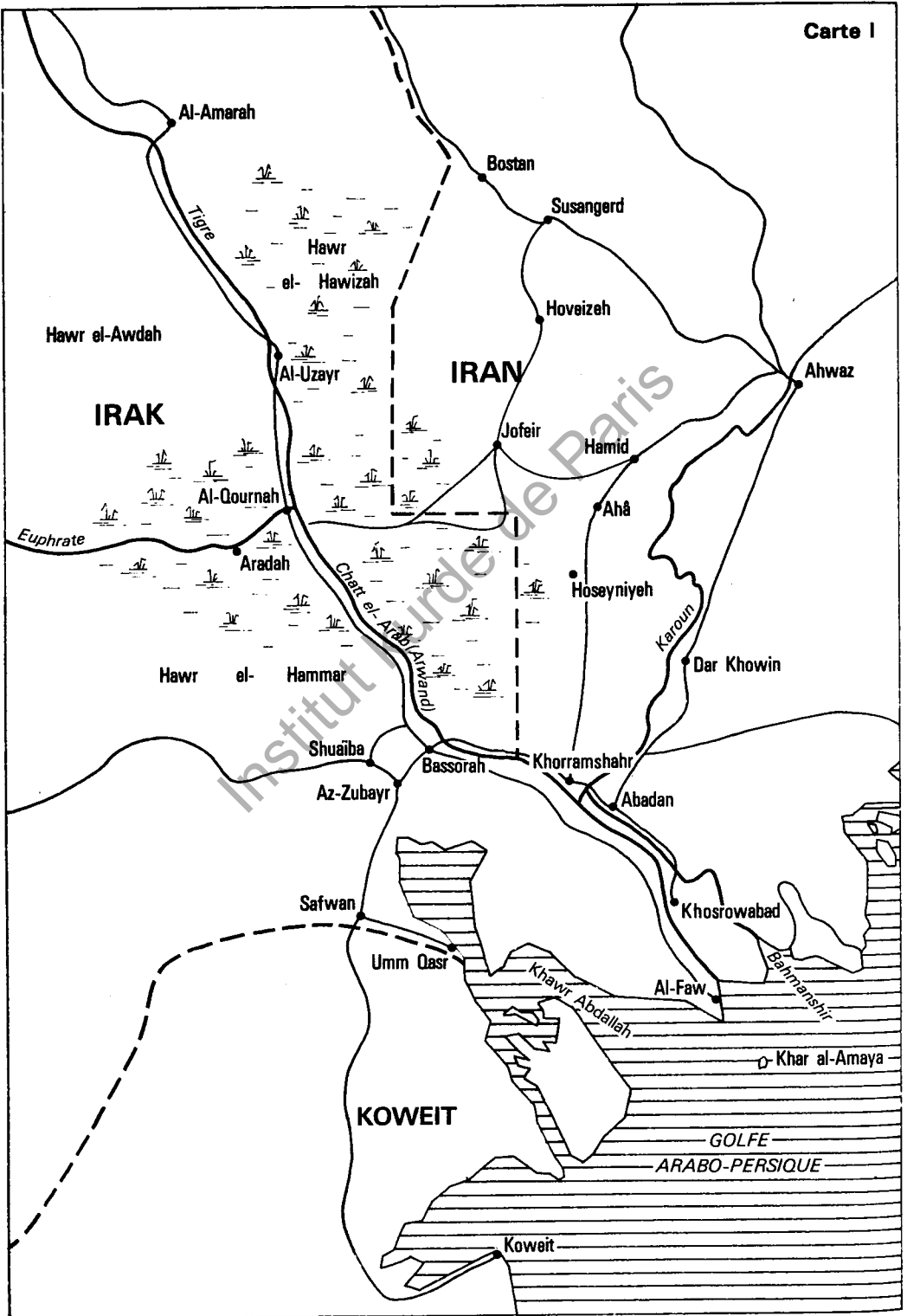
(54) p. 30-31. B15.

## TROISIÈME PARTIE

### COMMENT ?

Institut Kurde de Paris

Carte I



Le Chatt El-Arab

## CHAPITRE PREMIER

# L'ARROSEUR ARROSÉ

## La valse-hésitation

### *L'objectif annoncé*

Monsieur Saddam Hussein lança ses troupes contre son voisin iranien pour, disait-il, « récupérer les droits historiques de l'Irak » (1).

De quels droits s'agit-il ?

Le régime de Bagdad, après avoir dénoncé, unilatéralement, les Accords d'Alger, annonça officiellement que la frontière ne passait plus au milieu du Chatt el-Arab (appelé Arwand par l'Iran) et que l'Irak entendait rétablir sa souveraineté sur les deux rives de cette voie d'eau.

Le Chatt el-Arab s'étend sur une longueur d'environ 170 kilomètres, de la ville irakienne d'Al-Qournah (au confluent du Tigre et de l'Euphrate) jusqu'au Golfe, sa largeur variant de 350 à 1 200 mètres. Il est formé essentiellement des eaux des deux fleuves précités, le Tigre et l'Euphrate, ainsi que de celles du fleuve iranien Karoun, qui le rejoint à l'entrée de la ville de Khorramshahr.

La frontière entre les deux pays, qui fut fixée dans cette région par les Accords d'Alger de 1975, médiane du Chatt el-Arab, n'est longue que d'environ 70 kilomètres (voir carte I). Et c'était d'ailleurs la première fois que d'un commun accord les Gouvernements irako-iraniens avaient défini d'une façon aussi claire leur frontière. En effet, tous les accords précédant celui d'Alger, parce que ne respectant pas les intérêts de la population de la région, ne pouvaient être acceptables pour les deux parties pour trois raisons principales :

Premièrement, les Traités d'Omassiya de 1555, de Qasre-Shirin de 1639, d'Amir Achraf de 1727, de Nader Chah de 1747, d'Erzeroum I de 1823 et d'Erzeroum II de 1847 concernaient deux Empires, l'ottoman et le perse, à une époque où l'Irak n'existait pas en tant qu'Etat, mais en tant que province, aux frontières mal définies, de l'Empire ottoman.

(1) *Le Monde*, 23.9.1980

Deuxièmement, l'Irak en tant qu'Etat fut créé peu à peu par une série d'accords franco-anglais, dont ceux de Sykes-Picot en 1916 et de San Rémo en 1920. Ce pays, parmi tant d'autres, est « un produit des calculs et des marchandages de l'Angleterre et de la France » (2). C'est dans ces conditions que fut d'ailleurs signé en 1913, soit sept ans avant la création de l'Etat irakien, le Protocole d'Istanbul (3) délimitant la frontière entre l'Etat perse et l'Etat ottoman, mais qui ne fut jamais ratifié ni d'un côté ni de l'autre. La validité juridique de ce protocole est par conséquent quasiment nulle.

Troisièmement, ce n'est qu'en 1932 que l'Irak devint officiellement indépendant, mais la Grande-Bretagne, parce que, d'une part, « conservant deux bases aériennes en Irak et un droit d'intervention militaire » (4), entre autres, et, d'autre part, gardant dans son giron l'Iran des Pahlavis, imposa en 1937 un traité aux Gouvernements irako-iraniens, délimitant la frontière entre les deux pays. Parce qu'imposé par la puissance colonisatrice, c'est un traité mort-né et c'est d'abord le Chef de l'Etat irakien, Abdel-Karim Kassem qui, à l'apogée de son triomphe révolutionnaire, le dénonça le 2 décembre 1959 (5), suivi quatre ans plus tard, soit le 11 février 1963, par le Chah d'Iran qui, également à l'apogée de sa puissance, le dénonça à son tour, réaffirmant le droit historique de l'Iran (6) sur la moitié des eaux.

Par conséquent, Monsieur Saddam Hussein fit preuve d'un grand mépris en annulant les Accords d'Alger qui, par sa propre initiative, avaient pourtant été signés par les deux parties, d'un commun accord et, pour la première fois, sans aucune pression étrangère.

En effet, Monsieur Saddam Hussein proposa lui-même au Chah d'Iran de régler définitivement le litige frontalier entre les deux pays. C'est d'autant plus troublant de le voir les annuler, cinq ans plus tard, unilatéralement, tout en se référant au traité imposé de 1937. En fait, il ne fit rien d'autre que jouer le jeu de l'impérialisme international.

La Grande-Bretagne, par le traité de 1937, en permettant aux habitants d'une rive du Chatt el-Arab d'annexer toute la voie d'eau au détriment de ceux de l'autre rive, ne faisait en fait qu'appliquer à la lettre la logique colonisatrice meurtrière de l'époque, qui s'occupait de tracer les frontières à la seule lumière de ses propres intérêts, préparant ce qui aujourd'hui est devenu le néo-colonialisme.

En d'autres termes, en déclenchant sa guerre pour mettre la main sur toute la voie d'eau, Monsieur Saddam Hussein n'avait fait qu'allumer la mèche de la bombe à retardement posée par les Britanniques en 1937, avant leur retrait tactique de la région.

(2) p. 85. B13

(3) Protocole relatif à la délimitation de la frontière ottomo-persane signé le 17 novembre 1913 à Istanbul par le ministère des Affaires Etrangères de l'Empire ottoman et les Ambassades de Grande-Bretagne, de Russie et de Perse.

(4) p. 86. B13

(5) p. 54, B4

(6) La Perse prend officiellement en 1934 le nom Iran, qui vient de sa forme antérieure Aryânâ.

Pour occuper cette voie d'eau frontalière, aussi bizarre que cela puisse paraître, l'armée de l'air irakienne reçut l'ordre, le premier jour de la guerre, de s'enfoncer loin dans l'espace aérien iranien, pour bombarder différents objectifs civils, économiques et militaires. Des aéroports iraniens se situant très loin de la zone revendiquée et très distants entre eux, furent, pour les aviateurs irakiens, les proies de premier choix. L'armée de terre irakienne, pour sa part, reçut l'ordre d'envahir l'Iran sur un front large de 500 kilomètres environ, ce qui est pour le moins très troublant, étant donné que la zone du Chatt el-Arab revendiquée par l'Irak n'est longue que d'environ 70 kilomètres.

A ceux qui seraient tentés de supposer que la largeur de ce front avait peut-être pour but la libération d'autres zones frontalières, causes de litige, nous rappelons que depuis « le 21 septembre 1980, les forces irakiennes avaient achevé de libérer les territoires qui lui revenaient, en vertu des Accords d'Alger » (7).

Alors, que visaient donc ces aviateurs irakiens par leurs bombardements successifs sur différents objectifs iraniens très éloignés de la voie d'eau revendiquée ? Et que voulaient donc les troupes de l'armée de terre irakienne par leur invasion du territoire iranien sur un front large de 500 kilomètres ?

### *L'objectif oublié*

Le journal *Le Monde*, dès le deuxième jour de la guerre, annonça que « les forces irakiennes ont fait une percée de 10 kilomètres en territoire iranien » et enchaîna en tirant la conclusion suivante : « une colonne blindée, disposant d'un appui aérien massif, chercherait à atteindre le détroit d'Ormuz » (8).

Peut-on supposer que l'armée irakienne marche vers le détroit d'Ormuz, malgré le fait que « Bagdad n'a pas ajouté les trois îlots du détroit à la liste de ses revendications » (9) ?

Monsieur Saddam Hussein « renonça » (10) à les ajouter sur cette liste, pourtant, le 6 avril 1980, il avait lancé un ultimatum à l'Iran, lui demandant l'évacuation immédiate de ces trois îles ; une lettre fut même adressée dans le même sens à Monsieur Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U. Cette renonciation est en soi assez logique, puisqu'il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte de la région pour réaliser l'illégitimité de la revendication irakienne, ces îles étant situées près du détroit, à quelques kilomètres (la plus éloignée à une cinquantaine de kilomètres) de la frontière iranienne, mais à 600 kilomètres de celle de l'Irak.

Toutefois, en considérant d'une part les objectifs iraniens visés par l'aviation irakienne, et, d'autre part, la traversée de la frontière par les blindés de Bagdad sur un front large de 500 kilomètres, la seule conclusion plausible à tirer, est que le chemin du détroit d'Ormuz passe par Téhéran.

(7) p. 116. B1

(8) *Le Monde*, 24.9.1980

(9) *Le Monde*, 23.9.1980

(10) *Le Monde*, 19.9.1980

La largeur du front semble constituer en elle-même une preuve suffisante, d'une part de la grande et minutieuse préparation de la guerre par l'Irak et, d'autre part, du but réellement visé par le régime de ce pays, qui, à l'évidence, vu les moyens utilisés et les directions dans lesquelles ont progressé ses troupes, s'avère d'ores et déjà être bien plus important que celui qu'il a annoncé (la récupération du Chatt el-Arab) et plus cohérent que celui qu'il a oublié, en l'occurrence la revendication des trois îlots du détroit d'Ormuz. Tout au plus, « la récupération » de ces régions fut certainement envisagée, non pas comme un but en soi, mais plutôt comme une des conséquences logiques d'un événement plus important que cette guerre aurait dû engendrer.

### *L'objectif avoué*

Dans une conférence de presse, tenue à Paris le 25 septembre 1980, Monsieur Tarek Aziz, vice-Premier ministre irakien, tout en énonçant les conditions de son pays pour une cessation des hostilités, confirma « que, si l'Irak a toujours contesté la souveraineté de l'Iran sur les trois îlots du détroit d'Ormuz, il ne les revendique pas pour autant... » (11).

Mais, trois jours plus tard, Monsieur Saddam Hussein, tout en contredisant son vice-Premier ministre, présenta à son tour ses conditions pour un cessez-le-feu, en demandant à l'Iran, entre autres, « de reconnaître juridiquement et dans les faits nos droits légitimes, à savoir : qu'il mette fin à son occupation illégale des trois îles du détroit d'Ormuz » (12).

Deux sons de cloche différents, mais qui, pour l'essentiel, concordent : l'un et l'autre désirent l'arrêt immédiat de la guerre. Il faut croire que, dans leur précipitation, ils n'avaient même pas eu le temps de s'entendre sur les conditions à lier à la conclusion d'un cessez-le-feu.

L'objectif fixé par le régime irakien à ses troupes avait-il été atteint ? Si oui, pourquoi s'affoler ? Par quel miracle une armée qui, trois jours plus tôt, se déchaînait sur son voisin, se transforme-t-elle subitement en cœur noble, n'ayant pour seul souci que l'arrêt des hostilités, malgré le fait, à croire Monsieur Saddam, qu'elle soit victorieuse sur le terrain ?

En effet, le Chef de l'Etat irakien déclara : « Dans notre position de glorieuse victoire contre la clique des oppresseurs iraniens, nous proclamons au monde entier que l'Irak est prêt à arrêter les combats, si l'autre côté accepte cet appel sincère » (12) ; il expliqua que « les forces irakiennes avaient accompli leur mission dans la province de l'Arabistan (Khouzistan) avec rapidité et efficacité et avaient pris Mohammarah (Khorramshahr) » (12) ; il précisa que « la ville (de Khorramshahr) a abandonné aujourd'hui sa robe de deuil pour une robe arabe de victoire » (12).

(11) *Le Monde*, 27.9.1980

(12) *Le Monde*, 30.9.1980

Par ces mots, Monsieur Saddam Hussein avoua que l'objectif que ses troupes visaient était de couper la province du Khouzistan iranien pour, d'après le journal *Le Monde*, lui octroyer « un statut d'autonomie protégé par Bagdad » (13) ; seulement, on est maintenant bien loin du minimum que s'était fixé le régime de Bagdad et qu'il s'était acharné à réaliser, en l'occurrence la création de la République d'Arabistan. Rappelons-nous que des ouvrages « historiques » furent rédigés et publiés à Bagdad, démontrant « l'arabité incontestable » du Khouzistan iranien : des cartes géographiques indiquant les frontières de la future République (!) furent largement diffusées ; des attentats furent fomentés dans cette région pour sa déstabilisation à la veille de la guerre, et un Comité de libération du « futur Etat arabe » fut même créé à Bagdad... !

N'est-il pas bizarre de voir les troupes irakiennes, malgré l'encouragement, entre autres, de la plupart des mass-médias internationaux, se rétracter à la dernière minute pour se lancer à la recherche d'un cessez-le-feu urgent, alors que non seulement la capitale de cette province, Ahwaz, ne fut même pas « libérée », mais que plusieurs villes et villages étaient toujours aux mains des « Perses » ? !

Que s'était-il passé pour que « le grand frère arabe de Bagdad » soit si vite comblé ? D'ailleurs, sa chanson, à peine fredonnée à Bagdad, fut reprise en chœur par les mêmes qui, quelques jours plus tôt, contemplaient l'invasion du territoire iranien dans un silence insultant, pour ne pas dire dans une joie débordante.

Que s'était-il donc passé pour que les avions irakiens retrouvent leurs esprits et que les blindés envahisseurs de Bagdad, en pleine course folle, se rappellent de leur pédale de frein ? !

### *L'objectif caché*

La chute de Khorramshahr fut propagée une première fois, le quatrième jour de la guerre déjà, par Radio Bagdad, qui, par ailleurs, « a reconnu l'avoir annoncée prématurément » (14), mais ceci n'empêcha pas le Chef de l'Etat irakien de reprendre à son compte la fausse nouvelle, trois jours plus tard, tout en se garrant d'avoir « une position de glorieuse victoire ».

Deux remarques s'imposent :

D'une part, Radio Bagdad, ne recula devant son premier mensonge que pour en bâtir un plus gros : en effet, tout en reconnaissant l'annonce prématurée de la chute de Khorramshahr, cette radio « a révélé la mort de Khomeyni » (14) !

D'autre part, pour justifier sa recherche désespérée d'un cessez-le-feu, Monsieur Saddam Hussein ne trouva mieux à faire que de meubler ses discours de « victoire ». En réalité, l'invasion de l'Irak par ses troupes commença à tourner vraiment très mal pour lui pour trois raisons principales :

(13) *Le Monde*, 3.10.1980

(14) *Le Monde*, 27.9.1980

Premièrement, « les villes-clefs d'Abadan, de Khorramshahr et d'Ahwaz n'ont pas été occupées malgré la dangereuse offensive de l'armée irakienne, qui aurait dû normalement bénéficier de l'effet de surprise » (15).

Deuxièmement, alors que les bombardements irakiens furent en général « d'une surprenante imprécision » (15), ceux des Iraniens furent « d'une très grande efficacité » (15) ; c'est la raison pour laquelle, sur le terrain, ce qui devait être une « promenade » (16) pour l'armée de Bagdad était en train de s'orienter apparemment vers « une guerre assez longue, sans issue facile à définir » (17).

Troisièmement, les Arabes du Khouzistan iranien furent invités par leurs chefs religieux non pas à accueillir « les libérateurs de Bagdad », mais bien plutôt « à défendre l'Islam contre les Irakiens » (18) ; c'est la raison pour laquelle « la population du Khouzistan s'est jointe aux forces islamiques pour défendre les principales agglomérations » (19).

Bagdad avait prévu « une action du type de la guerre des Six Jours » (15), dont l'objectif n'était pas vraiment la récupération du Chatt el-Arab, puisque dès le début des hostilités, la nature et l'étendue des combats l'excluaient ; ni celle des îles du détroit d'Ormuz, qui ne pouvait être qu'une conséquence de la guerre, telle qu'elle avait été projetée ; ni la fameuse « libération » du Khouzistan, à laquelle l'Irak s'était pourtant préparé, mais pour une raison plus tactique qu'idéologique ; dans le sens où la fraternité arabe, dont s'est toujours targué le baathisme, n'a de raison d'être que pour servir ses propres desseins.

En fait, Monsieur Saddam Hussein ne revendiqua le Chatt el-Arab que parce qu'il ne pouvait faire autrement, puisque l'annulation unilatérale des Accords d'Alger ne lui laissait que ce prétexte pour déclencher sa guerre. C'est la raison pour laquelle, avant de lancer ses avions et ses blindés sur son voisin, il prit soin d'oublier les îles du détroit d'Ormuz afin de bien camoufler son vrai objectif ; mais, une semaine plus tard, quand, contrairement à toute attente, il se retrouva piétinant à une vingtaine de kilomètres de la frontière, en territoire iranien, et même « reculant sur certains points des fronts sud et ouest » (20), il se pressa de ressortir sa vieille revendication d'avril 1980, en l'occurrence celle des îlots du détroit d'Ormuz ; il annonça prématurément la chute de la ville de Khorramshahr et balbutia « l'octroi de l'autonomie » à un Khouzistan, qui pourtant n'était pas encore « libéré », et qui ne le fut d'ailleurs jamais, car sa population réserva aux « frères de Bagdad » une forte résistance, qui d'ailleurs surprit tous les observateurs aux crânes bourrés de nationalisme.

(15) *Le Monde*, 2.10.1980

(16) *Le Monde*, 14.10.1980

(17) *Le Monde*, 3.10.1980

(18) *Le Monde*, 1.10.1980

(19) *Le Monde*, 4.10.1980

(20) *Le Monde*, 3.10.1980

Monsieur Saddam, en lançant ses troupes contre son voisin, s'attendait à tout, sauf à un échec, raison pour laquelle « plusieurs centaines de journalistes furent invités par les ambassades irakiennes, au début des hostilités, à couvrir la guerre » (21) ; mais, face au piétinement de ses troupes, le Gouvernement irakien n'eut pas le choix pour s'empreser d'ordonner, le vendredi 10 octobre 1980, à la plupart de ces journalistes de quitter le pays le lendemain (21).

L'annonce prématurée de la chute de Khorramshahr par le Chef de l'Etat irakien fut, sans le moindre doute, faite pour justifier sa recherche désespérée d'un cessez-le-feu, et le balbutiement de « l'octroi d'autonomie » au Khouzistan fut timidement ajouté à sa liste de revendications pour accréditer sa « glorieuse victoire ». C'est uniquement parce que ses troupes étaient freinées dans leur folle avance, qu'il fut contraint de justifier son invasion en invoquant deux objectifs pourtant non atteints.

Monsieur Saddam Hussein a toujours gardé jalousement caché son vrai objectif, mais en fait il n'a déclaré la guerre que pour en finir une fois pour toutes avec la Révolution Islamique de l'Iran. C'est la raison pour laquelle, « lors des raids qui ont marqué le début des hostilités, les Irakiens ont tenté de détruire les chasseurs bombardiers iraniens au sol » (22), exactement comme l'avaient fait les Israéliens en 1967 dans leur guerre contre les Arabes ; s'ils avaient réussi, la conséquence de ces actes aurait été une paralysie de l'armée iranienne, ouvrant la porte à toutes les éventualités, avec à leur tête, l'écrasement du régime islamique iranien.

Face au refus compréhensible de l'Iran du cessez-le-feu offert par l'Irak, Monsieur Saddam Hussein n'eut plus le choix pour tenter d'aboutir à la réalisation de ses désirs, à savoir l'occupation de Khorramshahr et « la libération » du Khouzistan iranien. Il prépara une nouvelle offensive, mettant pratiquement tous ses œufs dans le même panier, et ses troupes réussirent, mais à un prix certainement très lourd, à occuper Khorramshahr le lundi 27 octobre 1980, soit exactement un mois après l'annonce prématurée de sa chute par le Chef de l'Etat irakien, mais sans jamais pouvoir réaliser leur deuxième objectif. Bien au contraire, elles se contentèrent par la suite de défendre les positions acquises en Iran, jusqu'au jour où les forces armées de ce pays commencèrent à les déloger progressivement, en leur infligeant une série de défaites.

## La résistance à l'invasion

### *La défense de la capitale*

L'effet de surprise avait permis aux troupes irakiennes d'occuper, dès les premiers jours de la guerre, des dizaines de villages et quelques villes de

(21) *Le Monde*, 12 et 13.10.1980

(22) *Le Monde*, 2.10.1980

moyenne importance, à savoir Qasre-Shirin, Mehran, Bostan, Susangerd, Hoveizeh, et de s'approcher dangereusement de l'axe vital iranien, à savoir celui d'Ahwaz-Andimeshk.

Pour arrêter l'avance foudroyante des troupes irakiennes, il fallait faire n'importe quoi, surtout parce que la capitale du Khouzistan, Ahwaz, était en danger. Deux axes, celui d'Ahwaz-Khorramshahr et celui d'Ahwaz-Bostan, étaient d'ores et déjà coupés et les blindés de Bagdad n'étaient qu'à un kilomètre de Hamidiyeh, cherchant à atteindre l'axe vital d'Ahwaz-Andimeshk.

A la tombée de la nuit, la nouvelle se propagea à Ahwaz ; aussitôt, un groupe de volontaires se forma, ayant pour seul objectif de tenter l'impossible avant l'aube, afin d'arrêter l'avance des chars irakiens. Armés de fusils et de grenades à main, n'ayant pour seul matériel lourd qu'un nombre restreint de mortiers RPG7, ils se lancèrent, à une heure du matin, avec quelques gardiens de la Révolution Islamique (pasdarans), dans une entreprise « folle » ; complètement désorganisés, ils se jetèrent quasiment sur les blindés irakiens et réussirent à faire reculer l'ennemi et à le disperser grâce à l'aide efficace de l'armée de l'air, qui entra en action à son tour à 8 heures du matin.

Au total « 150 chars (irakiens) ont été mis hors de combat près de Susangerd » (23). La ville de Bostan fut même libérée, mais pas pour longtemps ; en effet les Irakiens, profitant du manque d'organisation des milices populaires iraniennes, reprirent de nouveau cette ville, mais ne réussirent pas à récupérer toutes les positions qu'ils avaient perdues. Ils se contentèrent de se fixer très loin de Hamidiyeh.

Ce genre d'action se répéta plusieurs nuits de suite dans cette région. La désorganisation des Iraniens était telle que certains groupes de volontaires aussitôt accourus de régions lointaines, comme Tabriz ou Téhéran par exemple, se lancèrent sur les blindés irakiens sans demander l'avis de quiconque et sans même coordonner leurs actions. Ils réussirent quand même à mettre un frein à l'invasion irakienne dans la région d'Ahwaz.

### *La défense du Sud*

A la question : quels sont vos objectifs dans cette région (le sud) ? (24), un colonel irakien a répondu : « Ils sont fixés par le pouvoir politique ». Cette réponse prouve la valse-hésitation des objectifs. Cependant, à la lumière des événements, ce colonel ajouta : « L'Arabistan est une terre arabe. Dans les villes, il y a beaucoup d'Arabes... Tous ne pourront que soutenir l'armée arabe d'Irak, qui vient les libérer ». En fait, le colonel puisa sa réponse dans les journaux de Bagdad qui « depuis quelques jours soulignent que cette province n'est pas iranienne et ils multiplient les articles attestant son arabité. » (24).

La population du Sud iranien, mal organisée et privée d'armes lourdes, résista efficacement, bien qu'elle soit à majorité arabe, à l'assaut des blindés

(23) *Le Monde*, 5 et 6.10.1980

(24) *Le Monde*, 23.10.1980

irakiens et fit payer « au frère de Bagdad » lourdement la « libération » de la ville de Khorramshahr, à un point tel que non seulement la ville d'Abadan ne fut pas occupée, mais en plus que les troupes de Bagdad ne réussirent jamais à l'encercler totalement.

Dans cette région du front, ce sont aussi les habitants, les pasdarans et les volontaires venus de régions lointaines qui prirent l'initiative de défendre les agglomérations d'Abadan et de Khorramshahr. Des comités de quartiers, spontanément constitués, assurèrent les premiers soins médicaux, la distribution des vivres et des armes.

Des opérations de harcèlement de l'ennemi étaient lancées par les Iraniens sans coordination, tandis que les assauts répétés des blindés irakiens étaient brisés par l'aviation iranienne, qui ne parvint toutefois pas, faute du concours des forces terrestres, à refouler les forces de Bagdad (25).

Les combats au corps à corps à Khorramshahr, commencés le vendredi 3 octobre, avaient duré jusqu'au lundi 27 du même mois (26). Même les enfants étaient « nombreux à participer, souvent non loin de leur père, aux combats » (27). Les défenseurs de cette ville, privés depuis une quinzaine de jours d'électricité et d'eau avaient étonné les observateurs « par leur esprit d'abnégation » (27).

Le courage de la population de Khorramshahr prend une signification plus noble quand on apprend « l'absence quasi-totale de l'armée de terre iranienne » (27), qui d'ailleurs, était « un mystère pour les observateurs étrangers » (27). En fait, cette carence était due à l'insouciance de Monsieur Bani Sadr, ancien Président de la République Islamique et Commandant en chef des armées, qui, ne pensant qu'à consolider son pouvoir, avait cru bien faire en retenant l'armée de terre pour faire pression sur les gardiens de la Révolution Islamique.

La leçon à tirer est que l'accueil, réservé « aux frères libérateurs de Bagdad » par les habitants de la ville de Khorramshahr, étala au grand jour la fragilité du ciment nationaliste arabe, et pour mesurer encore mieux la misère du nationalisme régnant aujourd'hui en terre d'Islam, il serait utile de signaler qu'à Bagdad même « il arrive qu'à la nuit tombante, et parfois pendant les alertes aériennes, on entende des fusillades dans les quartiers peuplés de la capitale, il s'agirait, dit-on, d'activistes du mouvement islamique irakien Al-Daoua, qui tirent sur les batteries de D.C.A. pendant les raids pour les empêcher d'abattre les avions iraniens » (28).

### *La défense du Nord et du Centre*

Au nord du front, la ville frontalière iranienne de Qasre-Shirin fut occupée

(25) *Le Monde*, 3.10.1980

(26) *Le Monde*, 5 et 6.10.1980 et 29.10.1980

(27) *Le Monde*, 16.10.1980

(28) *Le Monde*, 29.10.1980

par les troupes de Bagdad dès les premiers jours, mais la base toute proche de Sare-Pole-Zahab, qui est une position stratégique importante située sur une crête dominant la région, défendue farouchement aussi par la population de la région, les pasdarans et surtout l'armée de l'air iranienne, devenait une forteresse infranchissable malgré les assauts répétés des blindés irakiens et les renforts dépêchés en grand nombre de Bagdad, distante seulement de 200 kilomètres !

Au centre du front, où se trouve la principale base aérienne de l'Iran, celle de Dezfoul, les chars irakiens, qui n'étaient qu'à 25 kilomètres de cette base furent refoulés à 40 kilomètres. Ce témoignage du journal *Le Monde* est assez significatif : « la base de Dezfoul est imprenable » (29) ; et malgré le déchaînement des Mig, les assauts répétés des blindés, les tirs d'artillerie et les fusées sol-sol de l'armée irakienne, « les pistes (de cette base) sont en parfait état, tout autant que les Hercules 130 qui y stationnent » (29). Aucun engin n'a touché la base : par contre, la plupart sont tombés dix kilomètres plus loin, sur la population de la ville de Dezfoul, « qui offre aux visiteurs un spectacle de poignante désolation » (29) ; cela étant dû aux trois missiles sol-sol qui ont pulvérisé, le 8 octobre 1980, trois quartiers de la ville.

Les missiles sol-sol tombaient-ils par erreur sur la population désarmée de la ville ?

Hélas non ; d'après le journal *Le Monde*, « depuis le lancement des premières fusées à 22 h 30, mercredi 8 octobre, l'artillerie irakienne a pris la relève ; elle bombarde l'agglomération tous les soirs, ce qui tend à démontrer que la ville, et non la base, est la principale cible de l'état-major irakien (29). Le but de Bagdad est donc de terroriser « les frères ». Préférer le ciment de la foi islamique à celui du mythe du nationalisme arabe est pour le régime irakien un crime impardonnable.

Face à ce genre d'actions sur des centaines de villes et villages iraniens du Khouzistan, les habitants furent contraints d'évacuer les femmes et les enfants pendant que les hommes, jeunes et vieux restèrent sur place, « déterminés à se défendre jusqu'à la dernière goutte de leur sang » (30). Au total, près de deux millions de personnes quittèrent leur foyer et prirent le chemin d'autres villes iraniennes. Ce chiffre porte le total des réfugiés vivant dans des camps en Iran à près de quatre millions.

Qu'ils soient des expulsés d'Irak, des pourchassés d'Afghanistan ou des frontaliers iraniens terrorisés par les fusées et les raids aveugles des avions de Bagdad ; les millions de femmes, hommes et enfants, réfugiés en Iran, sont des victimes du mythe nationaliste, qui, pour s'affirmer en terre d'Islam, n'a d'autre recours ultime que de terroriser les peuples.

Monsieur Saddam Hussein, en lâchant ses missiles sol-sol sur les populations

(29) *Le Monde*, 14.10.1980

(30) *Le Monde*, 14.10.1980

qu'il devait pourtant « libérer », confirma d'une façon éclatante que le Khouzistan iranien, malgré son caractère arabe, ne l'intéressait que parce qu'il lui servait de tremplin pour son objectif principal, à savoir la chute du régime islamique iranien.

Pourquoi le Chef de l'Etat irakien n'avait-il pas atteint son principal objectif ?

Tout simplement parce que ses calculs s'étaient avérés faux et pour cause : les ordinateurs mis à sa disposition sont handicapés, le paramètre le plus important, celui de la foi, n'ayant pas de place dans leurs circuits. La leçon de la chute du Chah, entre autres, n'a pas l'air d'avoir été tirée ; combien de faux calculs ces ordinateurs doivent-ils encore vomir pour que l'humanité réalise enfin vers quel abîme son savoir tronqué la pousse ? !

En effet, n'était-il pas acquis, « dans les états-majors et les chancelleries étrangères, que les Irakiens seraient accueillis en libérateurs par les Arabes du Khouzistan iranien... L'armée islamique, disait-on encore, ne tarderait pas à s'effondrer sous l'effet du premier choc » (31) !

En réponse à ce « bel optimisme » (31), on ne peut que s'interroger : Jusqu'à quand va-t-on supporter ces myopes qui nous gouvernent ? Monsieur Saddam Hussein ne fit que payer très cher, à son tour, ce grave handicap de beaucoup de Maîtres-penseurs, de notre monde. La résistance populaire en Iran, bien que mal organisée et pratiquement démunie, grâce principalement à l'arme de la foi, avait réussi, dès les premiers jours de la guerre, à brouiller tous les savants calculs des plus puissants ordinateurs et à ridiculiser les machines de guerre les plus sophistiquées, mises à la disposition du régime de Bagdad par les puissances de l'Est et de l'Ouest réunies.

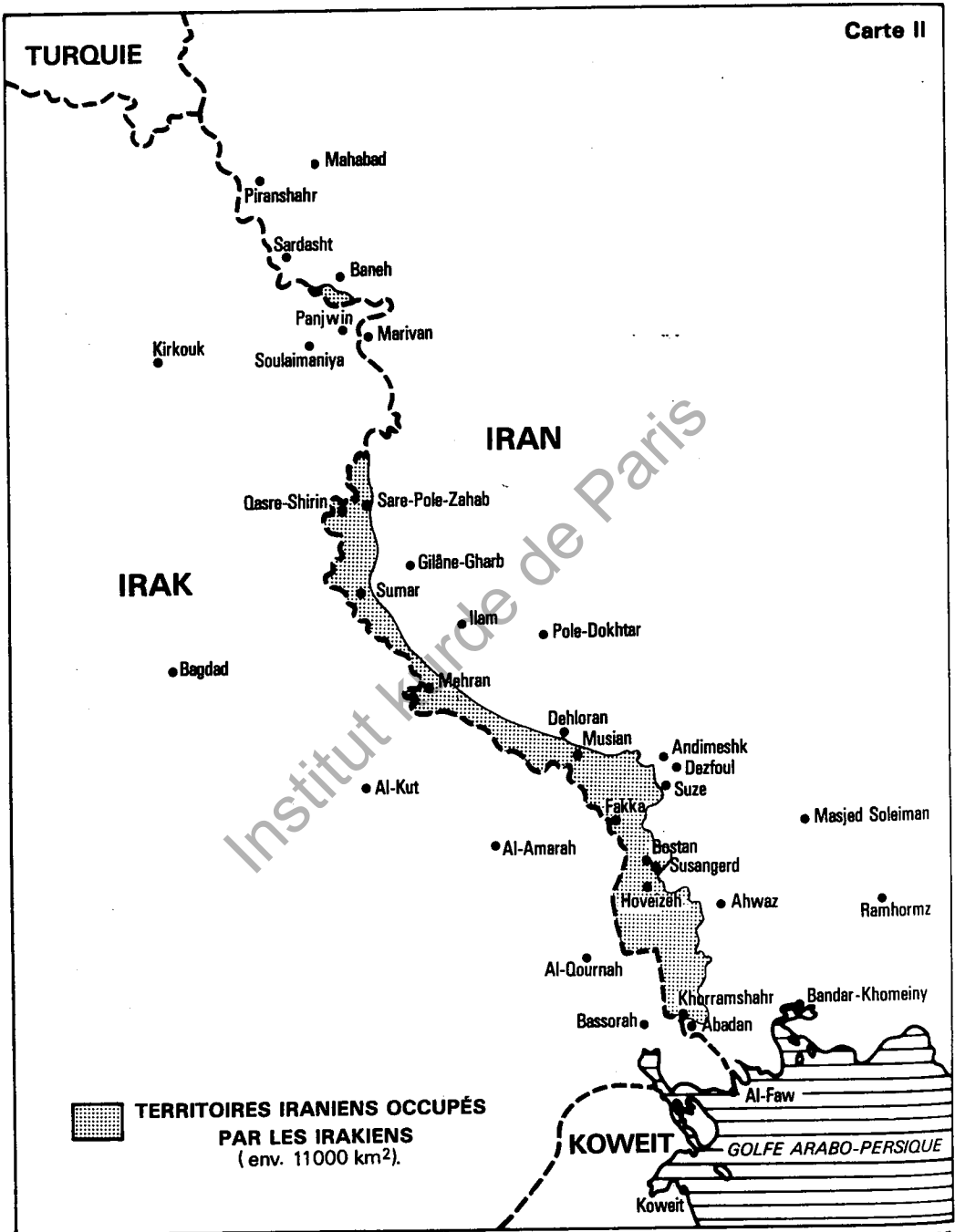
### *La guerre de positions*

La guerre, imposée par l'Irak à son voisin iranien, alors qu'elle était conçue à l'origine comme une promenade militaire, se transforma dès la fin du premier mois en une guerre de positions.

Sur toute la largeur du front, les troupes irakiennes n'eurent pratiquement plus d'autre choix, si ce n'est de défendre les positions acquises. Elles réussirent en tout et pour tout à endiguer trois contre-attaques de l'armée régulière iranienne, celle du 15 octobre 1980 dans la région de Dezfoul, celle du 5 janvier 1981 dans la région de Hoveizeh, et enfin celle de la route de Mahshahr-Abadan, le 10 janvier 1981, mais jamais plus elles ne purent avancer, malgré plusieurs tentatives, dont la plus significative fut celle du 25 décembre 1980, où elles tentèrent d'ouvrir un nouveau front dans la région de Marivan et ne réussirent à occuper qu'une saillie au nord de cette ville.

Ce dernier sursaut de l'armée de Bagdad n'était fait que pour laver l'affront que lui avaient infligé les pasdarans, qui réussirent, avec l'aide de l'armée de

(31) *Le Monde*, 26.5.1982



Le front en octobre 1980

Cartographie : C.A.R.T.

l'air et des habitants de la région, d'une part, à reprendre quelques jours plus tôt la ville de Susangerd, qui n'était occupée qu'à moitié par les forces irakiennes ; d'autre part, à empêcher l'encerclement total de la ville d'Abadan, malgré les assauts répétés des blindés et les bombardements quotidiens de l'artillerie des Irakiens.

Abadan fut, en effet, transformée en véritable place forte par les Iraniens, à qui il ne restait pourtant qu'une seule petite voie d'accès pour le ravitaillement, l'acheminement des renforts et du matériel et l'évacuation des femmes et des enfants. Les routes Abadan-Ahwaz, Abadan-Mahshahr étant coupées, c'est seulement grâce à un ponton militaire situé sur le fleuve Bahmanshir qu'ils réussirent à endiguer l'offensive irakienne contre cette ville.

Les offensives et les contre-offensives limitées, mais souvent stériles, le long du front, où une dizaine de divisions irakiennes étaient implantées sur une bande du territoire iranien large de 5 à 50 kilomètres (voir carte II), furent pratiquement ininterrompues durant toute la première année de la guerre. La position de l'armée irakienne paraissait d'ores et déjà fragile, puisqu'elle n'avait pas pu tirer parti, en ce temps-là, de plusieurs atouts dont elle aurait pu bénéficier.

Premièrement, l'effet de surprise qui lui avait permis les succès initiaux.

Deuxièmement, l'armement soviétique aussi moderne qu'abondant, mis à sa disposition conformément au Traité d'amitié qui lie les deux Etats.

Troisièmement, l'armement sophistiqué fourni par la Grande-Bretagne (malgré l'embargo), l'Allemagne Fédérale, l'Italie, les Etats-Unis (par l'intermédiaire de plusieurs pays tiers : Arabie Saoudite, Jordanie,...) et surtout la France.

Quatrièmement, les fonds considérables fournis par les pétro-monarchies arabes, estimés en 1981 à 30 milliards de dollars.

Cinquièmement, le soutien logistique de son voisin jordanien.

Sixièmement, le soutien politique et moral de la majorité des Chefs des Etats arabes et musulmans.

Septièmement, l'œil bienveillant, fraîchement posé sur l'Irak, et pour cause !, par la plupart des mass-médias.

Huitièmement, le timide balbutiement des Organisations Gouvernementales et non-Gouvernementales, sur les pratiques criminelles du Chef de l'Etat irakien.

Neuvièmement, le manque d'organisation des défenseurs iraniens.

Dixièmement, l'insouciance du commandant en chef de l'armée iranienne, Monsieur Bani Sadr, qui, durant pratiquement toute l'année, était occupé à Téhéran par un autre combat, celui de son maintien au pouvoir, qu'il perdit d'ailleurs ; il fut plutôt déchu le 21 juin 1981 par le vote du Majliss (Parlement Islamique) et un mandat d'arrêt fut lancé contre lui.

Onzièmement, les attentats successifs et spectaculaires, commis par les opposants au régime islamique iranien, tel celui du 28 juin 1981 contre le siège

du Parti Républicain Islamique, qui a décimé sa hiérarchie, au total 74 partisans, ou encore celui du 30 août 1981 contre le siège du Conseil des ministres, qui a décapité le régime iranien, et où le Président de la République, Monsieur Radjaï, et son Premier ministre ont trouvé la mort.

Pourquoi l'armée irakienne avait-elle été tenue en échec, malgré les nombreux atouts dont il a été question ?

La raison de son échec, c'est essentiellement, encore une fois, dans la foi en Dieu de son adversaire qu'il faudrait la chercher. Cette foi, qui avait permis « à Abadan comme à Khorramshahr, à une bonne partie de la population d'origine persane ou arabe de se battre remarquablement contre les fantassins et les chars irakiens, de rue en rue, de maison en maison, le plus souvent avec des fusils de chasse ou des grenades » (32) ; on mesure encore mieux la puissance de cette foi à la lumière des appréciations, dès les premières heures du conflit, de la plupart des journaux, dont voici trois exemples :

Premièrement, le journal d'un pays arabe, l'*Arab-Times* du Koweït, qui, cité par *Le Monde*, dit textuellement : « Il faudrait un miracle pour que l'Iran, faible et divisé intérieurement, résiste aux Irakiens, plus décidés que jamais. » (33)

Deuxièmement, le journal d'un pays neutre, *24 Heures* de Lausanne, qui souligne : « C'est une très rude leçon que les Irakiens ont décidé de donner aux Iraniens, tant à leur révolution khomeyniste qu'ils donnent l'impression d'avoir un peu oublié, qu'Allah seul ne peut pas tout pour eux » (34).

Troisièmement, le journal du pays des droits de l'Homme, le *Quotidien de Paris*, pour qui « l'Irak a d'ores et déjà gagné une bataille : celle qui l'opposait au régime de Téhéran. C'est ce que traduit parfaitement le ton pathétique de Khomeyni qui, une nouvelle fois, sollicite le miracle, comme si, à son tour, il demandait au soleil d'arrêter sa course. Vaine prière : le soleil ne s'arrête pas plus que les armées de Saddam Hussein » (35).

Ces trois journaux ne sont en fait que trois exemples parmi des milliers d'autres, qui, tous réunis, ont permis à l'Histoire d'enregistrer l'extraordinaire myopie dont sont victimes beaucoup d'intellectuels de notre époque.

## Les miracles de la foi

### *La première leçon*

Elle fut donnée à l'agresseur irakien autour de la cité pétrolière d'Abadan, le 27 septembre 1981. Elle était attendue depuis le jour où l'Imam Khomeyni

(32) idem

(33) *Le Monde*, 26.9.1980

(34) *24 Heures*, 23.9.1980

(35) *Le Quotidien de Paris*, 25.9.1980

déclara : « Il faut briser l'encerclement d'Abadan » ; c'était sa façon de répondre au Chef de l'Etat irakien, qui prétendit à différentes occasions : « nous pouvons occuper Abadan quand nous le désirons ».

Dès les premiers jours de la guerre, les troupes de Bagdad avaient réussi à traverser la rivière Karoun, en établissant deux ponts militaires (Kosba et Hafar), et, dans une tentative d'encerclement d'Abadan, ils traversèrent aussi la rivière Bahmanshir à Dhou Al-Fakari mais ils furent contraints de reculer jusqu'à la route de Mahshahr en raison « d'actions de commandos, dont les initiatives viennent souvent des gardiens de la Révolution » (36).

L'attaque fut lancée à une heure du matin. A 14 heures tout était fini. La rapidité avec laquelle l'opération, dont le nom officiel était « Thamen el-Aem-meh » (37), fut menée, fut la cause des lourdes pertes infligées aux troupes irakiennes (voir tableau XI).

La zone qui fut libérée a une superficie de 150 km<sup>2</sup> et longe le fleuve Karoun sur treize kilomètres (voir carte III).

Les troupes iraniennes, composées de la division 77 du Khorassan et par le corps de l'armée des Pasdarans, réussirent à briser l'encerclement d'Abadan, à chasser les Irakiens de la rive orientale du fleuve Karoun au nord de cette ville et à reprendre les deux principaux axes du Khouzistan, ceux d'Abadan-Ahwaz et d'Abadan-Mahshahr.

#### *La deuxième leçon*

Elle fut donnée aux troupes irakiennes dans la région de Bostan, le 29 novembre 1981, lors d'une offensive-éclair, dont l'objectif principal était de couper le front en deux dans la vallée du Jaddhaba pour que les forces de Bagdad stationnées au nord n'aient plus la possibilité à l'avenir de secourir celles du sud, et vice-versa, en cas d'attaque iranienne, d'où l'importance stratégique de cette nouvelle offensive, dont le nom officiel était « Tarik el-Qods » (38).

La vallée de Jaddhaba est une gorge de 1 000 mètres de large et de 4 kilomètres de long et constituait l'unique connexion entre les troupes irakiennes stationnées respectivement au nord et au sud du front.

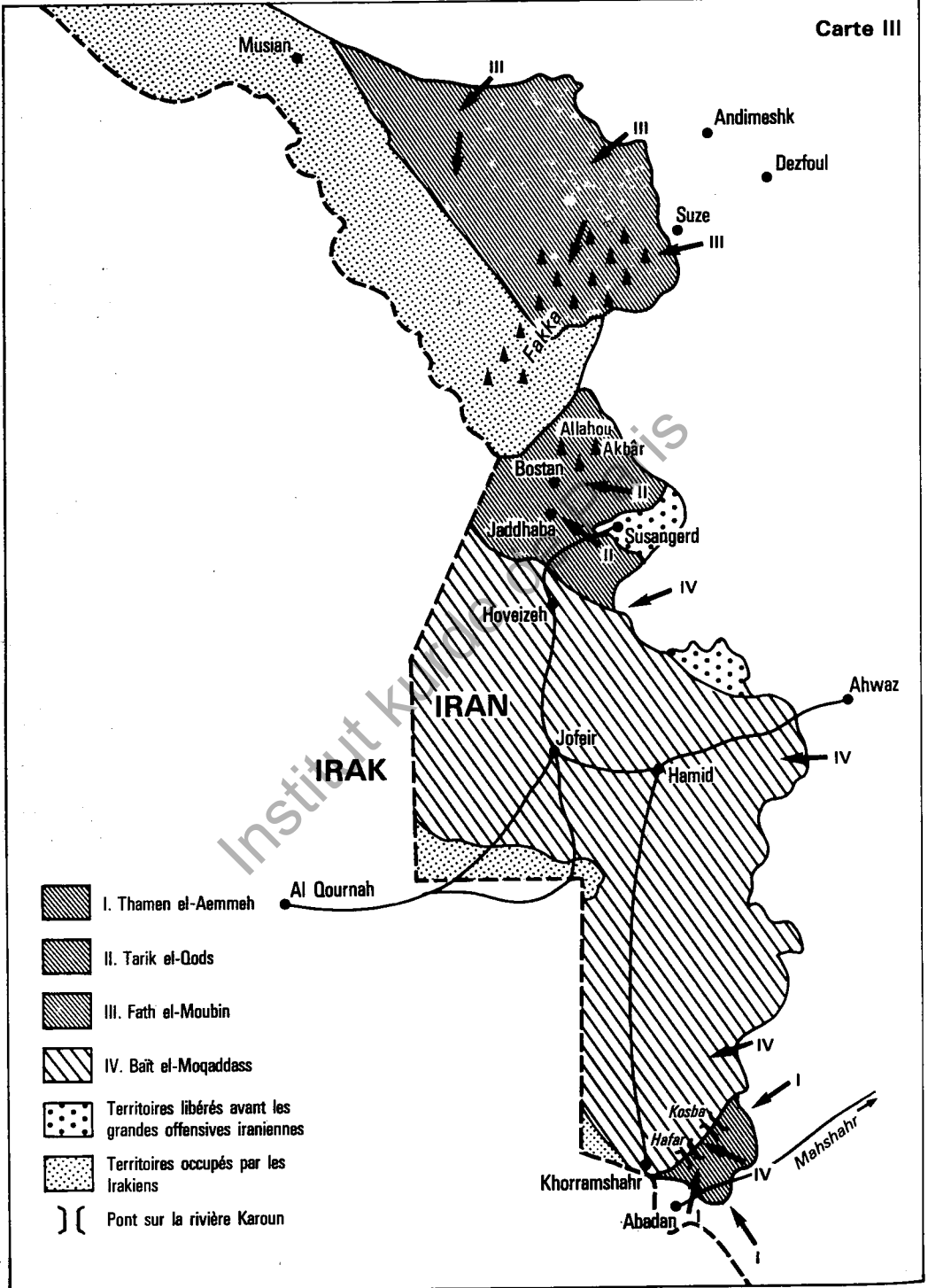
Les troupes iraniennes avaient au préalable construit rapidement une route de 15 kilomètres de long dans un terrain montagneux et très sablonneux ; lorsqu'à 0 h 30 l'attaque fut lancée, la pluie, qui avait commencé à tomber quelques minutes plus tôt, se transforma en averse. C'est ainsi que l'attaque fut facilitée, le chemin s'étant durci, permettant aux chars et aux piétons d'avancer rapidement. Le lendemain de l'offensive, tous les objectifs furent

(36) *Le Monde*, 25.7.1981

(37) Huitième Imam de l'Ecole Chiite

(38) Route de Jérusalem

Carte III



Les opérations de 1981 à mai 1982

Cartographie : C.A.R.T.

TABLEAU XI  
RÉSULTATS DE LA PREMIERE SERIE D'OPÉRATIONS IRANIENNES

Nom de l'offensive	Thamen el-Aemمه	Tarik-el-Qods	Matiâ el-Fajr	Fath el-Moubin	Baït el-Moqaddass
Date	27.09.1981	29.11.1981	11.12.1981	22.03.1982	30.04.1982
Lieu	Région d'Abadan	Région de Bostan	Ouest de Gilâné-Gharb	Ouest de Suse et de Dez-foul	Ouest du fleuve Karoun, de Hoveizeh à Khorramshahr
Superficie libérée en km <sup>2</sup>	150	650	160	2 400	5 380
Butin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 160 chars et véhicules blindés</li> <li>- 30 bulldozers et loaders</li> <li>- 5 pièces d'artillerie de 155 mm GCT</li> <li>- 2 rampes de lancement de roquettes Katiouchas</li> <li>- 150 véhicules divers</li> <li>- Grande quantité de matériel léger et de munitions...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 chars</li> <li>- 70 véhicules blindés</li> <li>- 150 véhicules du génie</li> <li>- 19 pièces d'artillerie de 152 mm</li> <li>- 70 canons anti-aériens</li> <li>- 2 rampes de lancement de roquettes Katiouchas</li> <li>- 250 véhicules divers</li> <li>- Grande quantité de matériel léger et de munitions portant la marque de l'Arabie Saoudite...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Véhicules divers</li> <li>- Quelques chars et véhicules blindés</li> <li>- Grande quantité de matériel léger et de munitions...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 150 chars</li> <li>- 500 véhicules divers</li> <li>- 170 véhicules blindés</li> <li>- 165 pièces d'artillerie 182 mm</li> <li>- 130 pièces d'artillerie 152 mm</li> <li>- Plusieurs rampes de lancement de roquettes</li> <li>- Plusieurs dépôts de matériel léger et de munitions...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 hélicoptère</li> <li>- 105 chars</li> <li>- 56 véhicules blindés</li> <li>- Plusieurs véhicules</li> <li>- Plusieurs pièces d'artillerie, de rampes de lancement de roquettes</li> <li>- Grande quantité d'armes légères et de munitions...</li> <li>- 300 000 mines et 11 000 bombes (récupérées par les services de déminage à Khorramshahr).</li> </ul>
Nombre de prisonniers irakiens	1 800	546	200	15 450	19 000
Principaux objectifs atteints	L'encercllement d'Abadan brisé.	Libération de Bostan, de plusieurs villages et de la vallée de Jaddhaba.	Libération d'une bande de 100 km de large et de 4 à 10 km de profondeur.	Libération des hauteurs stratégiques de Fakka dominant les villes de Suse et Dezfoul et la grande base aérienne de Dezfoul.	Libération de plusieurs villages, des villes de Hoveizeh et de Khorramshahr, et des postes stratégiques de Hamid et Jofeir.

atteints : la vallée fut libérée, ainsi que la ville de Bostan et un grand nombre de villages, au total une superficie de 650 km<sup>2</sup> (voir carte III et tableau XI).

Les Irakiens furent doublement surpris ; d'abord, ils ne s'attendaient pas à une attaque venant des montagnes sablonneuses, et encore moins à une nuit pluvieuse ; d'autre part, les chars qu'ils voyaient s'approcher étaient irakiens : ils n'en croyaient pas leurs yeux ! C'était, bien entendu, les chars qui avaient été pris à leurs collègues qui encerclaient la ville d'Abadan.

### *La troisième leçon*

Une toute petite leçon, qui a quand même permis aux Iraniens de libérer 160 km<sup>2</sup> et de faire prisonniers 200 soldats irakiens (voir carte V et tableau XI).

L'offensive, dont le nom officiel est « Matlá el-Fajr » (39), qui était lancée le 11 décembre 1981, à l'ouest de la ville de Gilâne-Gharb, fut immédiatement suivie de plusieurs contre-offensives irakiennes, mais sans succès : « une par jour, en moyenne, a été lancée pour reprendre les 160 km<sup>2</sup> » (40). Cette série de contre-offensives irakiennes, bien qu'ayant toutes échoué, tend à prouver que les Iraniens furent stoppés dans leur attaque, qui visait probablement la libération de la ville de Qasre-Shirin et de toute la région située au sud de cette ville.

### *La quatrième leçon*

Il s'agit d'une leçon magistrale qui fut donnée à l'armée irakienne à l'ouest de la base aérienne de Dezfoul, qui est aussi le rond-point de quatre axes principaux, celui du Khouzistan, au sud, celui de Téhéran, au nord, celui de la frontière à l'ouest et enfin celui des installations pétrolières, à l'est.

Pendant que les Iraniens fonçaient, Monsieur Saddam Hussein multipliait les appels à ses troupes, les suppliant de « ne pas sombrer dans l'amertume » (41). Il y avait de quoi : le coup était très rude ; une trentaine de brigades irakiennes (75 000 soldats environ) avaient été mises hors de combat ; 15 450 Irakiens furent pris vivants. Toutefois, plusieurs parmi eux, il est vrai, profitant de l'occasion offerte, se jetèrent quasiment dans les bras des soldats de l'Islam, dans une démonstration éclatante de leur refus de Saddam, de son nationalisme arabe et de sa guerre imposée à l'Iran pour des raisons qui ne leur avaient pas échappé.

La zone libérée, dont la superficie est de 2 400 km<sup>2</sup>, se situe dans une région montagneuse, composée de plusieurs gorges, qui constituaient des caches naturelles efficaces pour les blindés irakiens. Malgré cette difficulté, l'offensive fut quand même lancée par les Iraniens pour trois raisons principales :

(39) Le lever de l'aube.

(40) *Le Monde*, 26.12.1981

(41) *Le Monde*, 1.4.1982

- la première est d'ordre tactique, à savoir qu'une fois cette zone libérée, de par sa situation, elle ne nécessiterait pas des soldats en grand nombre pour la défendre ; les Iraniens pourraient ainsi continuer leurs offensives avec pratiquement l'ensemble de leurs divisions.
- la deuxième raison est d'ordre politique, à savoir : les montagnes de cette zone surplombent les villes de Dezfoul, et surtout Suse, qui par ailleurs avait été à moitié détruite par les tirs d'artillerie irakiens et complètement vidée de ses habitants.
- la troisième raison est d'ordre stratégique, à savoir : ces montagnes étaient un poste d'observation irakien d'une très grande importance. Un radar y était même installé, surplombant pratiquement la base de Dezfoul ; le moindre mouvement des avions iraniens ne pouvait passer inaperçu.

La caractéristique principale de cette offensive fut son côté populaire : la première ligne était composée de Pasderans, de soldats de l'armée régulière et de combattants des milices populaires ; une deuxième « ligne », dont l'importance par le nombre et la qualité des services rendus n'avait jamais été vue auparavant, ni en Iran ni ailleurs. Cette ligne, nouvelle dans son genre, était composée de milliers d'hommes et de femmes se bousculant pour rendre service dans tous les domaines, pendant que les cadeaux destinés au « soldat inconnu », mais en vie, continuaient d'affluer de tout l'Iran. Cette offensive se voulait être la réponse d'un peuple tout entier à ceux qui s'étaient mis en tête de lui arracher sa Révolution Islamique.

Cette offensive revêtait une importance encore plus grande, étant donné que d'une part les Irakiens venaient à peine de consolider toutes leurs positions sur cette partie du front, en le renforçant d'une dizaine de nouvelles brigades, et en élargissant les champs de mines ; d'autre part, ils avaient lancé deux grandes offensives, mais sans succès, la première, le 6 février 1982, pour tenter de reprendre les positions perdues dans la région de Bostan, la deuxième, six semaines plus tard, soit le 19 mars, dans la région de Suse.

Le 22 mars 1982, les Iraniens à leur tour commencèrent leur grande offensive en trois phases successives ; la deuxième phase fut lancée le 24 mars et la dernière le 27 mars. Tous les objectifs étaient atteints le 29 mars (voir carte III et tableau XI).

« Le général irakien Dakhil Ali Hilali, l'un des quatre officiers supérieurs irakiens capturés, déclara aux journalistes qu'il avait été totalement surpris par l'attaque iranienne » (42). La cause de sa surprise était certainement due au vent de sable qui commença à souffler violemment, pratiquement à l'instant même où l'attaque fut lancée, engendrant l'extraordinaire débâcle de l'armée de Bagdad.

Le transport des milliers de prisonniers irakiens donna lieu à des scènes très significatives. Chaque fois qu'un camion iranien arrivait pour les évacuer, il

(42) *Le Monde*, 4 et 5.4.1982.

s'ensuivait une grande bousculade et des hauts cris : « Je suis Irakien » ; tous ne désiraient plus qu'une seule chose, à savoir : quitter au plus vite la zone des combats. Un prisonnier prit même l'initiative de s'emparer d'un tracteur qui se trouvait tout près ; une fois ses camarades entassés dans la remorque, il n'eut plus qu'à suivre un des camions iraniens.

Le nom de l'offensive, qui n'était au départ que « Fath » (mot arabe tiré du Coran et qui signifie : victoire), se transforma en « Fath el-Moubin » (tiré du Coran lui aussi, et qui signifie : victoire évidente). Ce fut, en effet, une victoire évidente sur le plan militaire, mais aussi sur le plan politique ; le journal *Le Monde* n'a pas manqué de le souligner en ces termes : « Le régime de l'Imam Khomeyni a déjà fourni des preuves de sa solidité » (43), et ceci malgré tous les obstacles mis en travers de son chemin.

### *La cinquième leçon*

Une leçon si somptueuse, que, pendant qu'elle se déroulait, tous les observateurs la suivirent certainement bouche bée. Un mélange de peur, d'admiration et de doute de leurs ordinateurs et de leur propre savoir les animait. L'opération qui était impossible pour eux, à savoir la libération de la ville de Khorramshahr et des positions fortifiées de Hamid et de Jofeir, occupées par les Irakiens depuis vingt mois, et transformées en forteresses « imprenables », fut quand même lancée par les Iraniens.

Sont-ils des fous ? Non, tout simplement des êtres humains vivant une foi solide en leur Créateur.

Quel est leur secret ? « Allahou Akbar », dont la traduction est : « DIEU est PLUS GRAND que... », sous-entendant : DIEU est PLUS GRAND que ces forteresses de Khorramshahr, de Hamid et de Jofeir. En un mot : DIEU est PLUS GRAND que tout ; ce tout qui de toute évidence ne peut être que petit et éphémère, quoi qu'on fasse, qu'on le veuille ou non.

Un mois à peine après la fin de leur magistrale démonstration, les Iraniens étaient de nouveau prêts pour lancer une nouvelle offensive, celle de « l'impossible » ; une préparation-éclair en quelque sorte, qui ne pouvait que ridiculiser encore plus les Maîtres-penseurs des forteresses « imprenables » qui mirent environ deux ans à les édifier et à les fortifier.

Hamid, qui est le nœud routier et ferroviaire le plus important de la région, est « une place forte, dotée, selon des spécialistes étrangers, d'importantes galeries bétonnées » (44).

Jofeir était le principal centre de coordination pour les mouvements des troupes irakiennes ; les nouvelles routes construites par l'occupant, à partir de ce poste, reliant différentes zones, constituent à elles seules la preuve de son importance stratégique.

(43) *Le Monde*, 1.4.1982

(44) *Le Monde*, 4.5.1982

Khorramshahr, qui est la plus importante localité iranienne prise par les Irakiens au début de la guerre, « a pris valeur de symbole pour les deux parties » (45). Monsieur Saddam Hussein, tellement sûr de lui, avait même promis aux Iraniens de leur donner la clef de la ville irakienne de Bassorah, au cas où ils auraient réussi à libérer la ville de Khorramshahr !

Les Iraniens, en prenant la décision de libérer la ville de Khorramshahr, voulaient, en fait, surtout briser le mythe de l'impossible, que tous les observateurs lui avaient tissé et qui, à la veille de sa chute, continuaient à étaler au grand jour leur bel optimisme. En effet, quatorze jours avant le nettoyage complet de Hamid, de Khorramshahr et de toute une zone située à l'ouest du fleuve Karoun, dont la superficie est de 5 380 km<sup>2</sup>, soit plus d'une fois et demie les territoires libérés au cours des quatre dernières grandes opérations ; Messieurs les experts militaires, tout en s'enfonçant encore plus dans le ridicule, déclarèrent : « la bataille de Khorramshahr sera longue » (46). Face à ce genre d'optimisme, on ne peut que se demander :

Que se passe-t-il, Messieurs les experts militaires ? Et vous autres Messieurs et Mesdames les spécialistes de la vente du rêve ? Un Chah d'Iran « solide », malgré tous vos espoirs, tomba comme une pomme mûre !

Une opération américaine à Tabas (en Iran), bien que minutieusement préparée en avril 1980, se solda par un fiasco historique !

Une « Guerre des Six Jours » irakienne, malgré votre optimisme débordant, se retourna contre ses auteurs !

Un régime iranien, bien que déclaré à plusieurs reprises mourant, est aujourd'hui l'un des plus solides de la planète !

Enfin, le coup des « forteresses imprenables », qui furent rapidement prises !

Cette brillante offensive iranienne, dont le nom officiel est « Baït el-Moqaddass » (47), était composée de trois phases.

La première phase fut lancée le 30 avril 1982, l'objectif étant d'atteindre l'axe routier Ahwaz-Khorramshahr, qui, de par son importance, était longé de vastes champs de mines et renforcé par des murs de sable parallèles pour protéger les milliers de soldats irakiens qui y stationnaient.

Les soldats de l'Islam traversèrent le fleuve Karoun et s'emparèrent très rapidement de la première ligne des positions irakiennes. Puis, quarante heures après le début de l'opération, ils réussirent à couper l'armée de Bagdad en deux, à mi-chemin de l'axe Ahwaz-Khorramshahr, et à s'installer solidement grâce aux « remblais de terre de plus de cinq mètres, édifiés par les Irakiens le long de la route » (48)...

C'est la plaine marécageuse située à l'ouest de cette route, qui a contribué à couper les forces irakiennes en deux, à savoir : une partie des troupes, soit

(45) *Le Monde*, 13.5.1982

(46) *Le Monde*, 11.5.1982

(47) Mosquée bénic (celle de Jérusalem)

(48) *Le Monde*, 7.5.1982

environ 35 000 hommes, au sud, dans la ville de Khorramshahr et les environs ; le reste, soit 30 000 soldats, au nord de la zone, dans les régions de Hamid, Hoveizeh et Jofeir. Par ailleurs, les cinq ponts installés sur le fleuve Karoun avaient permis aux troupes islamiques de recevoir rapidement des renforts pour la poursuite des opérations.

La deuxième phase de l'offensive fut lancée le 6 mai 1982 et, encore une fois, pratiquement au même instant, un violent vent de sable se leva ; les troupes irakiennes, devant l'avance foudroyante des soldats de l'Islam et la chute de Hamid, s'empressèrent de fuir ; c'est ainsi que la forteresse de Jofeir fut pratiquement abandonnée ; il faut dire qu'elle ne servait plus à grand-chose, puisque son rôle joué en tant que centre de coordination n'avait plus de raison d'être déjà depuis que l'armée irakienne avait été coupée en deux.

La fuite des Irakiens était faite dans le premier but de consolider la ville de Khorramshahr, cette ville-symbole, dont la chute aurait été un affront aux conséquences incalculables pour le régime baathiste et, dans un deuxième but, pour parer à toute éventualité désagréable, surtout que la ville irakienne de Bassorah n'était qu'à une vingtaine de kilomètres de la zone des combats. En d'autres termes, l'arroseur pris de panique, en fuyant devant les soldats de l'Islam, cherchait à ne pas être arrosé à son tour.

Cette phase a permis aux soldats de l'Islam d'enfoncer les lignes irakiennes dans le secteur sud du front, sur une longueur de 45 kilomètres et une profondeur de 15 kilomètres, leur permettant de libérer totalement la route Ahwaz-Khorramshahr et d'occuper de nouvelles positions fortifiées par les Irakiens, à 17 kilomètres de la frontière internationale. Tandis qu'au nord de la zone des combats, ils avaient réussi à libérer en quarante-huit heures la ville de Hoveizeh et tous les villages environnants.

De l'autre côté de la frontière, les troupes de Bagdad s'étaient mises à creuser en toute hâte des tranchées entre Bassorah et le Chatt el-Arab, faisant de cette zone un nouveau « formidable camp retranché » (49), tout en « renforçant leurs défenses à Khorramshahr » (49).

La troisième phase de l'offensive pour la libération de Khorramshahr fut lancée le 9 mai 1982, les Irakiens réussissant cette fois-ci à arrêter les Iraniens à Chalamtcheh, au nord-ouest de Khorramshahr. Pendant une dizaine de jours, offensives et contre-offensives se succédèrent pratiquement sans résultats importants, aussi bien au nord qu'au sud du front, dont une offensive de grande envergure, lancée par les troupes irakiennes le 19 mai, mais qui « tourna court » (50).

Le 22 mai, à 9 h 30, les Iraniens se décidèrent enfin à briser le « mythe de l'impossible », pendant que la plupart des mass-médias se gargarisaient d'op-

(49) *Le Monde*, 13.5.1982

(50) *Le Monde*, 21.5.1982

timisme concernant l'inviolabilité de la forteresse des Irakiens ; très rapidement, les Iraniens s'emparèrent d'une chaussée construite par les troupes de Bagdad le long du Chatt el-Arab en direction de l'Irak, et coupèrent ainsi les défenseurs de la forteresse de leur base. Deux jours plus tard, à 11 heures du matin, tout fut miraculeusement terminé.

Le nombre de soldats irakiens pris vivants donne une idée de l'importance de cette victoire : ils étaient environ 19 000, soit plus que le total des soldats irakiens faits prisonniers depuis le début de la guerre jusqu'à ce jour (voir carte III et tableau XI).

Que s'était-il passé ?

Pendant les deux jours d'encerclement total, les Irakiens coupés de leur base, entamèrent un débat important sur le pourquoi de cette guerre.

Un groupe d'officiers et de soldats décida de se livrer aux Iraniens et fut immédiatement suivi par d'autres groupes : puis, miraculeusement, des milliers de soldats irakiens quittèrent leurs positions pour former une marée humaine se dirigeant sans armes vers les soldats de l'Islam.

Cette série de victoires de l'armée islamique eut pour conséquence des émeutes dans plusieurs villes du Kurdistan irakien et « de violentes manifestations à Bagdad » (51), qui furent sauvagement réprimées par les forces de sécurité de Monsieur Saddam Hussein : tandis que sur le plan international, une grande agitation diplomatique se produisit engendrant de graves événements, que nous verrons à la Quatrième Partie.

La conséquence la plus significative fut la « sage » décision prise le 20 juin 1982 par Monsieur Saddam Hussein de retirer ses forces du territoire iranien. Apparemment, les dernières leçons n'étaient pas entrées dans l'oreille d'un sourd.

Toutefois, au cours de leur retrait, les troupes irakiennes gardèrent des positions clefs sur des hauteurs stratégiques dans des zones plus ou moins importantes le long de la frontière, en territoire iranien (voir carte IV) : ceci n'empêcha pas Monsieur Saddam Hussein de proclamer un cessez-le-feu unilatéral et de demander la création d'une force de paix multinationale sur la frontière !

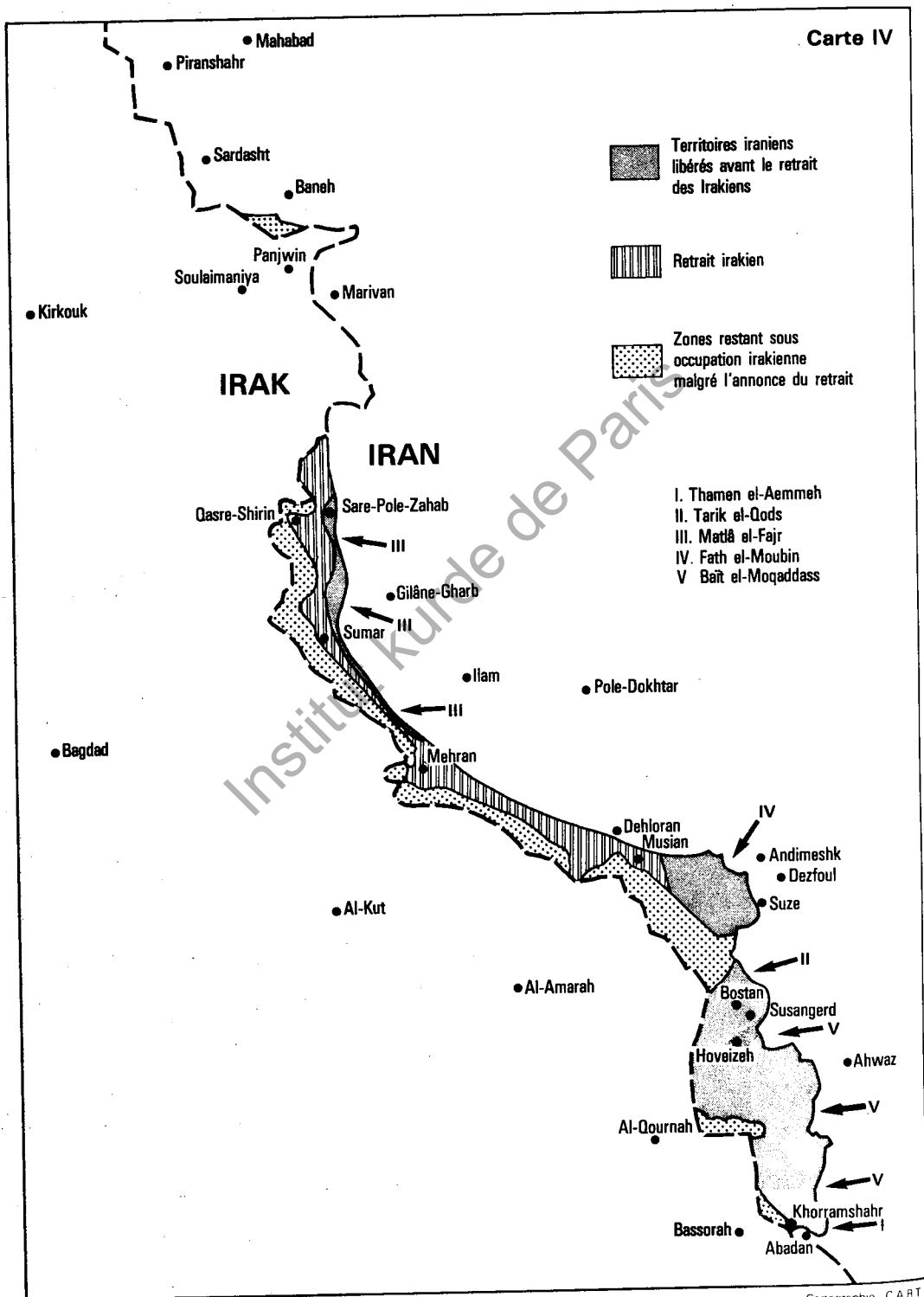
En somme, il continuait à jouer le « Maître » de la guerre, tout comme il avait unilatéralement abrogé les Accords d'Alger avant de lancer ses troupes sur son voisin iranien, le voilà proclamant innocemment, à nouveau unilatéralement, un cessez-le-feu !

Que doit-on penser de cette logique ?

Pour démontrer son refus des Accords d'Alger, l'armée de Monsieur Saddam Hussein envahissait son voisin, tuant des innocents par milliers, en blessant d'autres par dizaines de milliers, violant des femmes et des filles, rasant

(51) *Le Monde*, 26.5.1982

Carte IV



Le retrait irakien

des centaines de villages, en détruisant des dizaines d'autres, chassant de leurs maisons des centaines de milliers d'habitants... ; puis, une fois qu'il eut perdu le contrôle de la situation, le Chef de l'Etat irakien changea de tactique, proclamant un cessez-le-feu unilatéral, demandant la création d'une force de paix et annonçant officiellement le 26 octobre 1982 « qu'il acceptait le tracé des frontières entre l'Irak et l'Iran, tel qu'il avait été défini par l'accord signé à Alger en 1975 » (52). Cette logique de la parenthèse fermée n'est autre qu'un appel ouvert à la destruction des tribunaux et des prisons.

La question qui s'impose est : quelle réaction doit-on réserver à cette logique ?

Va-t-on suivre le raisonnement du Chef de l'Etat irakien ? Ou bien va-t-on le punir, afin que son exemple serve à d'autres, pour que plus jamais cette logique ne puisse chatouiller le cerveau de quiconque ?

L'avenir de l'humanité dépend de la réponse à donner à cette logique de la jungle, d'autant plus inquiétante qu'à nos jours elle meuble les crânes de plusieurs de ses dirigeants.

Pour mieux comprendre la logique de Monsieur Saddam Hussein, il suffit de signaler que de la bouche même de son vice-Premier ministre, Monsieur Tarek Aziz, son pays, malgré l'annonce de l'évacuation des territoires iraniens, « avait conservé six poches frontalières d'une superficie de 372 km<sup>2</sup> et deux autres de 19 km<sup>2</sup> » (53). Bien que ces chiffres soient en dessous de la réalité, ils donnent quand même une idée de la raison du retrait des troupes de Bagdad.

En fait, le retrait fut tactique et ne concerna que les régions où les troupes irakiennes étaient le plus exposées aux offensives de l'adversaire ; partout ailleurs, dans les zones où le terrain constitue un écran de défense naturelle, les Irakiens s'étaient maintenus en renforçant leurs positions.

## Le harcèlement

*Ramadhan el-Moubarak* (54)

L'offensive portant ce nom eut lieu en territoire irakien, au sud du front, à l'est de la ville de Bassorah, afin de faire comprendre à Monsieur Saddam Hussein que, d'une part, pour libérer le reste de leurs territoires et, d'autre part, pour éloigner le feu de ses canons, qui par ailleurs avaient vidé tous les villages et villes frontaliers iraniens sur une longueur de 800 kilomètres, les défenseurs de la Révolution Islamique n'avaient pas d'autres choix.

(52) *Le Monde*, 28.10.1982

(53) *Le Monde*, 25 et 26.7.1982

(54) Le mois du Jeûne (Quatrième Pilier de l'Islam)

L'opération fut lancée dans la nuit du 13 au 14 juillet 1982. Les combats furent d'une violence inouïe et, malgré l'extraordinaire défense des Irakiens, les troupes islamiques réussirent à occuper au départ une zone de 150 km<sup>2</sup> pour s'implanter à la fin, solidement, sur seulement 80 km<sup>2</sup> du territoire irakien (voir carte V et tableau XII), pourtant de nombreuses contre-offensives furent lancées par les troupes irakiennes pour tenter d'expulser les Iraniens, mais sans succès. Le front se stabilisa à mi-chemin environ de la ville irakienne de Bassorah, mais sans que les Iraniens aient pu atteindre leur objectif, consistant probablement à couper la route Bassorah-Bagdad.

### *Moslem Ibn Akil*

L'offensive portant ce nom fut lancée par les troupes islamiques le 1<sup>er</sup> octobre 1982, l'objectif étant de libérer l'ensemble des hauteurs d'un réseau complexe de collines ravinées situées en territoire iranien et dominant la ville irakienne de Mandali.

L'attaque fut lancée par une nuit de pleine lune, mais l'astre, en se cachant soudainement derrière un épais nuage, facilita la tâche aux soldats de l'Islam ; toute la zone occupée depuis deux ans par les Irakiens fut ainsi libérée et les hauteurs en territoire irakien dominant la plaine de la ville de Mandali passèrent aux mains des troupes iraniennes (voir carte V et tableau XII).

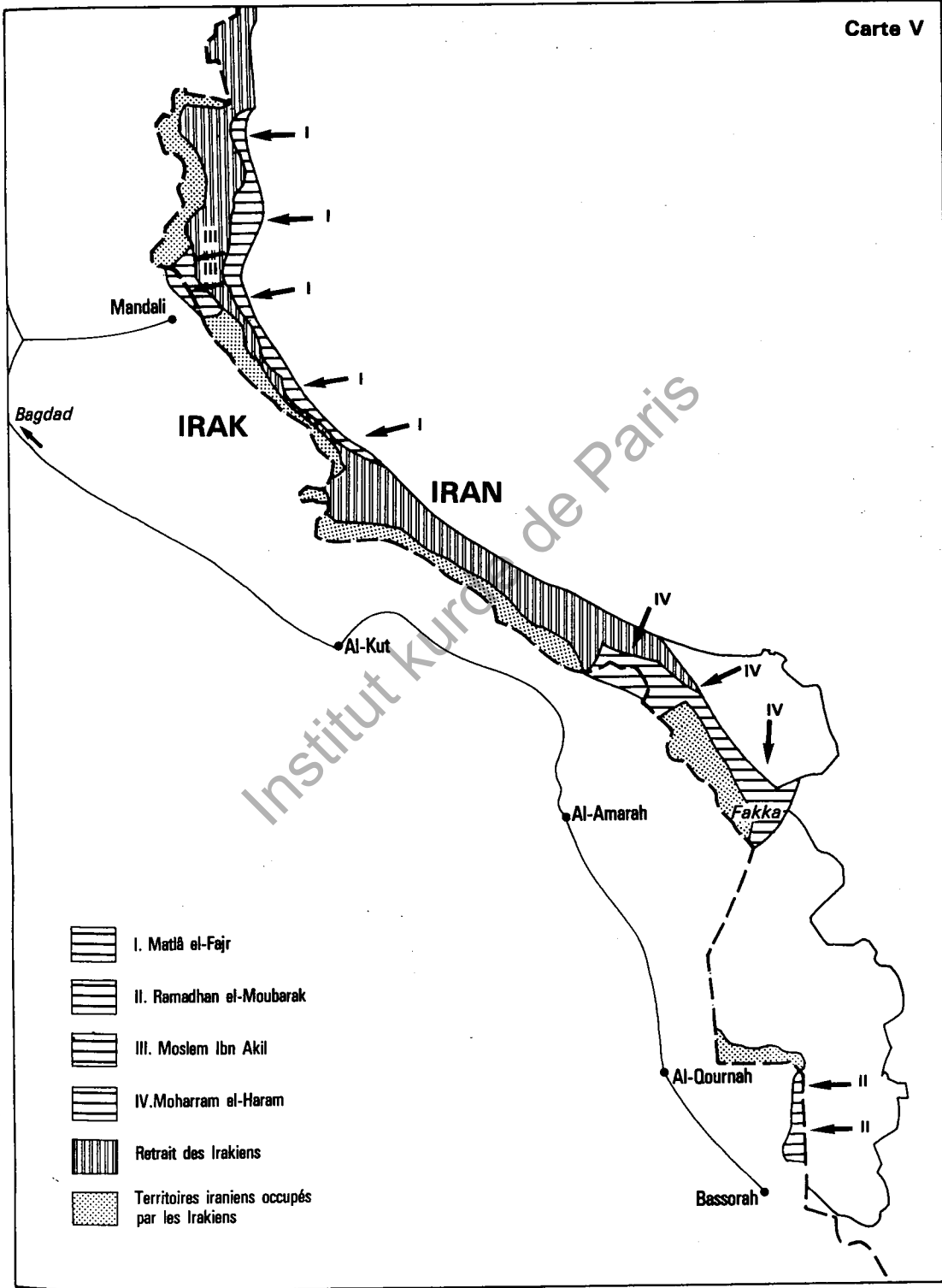
Bagdad n'est plus qu'à 100 kilomètres de ces nouvelles positions : c'est dire dans quels beaux draps se retrouva Monsieur Saddam Hussein. Un fait est certain : ce ne sont pas ses troupes qui empêcheront les soldats de l'Islam de marcher jusqu'à son palais. Le régime de Téhéran ne voulant pas brusquer les choses, d'une part, et, d'autre part s'interdisant de terroriser le peuple irakien, par ordre de l'Imam Khomeyni, se contente pour le moment d'avancer à pas mesurés, le temps aidant.

### *Moharram el-Haram*

L'offensive portant ce nom fut lancée le 30 octobre 1982 et permit aux Iraniens de reprendre le contrôle d'une large zone de leur propre territoire, d'une importance stratégique considérable, et de pénétrer en territoire irakien sur une profondeur de 10 kilomètres, à une cinquantaine de kilomètres au nord-ouest de la ville d'Al-Amarah, leur permettant de dominer, depuis les hauteurs, toute la plaine de la région ainsi que la route Bassorah-Bagdad (voir carte V et tableau XII).

Ces trois dernières opérations de harcèlement avaient permis aux Iraniens de créer le long de la frontière une série de poches, qui constituaient autant de points de fixation des forces irakiennes, contraignant ainsi les militaires baathistes de Bagdad à étirer leurs défenses, en prévision de la grande offensive qu'ils pourraient lancer au moment opportun.

Carte V



Les opérations de juillet à novembre 1982

## RÉSULTATS DE LA DEUXIÈME SÉRIE D'OPÉRATIONS IRANIENNES

Nom de l'offensive	Ramadhan el-Moubarak	Moslem Ibn Akil	Moharram el-Haram
Date	13.07.1982	01.10.1982	30.10.1982
Lieu	Sud du front	Crêtes de Khoneh-Rig à l'ouest de la ville iranienne de Ilam	Nord du Khouzistan
Superficie libérée en km <sup>2</sup>	80 (en territoire irakien)	150 (dont environ 40 km <sup>2</sup> en territoire irakien)	580 (dont environ 150 km <sup>2</sup> en territoire irakien)
Butin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 89 chars</li> <li>- 12 chars T72</li> <li>- Grande quantité d'armes légères et de munitions...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 chars</li> <li>- 1 char T72</li> <li>- 6 véhicules de transport de troupes</li> <li>- Grande quantité d'armes légères, de munitions et de RPG...</li> <li>- 1 radar sophistiqué</li> <li>- 3 canons à télescope à 100 mm</li> <li>- 1 canon 122 mm</li> <li>- 7 canons anti-aériens</li> <li>- 3 lance-missiles et plusieurs missiles</li> <li>- 3 bulldozers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 139 chars et véhicules blindés</li> <li>- 240 véhicules divers</li> <li>- 40 canons de 106 mm</li> <li>- Grande quantité d'armes légères et de munitions... estimées à plus d'un milliard de dollars U. S.</li> </ul>
Nombre de prisonniers irakiens	1 110	170	3 500
Principaux objectifs atteints	Arrivée à mi-chemin de la ville de Bassorah.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libération de plusieurs hauteurs stratégiques.</li> <li>- Fixation sur les hauteurs dominant la plaine de Mandali en Irak, à 100 km de Bagdad.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libération de plusieurs hauteurs stratégiques.</li> <li>- Fixation sur les hauteurs dominant la route Bassorah-Bagdad.</li> </ul>

## La promesse

Le nom des opérations finales fut choisi en fonction de l'objectif visé : Wal-Fajr (mot tiré du Coran et qui signifie : l'aube), comme son nom l'indique, est la promesse d'un jour nouveau, qui devrait bientôt se lever sur la région.

Pour ces opérations, les troupes islamiques furent composées essentiellement de Bassidj (mobilisation), volontaires de la Fondation des déshérités, dans une proportion d'environ 95 %.

Une opération appelée « prélude » eut lieu en territoire iranien occupé, dans la région de Fakka, le 6 février 1983, opération à laquelle seulement 4 000 soldats participèrent avec un armement léger – des RPG, des canons 106 mm et quelques chars russes récemment pris aux Irakiens – pour principalement tester la capacité de défense de l'ennemi.

Bien que tous les objectifs ne furent pas atteints, l'opération avait quand même permis aux Iraniens d'avoir une idée de la nature des lignes de la défense irakienne rendant ainsi possible la première phase des opérations Wal-Fajr.

### *Wal-Fajr I*

Cette offensive fut lancée le 10 avril 1983, permettant aux troupes islamiques de libérer, le même jour, plusieurs hauteurs stratégiques sur un front large de 30 kilomètres, situées au nord de Fakka et occupées par les Irakiens depuis le début de la guerre.

Le lendemain ils traversèrent la frontière et occupèrent d'autres positions en territoire irakien et appartenant à cette même chaîne de montagnes.

Pour la deuxième fois, depuis le début des grandes offensives, tous les objectifs des Iraniens ne furent pas atteints, mais en revanche l'action eut un succès relatif (voir carte VI et tableau XIII).

### *Wal-Fajr II*

Le 20 juillet 1983, la deuxième phase des opérations Wal-Fajr fut lancée sur un front large de 30 kilomètres, à la frontière, entre Sardasht et Piranshahr, permettant aux troupes islamiques d'atteindre tous leurs objectifs en occupant plusieurs hauteurs stratégiques, dont la montagne de Kado, à 3 000 mètres d'altitude, et en s'enfonçant en territoire irakien sur 19 kilomètres, jusqu'aux portes des villes de Rawandouz et de Qalat Dizah. La chaîne de montagnes de Tabgi Karunan reçut un nom ; elle s'appelle désormais : Djibel (montagnes) Mohammed Baker el-Sadr.

Le passage frontalier était constitué d'une gorge nommée Derbend, qui ne fut prise qu'au prix de violents combats ; les montagnes environnantes, à quelque 2 000 mètres d'altitude, changèrent de mains par trois fois, avant de tomber définitivement sous contrôle des forces de l'Islam (voir carte VI et tableau XIII).

Carte VI



Les offensives Wal-Fajr

Cartographie : C.A.R.T.

RÉSULTATS DES OPÉRATIONS WAL-FAJR

Tableau XIII	RÉSULTATS DES OPÉRATIONS WAL-FAJR				
Nom de l'offensive	Wal-Fajr I	Wal-Fajr II	Wal-Fajr III	Wal-Fajr IV	Wal-Fajr V et VI (Kheibar)
Date	10.04.1983	20.07.1983	30.07.1983	20.10.1983	15.02.1984 et 22.02.1984
Lieu	Nord de Fakka	Entre Sardasht et Pirans-hahr (front : 30 km)	Région de Mehran	Entre Marivan et Sardasht (front : 150 km)	A l'est d'Al-Kut, d'Al-Amarah et d'Al-Qounnah
Superficie libérée en km <sup>2</sup>	300	200 (en territoire irakien)	100 (dont 50 km <sup>2</sup> en territoire irakien)	1 150 (dont 1 050 km <sup>2</sup> en territoire irakien)	400 (en territoire irakien)
Butin	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 5 chars T72</li> <li>- Grande quantité d'armements lourds et légers et de munitions...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plusieurs dépôts d'armes divers dont 12 000 Kalachnikovs neufs et des milliers de grenades à main et de grenades anti-chars de la base de Haj Omran en Irak</li> <li>- Plusieurs chars</li> <li>- 100 véhicules blindés</li> <li>- 18 bulldozers</li> <li>- 180 canons 60 mm</li> <li>- 20 canons 120 mm</li> <li>- Plusieurs véhicules...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 41 chars</li> <li>- 294 canons</li> <li>- 120 véhicules</li> <li>- 5 bulldozers</li> <li>- 13 000 armes légères</li> <li>- 4 dépôts d'armements et de munitions</li> <li>- 46 canons anti-aériens...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 20 batteries de lancement de missiles SAM</li> <li>- Plusieurs bulldozers et grande quantité de matériel du génie</li> <li>- 400 chars et véhicules blindés</li> <li>- 3 dépôts d'armes et de munitions</li> <li>- 1 dépôt de médicaments</li> <li>- 2 dépôts de grenades, bombes,...</li> <li>- 20 canons 106 mm</li> <li>- 10 canons anti-aériens</li> <li>- 33 000 pièces démontées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 32 chars</li> <li>- 120 véhicules du génie</li> <li>- Plusieurs canons anti-aériens</li> <li>- Plusieurs missiles Katyusha</li> <li>- Plusieurs véhicules divers</li> <li>- 20 B.T.R.</li> <li>- Plusieurs dépôts d'armements et de munitions</li> </ul>
Nombre de prisonniers irakiens	390		600	1 800	1 200
Principaux objectifs atteints	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libération de plusieurs hauteurs stratégiques au Nord de Fakka.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de la ville et de la base militaire de Haj Omran et de 43 villages, en Irak.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libération de plusieurs hauteurs stratégiques.</li> <li>- Prise de quelques hauteurs stratégiques en Irak.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Libération de quelques hauteurs stratégiques et de quelques villages</li> <li>- Prise de plusieurs hauteurs stratégiques et de nombreux villages.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prise de plusieurs villages en Irak.</li> <li>- Prises des îles Majnoun (50 puits de pétrole).</li> </ul>

Sources : B35, Journal Kayhan et l'hebdomadaire El-Jihad, Téhéran, 1980-84.

La grande base militaire de Haj Omran, qui était aussi le poste central de commande de la région, fut prise par les forces de l'Islam, composées d'Iraniens et de volontaires irakiens, dont un grand nombre de Kurdes du nord de l'Irak. D'ailleurs, toute la région passa aux mains du Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak, dont le porte-parole officiel est Seyid Mohammed Baker al-Hakim.

### *Wal-Fajr III*

Le 30 juillet et le 5 août 1983, deux grandes offensives de la troisième phase des opérations Wal-Fajr furent lancées dans la région de la ville de Mehran. De nombreux Irakiens, opposants du régime baathiste de Bagdad, participèrent à ces opérations aux côtés des Iraniens.

Les Irakiens s'étaient retirés de la ville de Mehran depuis fin juin 1983, mais pour mieux s'installer dans les montagnes environnantes. L'objectif des troupes islamiques était donc de les déloger des hauteurs dominant la ville et les deux axes routiers Dehloran – Mehran et Ilam – Mehran ; il fut réalisé rapidement, et, pour écarter tout danger, ils traversèrent la frontière et réussirent à occuper d'autres hauteurs stratégiques en territoire irakien sur une superficie de 50 km<sup>2</sup> (voir carte VI et tableau XIII).

Les Irakiens, de par l'importance stratégique de la zone, tentèrent de récupérer leurs positions en lançant une quinzaine de contre-offensives, mais sans succès.

### *Wal-Fajr IV*

La quatrième phase des opérations Wal-Fajr fut lancée le 20 octobre 1983, à l'est de la ville irakienne de Soulaïmaniya, sur un front large de 150 kilomètres, de Marivan à Sardasht, après la remise par la France au Gouvernement de Bagdad des fameux Super-Etendard !

Tous les objectifs des Iraniens furent très rapidement atteints. Les deux couloirs de pénétration utilisés par les Irakiens pour ravitailler les opposants kurdes iraniens du PDKI de Monsieur Ghassemlou furent définitivement colmatés.

Une centaine de km<sup>2</sup> du territoire iranien occupés par les troupes irakiennes furent libérés, pendant qu'un millier d'autres, sur une profondeur de 15 kilomètres en territoire irakien (à la porte de la ville de Panjwin) tombaient dans les mains des soldats iraniens, aidés toujours par un nombre sans cesse croissant d'opposants irakiens (voir carte VI et tableau XIII).

La zone irakienne qui changea de mains est constituée de plusieurs hauteurs stratégiques et de dizaines de villages kurdes qui sont aujourd'hui administrés par le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak.

Dans l'un de ces villages, les soldats de l'Islam avaient découvert un camp

de 200 prisonniers de guerre iraniens. A titre de comparaison, les prisonniers de guerre irakiens qui sont aux mains des autorités iraniennes sont installés dans des camps très éloignés des zones de combats (à Téhéran et près de la Mer Caspienne).

Plusieurs dépôts d'armes, de munitions et de médicaments furent découverts dans la région, ainsi qu'une vingtaine de bases de lancement de missiles SAM et un grand nombre de fusées de la même marque, récemment reçues par les troupes de Monsieur Saddam. En un mot, à la question : qui arme les Iraniens ? la réponse, aussi bizarre qu'elle puisse paraître, est : Bagdad est leur premier fournisseur.

### *Le début de la fin*

Une offensive, désignée sous le nom « Tahrir el-Oods » (55), fut lancée par les Iraniens, le 12 février 1984, dans la région de Derbandi-Khan au sud de la ville iranienne de Marivan, au sud-est du Soulaïmaniya, en Irak.

Cette offensive permit aux forces islamiques de s'enfoncer sur une profondeur de 20 kilomètres en territoire irakien et de prendre le contrôle d'une vingtaine de villages et de plusieurs hauteurs stratégiques, d'environ 1 500 m d'altitude, dominant le lac de Derbandi-Khan et la route Soulaïmaniya-Bagdad.

L'objectif principal de cette offensive fut le détournement de l'attention des troupes baathistes pour le lancement des cinquième et sixième phases des opérations Wal-Fajr.

Cinq jours plus tard, soit dans la nuit du 15 au 16 février, fut lancée l'offensive Wal-Fajr V sur un front d'une cinquantaine de kilomètres de large, entre les villes iraniennes de Mehran et de Dehloran, à l'est de la ville irakienne d'Al-Kut.

Cette offensive permit aux Bassidj de s'assurer le contrôle, en Irak, de plusieurs villages et d'un grand nombre de hauteurs stratégiques, dominant la plaine qui s'étend jusqu'à la route Bagdad-Bassorah, par laquelle est acheminé pour plus de 50 % le ravitaillement irakien des ports du Golfe vers le nord.

Une semaine plus tard, soit dans la nuit du 22 au 23 février, fut lancée l'offensive Wal-Fajr VI simultanément sur deux fronts principaux :

- Le premier front, à l'ouest de la ville iranienne de Bostan, à l'est de la ville irakienne d'Al-Amarah.
- Le second front, à l'est de la ville irakienne d'Al-Qournah.

L'ouverture de ces quatre fronts, en l'intervalle de dix jours, fit penser au départ à la grande offensive finale que tout le monde attendait, alors qu'en fait l'objectif commun de cette série d'offensives était tout simplement l'achèvement des préparatifs, par la création des derniers points d'appui, en vue du lancement d'une attaque probablement de très grande envergure.

(55) Libération de Jérusalem.

Ainsi, en prenant le contrôle de plusieurs hauteurs stratégiques, au nord et au centre du front, dominant les routes Soulaimaniya-Bagdad et Bassorah-Bagdad, les Iraniens sont désormais assurés de pouvoir couper ces routes sans problème majeur de logistique.

Au sud du front, les Iraniens réussirent une percée de très grande importance stratégique, dans un secteur pourtant massivement défendu par une impressionnante concentration militaire, constituée par le régime irakien sur plusieurs kilomètres de profondeur, tout le long de la frontière internationale ; une très grande densité, de pièces d'artillerie – canons, batteries de fusées Grad et orgues de Staline – et de blindés, par milliers, pour la plupart des T-62 de fabrication soviétique, fut ainsi massée derrière des tranchées protégées par des digues de sable, des canaux artificiels, des fils barbelés, ..., qui longent la presque totalité de la frontière. Les opérations dans ce secteur, bien que faisant partie de l'offensive Wal-Fajr VI, furent désignées sous le nom de Kheibar (56) : en les distinguant des autres opérations, les Iraniens mirent ainsi l'accent, à l'avance, sur leur importance.

La percée eut lieu dans la région des marais irakiens, à Hawr el-Hawizah (voir carte VI et tableau XIII).

Les Iraniens réussirent à prendre le contrôle de la quasi-totalité des deux îles Majnoun, situées au cœur des marais, en infligeant aux troupes baathistes un nouveau cuisant échec. Ils sont désormais assurés de pouvoir couper la route Bassorah-Bagdad au sud du front aussi et d'isoler le 3<sup>e</sup> corps d'armée irakien, au sud, le 4<sup>e</sup> corps, au nord, d'où l'importance stratégique des îles Majnoun. Par ailleurs, l'importance économique de ces îles est aussi grande. Leur sol est très riche en pétrole : Une cinquantaine de puits et les gisements sont estimés à 8 milliards de barils, soit le sixième des réserves pétrolières irakiennes, de quoi couvrir largement tous les dommages de guerre réclamés par les Iraniens au Chef de l'Etat irakien.

Les Irakiens lancèrent à leur tour une série de contre-offensives, dès le 6 mars, pour la reconquête des îles Majnoun, mais sans aucun succès, malgré l'utilisation massive de gaz de combat. Pourtant, les volontaires iraniens n'eurent pour se défendre que du matériel léger : le ponton flottant, de 13 kilomètres de long, à voie unique, dont les éléments furent assemblés très rapidement, dès les premiers jours de leur offensive, ne permit pas le passage de chars et de véhicules lourds.

Malgré ce grave handicap, Monsieur Saddam Hussein renonça personnellement (57) à reprendre les îles Majnoun, démontrant ainsi la faiblesse de ses armes sophistiquées face à la détermination de son adversaire.

Les volontaires iraniens durent porter en permanence les masques à gaz pour faire face au déchaînement des aviateurs irakiens. Tout en défendant les

(56) Nom de la forteresse juive libérée par le prophète de l'Islam, en 629, soit une année avant son entrée triomphante à la Mecque. Ce qui semble donc indiquer que la grande offensive iranienne est proche.  
(57) *Le Monde*, 3.4.1984

files, ils commencèrent à construire, sous le déluge des bombes, une large digue en terre pour relier l'île nord au territoire iranien.

Une noria permanente de camions fit le va-et-vient, apportant de la terre à la digue, dont la construction fut achevée le 7 mai 1984. Désormais, une route de 14 kilomètres de long et 7 mètres de large assure une liaison stable et permet d'acheminer sans problème tout le matériel souhaité.

Institut kurde de Paris

## CHAPITRE DEUXIÈME

# LA LOGIQUE IRAKIENNE

## L'arabisme

En 1839, naquit l'homme, Djamal el-Din el-Afghani, qui passa sa vie à prêcher le panislamisme, en parcourant le monde musulman, dénonçant le colonialisme franco-britannique, ainsi que les dirigeants musulmans qui, au nom de l'Islam, gouvernent pour servir leurs propres intérêts égoïstes, de même que ceux des colonisateurs. Il proposa le retour au Coran et à l'Islam des débuts, mais aussi l'ouverture aux sciences et aux techniques modernes. Ses idées se propagèrent et furent ressenties par les colonisateurs comme une sérieuse menace pour leurs intérêts dans le monde musulman.

Face à ce nouveau phénomène, Français et Britanniques ne restèrent pas les bras croisés. Des hommes nouveaux ne tardèrent pas à surgir, portant la nouvelle promesse : l'arabisme.

Najib Azouri, chrétien parisien d'origine syrienne, fonda en 1905 la « Ligue de la Patrie Arabe », publia « Réveil de la nation arabe », ainsi qu'une revue, « L'indépendance arabe », et couronna le tout par un premier « Congrès National Arabe », qui se tint en tout seigneur tout honneur à Paris en 1913.

Le souffle du nationalisme arabe vint donc de Paris. Que propose-t-il ? Tout simplement, la différence essentielle entre peuples musulmans arabes et non-arabes. En d'autres termes, la Umma sortit dédoublée des bureaux parisiens.

Le vent panislamique dérangeait les puissances colonisatrices, tout comme à nos jours il dérange les nouveaux impérialistes ; mais, au lieu de l'affronter directement, elles ont eu l'idée très astucieuse de lui opposer le panarabisme.

Mais, le panarabisme n'arriva quand même pas à se frayer un chemin au début du XX<sup>e</sup> siècle dans des régions en pleine effervescence. Il lui fallait une comédie pour être propulsé sur le devant de la scène. Le colonisateur s'ingénia à la découvrir, l'idée étant d'une extraordinaire simplicité : sortir par la porte, c'est ce qu'on appelle décolonisation et indépendance, pour ensuite rentrer par la fenêtre. Ce retour de l'ex-colonisateur se fit de plusieurs façons : « aide » et « assistance au développement » (1), « Traité d'amitié », « Traité de dé-

(1) B21.

fense commune », « Coopération Technique » (2), « Vivres pour la Paix » (3), etc.

« L'indépendance », fraîchement octroyée à une multitude d'Etats, avait besoin d'une idéologie, une sorte de façade, pour ne pas réveiller les soupçons.

L'islamisme étant banni, le marxisme étant combattu, seul le libéralisme pouvait mener à « l'indépendance ».

Que faire ? Tout simplement l'habiller d'un « isme », et ce fut l'époque des nationalismes tous azimuts. Du Kémalisme de Turquie au Bourguibisme de Tunisie, en passant par le Baathisme de Syrie et d'Irak, une multitude de noms, de vagues promesses, et de divisions certaines.

C'est ainsi que « le nationalisme arabe se manifeste de nouveau, avec l'encouragement des Britanniques, à partir de 1942 » (4).

Comment ? Par « la création du Baath, qui signifie : résurrection, fondé en 1942, à Paris, par un chrétien, Michel Aflak » (5).

Le terme « résurrection », choisi pour nommer ce porte-flambeau de l'arabisme, mis à part le fait qu'il reflète la chrétienté de son auteur, désigne la renaissance de l'esprit arabe de l'époque pré-islamique (el-Jahiliya) que le prophète de l'Islam avait durement combattu dans le but de le déraciner.

Quel est son objectif ?

L'objectif théorique du baathisme étant de créer une nation arabe unie. En fait, en pratique il n'a non seulement jamais réussi à unir les Arabes, mais depuis son avènement il n'a eu pour seul rôle sur l'échiquier international que d'être un pion sur le terrain des grandes puissances, passant en douceur des mains de l'une à celles de l'autre, jusqu'au jour où, à force de tirer, il a éclaté en deux : le Baath de Damas, en Syrie, frère ennemi du Baath de Bagdad, en Irak.

Ce qui nous intéresse en ce moment, c'est le baathisme irakien ; ses slogans : le panarabisme et la fraternité arabe. L'ambassadeur d'Irak en France déclara, et c'est très significatif, qu'il « faut savoir que tout arabe peut obtenir, s'il le souhaite, la nationalité irakienne » (6). En d'autres termes, à Bagdad, tout arabe est chez lui ; la mère patrie des Arabes, c'est l'Irak. Il serait par conséquent intéressant de voir comment cette mère se comporta avec ses enfants arabes du Khouzistan iranien, qu'elle s'était donnée la peine, et à quel prix, de tenter de les « libérer » du joug de l'ennemi « Perse ».

(2) B22.

(3) (p. 217 à 259, B23). Un exemple parmi tant d'autres, le programme d'aide alimentaire, promulgué par le Congrès américain en 1954 par la Loi Publique 480, baptisé quelques années plus tard : « Vivres pour la Paix », mais qui n'a servi qu'à tenir à la gorge les Gouvernements des pays « amis » et à asphyxier leur économie. Il fallait plutôt parler de « Vivres pour le désastre ».

(4) p. 107, B13.

(5) p. 240, B18.

(6) *Le Monde*, 26.6.1982.

## La « libération »

Dès son origine, le baathisme, aussi bien que son produit, Monsieur Saddam Hussein, nous ont toujours chanté les jours heureux que nous promet leur arabisme.

Pendant au moins une année avant de déclencher la guerre contre l'Iran, le baathisme nous prépara à un événement important, à savoir la libération prochaine de la terre arabe qu'est le Khouzistan iranien.

Nous avons vu précédemment comment les troupes irakiennes, en envahissant l'Iran, avaient gardé bien caché leur vrai objectif. Le suspens dura quelques jours, puis ce fut la grande déclaration : « Notre terre, l'Arabistan... son habitant, c'est notre frère... ». Toujours des mots, encore des mots. Et qu'en est-il des actes ?!

J'ai personnellement visité, à la fin du mois d'août 1983, avec un groupe de six juristes musulmans de différents pays, dans le cadre d'une mission d'enquête du Tribunal Islamique International, six villes de « l'Arabistan » de Monsieur Saddam Hussein (voir carte VII). Une délégation du Conseil de Sécurité des Nations Unies en avait fait de même trois mois plus tôt. Ainsi, dans les lignes qui suivent, après une brève présentation de ces différentes villes, je vais témoigner, tout en me basant sur mes propres constatations, sur celles des juristes musulmans, ainsi que sur celles du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Mais tout d'abord, nous allons passer en revue seulement quatre villes ; nous verrons les deux autres par la suite.

### SUSANGERD

Cette ville, chef-lieu de la province iranienne de Dashte-Azadegan, est située à 30 kilomètres de la frontière. Sa population, avant la guerre, était de 30 000 habitants, alors que les villages environnants en comptaient au total 100 000.

Les troupes irakiennes étaient entrées dans la ville par trois fois durant les deux premiers mois de la guerre, mais furent définitivement repoussées le 14 novembre 1980, grâce à la défense efficace de la population.

Le 13 octobre 1980, les « libérateurs » irakiens ne s'étaient pas gênés de lancer un missile sol-sol sur la ville, causant la mort de quinze membres d'une même famille, et la réponse de Bagdad au refus de la population de Susangerd de se laisser « libérer », fut, le 17 novembre 1980, un bombardement aveugle, avec utilisation de bombes chimiques et incendiaires.

Les dégâts de l'invasion s'élèvent à 400 morts, un nombre indéterminé de blessés, 106 personnes capturées, toutes civiles, et parmi elles plusieurs femmes et enfants.

Par ailleurs, 3 500 maisons d'habitation subirent des dommages variant de

20 à 100 % ; de très vastes zones furent détruites et 67 villages de la région complètement dévastés.

Le jour de notre visite, nous n'avons pas pu observer de sérieux dommages dans la ville, de par le fait que la reconstruction des maisons était achevée. Par contre, au centre de la ville, près d'un char irakien abandonné sur un trottoir, je fus entouré de plusieurs habitants et j'eus directement la confirmation (ma langue maternelle étant l'arabe) de la violence avec laquelle l'armée irakienne s'était acharnée sur eux. Lorsque je les quittai, plusieurs se mirent à crier : « Saddam sioniste... Saddam américain... Dites aux Arabes ce qu'il nous a fait... »

#### HOVEIZEH

Cette ville, peuplée à 100 % d'Arabes avant la guerre, est située à 40 kilomètres au sud-est de Susangerd et à 35 kilomètres de la frontière.

Sur notre chemin, je n'avais pas cessé de penser au comportement de l'armée de Monsieur Saddam Hussein. Peut-être, m'étais-je dit, que Susangerd avait souffert parce qu'elle ne se laissait pas « libérer » par les frères de Bagdad, dans la mesure où forcer l'autre à se laisser « libérer » devienne un droit !

A Hoveizeh, un spectacle désolant, qu'il serait difficile de décrire, nous attendait. Dès notre arrivée, je compris que les habitants de Susangerd, parce qu'ils s'étaient admirablement bien défendus, n'avaient en fait, comparative-ment, que très peu souffert.

La ville de Hoveizeh avait une population de 12 000 habitants, tandis que les 76 villages environnants en comptaient 23 000, tous également Arabes et vivant de l'agriculture.

La ville comptait au total 1 900 maisons d'habitation, plusieurs bâtiments publics, dont une école secondaire, deux écoles d'apprentissage, quatre écoles primaires, deux écoles enfantines, quatorze monuments historiques, cinq mosquées, treize lieux saints, des jardins, 140 magasins, cinq ponts traversant la rivière Karkhe-Nur.... Entourée d'une belle et très riche oasis, elle était la perle de la région.

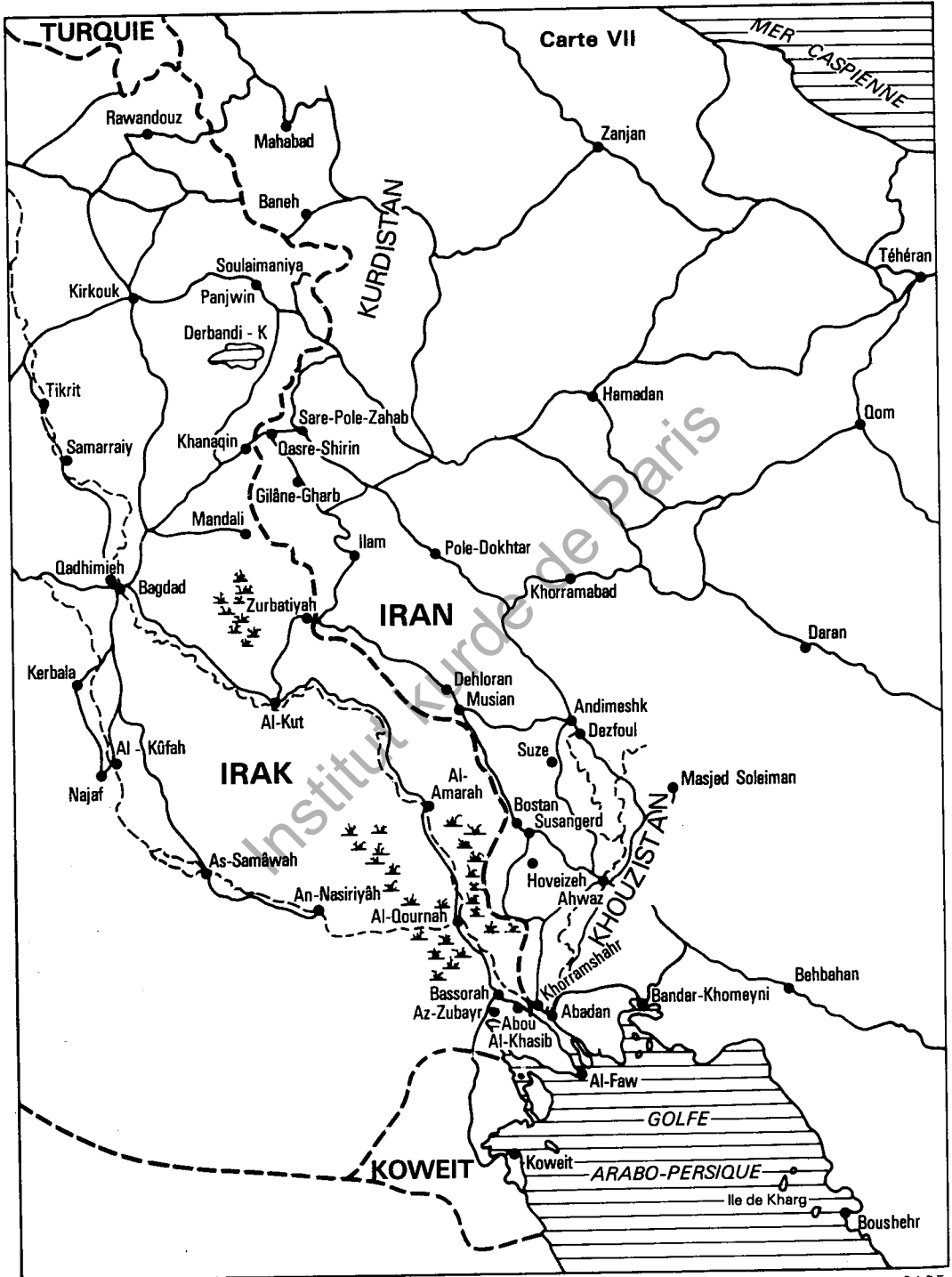
Que reste-t-il de la ville-oasis Hoveizeh ?

Seulement deux bâtiments (7) : une mosquée et une maison : la première servait de poste d'observation et la deuxième de poste de commandement aux troupes irakiennes. Tous les autres bâtiments de la ville furent d'abord vidés de leurs biens, qui prirent le chemin de Bagdad, et ils furent ensuite détruits par des charges explosives placées à l'intérieur, puis rasés par des bulldozers (8).

Absolument rien ne fut épargné, même pas le moindre arbuste, de ce que fut la ville-oasis de Hoveizeh. Les Irakiens ne laissèrent derrière eux que les

(7) p. 14, B19.

(8) "The town must have been subjected to means of destruction other than shelling and direct fire, such as the use of high-explosive charges and engineering equipment" p. 14, B19.



Les visites des commissions internationales d'enquête

Cartographie : C.A.R.T.

deux bâtiments précités, très endommagés, debout entre des tas de sable et de pierres et des amas de ferraille.

A la découverte de ce spectacle, après la libération de la région, le 8 mai 1982, les autorités iraniennes prirent la décision d'entourer les ruines de Hoveizeh d'une clôture et de faire d'eux « un musée ». Lorsqu'à mon tour je découvris ce spectacle, les paroles du prophète de l'Islam me vinrent à l'esprit : « Abandonnez l'arabisme, disait-il, il pue ». Quatorze siècles plus tard, je fus témoin de sa puanteur à Hoveizeh.

Pourquoi une telle folie des Irakiens contre cette ville-oasis ?

Etait-ce pour punir la résistance symbolique, avec des fusils de chasse, de ses habitants ? Les 200 personnes tuées et les 5 000 autres (presque la moitié de la population) capturées, toutes civiles, et, parmi elles, surtout des femmes et des jeunes filles, ne satisfaisaient-elle pas l'esprit vindicatif de Monsieur Saddam Hussein ?

Pourquoi expulser le reste des habitants, vieux et enfants, pourtant arabes ? Pourquoi enfin détruire leur ville ? Pourquoi ensuite l'aplanir ? Quel était le crime des habitants de Hoveizeh ? Quel était le crime des arbres fruitiers, des champs et des animaux ?

Qu'a-t-on fait de la conscience humaine ? Où est-elle passée, cette opinion internationale ? Qu'attend-on pour demander à Monsieur Saddam Hussein ce qu'il a fait des milliers de femmes, hommes, vieillards, jeunes filles, enfants et bébés capturés ? Qui tire les rideaux afin de cacher ce crime ? Pourquoi le rapport des Nations Unies n'a-t-il pas eu la place qu'il mérite ?

Faut-il préciser, pour mieux mesurer l'étendue du crime, que les 67 villages de la région de Susangerd et les 76 de celle de Hoveizeh subirent le même sort que cette dernière ville, pourtant tous étaient également démilitarisés ?

La principale question qui s'impose : Qu'ont fait la plupart des journalistes de leur conscience professionnelle ?

Par quelle logique Klaus Barbie, ce criminel de second ordre d'une époque révolue, retient-il leur attention, pendant que de nouveaux maîtres du crime s'adonnent en toute tranquillité à leur sale besogne ? Quel est le plus urgent ? Est-ce le criminel passé qu'il faut punir, ou le criminel présent qu'il faut arrêter ? Le crime du premier est un feu éteint, tandis que celui du second est un incendie, dont les foyers se multiplient. Comment appeler ce comportement qui est le leur, consistant à fermer les yeux sur le responsable d'un foyer actif, tout en s'acharnant sur celui d'un foyer éteint, qui par ailleurs est à la retraite ? Si s'intéresser aux crimes de Klaus Barbie, c'est rendre justice à l'humanité, s'intéresser à ceux de Saddam Hussein, c'est sauver l'humanité.

La ville-oasis de Hoveizeh, devenue le musée de la barbarie du nationalisme arabe, va bientôt revivre ; déjà, des dizaines de maisons neuves s'élèvent à quelques mètres du nord de la clôture qui l'entoure, de nouvelles rues promettent la joie de vivre. Quant à l'oasis, il lui faudra beaucoup plus de temps

pour réapparaître ; une chose est déjà certaine : la nouvelle Hoveizeh sera très belle grâce au Jihad de la population iranienne dans son ensemble.

Jihad, que les ennemis de l'Islam depuis quatorze siècles se plaisent à traduire par « guerre sainte », et qui pourtant a une signification beaucoup plus vaste, dans laquelle la guerre proprement dite ne prend qu'une toute petite place, est le « combat multidimensionnel » du musulman. C'est d'abord un combat contre ses propres tentations, passions et intérêts égoïstes ; c'est la révolution intérieure de l'homme, car sans elle il ne peut y avoir que tromperie ; ensuite, c'est le combat pour la construction de l'ordre autour de soi, et, enfin, ce que le prophète appelle le « petit Jihad », qui n'est autre que le combat militaire pour la défense de la Umma, et pour briser toutes les barrières tendant à empêcher la transmission du Message de Dieu, seulement la transmission et rien que sa transmission, à tous les hommes, à titre d'information, pour qu'en connaissance de cause ils choisissent leur propre voie. Ce droit au libre-choix est sacré dans l'Islam, le principe fondamental étant « pas de contrainte en religion » (9).

Les Iraniens, en application du principe du Jihad ne se contentèrent pas de se bousculer au front pour défendre la Révolution Islamique, mais surtout, de toutes part, des sommes énormes, entre autres, continuent à affluer pour la reconstruction des zones dévastées par les troupes irakiennes.

#### KHORRAMSHAHR

Cette ville est située au sud du Khouzistan, près de la frontière, à 18 kilomètres de la ville d'Abadan ; avant la guerre, sa population était de 230 000 habitants. Elle fut intensément bombardée pendant les quarante jours de résistance de sa population à 90 % arabe.

La ville étant traversée par le fleuve Karoun, la partie nord, qui est la plus large, fut envahie par les troupes irakiennes, qui l'occupèrent jusqu'au mois de mars 1982.

Plusieurs dizaines de milliers de personnes civiles furent tuées ou blessées, soit par les bombardements des maisons d'habitation, soit lors de leur évacuation. Un nombre indéterminé de personnes furent capturées ; mais, à la lumière de ce qui s'est passé à Hoveizeh, on peut légitimement estimer le chiffre à plusieurs dizaines de milliers.

Le procédé utilisé par les Irakiens pour détruire la ville de Hoveizeh fut appliqué à la lettre dans plusieurs quartiers de la partie nord de Khorramshahr (10).

8 000 bâtiments publics furent vidés de leurs biens ; c'est ainsi, à titre d'exemple, que 10 000 climatiseurs prirent le chemin de Bagdad ; ces bâtiments furent ensuite détruits par des charges explosives, puis aplanis par des bulldozers.

(9) Coran, Sourate 2, Verset 256.

(10) p. 12 et 13, B19.

Parmi ces bâtiments, on dénombre 120 mosquées, 100 écoles, 2 établissements universitaires, 4 grands hôpitaux et plusieurs cliniques.

9 000 maisons d'habitation subirent exactement le même sort.

Des milliers de magasins furent pillés d'abord, puis brûlés.

Les milliers d'autres édifices qui n'ont pas été aplanis ne sont plus que des ruines, détruits à 60 % au minimum.

Une cinquantaine de cargos étrangers furent soit coulés, soit très sérieusement endommagés ; un millier de navires iraniens de différents types et grosseurs subirent le même sort.

Les quartiers transformés en vastes terrains, furent minés et plantés de toutes sortes d'objets pour empêcher toute tentative iranienne de parachutage de troupes : des dizaines de milliers de poteaux électriques et de rails de chemin de fer et des milliers de voitures en position verticale.. ! Pour rendre Khorramshahr « imprenable », les Irakiens avaient, dans les zones occupées, déraciné les poteaux électriques, démantelé des dizaines de kilomètres de voie ferrée et confisqué les voitures privées des habitants.

La partie sud de la ville, qui pourtant n'avait jamais été occupée par les troupes irakiennes, subit elle aussi « de lourds dommages causés évidemment par les bombardements aériens et par l'artillerie » (11).

Le principal pont, moderne et très large, sur le fleuve Karoun, servant à relier les deux parties de la ville, fut brisé en deux.

Le spectacle des ruines de la ville de Khorramshahr est choquant à plusieurs titres (12). Le désastre que j'ai pu constater était inversement proportionnel à l'information qui m'avait été donnée en Europe, où j'habite. Je ne peux qu'amèrement m'interroger : Messieurs et Mesdames des mass-médias, qu'avez-vous fait du droit à l'information, que vos démocraties ont bâti et que tout citoyen est censé exiger ? Que faut-il déduire de vos balbutiements, si ce n'est de votre silence, concernant ces crimes ? Y a-t-il quelqu'un ou quelque chose que jalousement vous protégez, et à qui profitent ces crimes ?!

Avec quels mots vais-je décrire ce que mes yeux ont vu ?

Que reste-t-il de la grande cité de 230 000 habitants ?

Des amas de ferraille, des tas de sable et de pierres, des livres, des cahiers et des jouets d'enfants éparpillés,...., des terrains vagues, des ruines, toujours des ruines, encore des ruines sur mon chemin.

Un silence glacial, interrompu par le seul mugissement des vents dans les décombres. Il n'y a plus de vrombissement de moteurs, plus de cris d'enfants sortant des écoles, plus de brouhaha de marchés, plus d'horloges qui sonnent, plus de gazouillements d'oiseaux, plus de claquements de portes, plus de bruits de pas sur les trottoirs, plus d'appels à la prière du haut des minarets,...., les voitures, les écoles, le marché, les horloges, les arbres, les maisons, les trot-

(11) p. 13, B19. Traduit de l'anglais par l'auteur.

(12) "The nature and extent of the destruction gave the impression that, apart from air and artillery bombardment, high, explosives charges and engineering equipment had been used". p. 13, B19.

toirs, les minarets et tout ce que j'oublie, tout a été écrasé, mélangé, tout est sous mes pieds.

Partout c'est la mort. La mort violente d'une grande ville tout entière. Une ville de la planète des hommes terrassée par les hommes avec la bénédiction, entre autres, de la plupart des médias sourds-muets de ces hommes.

Que doit-on penser de ces médias ? Ces médias, qui pourtant ont versé tant de larmes sur, paraît-il, des « enfants » que l'Iran a engagé dans la guerre ! Des larmes de crocodile, c'est le moins qu'on puisse dire ; autrement comment expliquer leur comédie du cœur noble, remuant ciel et terre, parce que des jeunes ayant perdu parents, frères, sœurs et maison s'étaient librement lancés sur l'ennemi pour limiter les dégâts ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit. En Iran, contrairement à ce qu'on propage, les jeunes se présentent avec enthousiasme aux bureaux de recrutement et sont le plus souvent refusés malgré l'accord des parents ; parmi eux, beaucoup retournent chez eux les larmes aux yeux...

Quelle logique, Messieurs et Mesdames les journalistes, vous permet-elle de critiquer le comportement de ces jeunes ? Préférez-vous plutôt les voir attendre chez eux les bombes, les missiles sol-sol et les blindés de Bagdad ? De quel droit voulez-vous jouer les Maîtres-penseurs pour décider l'âge de la majorité chez les autres, alors que dans vos propres pays cet âge n'arrête pas de baisser, de 21 ans à 20, puis à 18, et que déjà des voix se lèvent pour l'abaisser jusqu'à 16, voire 15 ans ?! Savez-vous que, depuis quatorze siècles, l'Islam l'a fixé, non pas arbitrairement, comme cela se fait ailleurs, mais cas par cas, en fonction de la personne concernée ?

Pour l'Islam, l'âge de la majorité est celui de la puberté !

Apprenez, Messieurs et Mesdames, à abandonner vos préjugés pour mieux vous ouvrir à l'autre. Et puis éclairez-nous en nous expliquant pourquoi votre pitié n'est éveillée que par ces jeunes défenseurs, et pourquoi vos larmes ne coulent pas devant le spectacle des bébés, des fillettes et des petits enfants, que les missiles de Moscou visitent dans leurs lits, des écoliers que les bombes de Paris, de Londres et de Washington délogent de leurs bancs d'école, des femmes et des filles que les violeurs de Bagdad, sous les yeux de leurs maris, de leurs parents et de leurs frères, abusent ?! Pourquoi, enfin, le sort de dizaines de milliers d'Iraniens (hommes, femmes, enfants et bébés) capturés par les troupes irakiennes n'a pas encore attiré au même titre vos caméras, vos micros et vos plumes ?!

#### ABADAN

Cette grande ville industrielle du sud du Khouzistan iranien, qui avait été pratiquement encerclée par les troupes de Bagdad pendant douze mois, continue jusqu'à ce jour à recevoir quotidiennement les bombes de l'artillerie ou de l'aviation irakiennes. Peuplée de 400 000 habitants avant la guerre, avec, de plus, 200 000 habitants dans ses banlieues, la ville ne compte plus aujourd-

d'hui que quelque 70 000 habitants ; après avoir brillamment résisté pendant plusieurs mois, ils tentent aujourd'hui de reconstruire la ville, sans même attendre la fin de la guerre et de son déluge de bombes.

Jusqu'à la mi-avril 1984, environ 1 500 personnes ont été tuées, 9 000 blessées et 2 228 prises comme prisonniers, toutes civiles.

40 000 maisons d'habitation ont été endommagées de 20 à 100 %, et leur nombre va croissant.

La plus grande raffinerie de pétrole du monde, située dans la banlieue d'Abadan, a subi de très importants dégâts ; elle ne fonctionne plus depuis le déclenchement de la guerre.

Le spectacle que nous a offert la ville est celui d'une cité presque vide ; plusieurs maisons se sont effondrées, pendant que des milliers d'autres sont sérieusement endommagées.

Nous avons croisé très peu de personnes, surgissant souvent comme des fantômes de derrière les décombres ou sortant de maisons à moitié détruites. L'image offerte est celle d'un cauchemar, et non des moindres.

Depuis bientôt cinq ans, quotidiennement, en moyenne une personne est tuée pendant que 6 à 7 autres sont blessées.

Il était 12 h 50 le 25 août 1983, lorsqu'on nous a signalé l'arrivée des blessés du jour à l'hôpital ; le temps de finir notre repas, nous nous sommes rendus sur les lieux.

Des sacs de sable remplaçaient les vitres de toutes les fenêtres de cet hôpital. Son toit, pourtant « clairement marqué » (13) de grands signes, conformément aux instructions de la Croix-Rouge Internationale, est un témoignage de la barbarie des aviateurs baathistes.

Un grand trou, qui n'a pu être fait que par un « tir direct » (13), est visible de loin. Erreur de l'aviation irakienne, pensez-vous ! Hélas non, puisque trois autres trous se trouvent sur le même toit, et constituent la preuve que l'hôpital « avait reçu plusieurs tirs directs dont quatre avaient traversé le toit » (13).

La mission des Nations Unies dit avoir positivement identifié des débris de projectiles trouvés à l'hôpital comme « appartenant à des bombes Cluster » (13), dont l'utilisation est pourtant strictement interdite.

A l'intérieur de l'hôpital, les blessés du jour nous furent présentés : un seul pouvait parler, alors que les autres étaient toujours sous l'effet du choc. Il nous raconta qu'il venait d'être blessé à la jambe droite par les débris d'une bombe de l'artillerie irakienne, alors qu'il rentrait chez lui.

Dans une pièce voisine, trois jeunes hommes blessés depuis peu nous furent, eux aussi, présentés. Un seul était conscient.

– Etes-vous Irakien ? lui demandai-je.

– Je suis Tunisien, de la ville de Kairouan, répondit-il.

(13) p. 12, B19.

- Que faites-vous ici ?
- J'étais perdu sur une barque avec mes amis.
- D'où viennent vos amis ?
- Ce sont des Egyptiens.
- Que faisiez-vous sur la barque ?
- Ce fut brusquement le blocage, suivi d'une série de contradictions :
- « Je suis travailleur émigré en Irak... Nous venions en barque du Koweït... Nous sommes pêcheurs... »

Un gardien de la Révolution Islamique s'approcha de nous pour nous apprendre que notre interlocuteur n'avait pas encore été interrogé par eux. Soudain, je compris que mon compatriote m'avait pris pour un officiel iranien. Je le tranquillisai, tout en lui expliquant que je n'étais qu'un membre d'une mission islamique d'enquête sur les crimes de guerre, mais sans toutefois pouvoir lui arracher le pourquoi ni le comment de sa présence dans cette barque. Une chose est pourtant certaine : il s'agissait d'un Tunisien (14) contraint, comme des milliers d'autres travailleurs immigrés, à participer à la « Qaddissieh de Saddam ».

A ce propos, il serait utile de lire le témoignage du journal *Le Monde* pour mesurer la gravité du problème de recrutement en Irak : qui, sous le titre, « l'état de guerre a multiplié les atteintes aux droits de l'homme en Irak », il a rapporté que « des centaines, voire des milliers de civils étrangers arabes, venus travailler en Irak, notamment des fellahs (agriculteurs) égyptiens, auraient été enrôlés de force dans l'armée. Cela a été notamment le cas d'un Tunisien, directeur de l'hôtel Novotel de Bagdad, qui a été arrêté le 2 juin 1983 dans cette ville. Ayant, semble-t-il, refusé l'enrôlement forcé, il aurait été torturé et serait en mauvais état de santé... » (15).

Le recrutement d'office des travailleurs émigrés en Irak fut la conséquence de l'impopularité de la guerre contre l'Iran et de la grogne grandissante de la population, due principalement à trois raisons :

- Premièrement, plusieurs centaines de jeunes lycéens irakiens ont abandonné leurs études et évitent de coucher chez eux pour échapper aux rafles régulières des miliciens baathistes en armes, qui bouclent de nuit les quartiers populaires des villes et conduisent de force les jeunes par milliers vers les centres de recrutement de l'armée.
- Deuxièmement, la pénurie de certaines denrées alimentaires de base, due à la politique d'austérité du régime baathiste irakien.
- Troisièmement, la « féminisation » de la vie active irakienne, due aux grandes pertes en vies humaines et surtout aux désertions de plus en plus nombreuses. Il faut préciser que les déserteurs ont, pour la plupart, soit rejoint

(14) Lire le témoignage d'un jeune tunisien nommé Chedly B.T., p. 3 et 4, L'hebdomadaire tunisien *Le Mughreb*, n° 31 du 14.11.1981.

(15) *Le Monde*, 1.3.1984.

l'Iran, soit pris le maquis dans le nord de l'Irak, région que le pouvoir contrôle de moins en moins, et que pour tenter d'endiguer cette grave hémorragie au sein de son armée, le Chef de l'Etat irakien a dépêché de nombreux recruteurs dans les pays arabes pour amener de nouveaux émigrés « pour un travail bien rémunéré » mais sans succès, raison pour laquelle, dès la fin de l'année 1984, sans trop se faire d'illusions, il a lancé un appel à tous les déserteurs leur offrant l'amnistie générale s'ils regagnaient leur pays et leurs unités. Ces infructueuses démarches ont eu pour première conséquence un début de recrutement d'office d'un certain nombre d'étudiantes irakiennes. Serait-ce le prélude à des rafles « féminines » du type de celles que connaissent déjà les jeunes lycéens et étudiants en Irak ?

## La réaction à la résistance

La route vers Téhéran s'avéra dès les premiers jours de la guerre bloquée devant les troupes de Monsieur Saddam Hussein. L'effet de surprise leur avait permis au départ d'annexer rapidement environ 10 750 km<sup>2</sup> du territoire iranien.

Le refus des habitants du Khouzistan iranien de se laisser « libérer » fit perdre la tête à Monsieur Saddam Hussein. Sa logique rappelle à bien des égards celle de l'homme « blanc » du début des Temps Modernes, qui, par le refus des « sauvages » de se laisser « moderniser » ne recula devant aucun moyen : Indiens d'Amérique et Africains furent massacrés par dizaines de millions, et leurs villes et leurs campagnes ravagées. La fin justifiant les moyens, que ne fait-on pas pour le mythe du « progrès » ?

Le baathisme, produit fini de ce mythe, ne pouvait, hélas, avoir d'autre réponse aux habitants de la région que celle de l'intolérance aveugle. Le progrès à la mode d'autrui ou s'exposer aux calomnies et aux violences de tout ordre : telle est la logique imposée de nos jours à plusieurs peuples de la planète, et que le régime de Bagdad, parmi d'autres, applique à la lettre.

Pour cette logique : refuser le « progrès », c'est rester rétrograde, lui résister c'est devenir fanatique, le combattre c'est se transformer en terroriste ; mais, s'ouvrir à ce « progrès » c'est se mettre « en voie de développement », l'adopter à la lettre c'est devenir civilisé, l'imposer aux autres, à n'importe quel prix, c'est être investi d'une mission civilisatrice ; pourtant, les résultats de ce « progrès » sont de plus en plus alarmants.

Dans trois continents, le sous-développement se développe, pendant que partout les suicides, les crimes, les maladies mentales et bien d'autres fléaux dévastateurs augmentent ; des dizaines de millions d'enfants meurent de faim chaque année ; des centaines de millions d'êtres humains végètent, des peuples entiers sont muselés, piétinés et exploités...

Les responsables de ces génocides et de ces ethnocides n'en sont pas pour autant des terroristes ; par contre, sont désignées comme telles certaines personnes qui, pacifiquement pourtant, par la parole et par la plume, combattent les ravages de ce « progrès » !

Le régime de Bagdad, un des piliers centraux du « progrès » destructeur de nos jours, nous donna dès les premières heures de la guerre un avant-goût de son intolérance. Les populations des villes et des villages iraniens payèrent très cher le coup de frein donné aux troupes du « progrès » de Bagdad.

- Les habitants d'Ahwaz reçurent dans leurs maisons le choc des premières bombes des Mig irakiens le 26 septembre 1980, causant la mort de 18 personnes, en blessant 91 autres et détruisant plusieurs demeures.
- Le 3 octobre, ce fut le tour de la ville de Dezfoul ; quatre Mig irakiens firent leur apparition sur les quartiers résidentiels, lancèrent leurs bombes, causant la mort de 15 personnes, en blessant 64 autres et détruisant leurs demeures. Le lendemain, même scénario : 20 morts, 60 blessés et de nouvelles maisons détruites.
- Les 7, 8 et 13 octobre, les habitants d'Andimeshk eurent droit au même traitement : 33 morts, des dizaines de blessés et des maisons endommagées.

Les habitants de plusieurs villes et villages iraniens subirent le même sort ; des Mig irakiens, suivant toujours le même scénario, surgissaient par-dessus les toits, larguaient leurs messages du « progrès baathiste », puis disparaissaient, laissant derrière eux monter dans le ciel un mélange fait de souffrances et de cris de femmes et d'enfants, de poussière et de fumée. Le tableau XIV donne un aperçu de la réponse aveugle donnée par l'armée de l'air irakienne à la résistance des habitants de certaines agglomérations iraniennes.

Les raids aériens des aviateurs de Bagdad, appuyés par les tirs de l'artillerie de l'armée de terre irakienne, sur les populations civiles ne satisfaisaient pas Monsieur Saddam Hussein, qui, faisant preuve de son irrespect le plus total des lois de la guerre et de son mépris de la personne humaine, fit entrer en action les missiles sol-sol SCUD-B et FROG. Ces engins de la mort, de fabrication soviétique, arrivaient à grande vitesse du territoire irakien et s'écrasaient de nuit comme de jour sur les agglomérations iraniennes, causant la mort ou les blessures de dizaines, voire de centaines de personnes, et rayant de la carte, en une fraction de seconde, des quartiers entiers.

La réaction du Chef de l'Etat irakien, au piétinement de son armée, fut le lancement du premier missile sol-sol de 9 mètres de long, le 8 octobre 1980, sur la ville de Dezfoul, causant la mort de 105 personnes, en blessant 306 autres et rasant des dizaines de maisons d'habitation. Drôle de progrès ! Drôle de libération ! Dégoûtant balbutiement des médias !

La liste des missiles aveugles du même type lancés par les baathistes de Bagdad (voir tableau XV), dans le but de briser la résistance des habitants des

TABLEAU XIV

RAIDS AÉRIENS IRAKIENS SUR LES QUARTIERS RÉSIDENTIELS IRANIENS DURANT  
LA PREMIÈRE ANNÉE DE GUERRE

Lieu	Nombre de raids meurtriers*	Date du premier raid meurtrier*	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées
Abadan	8	26.09.1980	a	a
Ahwaz	15	25.09.1980	55b	194b
Dezfoul	3	03.10.1980	49b	134b
Andimeshk	3	07.10.1980	33	a
Susangerd	3	27.09.1980	d	d
Masjed Soleiman	4	26.09.1980	40	133
Ilam	7	08.11.1980	28	169b
Khorramabad	12	03.10.1980	56b	168b
Bakhtaran	9	24.09.1980	154b	a
Gilâne-Gharb	10	22.09.1980	53	a
Paveh	7	27.09.1980	34	185
Baneh	1	10.10.1980	c	c
Sardascht	5	10.10.1980	101b	154b
Marivan	4	10.10.1980	6	e
Mahabad	1	03.11.1980	2	c
Piranshahr	1	12.10.1980	c	e
Orumieh	3	22.09.1980	c	20
Shahinshahr (Isfahan)	1	12.10.1980	5	a
Téhéran	2	05.10.1980	6	70b
Qasre-Shirin	plusieurs	23.09.1980	d	d
Sare-Pole-Zahab	plusieurs	23.09.1980	d	d
Dehloran	plusieurs	23.09.1980	d	d
Musian	plusieurs	23.09.1980	d	d
Mehran	plusieurs	23.09.1980	d	d
Hoveizeh	plusieurs	23.09.1980	d	d
Khorramshahr	plusieurs	23.09.1980	d	d

Source : B5

- a : Le nombre de personnes tuées ou blessées est compris entre 200 et 300.
- b : Le chiffre indiqué est en dessous de la réalité.
- c : Le nombre des personnes tuées ou blessées est inférieur à 50.
- d : Plusieurs centaines de personnes tuées ou blessées.
- e : Le nombre de personnes tuées ou blessées est compris entre 50 et 100.
- \* : Seuls les raids des aviateurs irakiens, ayant causé des morts, ont été retenus.

TABLEAU XV

MISSILES SOL-SOL LANCÉS PAR LES IRAKIENS SUR LES QUARTIERS RÉSIDENTIELS  
IRANIENS DURANT LA PREMIÈRE ANNÉE DE GUERRE

Lieu	Nombre de missiles	Date du premier missile
Abadan	1	26.12.1980
Dezfoul	21	08.10.1980
Susangerd	1	13.10.1980
Ahwaz	35	06.01.1981
Gilâne-Gharb	1	06.01.1981
Ilam	1	19.07.1981

Source : B5

villes et des villages iraniens, reflète la logique meurtrière de leur idéologie « mère », en l'occurrence le positivisme.

En d'autres termes, l'homme n'a le choix aujourd'hui qu'entre la mort et l'une des griffes du positivisme ; c'est ainsi que l'Iranien, qu'il soit arabe ou non, est aujourd'hui contraint de choisir entre les missiles sol-sol et le baathisme.

Qui est le fanatique et l'intolérant ?

Est-ce celui qui lance les missiles sol-sol pour contraindre son voisin à se plier à l'une des griffes de l'idéologie dominante sur la planète, ou bien celui qui a choisi de bâtir son avenir sur ses valeurs propres, sous la pluie des missiles et des bombes des autres ?

A moins d'être un adepte de l'acrobatie intellectuelle, n'est fanatique et intolérant, à notre époque, que l'homme qui, à coups de canon, n'arrête pas depuis quatre siècles de semer la terreur et la désolation sur la planète, au nom du « modernisme », du « progrès » et d'un développement-mirage.

## La réaction aux offensives

A partir d'octobre 1981, les tirs d'artillerie, les raids aériens et les missiles sol-sol visant les populations civiles des villes et villages iraniens vont connaître une progression alarmante.

Malgré l'extraordinaire arsenal, aussi bien en quantité qu'en qualité, dont il disposait, Monsieur Saddam Hussein ne put qu'essuyer échec sur échec sur le front. Sa réaction après chaque débâcle subie par son armée fut de terroriser les enfants, les femmes et les hommes dans leurs écoles, leurs maisons et leurs magasins.

Faisant preuve d'un sordide mépris de la personne humaine, le Chef de l'Etat irakien n'arrête pas depuis bientôt cinq ans de nous faire des démonstrations de la plus grande lâcheté ; ses actes deviennent de jour en jour plus odieux, au point de nous laisser nous demander : reculerait-il, si demain l'un de ses Maîtres lui mettait entre les mains une bombe atomique ? Face à son comportement, on ne peut qu'être légitimement inquiet.

Les tableaux XVI, qui pourtant ne concernent que les raids aériens irakiens et les missiles sol-sol lancés du territoire irakien sur les populations civiles iraniennes, donnent une idée de la progression alarmante de l'intensité des actes barbares commis sur ordre de Monsieur Saddam Hussein, à moins qu'ils n'aient été commis de ses propres mains.

Les raids aériens, les lancements de missiles et les tirs d'artillerie irakiens, visant les objectifs militaires et économiques, ainsi que des civils habitant à proximité des zones de combat ont été exclus des tableaux XVI. Seuls ceux concernant des villes et villages situés souvent à des dizaines de kilomètres du front, et où des victimes innocentes ont été touchées, dont plusieurs enfants, ont été retenus pour faire apparaître la nature des actes particulièrement odieux, dont fait preuve le Chef de l'Etat irakien, en violation des principes les plus élémentaires de la guerre. Il faudrait plutôt parler de mépris et d'arrogance puisqu'il a toujours eu l'audace de justifier par avance ses forfaits comme représailles.

Ces tableaux font ressortir trois éléments principaux :

Premièrement, le besoin de tuer ; que par exemple, l'attaque de nomades vivant sous des tentes dans le désert de la région d'Illam, le 14 avril 1982, par les Mig irakiens, fait clairement ressortir.

Deuxièmement, le besoin de détruire, que les attaques similaires du 8 avril 1982, à Mahabad, ou du 28 février 1983, à Dehloran, sur les troupeaux de moutons et les champs agricoles, prouvent largement.

Troisièmement, le besoin de terroriser, que les attaques aériennes répétées, par exemple contre la ville de Gilâne-Gharb, font ressortir.

Un quatrième besoin, et non le moindre, que nous laissons volontairement de côté, est celui qu'on peut appeler le « besoin d'entraîner ses voisins dans le conflit » qui, à plusieurs reprises, a été tenté de différentes manières. L'exemple le plus éclatant est peut-être l'attaque par missiles des puits de pétrole de Nowrouz, qui a eu lieu le 29 février 1983 ; les Iraniens, par des moyens rudimentaires, ont tout de même réussi à endiguer l'écoulement, qui menaçait tous les pays de la région. Cette opération, qui était conduite par un simple artisan iranien, est un « miracle technologique » en soi, puisque, paraît-il, pour mener à bien ce genre d'opération, il faut d'habitude des moyens très sophistiqués et surtout plusieurs millions de dollars américains !

En fait, le retard technologique, voire l'absence de toute technologie dans les pays du Tiers-Monde, n'est autre que la conséquence des politiques dites

de « développement » imposées, à nos jours, aux peuples à coups de mythes et de ruses, politiques consistant à ficeler les cerveaux dans ces pays afin de préserver le monopole technologique des pays dits industrialisés. La Révolution Islamique iranienne a, entre autres, libéré le génie créatif de ses enfants, d'où les « miracles technologiques » dans tous les domaines, dont voici un autre exemple lié directement à la guerre : il s'agit des contre-mesures électro-

## TABLEAUX XVI

RAIDS AÉRIENS ET MISSILES SOL-SOL ET AIR-SOL IRAKIENS LANCÉS SUR LES QUARTIERS RÉSIDENTIELS IRANIENS ET ANNONCÉS À L'AVANCE COMME REPRÉSAILLES AUX OFFENSIVES IRANIENNES

1) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Thamen el-Aemneh, du 27.09.1981.

Lieu	Date (évent. heure)	Nature	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées	Observations
Ahwaz	27.10.81	missile	a	5	hôpital en partie détruit 30 maisons détruites
	02.11.81 16 h 30	2 missiles	2	33	
Dezfoul	27.10.81 19 h 30	2 missiles	5	8	17 maisons détruites, plusieurs maisons endommagées 50 maisons endommagées
	02.11.81 16 h 30	2 missiles	17	14	
Susangerd	05.11.81	avions	a	a	plusieurs maisons détruites plusieurs maisons endommagées
	07.11.81	avions	a	a	
Ilam	10.10.81	5 Migs	5	80	8 maisons détruites, plusieurs maisons endommagées plusieurs maisons endommagées
	13.10.81	5 Migs	1	8	
Gilâne-Gharb	14.10.81	2 Migs	3	13	maisons endommagées
Paveh	04.10.81	2 Migs	14	26	village Shamshir : plusieurs maisons endommagées plusieurs maisons endommagées à Bandareh et Silveh
	30.10.81	2 Migs	a	4	
Piranshahr	30.10.81	1 Mig	a	4	plusieurs maisons détruites dans un village

## 2) Représailles irakiennes aux offensives iraniennes Tarik el-Qods du 29.11.81 et Mat-lâ el-Fajr du 11.12.1981.

Lieu	Date (évent. heure)	Nature	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées	Observations
Ahwaz	02.12.81	2 Migs	9	60	villages voisins (plusieurs maisons détruites)
	11.12.81	avions	11	63	plusieurs maisons, magasins et voitures détruits
	14.12.81	avions	1	2	plusieurs maisons détruites
	18.12.81	avions	12	91	plusieurs maisons détruites
Dezfoul	10.12.81	avions	20	110	plusieurs maisons et une mosquée détruites
Ilam	09.12.81	2 Mirages	21	50+	10 maisons et 10 voitures détruites
	14.12.81	avions	a	a	
Gilâne-Gharb	20.01.82	avions			plusieurs maisons endommagées
	17.02.82	4 avions	21	46	15 maisons détruites et 30 maisons endommagées
	12.03.82	6 avions	5	a	banlieue : plusieurs maisons endommagées
	15.03.82	avions	a	a	banlieue : plusieurs maisons endommagées
Khorramabad	12.03.82	2 avions		5	une maison et un autobus endommagés

## 3) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Fath el-Moubin du 22.03.1982.

Ahwaz	29.03.82	1 Mig	1	1	dans un village à 15 km de Ahwaz
Dezfoul	04.04.82	avions	1	45	50 maisons détruites
Ilam	14.04.82	avions	2	1	Nomades attaqués, leurs tentes brûlées
Sare-Pole-Zahab	10.04.82	2 Migs	a	a	
Gilâne-Gharb	10.04.82	2 avions	a	a	

Marivan	31.03.82	2 avions	a	a	bombes à billes tirs aux mitraillettes sur des manifestants (soutenant la Révolution palestinienne)
	14.04.82	avions	a	a	
Mahabad	08.04.82	2 avions	a	a	des champs agricoles brûlés

## 4) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Baït el-Moqaddass du 30.04.1982.

Lieu	Date (évent. heure)	Nature	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées	Observations
Dezfoul	21.06.82	avions	a	a	plusieurs maisons et magasins endom- magés
Dehloran	02.06.82	avions		2	
Bakhtaran Gilâne-Gharb	02.06.82	avions	a	a	plusieurs maisons endommagées 15 maisons, 16 ma- gasins et une infir- merie détruits
	14.06.82	avions	2	30	
	15.06.82	avions	5	62	
Ilam	05.06.82	avions	43	150+	mosquée, école et 20 maisons détruites et plusieurs voitures endommagées village de Pan-rizeh
	08.06.82	avions	1	a	

## 5) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Ramadhan el-Moubarak du 13.07.1982.

Ahwaz	21.07.82	avions	10	91	plusieurs maisons détruites
Ilam	14.07.82	avions	10	70	plusieurs maisons et bureaux endom- magés et incendiés village de Savableh : plusieurs maisons détruites
	14.07.82	avions	1	13	
Dehloran	19.07.82	avions	8	48	15 maisons détruites
	15.07.82	3 avions	2	3	plusieurs maisons endommagées

Khorramabad	14.07.82	avions	36	300	300 maisons détruites ou endommagées des dizaines de maisons détruites et 300 maisons endommagées
	19.07.82	2 avions	5	65	
Bakhtaran	14.07.82	avions	11	127	5 maisons détruites et 28 maisons endommagées
Piranshahr	31.07.82	1 Mig	1	-	un berger tué et son troupeau décimé
Hamedan	16.07.82	avions	130	570	plusieurs maisons détruites

## 6) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Moslem Ibn Akil du 01.10.1982.

Lieu	Date (évent. heure)	Nature	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées	Observations
Dezfoul	16.10.82 11 h 30	missile	28	107	50 maisons détruites et plusieurs maisons endommagées
Ilam	26.10.82	missile	-	15	plusieurs maisons endommagées
Gilâne-Gharb	02.10.82	avions	11	3	plusieurs maisons endommagées
	04.10.82	avions	2	15	plusieurs maisons endommagées

## 7) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Moharram el-Haram du 30.10.1982.

Dezfoul	19.12.82 17 h 45	missile	62	287	120 maisons, 380 magasins et 28 voitures détruits et une mosquée endommagée et les vitres brisées à 2 km du point d'impact
Dehloran	31.12.82	avions	5	6	200 têtes d'un cheptel tuées
	28.01.83	avions	2		20 moutons tués
	01.02.83	avions	1	9	plusieurs maisons endommagées
Gilâne-Gharb	07.12.82	avions	9	25	plusieurs maisons endommagées

## 8) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Wal-Fajr I du 10.04.1983.

Lieu	Date (évent. heure)	Nature	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées	Observations
Dezfoul	20.04.83 18 h	3 missiles	21	+100	70 maisons détruites
	22.04.83 18 h 35	3 missiles	37	210	200 maisons détruites
	12.05.83 20 h 50	missile	6	76	300 maisons et magasins détruits ou endommagés
Andimeshk	12.05.83 9 h	missile	24	143	40 maisons et 90 magasins détruits ; 30 autres endommagés et une école détruite
Dehloran	28.02.83	avions	1	—	troupeau de moutons décimé
	29.02.83	avions	5	14	maisons détruites
Khorramabad	25.04.83	avions	23	113	une école, 10 maisons et une boulangerie détruites et à Pole-Dokhtar : 100 maisons et plusieurs magasins endommagés
Gilâne-Gharb	10.03.83	avions	—	5	un troupeau de moutons décimé
Baneh	25.05.83	avions	10	75	plusieurs maisons détruites
	19.06.83	avions	—	2	champs agricoles détruits
	21.06.83	avions	2	18	champs agricoles détruits
Sardasht	07.06.83	avions	1	6	3 maisons incendiées
Piranshahr	16.07.83	2 avions	2	14	plusieurs maisons détruites et une mosquée endommagée

## 9) Représailles irakiennes aux offensives iraniennes Wal-Fajr II et III des 20.07.1983 et 30.07.1983.

Andimeshk	13.08.83 8 h 25 8 h 50	2 missiles	40	200	200 maisons et magasins détruits et 200 autres endommagés 60 maisons détruites et 120 maisons endommagées
	30.09.83 2 h 00	missile	26	120	

Ilam	08.08.83	2 Migs	1	2	village Salah-Abad
Gilâne-Gharb	10.08.83	6 avions	64	575	15 maisons détruites, 20 maisons endommagées et les vitres brisées sur un rayon de 1 km, 80 % de la ville incendiés.
	14.08.83	avions	1	10	maisons détruites et champs agricoles incendiés
Dezfoul	30.09.83 2 h 20	3 missiles	64	120	100 maisons détruites et 100 maisons endommagées
Piranshahr	05.08.83	avions	3	a	plusieurs maisons et une école détruites. Bombes chimiques
Marivan	01.09.83	avions	46	200	150 maisons détruites

## 10) Représailles irakiennes à l'offensive iranienne Wal-Fajr IV du 20.10.1983.

Lieu	Date (évent. heure)	Nature	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées	Observations
Masjed Soleiman	22.10.83	3 missiles	94	140	des dizaines de maisons détruites
	05.11.83	missile	19	70	110 maisons détruites ou endommagées
	25.12.83 17 h 40	missile	20+	100	plusieurs maisons détruites
Dezfoul	22.10.83	missile	22	150	plusieurs maisons détruites
	14.12.83	missile	b	b	b
Marivan	22.10.83	avions	18	30	3 écoles et 6 mosquées endommagées
Bayanjan	25.10.83	avions	9	a	bombes chimiques
Nahavand	05.11.83	avions	16	350	14 maisons détruites et 40 maisons et une école endommagées
	14.12.83	avions	b	b	b
	05.11.83	missile	13	95	50 maisons détruites et 150 maisons endommagées
Andimeshk	14.12.83	missile	b	b	b

Behbahan	26.10.83 17 h 10	missile	84	400+	80 élèves de 11 à 16 ans et 4 professeurs ensevelis sous les murs de leur école
Baneh	14.12.83	missile	b	b	b
	23.10.83	1 avion	13	a	une bombe chimique de 500 kg sur le village de Bademgan.
Harganeh	23.10.83	1 avion	a	a	Plusieurs personnes blessées, rendues aveugles par des bombes chimiques
Ramhormz	14.12.83	missile	b	b	b

Sources : B5, plusieurs journaux iraniens et "press release" de la Mission permanente d'Iran auprès des Nations Unies à Genève.

- a : Le nombre de personnes tuées ou blessées est indéterminé.
- b : Le nombre de personnes tuées ou blessées par les raids irakiens du 14.12.1983 s'élève à 330. Le nombre de maisons détruites s'élève à 200. Les maisons endommagées se comptent par centaines.
- + : Au minimum.

niques mises au point par les Iraniens pour dévier avec succès la trajectoire du « glorieux » missile Exocet français, à qui, rappelons-le, les médias ont fait une publicité tapageuse depuis la guerre des Malouines. Ainsi, les Irakiens furent contraints de faire leurs démonstrations de « puissance technologique » en s'attaquant aux cargos civils naviguant dans le Golfe : grâce à ces contre-mesures électroniques, l'île de Kharg, principal terminal pétrolier iranien, fut interdit au « couple miracle » : Super-Etendard/Exocet. Il faut ajouter qu'au moins deux avions de ce type (sur les cinq prêtés par la France !) furent abattus par les Iraniens.

Les trois besoins principaux – tuer, détruire et terroriser – constituent en fait les trois éléments de la logique de Monsieur Saddam Hussein, et, à chaque lancement de missile sol-sol, ils se trouvent en un seul coup réunis.

Ces engins de la mort communautaire, de la destruction cataclysmique et de la terreur-panique, de plus en plus précis, de plus en plus lourds, arrivent de plus en plus loin (on n'arrête pas le progrès !), que ce soit dans le silence de la nuit ou le tumulte de la journée, pour faire, en une fraction de seconde, une bouillie des écoles, des hôpitaux, des maisons, des bureaux, des magasins, des jardins, des places, des rues et de leurs occupants. La bouillie du progrès, de la liberté et de la tolérance à la mode baathiste !

J'ai personnellement visité, à la fin du mois d'août 1983, avec les juristes du Tribunal Islamique International, les villes de Dezfoul, Andimeshk, Qasre-Shirin, Gilâne-Gharb et Sare-Pole-Zahab. Une mission de l'O.N.U. avait visité les mêmes villes à la fin du mois de mai 1983, excepté celle de Gilâne-Gharb ; par contre, ils s'étaient rendus à Musian, Dehloran, Pole-Dokhtar et Baneh ; très brièvement, je vais tenter de décrire l'étendue du désastre que nous avons constaté.

## DEZFOUL

Cette ville du Khouzistan iranien, c'est-à-dire de « l'Arabistan » de Monsieur Saddam Hussein, a reçu 39 missiles « libérateurs », du 8 octobre 1980 au 14 décembre 1983, causant la mort de 600 personnes, et blessant 2 500 autres innocents. D'autres missiles ont d'ailleurs suivi, conformément à l'odieuse promesse du Chef de l'Etat irakien (16).

Cette ville, située à 80 kilomètres de la frontière, et peuplée de 167 000 habitants avant la guerre, a vu passer sa population, malgré les missiles irakiens, à environ 200 000 habitants, par l'afflux des réfugiés des zones frontalières.

Les missiles sol-sol, pour la plupart des SCUD-B soviétiques de marque 8K14, ont une charge explosive de 300 kg chacun ; leur portée est de 270 kilomètres (17).

Aux points d'impact de ceux du 12 mai 1983, dans les trois quartiers résidentiels, que nous avons tous visités, il y avait un trou de 10 mètres de diamètre et de 2 mètres de profondeur, tandis qu'une zone de 75 × 75 mètres était complètement rasée (18), laissant facilement deviner les dégâts de proportions diverses, sur un rayon de un kilomètre autour du point de chute du missile (19).

Pour donner une idée de l'étendue du désastre, 4 573 maisons, 828 magasins, une centaine de bâtiments publics, dont des écoles, des mosquées et des cliniques, étaient détruits dans un intervalle de trois années de guerre. La liste n'est pas close encore.

## ANDIMESHK

Cette ville également du Khouzistan iranien, située à 80 kilomètres de la frontière, a vu sa population passer de 70 000 à 90 000 habitants par l'afflux des réfugiés des zones frontalières.

Elle a eu droit à six missiles sol-sol du même type que ceux de Dezfoul ; le premier est tombé le 12 mai 1983 et le dernier le 14 décembre 1983.

La zone complètement rasée par le premier missile, observée par les membres de la délégation des Nations Unies, mesurait 100 × 75 mètres (20). Le point d'impact était un cercle de 4 mètres de diamètre et de 2 mètres de profondeur (20).

Les zones rasées par les deux missiles du 13 août 1983 avaient pratiquement la même superficie. Lors de notre visite, nous avons été témoins de la poursuite des recherches et du déblaiement du terrain ; on en sortait pêle-mêle : des tapis, des chaises brisées, des matelas, des ustensiles de cuisine, du pain, des livres, des cahiers, etc. ; c'était un spectacle émouvant.

(16) Télévision Suisse Romande. 2.2.1984.

(17) p. 6. B19.

(18) idem

(19) p. 7. B19.

(20) idem

**QASRE-SHIRIN**

Cette ville, située à environ 3 kilomètres de la frontière, avait une population de 50 000 habitants ; elle a été occupée par les troupes irakiennes du 22 septembre 1980 au 12 juin 1982.

Sur le chemin de la ville, des dizaines de chars irakiens détruits étaient visibles sur les deux côtés de la route. Seuls les soldats de l'armée régulière et les gardiens de la Révolution Islamique peuplaient la zone.

A notre arrivée, nous avons dû marcher à la queue-leu-leu sur une centaine de mètres, le terrain étant toujours miné ; on ne pouvait que balayer du regard les ruines de la ville.

Le spectacle montrait qu'à l'évidence, les soldats irakiens, après avoir vidé les bâtiments, avaient utilisé des charges explosives et des bulldozers (21) pour achever la ville.

Monsieur Saddam Hussein a décidé lui-même de quitter la ville, après la débâcle de son armée à la suite des offensives islamiques de Fath el-Moubin et de Baït el-Moqaddass, sans toutefois oublier de la marquer à sa manière.

En un mot, le spectacle que nous a offert Qasre-Shirin est à situer entre celui de Hoveizeh et celui de Khorramshahr. Seules une dizaine de maisons étaient toujours à « moitié » debout, à moins que les tirs de l'armée irakienne ne les aient achevées, puisque, le jour même de notre visite, nous avons été avertis du danger encouru par le fait que la ville était en permanence sous le déluge des tirs de l'artillerie irakienne.

**SARE-POLE-ZAHAB**

Cette ville, située à environ 30 kilomètres de la frontière, a été vidée avec sa banlieue de ses 100 000 habitants ; elle n'a été occupée que pendant un seul jour (le 23 septembre 1980) par les troupes de Bagdad ; ça a été tout de même suffisant pour détruire 700 maisons et en endommager 2 000 autres, ainsi que 835 magasins.

Par ailleurs, 96 villages environnants ont été rasés, toujours selon le même procédé : charges explosives et bulldozers achevant la démolition ; 30 autres villages ont été très sévèrement endommagés.

La ville, le jour de notre visite, était complètement déserte (22) et paraissait avoir été totalement abandonnée par ses habitants.

Tous les bâtiments étaient, à des degrés divers, soit détruits, soit endommagés.

**GILÂNE-GHARB**

Cette ville de 20 000 habitants, située pourtant à 60 kilomètres de la frontière, donne l'impression d'être la proie de choix des Mig et des Mirage irakiens.

(21) p. 17, B19.

(22) p. 16, B19.

C'est la ville orientale type, offrant à tout visiteur la paix et la joie de vivre ; c'est ainsi qu'elle m'est personnellement apparue. Loin de la zone des combats, loin du bruit et du mouvement caractéristiques des villes de notre époque, les habitants de Gilâne-Gharb vivant principalement de l'agriculture, n'ayant ni route d'accès facile, ni aéroport, ni usines, ni garnison militaire, cette ville est pourtant souvent l'objet, et c'est ridicule, des démonstrations de « force » et de « puissance » des aviateurs irakiens !

Le 23 août 1983, jour de notre visite, à 14 h environ, nous avons été témoins de l'approche des chasseurs de Bagdad. Nous étions installés sur les sièges de nos deux hélicoptères, prêts à décoller, quand, brusquement, la paix de la ville a été brisée par une série de tirs antiaériens iraniens.

– « Les avions de Saddam arrivent, sautez ! », nous cria-t-on.

Mais pour aller où ? Le « terrain d'aviation » de la ville ressemble plutôt à une cour de maison de campagne, non goudronnée, ne pouvant servir qu'aux hélicoptères ; n'ayant pas le moindre abri, nous nous sommes rapidement dirigés vers un petit bâtiment, à une centaine de mètres.

– « Avec nos deux hélicoptères sur le terrain, les chasseurs de Saddam Hussein vont bien se régaler aujourd'hui », lança Maître Ayoub Boukhari, président de la mission d'enquête du Tribunal Islamique International.

A peine avait-il terminé sa phrase qu'un bruit strident nous fit sursauter...

Dix minutes plus tard, nous survolions un début d'incendie sur la montagne surplombant la ville. « Peut-être un nouveau berger tué et son troupeau décimé ! », me disais-je.

Le dernier carnage avait eu lieu dans la ville treize jours avant notre visite, soit le 10 août ; 64 personnes avaient été tuées et 575 autres blessées par le raid de six avions Mirage irakiens. Les trois quartiers sinistrés, que nous avons d'ailleurs visité, étaient le témoignage éclatant d'un bombardement sauvage. Plusieurs maisons s'étaient effondrées, leurs biens étaient réduits à un tas de débris.

Lors de l'inspection des lieux, j'ai remarqué une femme d'une soixantaine d'années, qui nous observait depuis sa maison ; je me suis dirigé vers elle pour la questionner ; elle avait un bébé dans les bras et un garçon de quatre ans était assis près d'elle. C'étaient ses petits-enfants ; leurs père et mère faisaient partie des victimes des derniers bombardements. Un autre garçon d'une dizaine d'années, au bras plâtré, nous rejoignit. Lui aussi était une nouvelle victime.

– « Des dizaines d'autres enfants du quartier sont dans les hôpitaux de la région », m'avait-on appris.

Sont-ils pour autant à l'abri ? Le 10 août, les avions de Monsieur Saddam Hussein n'ont pas manqué non plus l'hôpital de la ville.

Nous avons pu constater les traces du dernier bombardement sur l'un de ses murs.

Pourquoi un tel acharnement des aviateurs irakiens sur la population désarmée de cette ville ?

Tout tend à démontrer que ces Messieurs de Bagdad ne cherchent que les cibles faciles ; sinon, pourquoi ni la base militaire de Dezfoul, ni celle située à une dizaine de kilomètres de Sare-Pole-Zahab n'ont jamais été inquiétées ni par les avions ni par les missiles irakiens ? Cette démonstration de force et de puissance des Mig et Mirage irakiens est d'un comique macabre !

#### MUSIAN

C'était une ville de 5 000 habitants, peuplée surtout d'Arabes, située à 6 kilomètres de la frontière, occupée par les Irakiens le 8 octobre 1980 et libérée le 22 mars 1982.

580 familles entières ont été prises comme prisonniers par les troupes de Monsieur Saddam Hussein.

Par ailleurs, la ville, ainsi que 33 villages environnants, ont été rasés, toujours selon le même procédé : charges explosives et bulldozers achevant la démolition (23).

#### DEHLORAN

C'était une ville de 45 000 habitants, située à 25 kilomètres de la frontière, largement désertée par la majorité de ses habitants... Plus de la moitié de la ville a été rasée. La plupart des autres édifices sont, à des degrés divers, endommagés (24).

Des débris de bombes Cluster ont par ailleurs été identifiés par les membres de la délégation des Nations Unies (24).

#### POLE-DOKHTAR

C'est une ville de 20 000 habitants, située à 85 kilomètres de la frontière.

Le principal point d'impact des dernières bombes irakiennes lancées le 25 avril 1983, soit un mois avant la visite des délégués des Nations Unies, est situé près du centre de la ville ; la nature des dégâts montre que des fortes charges explosives d'au moins 50 kg (25) ont été lancées par les aviateurs irakiens. Au total 10 maisons, une école et une boulangerie ont été complètement détruites ; une centaine de maisons et de magasins ont été, à des degrés divers, endommagés.

#### BANEH

C'est une ville de 13 000 habitants, située à 20 kilomètres de la frontière ; elle a été bombardée pour la première fois le 10 octobre 1980 et pour la deuxième fois bien plus tard, le 25 mai 1983, au cours d'une période où Monsieur Saddam Hussein était supposé respecter ses engagements, en ne procédant à aucune agression pendant le séjour des délégués des Nations Unies en Iran du 21 au 26 mai 1983 inclus (26). Tout tend à démontrer que ce Chef

(23) p. 10, B19.

(24) p. 11, B19.

(25) p. 9, B19.

(26) p. 2, B19.

d'Etat est déchaîné à un tel point qu'il ne peut même pas laisser passer un jour sans faire couler du sang.

Les délégués des Nations Unies ont ainsi pu voir de leurs propres yeux les dernières victimes des bombes des avions irakiens : sur les lieux du drame, « les corps de deux femmes et de cinq enfants dans des cercueils ouverts » (27) et, à l'hôpital, « 56 blessés, dont un jeune garçon, 8 femmes et 14 enfants », ainsi qu'« une femme enceinte, blessée grièvement, qui avait dû subir une césarienne » (27). Un grand nombre d'autres blessés avaient été évacués dans les hôpitaux des villes voisines ; « par manque de temps, la mission ne pouvait pas les visiter » (27).

Les débris des projectiles étaient positivement identifiés comme appartenant à des bombes Cluster de 250 kg, contenant chacune environ 150 bomblets..., chaque bomblet pesant 1.1 kg et mesurant 155 mm de long sur 48 mm de diamètre et remplis d'obus explosifs percutants et fusants, particulièrement meurtriers (27).

## L'enfant gâté

Lorsqu'une mère, alors qu'elle a noyé son enfant de joujoux, sans aucun scrupule, décide de se manifester, il est souvent déjà trop tard.

Dans notre cas, l'enfant gâté est Monsieur Saddam Hussein ; ses joujoux sont en fait un extraordinaire arsenal, des plus sophistiqués, qu'il utilise depuis bientôt cinq ans, sous les yeux de l'Est et de l'Ouest, maternels, et donc forcément admiratifs, quoi qu'il advienne.

Le regard plein d'amour et d'admiration de toute mère peut, par moment, dans un éveil de la conscience, se transformer en inquiétantes interrogations, qui, malheureusement, sont souvent très vite oubliées.

La conscience n'arrive que très rarement à vaincre l'amour maternel, et, même quand elle triomphe sur lui, il est souvent trop tard, car l'enfant a déjà fait du chemin ; il a donc pris le dessus, et la mère, quoi qu'elle fasse, ne pourra plus jamais être prise au sérieux.

Le résultat est que l'enfant n'est pas rejeté pour autant. Pour la mère, il continue à être son enfant et ses yeux ne se lassent pas de le bercer.

Gâté, dites-vous ! Pour la mère, ce mot perd tout son sens ; il n'a jamais existé. Il a été, il est et il sera toujours son enfant, alors que les autres le considèrent comme un enfant gâté. C'est normal : ils sont jaloux de son enfant.

La conscience de la mère de Monsieur Saddam Hussein s'appelle Comité International de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) et Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Le premier, venant troubler un instant le regard de la mère – l'Est et l'Ouest

–, déclara le 7 mai 1983 : « les forces armées irakiennes ont bombardé de façon indiscriminée et systématique des agglomérations – villes et villages –, entraînant par là des pertes au sein de la population civile et des destructions considérables de biens civils. Ces actes sont d'autant plus inadmissibles qu'ils furent parfois annoncés comme représailles avant d'être perpétrés... De tels actes sont contraires à l'essence même du droit international humanitaire, applicable dans les conflits armés, qui repose sur la distinction entre civils et militaires » (28).

Le deuxième, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, rédigea à son tour un excellent compte-rendu, celui du 20 juin 1983, qui nous a servi de document de base dans les pages précédentes.

Cette conscience, de la plus haute noblesse, fut malheureusement, à nouveau refoulée, avant même que les lèvres de la mère, en l'occurrence les mass-médias, n'aient pu manifester clairement leur désapprobation. Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas !

Quel va être le comportement de l'enfant gâté après la brève prise de conscience de la mère ?

Le tableau XVII montre qu'à l'évidence Monsieur Saddam Hussein n'a pas échappé à la logique relationnelle mère/enfant gâté. En effet, moins d'une semaine après le cri d'alarme lancé par le C.I.C.R., ne se laissant pas intimider, mais se sentant bien plutôt encouragé, il n'a pu qu'intensifier le carnage des populations civiles des villes et villages iraniens...

Comment a-t-il osé se sentir encouragé ?

Simplement, parce que les deux mains – l'Est et l'Ouest – de la mère, qui est piégée par un cœur déraisonnable, ont innocemment continué à couvrir l'enfant gâté de joujoux meurtriers de plus en plus nombreux et de plus en plus sophistiqués, malgré le cri d'alarme des organisations internationales.

L'Est et l'Ouest, réunis comme jamais auparavant, n'ont pas d'argent, hélas, pour enrayer le spectre de la famine, qui menace un milliard d'êtres humains ; par contre, ils en ont pour remplir d'armes les dépôts de Monsieur Saddam Hussein. Ainsi va le monde ; il n'y a jamais assez d'argent pour soulager l'homme ; mais pour le détruire, le soutien urgent financier et matériel ne connaît ni limites ni calculs !

L'avertissement consciencieux des organisations internationales a été étouffé par la livraison à Monsieur Saddam Hussein, par la France, de cinq avions Super-Etendard, équipés de missiles Exocet et, par la Grande-Bretagne (29), d'armes chimiques, en violation de la résolution B(21) 2162 du 5 décembre 1966 de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. et du Traité de Genève du 27 juin 1925.

Un groupe de correspondants, journalistes et photographes étrangers a rendu visite, le 24 août 1983, à l'hôpital Luqman el-Dawla à Téhéran, aux blessés

(28) p. 6, B20.

(29) La Grande-Bretagne est accusée dans un rapport d'experts, cité par le journal *Kayhan international*, Téhéran, 21.1.1984.

TABLEAU XVII  
LE CARNAGE DES POPULATIONS CIVILES EN IRAN, PERPIÉTRÉ PAR LES IRAKIENS  
APRÈS LE DOUBLE CRI D'ALARME DE L'O.N.U. ET DU C.I.C.R.

Lieu	Date	Nature	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées
Dezfoul	12.05.83	missile*	6	76
Andimeshk	12.05.83	missile*	24	143
Baneh	25.05.83	avions	10	75
Sardasht	07.06.83	avions	1	6
Baneh	19.06.83	avions		2
Baneh	21.06.83	avions	2	18
Piranshahr	16.07.83	avions	2	14
Piranshahr	05.08.83	avions	3	a
Ilam	08.08.83	avions	1	2
Gilâne-Gharb	10.08.83	avions	64	575
Andimeshk	13.08.83	2 missiles*	40	200
Gilâne-Gharb	14.08.83	avions	1	10
Marivan	01.09.83	avions	46	200
Andimeshk	30.09.83	missile*	26	120
Dezfoul	30.09.83	3 missiles*	64	120
Masjed Soleiman	22.10.83	3 missiles*	94	140
Dezfoul	22.10.83	missile*	22	150
Marivan	22.10.83	avions	18	30
Baneh	23.10.83	avions	13	a
Harganeh	23.10.83	avions	a	a
Bayanjan	25.10.83	avions	9	a
Behbahan	26.10.83	missile*	84	400+
Masjed Soleiman	05.11.83	missile*	19	70
Nahavand	05.11.83	avions	16	350
Andimeshk	05.11.83	missile*	13	95
Dezfoul	14.12.83	missile*	b	b
Andimeshk	14.12.83	missile*	b	b
Behbahan	14.12.83	missile*	b	b
Ramhormz	14.12.83	missile*	b	b
Nahavand	14.12.83	avions	b	b
Masjed Soleiman	25.12.83	missile*	20+	100

Sources : B5, plusieurs journaux iraniens et " press release " de la Mission permanente d'Iran auprès des Nations Unies à Genève.

- a : Bombes chimiques. Le nombre des personnes tuées ou blessées est indéterminé. La plupart des personnes blessées ont perdu la vue.

- b : Le nombre de personnes tuées ou blessées par les raids irakiens du 14.02.1983 s'élève à 330.

- \* : Missile sol-sol Scud-B ou Frog soviétiques.

du bombardement chimique du 5 août 1983 à Piranshahr. Trois jours plus tard, j'ai pu personnellement me rendre dans le même hôpital avec mes collègues. Un des blessés, couvert d'ulcères, nous raconta :

– « un avion irakien avait lancé une bombe ; une fumée foncée s'était élevée, accompagnée d'une odeur forte d'un gaz nauséabond, et s'était répandue dans une vaste région ; une poudre noire avait tout recouvert. Nous avons senti, l'un après l'autre, une brûlure dans les pieds, les testicules, les yeux et les épaules. Certains ont perdu la vue ».

Il nous a précisé que, trois semaines après le bombardement, les blessures continuaient à le faire souffrir beaucoup.

Monsieur Saddam Hussein n'aurait jamais osé lancer ses bombes chimiques si le cri des organisations internationales n'avait pas été étouffé par les mêmes mains qui, généreusement, continuent à garnir l'arsenal de Bagdad.

Ni l'utilisation de gaz chimiques par l'armée irakienne, ni la multiplication des raids aériens et les lancements des missiles SCUD-B et FROG soviétiques sur les populations iraniennes ne pouvaient facilement faire reprendre conscience aux deux yeux et aux deux mains – l'Est et l'Ouest – de la mère de ce dangereux enfant ; d'où le silence troublant des organisations internationales. Pas un seul mot n'a pu sortir de leur bouche, après le bombardement chimique du 5 août 1983 à Piranshahr. C'est la raison pour laquelle Monsieur Saddam Hussein a pu récidiver tranquillement le 22 octobre 1983 à Marivan, le lendemain à Hargane et à Bademgan et deux jours plus tard à Bayanjan...

Sur sa lancée, encouragé par le double silence des médias et des organisations humanitaires, le Chef de l'Etat irakien ne pouvait plus s'arrêter. Le lendemain, soit le 26 octobre, un de ses missiles sol-sol SCUD-B tomba aveuglément sur une des trois écoles d'un quartier de la ville de Behbahan, située à l'est du Khouzistan, à 300 kilomètres de la zone des combats ! C'est une grande cité de 90 000 habitants.

Le missile sol-sol tomba à 17 h 10, quelques minutes à peine avant la fin des cours. En une fraction de seconde, les murs, les toits, les tables, les tableaux, les cartables, les livres, les cahiers, 80 élèves et 4 professeurs se transformèrent en un amas de décombres. Les deux autres écoles voisines n'avaient été, heureusement, qu'endommagées.

Le nombre total des blessés, élèves et professeurs, dépassa les 400. Presque aussitôt des parents et des amis des enfants se jetèrent sur les amas de ferraille et les tas de pierres et de sable pour tenter de sauver les innocentes victimes.

Des mères, sous l'effet du choc, dans l'incapacité de soulever les grosses pierres, ne purent que les griffer avec leurs ongles et leurs dents !

Devant les hôpitaux et les cliniques de la ville, les queues n'arrêtaient pas de s'allonger au fil de la nuit. Les parents attendaient, angoissés, des nouvelles des enfants que les ambulances avaient transportés. Alors qu'à l'intérieur, des dizaines de jeunes mutilés aux bras ou aux jambes se succédaient sur les tables d'opération.

Malgré ce carnage inouï, « la règle du silence » (30) du Comité International de la Croix-Rouge et des Nations Unies ne fut pas brisée !

La conscience de la mère ne pouvait malheureusement pas se manifester aussi facilement que la première fois. L'enfant gâté, les mains pleines de gadgets sophistiqués, ne pouvait que continuer ses forfaits. C'est seulement après huit autres carnages du même type que le miracle se produisit !

Le 15 décembre 1983, un communiqué du C.I.C.R. tomba, rappelant qu'il « a encore une fois pris note des bombardements des villes iraniennes, que les autorités irakiennes justifient comme représailles... Devant l'accroissement de ces actes, quel que soit leur contexte, le C.I.C.R. insiste que les civils ne doivent pas faire l'objet d'attaques, ni de représailles » (31).

En d'autres termes, la mère, grondant à mi-voix (l'O.N.U. restant toujours muette) son enfant gâté : « Je t'ai vu encore une fois faire de grosses bêtises. Tu vas t'arrêter maintenant, n'est-ce pas ? »

Va-t-il arrêter pour autant ? Pas du tout, si on ne lui retire pas ses joujoux, ou à la rigueur, si on ne le menace pas de les lui retirer s'il recommence. Mais se contenter seulement de gronder un enfant récidiviste, ce n'est souvent pas suffisant, et encore moins s'il s'agit d'un enfant gâté, à qui on continue de remplir les bras de toutes sortes de choses ne pouvant servir qu'au même type de bêtises !

Monsieur Saddam Hussein le confirma d'une façon éclatante, puisque, dix jours après le communiqué du C.I.C.R., soit le jour de Noël, un missile SCUD-B, arrivant à grande vitesse du territoire irakien, s'écrasa à 17 h 40 sur un quartier résidentiel de la ville iranienne de Masjed-Soleiman, située à 120 kilomètres de la frontière, rasant des dizaines de maisons, tuant une vingtaine de personnes et blessant, à des degrés divers, une centaine d'innocents.

Ce n'est vraiment pas étonnant, puisque, cinq jours plus tôt, soit les 19 et 20 décembre, Monsieur Rumsfeld, représentant personnel de Monsieur Ronald Reagan était à Bagdad, et certainement pas dans le but de freiner l'appétit criminel de Monsieur Saddam Hussein, mais bien plutôt le contraire, en ce temps-là le bruit courut que les relations diplomatiques entre Washington et Bagdad allaient être rétablies, parce que le Chef de l'Etat irakien n'était plus considéré comme terroriste ! En effet, une année plus tard, les relations diplomatiques furent effectivement rétablies.

D'autre part, exactement un mois plus tard, soit le 25 janvier 1984, ce fut le tour des Soviétiques, qui se manifestèrent, non pas pour désapprouver l'odieuse utilisation faite de leurs missiles SCUD-B et FROG par les troupes de Bagdad, ni pour manifester leur colère au Chef de l'Etat irakien, qui, maintenant ouvertement, tend les bras aux Américains, malgré le Traité d'Amitié irako-soviétique qui les lie, mais bien pour annoncer la livraison de nouveaux missiles d'un type plus sophistiqué à leur protégé !

(30) *Press release* 23/83. Mission permanente auprès des Nations Unies. République Islamique d'Iran. Genève. 15.12.1983.

(31) *Press release* 1479. International Committee of the Red Cross (C.I.C.R.), Geneva. 15.12.1983. (Traduit de l'anglais par l'auteur).

La comédie de l'Est ennemi de l'Ouest est pour une fois démasquée ; Russes et Américains, main dans la main, se précipitent à la porte de Bagdad, apportant des gadgets meurtriers à l'enfant gâté !

L'Est et l'Ouest ne sont que les deux faces d'une même médaille. Ce ne sont que deux idéologies au service d'un même et unique système, qui est la mère de l'enfant gâté.

En d'autres termes, ce système est un arbre à deux branches mères, Est et Ouest, mais extraordinairement riche en branchettes.

La Révolution Islamique iranienne paraît être, dans ces conditions, un deuxième arbre qui a l'air de pousser sur un terrain où il n'y a pas assez de place pour deux ; d'où l'entente tacite des Soviëto-Américains ; d'où le balbutiement des médias ; d'où les réactions étouffées des organisations internationales... !

Quel va être l'avenir des Iraniens ?

Les nouveaux missiles soviétiques livrés à l'Irak à fin janvier 84, des SS-21 (à charge classique), dont le poids est de 8 800 kg et la portée de 800 kilomètres (trois fois plus que les SCUD-B), nous promettent en attendant beaucoup de destructions, de nombreux morts et blessés, dans des villes très lointaines, telles Shiraz, Ispahan, Qom, Tabriz et, pourquoi pas, Téhéran.

La seule question à laquelle on n'aime guère penser et qui est pourtant dans la droite ligne de la logique froidement appliquée envers les Iraniens par les puissants de la planète de notre époque, est : risqué-t-on de revivre un Hiroshima iranien ?

Le comportement des Soviëto-Américains nous le promet en tout cas largement, à moins qu'un miracle, et c'est très probable, du type « chute du Chah d'Iran » ou « fiasco américain à Tabas » ou encore « libération de Khorramshahr » se manifeste d'une façon imprévue et éclatante !

## CHAPITRE TROISIÈME

# LA LOGIQUE IRANIENNE

### La réaction à la cruauté

Il serait intéressant de voir quel a été le comportement des Iraniens envers les habitants des villes et villages irakiens, pour donner aux destructions et aux carnages commis par Monsieur Saddam Hussein envers les populations irakiennes, les proportions qu'ils méritent.

Dans ce paragraphe, le rapport du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 20 juin 1983 est le seul document-témoin. La mission des Nations Unies a commencé sa tournée en Irak deux jours après celle effectuée en Iran, soit à fin mai 1983.

L'analyse de ce rapport va également nous permettre de mesurer le « fanatisme » des Iraniens et la « terreur » de leur Révolution Islamique que les mass-médias n'arrêtent pas de nous chanter depuis six ans, à longueur de journée.

On devrait logiquement s'attendre à un ravage des villes et villages irakiens pour une raison toute simple : seule la guerre peut refléter la vraie valeur de l'homme.

En effet, l'histoire de l'humanité regorge d'honnêtes gens en temps de paix, qui se transforment en tueurs professionnels et en violeurs en puissance dès que les canons de la guerre retentissent. Par contre, aucune trace n'existe de l'homme sauvage en temps de paix, qui se transforme en cœur noble pendant la guerre !

Dans notre cas précis, les révolutionnaires islamiques iraniens, présentés souvent comme des « fanatiques, obscurantistes, sauvages, rétrogrades... » par de nombreux Maîtres-penseurs de l'Est et de l'Ouest réunis, devraient logiquement nous réserver des scènes d'horreur indescriptibles, sans commune mesure en tout cas avec ceux commis par l'homme du « progrès », Monsieur Saddam Hussein !

Nous allons par conséquent passer en revue les sept villes irakiennes visitées par les délégués des Nations Unies (voir carte VII), en relevant tous les détails de leur rapport pour que le lecteur puisse parfaitement juger.

ZURBATIYAH

Cette ville est située à environ 9 km de la frontière. Sa population comptait

11 000 habitants avant la guerre ; elle avait été évacuée complètement en juillet 1982.

En tout et pour tout, la mission a inspecté deux maisons modérément endommagées par des fragments d'obus, une troisième maison, située à la lisière qui avait reçu un tir direct de roquette, et une mosquée ayant de légères marques provenant de l'explosion d'un obus. (1)

Les autorités irakiennes signalèrent à la mission que la ville avait reçu un obus la veille, mais à leur arrivée, pour les besoins de l'enquête, ils demandèrent à voir l'obus et l'impact : la réponse fut : « Il n'a pas été localisé, puisque c'était dans la palmeraie » (2) !

Par ailleurs, les autorités irakiennes ont prétendu que « 25 % de la ville avaient été endommagés » (2), mais de « ses observations, la mission estime que la totalité des dommages subis par la ville se situe autour de 5 % » (2).

En somme, dans toute la ville, pourtant située en pleine zone de combats, il n'y a eu que des dommages légers !

#### MANDALI

Cette ville est située à 7 kilomètres de la frontière. Sa population était de 14 000 habitants, partiellement évacués « à cause de sa proximité de la frontière » (3).

La mission a inspecté une école qui avait reçu deux tirs directs de roquettes : un bâtiment qui avait été endommagé, et une maison située à la lisière qui avait été détruite par une bombe aérienne (3). C'était tout.

Encore une fois, les autorités irakiennes avaient prétendu que « 10 % de la ville avaient été détruits » (3), alors que la mission « n'avait vu aucun quartier de la ville sérieusement endommagé » (3), pourtant elle est située également en pleine zone de combats.

D'autre part, « la mission évalue l'étendue du dommage à moins de 10 % » (3). Par conséquent, l'évaluation aussi bien que la définition des dégâts données par les autorités irakiennes sont fausses.

#### KHANAQIN

Encore une ville située en pleine zone de combats, à 8 kilomètres de la frontière : sa population était de 52 000 habitants. Quelques quartiers furent évacués.

- La mission a inspecté une école, un super-marché et un quartier résidentiel :
- La cour de l'école avait reçu deux obus, dont plusieurs fragments avaient brisé les vitres et pénétré dans deux salles de classe (4).
  - Il y avait un impact à l'extérieur de l'entrée du super-marché, dont les fragments s'étaient éparpillés sur la façade (4).
  - Dans le quartier résidentiel, quatre maisons avaient été sérieusement en-

(1) p. 19. B19.

(2) p. 19. B19. Traduit de l'anglais par l'auteur.

(3) p. 20. B19.

(4) p. 21. B19.

dommagées, deux autres légèrement endommagées. Dans cette zone, un certain nombre de positions militaires étaient visibles (4).

Par conséquent, d'après les lois internationales, la responsabilité des dégâts subis par les six maisons incombe aux autorités irakiennes, puisqu'elles sont situées dans leur zone de tirs.

Les autorités irakiennes ont évalué le total des dommages subis dans la ville à 4 % : c'est aussi, pour la première fois, l'avis de la mission. Faut-il préciser au lecteur, pour la clarté de la comparaison, que toutes les évaluations des autorités iraniennes ont été jugées par la mission « raisonnables » ou « plausibles ».

#### KIRKOUK

Cette ville est située à 70 kilomètres de la zone des combats. Sa population, au nombre de 200 000 habitants avant la guerre, « reste toujours au même niveau » (5).

La mission a inspecté cinq quartiers de la ville :

- Dans le premier, une maison avait été détruite, située à environ 200 m d'une zone de stockage de pétrole, dont quatre des sept réservoirs avaient été détruits (6).
- Dans le deuxième quartier, une maison avait été détruite et deux autres bâtiments endommagés (6).
- Dans le troisième quartier, une maison de santé avait été détruite et quelques maisons endommagées (6).
- Dans le quatrième quartier, deux maisons avaient été détruites (6).
- Dans le cinquième quartier, une zone commerciale de 75 × 75 m avait été détruite, par des tirs de roquettes, qui, d'après les autorités irakiennes, avaient causé la mort de 12 personnes et blessé 53 autres. Par ailleurs, la façade d'une mosquée à proximité avait été légèrement endommagée (6).

Les Iraniens, par leurs bombardements, visaient certainement les réservoirs de pétrole, puisque « les distances entre les cinq quartiers sont en moyenne de 1 kilomètre » (6). D'autre part, « tous ces dégâts étaient survenus entre le 25 septembre et le 8 octobre 1980 » (6), soit dans les quinze premiers jours de la guerre. Ceci nous confirme le fait que les Iraniens n'avaient pas bombardé dans le but de tuer aveuglément.

L'objectif visé était une source d'énergie, donc militaire ; leur mission était accomplie par la destruction des quatre réservoirs de pétrole et l'endommagement certain des trois autres ; c'est la raison pour laquelle ils n'y sont plus jamais retournés.

#### AZ-ZUBAYR

Cette ville est située à 40 kilomètres de la frontière, sa population étant au nombre de 112 000 habitants.

(5) idem

(6) p. 22, B19.

Ici aussi, la mission a inspecté cinq quartiers :

- Dans le premier, un obus était tombé le 24 octobre 1982 dans la rue causant la mort de 9 personnes et blessant 34 autres ; des marques étaient visibles sur les murs et sur un poteau métallique (7).
- Dans le deuxième quartier, le même jour, un obus était tombé également dans une rue, sans provoquer de perte (7).
- Dans le troisième quartier, une demeure avait été endommagée par un obus d'artillerie tombé le 18 avril 1983, causant la mort de 2 personnes et blessant 4 enfants (7).
- Dans le quatrième quartier, situé à la lisière, une station de benzine avait été touchée et un réservoir endommagé, le 28 mars 1983, sans provoquer de pertes en vies humaines (7).
- Dans un cinquième quartier résidentiel, une maison avait été partiellement détruite le 18 avril 1983, sans provoquer de pertes en vies humaines (7).

Bien que située à portée des tirs de l'artillerie iranienne, d'après son inspection, la mission est d'opinion que la ville n'avait subi aucun dégât appréciable (8).

#### AL-FAW

C'est une ville située à 500 m du Chatt el-Arab, en pleine zone de combats ; sa population est passée de 42 000 habitants, avant la guerre, à 3 000 habitants. La majorité d'entre eux ont abandonné la ville d'eux-mêmes.

La mission a visité six quartiers :

- Dans le premier, une maison abandonnée, dont on avait dit qu'elle avait reçu deux jours plus tôt un obus. Un mur s'était effondré, mais aucun point d'impact de fragments d'obus n'était trouvé (9) !
- Dans le deuxième quartier, une centrale électrique et plusieurs ateliers dans le voisinage avaient été touchés le 20 mai 1983, mais la centrale était toujours en fonction (9).
- Dans le troisième quartier, huit maisons à 400 m d'un transformateur avaient été détruites lors d'un raid aérien au début de l'année 81 (9).
- Dans le quatrième quartier, près de quelques réservoirs de pétrole, huit à dix maisons préfabriquées avaient été détruites, aussi bien que la plupart des réservoirs (9).
- Dans le cinquième quartier, deux maisons étaient complètement détruites et plusieurs autres endommagées à des degrés divers, par les tirs de l'artillerie (9).
- Le sixième quartier était situé à 5 km de la ville, où des réservoirs d'eau avaient été détruits au début des hostilités (9).

Les Iraniens, encore une fois, viennent de nous prouver que même les tirs d'artillerie sont admirablement bien contrôlés, puisque « la mission est d'o-

(7) p. 23, B19.

(8) idem

(9) p. 24, B19.

pinion que les réservoirs de pétrole étaient leur objectif principal » (9). Ce n'est en tout cas pas le goût de détruire, ni celui de tuer, ni celui de terroriser qui les animent.

ABOU AL-KHASIB

Cette ville est située à 1 kilomètre du Chatt el-Arab, également en pleine zone de combats. Sa population, qui était « de 79 000 habitants avant la guerre, n'a pas varié » (10).

La mission a visité une école, qui avait été endommagée par un tir direct sur son toit, une usine d'engrais qui avait été sérieusement endommagée au début des hostilités, et la zone résidentielle de cette usine, qui avait été évacuée, et dont quatre maisons au moins étaient sérieusement endommagées (10).

L'objectif des Iraniens, encore une fois, était « principalement l'usine et des coups perdus avaient frappé d'autres places » (10).

Au terme de l'analyse, nous relevons avant de conclure deux certitudes :

Premièrement, le comportement des Iraniens envers les populations civiles irakiennes est l'opposé de celui des Irakiens envers les populations civiles iraniennes. Ces Irakiens, entre autres atrocités, bombardent systématiquement, le plus souvent aveuglément, les habitants des localités iraniennes, causant la mort de milliers de civils, blessant des dizaines de milliers d'innocents et dévastant des régions entières. Par contre, les Iraniens, d'après le rapport des Nations Unies, n'ont jamais orienté leurs canons en direction des innocents. Tous les blessés et les tués irakiens ne l'ont été que par accident, parce qu'ils habitaient soit dans la zone chaude des combats, soit à proximité d'un objectif d'importance militaire.

Deuxièmement, le tableau XVIII, bien qu'il émane de source officielle irakienne, qui, d'après le rapport des Nations Unies, a parfois tendance à empirer la réalité des dommages, fait quand même ressortir un élément important, à savoir, le nombre des victimes innocentes, pendant les trois premières années de guerre, dans les sept villes irakiennes les plus touchées, s'élève au total à 402 tués et 2 111 blessés, soit, à titre de comparaison d'une part, le nombre des personnes tuées dans les 7 villes irakiennes précitées est approximativement équivalent à celui des personnes tuées dans la seule ville irakienne de Susangerd, qui est pourtant la moins touchée par la guerre dans toute la région, d'autre part, dans la seule ville irakienne d'Abadan, il y a 3 fois plus de personnes quotidiennement blessées que dans les 7 villes irakiennes précitées. En effet, du 22 septembre 1980 au 27 mai 1983, il y a 978 jours ; une simple division nous donne une moyenne quotidienne de 2 à 3 blessés dans les 7 villes irakiennes, tandis que 6 à 7 personnes en moyenne sont blessées quotidiennement à Abadan, qui a pourtant beaucoup moins souffert, par exemple, que Khorramshar !

(10) p. 25, B19.

Les chiffres font donc clairement ressortir l'inhumanité des soldats de Monsieur Saddam Hussein, et inversement l'humanité des soldats de l'Imam Khomeyni.

Une confirmation supplémentaire nous est d'ailleurs donnée par le ministère de la Culture et de l'Information d'Irak dans son album de photos, intitulé : « Faits concernant l'agression barbare perse sur les civils et les quartiers résidentiels en Irak de septembre 1980 à mai 1981 » (11). L'analyse de cet album est très significative. En effet :

Premièrement, ce ministère cherchant à empirer la réalité a présenté dans son rapport deux fois la même photo, dans les pages 19 et 62, mais le plus significatif c'est, d'une part, la contradiction dans les dates de l'agression : la date indiquée sous la photo de la page 19 est celle du 25 septembre 1980 tandis que sous la photo de la page 62 c'est la date du 6 décembre 1980 ! et, d'autre part, la contradiction concernant les lieux de l'agression : il est indiqué que la photo de la page 19 a été prise dans la ville de Kirkouk tandis que celle de la page 62 a été prise dans la ville de Soulaïmaniya, ces deux photos sont pourtant identiques en tous points et Kirkouk est distante de 120 kilomètres de Soulaïmaniya !

S'agit-il d'une erreur ? C'est improbable, puisque dans les pages 17 et 61, on retrouve deux autres photos absolument identiques avec également le même

### TABLEAU XVIII

POPULATIONS CIVILES IRAKIENNES VICTIMES DES RAIDS ET DES TIRS D'ARTILLERIE  
IRANIENS DURANT LES 32 PREMIERS MOIS DE GUERRE  
(DE SEPTEMBRE 1980 A MAI 1983)

Lieu	Nombre d'habitants	Distance de la frontière en kilomètres	Nombre de personnes tuées	Nombre de personnes blessées
Zurbatiya	11 000	9	68	180
Mandali	14 000	7	116	800
Khanaqin	52 000	8	66	455
Kirkouk	200 000	140	30	245
Az-Zubayr	112 000	40	20	63
Al-Faw	42 000	0,5	96	236
Abou Al-Khasib	79 000	8	6	132
<b>Total</b>			<b>402</b>	<b>2 111</b>

Source : Autorités irakiennes, citées par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, B19.

(11) B24.

genre d'« erreurs » (les dates et les lieux sont respectivement les mêmes que pour les deux premières photos) !, et dans les pages 22 et 36 (en haut de la page) on retrouve, pour la troisième fois, deux autres photos représentant une même maison prise à deux distances différentes mais toujours avec le même genre d'« erreurs », on peut respectivement lire sous la première photo : « Kirkouk 25.9.1980 » et sous la seconde : « Bassorah, Nahiyat Al-Bahr 10.12.1980 », ces deux villes sont pourtant séparées d'une distance d'environ 700 kilomètres !

Deuxièmement, il y a dans cet album au total 89 photos, dont :

- 52 photos, qui sont datées du 23 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1980, représentant donc des agressions iraniennes durant les dix premiers jours de la guerre.
- 9 photos, qui sont datées 14 et 15 octobre 1980.
- 12 photos, non datées, prises dans la ville de Khanaqin, qui est située en pleine zone de combats ; il est par conséquent très probable que ces photos concernent des agressions iraniennes ayant eu lieu également au cours des premiers jours de la guerre.

Sur un total de 86 photos (les trois photos répétées, dont il a été question précédemment, ont été éliminées), il y a donc 73 photos représentant les conséquences des agressions iraniennes durant approximativement les trois premières semaines de la guerre.

En d'autres termes, de la mi-octobre 1980 à fin mai 1981, les Irakiens n'ont trouvé que 13 photos « significatives » prouvant la « barbarie » des Iraniens.

Troisièmement, les 13 photos de l'album, qui sont datées après le 15 octobre 1980, représentent les vues suivantes :

- A la page 21, une pièce à moitié détruite, d'une maison de Kirkouk.
- A la page 35, un petit autobus d'une dizaine de places, très endommagé à Bassorah.
- A la page 35, un petit trou dans le mur d'un édifice, à Bassorah.
- A la page 36, un édifice détruit à Bassorah.
- A la page 52, un jeune de 12 à 14 ans, qui avait été blessé le 24.11.1980 à Neneva.
- A la page 53, une voiture de tourisme détruite, à Neneva ; et une deuxième photo représentant une pièce détruite, d'une maison de Neneva.
- A la page 54, un grand trou dans le mur d'un édifice, dont le toit est légèrement grignoté, à Neneva ; et une deuxième photo, représentant probablement le même lieu, mais prise de l'intérieur.
- A la page 61, un autobus endommagé, à Panjwin.
- Dans les pages 62 et 63, trois photos, très probablement d'un même lieu, qui a été photographié sous trois angles différents, représentant un ou deux édifices détruits, à Soulaïmaniya.

Par conséquent, aucune comparaison n'est possible entre les villes et villages iraniens ravagés et rasés par les troupes de Saddam Hussein et les quelques dommages et destructions en Irak qui sont dus, pour la plupart, très certainement à des obus perdus de l'artillerie iranienne.

Quatrièmement, les 73 photos des trois premières semaines de la guerre peuvent être classées comme suit :

- 35 photos, qui représentent des blessés, dont on peut voir, sur 4 photos, des personnes assises, probablement légèrement blessées, et sur 9 photos, des personnes allongées et ayant l'air parfaitement conscientes ; sur les 22 photos restantes, on peut voir des personnes blessées à des degrés divers, dont deux photos très émouvantes, la première représente une fille mutilée à la main droite (page 48, datée du 25.9.1980, soit le quatrième jour de la guerre) et la seconde photo représente un très jeune enfant (de 4 à 5 ans) mutilé au bras droit (page 51, datée du 25.9.1980) ; il n'y a pas d'ailleurs d'autre photo dans l'album représentant des personnes mutilées.

D'autre part, sur ces 35 photos, il y en a 24 qui représentent des personnes blessées au cours des quatre premiers jours de la guerre (dont deux photos de Khanaqin non datées), et 10 autres photos qui représentent des personnes blessées au cours des six jours suivants.

- 8 photos (pages 56 à 59) représentent des personnes qui avaient été tuées à Al-Ramadi le 15.10.1980.
- 1 photo, à la page 9, représente une voiture de tourisme détruite.
- 1 photo, à la page 27, représente des bombes Cluster, qui avaient été utilisées, prétend-on, par les Iraniens, mais, d'après le rapport des Nations Unies (12), ce sont plutôt les Irakiens qui avaient largement utilisé ces bombes, en violation des lois internationales, dans leurs raids aériens contre l'Iran.
- 1 photo, à la page 52, représente un trou dans le toit d'un édifice.
- 17 photos (dans les pages 3, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 27, 28, 31) représentent des dommages et des destructions, qui ont été causés par les raids et les tirs d'artillerie iraniens des quatre premiers jours de la guerre.
- 10 photos représentent des dommages et des destructions dans la ville de Khanaqin, qui, nous le répétons, ont certainement eu lieu aussi dans les tout premiers jours de la guerre.

Par conséquent, si on excluait toutes les photos concernant les dix premiers jours de la guerre, d'une part, à cause des réactions de tout agressé, qui sont souvent difficilement contrôlables au début d'un conflit, c'est la raison pour laquelle elles sont compréhensibles, voire admissibles, conformément au principe de la légitime défense, d'autre part, à cause de l'ordre lancé, au début du mois d'octobre 1980, par l'Imam Khomeyni à ses troupes, leur demandant d'épargner les civils en Irak et même de renoncer, en cas de doute, au bombardement d'un objectif quoique puisse être son importance, la question qui se pose : Que resterait-il, dans ces conditions, dans l'album du ministère irakien de la Culture et de l'Information, pour prouver la « barbarie » des Iraniens ?

Du 2 octobre 1980 au 31 mai 1981, soit pendant 242 jours de guerre, la liste

des crimes les plus odieux commis par les Iraniens, d'après l'album des autorités irakiennes, s'établit comme suit :

- Les huit photos représentant des personnes, tuées le quatorzième jour (13) (pages 56 à 59).
- 2 photos représentant chacune une personne, toutes deux ont été moyennement blessées respectivement le treizième et le cinquante-quatrième jour (la photo précitée de la page 52 et une deuxième photo, à la page 10, datée du 14.10.1980 à Bagdad).
- Les deux photos représentant chacune une pièce détruite d'une maison (pages 21 et 53).
- Les quatre photos représentant chacune un édifice détruit, dont trois photos concernant le même lieu (pages 36, 62 et 63).
- Les deux photos représentant chacune un autobus (pages 35 et 61).
- Les deux photos représentant chacune une voiture de tourisme (pages 9 et 53).
- Les trois photos représentant chacune un trou dans un mur (une photo à la page 35 et deux photos à la page 54.)
- La photo représentant un trou dans le toit d'un édifice (page 52).
- La photo qui représente les dangereuses bombes Cluster, dont on se demande ce qu'elle fait dans l'album irakien !

Par ailleurs, il est également très significatif de constater, d'une part, que le ministère irakien de la Culture et de l'Information reconnaît implicitement que la guerre a commencé le 22 septembre, conformément à la thèse iranienne, puisqu'il n'y a dans son album aucune photo datée antérieurement à la date du 23 septembre 1980, et que, d'autre part, ce ministère (de l'information !) confirme que la riposte des Iraniens, à l'agression irakienne du 22 septembre, n'a commencé que le lendemain.

Nous concluons en soulignant que l'humanité sans précédent dans les guerres des Temps Modernes, dont font preuve les soldats de la Révolution Islamique iranienne, à nos jours, au cours du conflit qui les oppose aux baathistes de Bagdad, constitue la preuve manifeste de l'islamisme de cette Révolution et démasque les calomnies que l'Est et l'Ouest réunis ont tissé autour, à la fois, de sa nature et de la personne de son Guide, l'Imam Khomeyni.

## La légendaire prudence

Parmi les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, le Comité International de la Croix-Rouge est l'un de ceux à qui on a le moins de reproches à faire, malgré le fait que la lecture de son mémorandum (14) concernant le conflit qui oppose l'Irak à l'Iran soulève quelques remarques :

(13) En commençant à compter à partir du 2 octobre 1980.

(14) B20.

Premièrement, au sujet de l'enregistrement des prisonniers de guerre iraniens, le C.I.C.R. relève que « d'une manière générale, les prisonniers de guerre sont actuellement enregistrés dans des délais conformes aux prescriptions de la convention » (15), alors que l'enregistrement des prisonniers de guerre irakiens a connu « une dégradation progressive dès le mois de mai 1982 » (16).

Etant donné que le C.I.C.R. « a pu établir avec certitude que de nombreux prisonniers de guerre iraniens lui ont été délibérément cachés dès le début du conflit » et que « ces prisonniers sont incarcérés (en Irak) dans des lieux de détention auxquels le C.I.C.R. n'a jamais eu accès » (17), comment donc peut-on parler, dans ces conditions, « d'enregistrement (en Irak) dans des délais conformes aux prescriptions de la convention » ?

C'est d'autant plus étonnant de constater :

- Premièrement, que les délégués du C.I.C.R. n'ont eu accès aux camps de prisonniers de guerre Mossoul II et III, en Irak, qu'en octobre 1982, après deux années de guerre, pourtant la majorité des Iraniens ont été faits prisonniers dès le début du conflit !
- Deuxièmement, le C.I.C.R. a fait état de la disparition de 10 prisonniers iraniens (18) du camp Mossoul I, en d'autres termes, ils ont été tués, pourtant enregistrés par le C.I.C.R....

Il faut également ajouter que 13 autres Iraniens ont certainement subi le même sort (19).

Les questions qui viennent à l'esprit : Qu'en était-il alors, durant les deux premières années du conflit, de leurs camarades des camps Mossoul II et III ? Qu'en est-il encore des milliers d'autres prisonniers iraniens toujours cachés ?

Par contre, les Iraniens ont permis au C.I.C.R., dès le début du conflit, de « mener à bien » (20) l'enregistrement des prisonniers irakiens. Cette opération, à partir du mois de mai 1982, il est vrai, a connu une « dégradation », mais pour une raison évidente : des milliers de prisonniers ont refusé sa protection.

Pourquoi plusieurs milliers de prisonniers irakiens ont-ils refusé la protection du C.I.C.R. ?

Puisqu'ils se sont rendus en masse, le plus souvent sans tirer la moindre cartouche ; ils ont eux-mêmes décidé de ne pas communiquer leurs noms pour ne pas exposer leurs proches, en Irak, aux repréailles de Monsieur Saddam Hussein.

D'ailleurs, les délégués du C.I.C.R. en Iran, dans leur rapport du 18 juin 1983 l'ont rappelé en ces termes : « Les délégués ont pu s'entretenir avec

(15) p. 3, B20.

(16) p. 1, B20.

(17) p. 4, B20.

(18) lettre. AEK-bbo N° 985, C.I.C.R., 17 avril 1982.

(19) Rapport du C.I.C.R. sur la sixième visite du camp Mossoul I en Irak du 30 avril 1981.

(20) p. 1, B20.

certains prisonniers de guerre, ayant refusé de remplir une c.c (carte de capture). D'aucuns ont changé d'avis » (21).

Deuxièmement, au sujet de l'échange de correspondance entre les prisonniers de guerre et leurs familles en Irak, le C.I.C.R. note qu'après « quelques difficultés initiales, l'échange de messages entre les prisonniers et leurs familles fonctionne depuis plusieurs mois de manière satisfaisante » (22), alors qu'en Iran « les retards considérables et les blocages qui empêchent l'acheminement rapide de la correspondance, accroissent encore l'inquiétude des familles et le désarroi des prisonniers » (23).

Lors de leur visite au camp Mossoul I, en Irak, au mois d'octobre 1982, les délégués du C.I.C.R. ont découvert une montagne de lettres, « à peu près 50 000 lettres censurées » (24) par les autorités irakiennes ! Ce qui fait « environ 10 lettres par prisonnier iranien » (24).

Le C.I.C.R., sept mois à peine après cette découverte, faisant preuve d'une grande compréhension, a jugé le comportement des autorités irakiennes, comme étant dû à « quelques difficultés initiales ».

Logiquement, on devrait s'attendre, de la part du C.I.C.R., à une bien meilleure appréciation face au comportement des autorités iraniennes envers le courrier d'environ 45 000 Irakiens faits prisonniers essentiellement entre avril et octobre 1982. Ce n'est malheureusement pas le cas, puisque, face aux autorités iraniennes, le C.I.C.R. ne semble pas avoir la même patience que celle dont il a fait preuve avec les autorités irakiennes, à qui, pourtant, il a fallu plus de 25 mois pour canaliser le courrier de seulement 5 000 prisonniers ! En d'autres termes, le C.I.C.R., pour ne pas violer sa neutralité, aurait dû avoir la patience avec les autorités iraniennes pendant au moins 25 mois, sinon plus (25), avant de manifester ses inquiétudes.

D'autre part, le Gouvernement de la République Islamique d'Iran a offert, en 1982, la possibilité de rendre visite aux prisonniers irakiens à tous les membres de leurs familles. Le régime de Bagdad a refusé catégoriquement, certainement par peur des répercussions possibles du contact d'une cinquantaine de milliers de familles avec les réalités de l'Iran islamique. Et à l'occasion de la Fête Internationale du Travail, le 1<sup>er</sup> mai 1983, il a renouvelé cette invitation à toutes les familles de prisonniers irakiens, tout en leur garantissant que les visas d'entrée en Iran ne seraient pas enregistrés dans leurs passeports, pour leur éviter les repréailles de Monsieur Saddam Hussein. Ce geste est assez significatif en lui-même, et le moins qu'on puisse dire est que le C.I.C.R. n'avait plus de raison de s'inquiéter pour les familles des prisonniers irakiens.

Troisièmement, concernant les visites aux camps de prisonniers de guerre en Iran, le C.I.C.R. note que « le fait que des catégories spécifiques de pri-

(21) Rapport. JPF/Fc n° 1905. C.I.C.R., Téhéran, 18 juin 1983.

(22) p. 4, B20.

(23) p. 1, B20.

(24) Visites au camp Mossoul I des 13, 14 et 15 octobre 1982. C.I.C.R.

(25) Si pour canaliser le courrier de 5 000 prisonniers de guerre, il a fallu 25 mois aux autorités irakiennes ; celui de 45 000 prisonniers lui faudrait 225 mois, soit 18 ans et 9 mois, pour être canalisé !

sonniers de guerre lui sont systématiquement soustraites – officiers supérieurs, étrangers enrôlés dans l'armée irakienne –, inspirent au C.I.C.R. la plus grande inquiétude sur le sort que connaissent ces prisonniers » (26).

Cette inquiétude du C.I.C.R. n'est absolument pas justifiée, pour deux raisons :

La première raison est que les officiers supérieurs dont il est question font partie des milliers de prisonniers irakiens qui ont refusé la protection du C.I.C.R., puisque ce sont eux qui ont donné l'ordre à leurs soldats de se rendre en masse, plutôt que de se battre contre leurs frères iraniens.

J'ai personnellement eu le privilège de me réunir avec une vingtaine d'officiers irakiens (27), le 20 décembre 1983, à Téhéran, en marge de la Conférence Internationale, sur « les crimes de Saddam », organisée par le Conseil Suprême de la Révolution Islamique en Irak. Tous m'ont assuré que leur décision de se rendre à la première occasion était prise pratiquement depuis le début du conflit, parce qu'ils étaient parfaitement conscients, m'ont-ils dit, « de se battre par procuration au nom d'intérêts étrangers à la région ». Certains, avant de se rendre, ont même retourné leurs armes contre des éléments des services secrets baathistes de Bagdad, qui n'étaient envoyés au front que pour les espionner.

Ces officiers qui refusent la protection du C.I.C.R., et c'est compréhensible, sont en outre les principaux animateurs dans les camps de prisonniers de guerre de Takhti et d'El-Hechmatiya, en Iran. Ils donnent des cours à tous les niveaux, de l'alphabétisation à la spécialisation dans plusieurs domaines, à des milliers de compatriotes, prisonniers comme eux. Ils ont, par ailleurs, mis sur pied des groupes de théâtre et de chant, des équipes sportives, et ils ont fondé un magazine.

Se considèrent-ils comme prisonniers en Iran ? Leur réponse fut : « Absolument pas. Nous sommes des invités de la Révolution Islamique iranienne ». Toutefois, l'un d'eux a précisé : « Je ne me considère ici ni comme un prisonnier, ni comme un invité mais plutôt comme un étudiant en séjour heureux en Iran pour me former dans les sciences islamiques que Saddam Hussein nous refuse en Irak ».

Tous ces officiers s'impatientent de retourner au front, m'ont-ils précisé : « Pour combattre aux côtés de nos frères iraniens ».

D'ailleurs, ils ont présenté, au mois de novembre 1983, des milliers de signatures de leurs compatriotes à l'Imam Khomeyni, le suppliant de leur permettre de combattre les troupes baathistes de Bagdad.

Pour signer, la plupart des prisonniers irakiens ont préféré leur propre sang à l'encre. Ils ont ainsi coupé leurs doigts, mais leurs signatures n'ont quand même pas influencé la décision de l'Imam. Son refus est catégorique pour le moment.

A la question : Pourquoi avez-vous refusé la protection du C.I.C.R. ? Leur

(26) p. 2, B20.

(27) L'auteur ne peut pas, pour des raisons de sécurité compréhensibles, divulguer les noms de ces officiers.

réponse fut : « Les représailles garanties du terroriste Saddam Hussein contre nos parents, femmes et enfants et également contre nos amis, sont la principale raison. Quotidiennement, des soldats et officiers sont exécutés en Irak parce qu'ils sont soupçonnés de manque de motivation pour la guerre..., des familles entières sont terrorisées par les services secrets du régime baathiste parce que l'un des leurs est soupçonné de s'être livré aux Iraniens sans avoir défendu la patrie... ».

La deuxième raison, concernant les étrangers enrôlés dans l'armée irakienne ; le C.I.C.R. aurait dû préciser qu'ils doivent être considérés comme des mercenaires, puisque leurs pays d'origine n'ont pas encore déclaré officiellement la guerre à l'Iran ; il aurait dû signaler également que beaucoup d'entre eux sont des immigrés en Irak qui ont été enrôlés de force par le régime de Bagdad. Ceci dit, bien que leur statut devrait être celui des mercenaires, ils sont traités en Iran comme des prisonniers de guerre, ce que, personnellement, je n'ai malheureusement pas eu le temps de vérifier ; cependant, des personnes dignes de foi ont eu cette chance et ont pu me le confirmer.

Le plus troublant est que le sort des étrangers enrôlés dans l'armée irakienne « inspire au C.I.C.R. la plus grande inquiétude » tandis que celui de nombreux prisonniers de guerre iraniens qu'il a pourtant « pu établir avec certitude qu'ils lui ont été délibérément cachés dès le début du conflit » (28), ne l'inquiète pas. En effet, encore une fois, le C.I.C.R., faisant preuve d'une grande patience envers les autorités irakiennes, déclare : « le problème des prisonniers cachés n'a pas trouvé de réponse acceptable » (28). Combien d'années le C.I.C.R. va-t-il encore attendre pour se remettre à l'évidence !?

Les prisonniers cachés sont en fait des gardiens de la Révolution Islamique iranienne, qui très probablement ont été exécutés de sang-froid, puisqu'un ordre officiel a été donné aux militaires irakiens de considérer ces gardiens comme des criminels de guerre et de les abattre sur-le-champ (29).

Quatrièmement, concernant le traitement des prisonniers de guerre, le C.I.C.R. relève qu'en Iran « les prisonniers de guerre irakiens sont soumis dès leur capture à diverses formes de pressions idéologiques et politiques – intimidations, atteinte à l'honneur, participation forcée à des manifestations de masse conspuant le Gouvernement et les autorités irakiennes –, qui constituent une atteinte grave à leur intégrité psychique et à leur dignité morale » (30).

D'abord, je fais remarquer que, d'après le docteur Firouzabadi, de la Société iranienne du Croissant-Rouge (équivalent de la Croix-Rouge, dans les pays musulmans), le traitement des prisonniers de guerre en Iran et les services des institutions de la République Islamique d'Iran à leur égard sont supérieurs au minimum exigé d'après les clauses de la Convention de Genève » (31).

(28) p. 4, B20.

(29) Circulaire n° 12724. Général Staff of Iraki armed forces. Bagdad, 11.10.1980.

(30) p. 3, B20.

(31) Lettre n° 117-9-1292. Mission permanente de la République Islamique d'Iran auprès des Nations Unies. Genève, 30.7.1982.

D'autre part, j'ai personnellement visité trois camps de prisonniers de guerre irakiens, en Iran, respectivement aux mois de février, août et décembre 1983. J'ai pu filmer, enregistrer et discuter avec les prisonniers de mon choix. Le correspondant de l'A.F.P. à Téhéran a pu le constater au cours de la dernière visite, dans le cadre de la mission d'enquête du Tribunal Islamique International. Je lui a même servi d'interprète pour interroger un prisonnier de guerre.

Ce que le C.I.C.R. appelle « pressions » n'est en réalité qu'un extraordinaire soulagement. Ces prisonniers ont pu, en Iran, avoir accès au savoir islamique, que le régime baathiste de Bagdad, effectivement, leur refuse : ils disposent dans leurs camps de centaines de livres sur l'Islam, la plupart rédigés par d'éminents savants irakiens, tel Mohammed Baker el-Sadr.

Ces prisonniers font un retour en force vers l'Islam, qu'ils manifestent aux cris d'« Allahou Akbar. Mort à Saddam. Ni Est, ni Ouest. République Islamique en Irak. Nous voulons nous battre contre le régime de Bagdad », en présence de tous ceux qui leur rendent visite.

Je m'adresse aux délégués du C.I.C.R., qui est pourtant connu pour sa légendaire prudence, pour leur demander :

- Sachant que des milliers de prisonniers irakiens ont refusé votre protection, ce que vous avez d'ailleurs reconnu (32), comment donc êtes-vous étonnés par ce phénomène ?
- Comment osez-vous parler de « participation forcée », alors que les cris des prisonniers, les bras levés au ciel, ainsi que l'expression de leurs visages, bref toute l'ambiance, ne devraient laisser planer aucun doute sur leur sincérité ?
- Est-il permis d'avoir le moindre doute, maintenant que des milliers d'entre eux ont signé avec le sang de leurs doigts une pétition adressée à l'Imam Khomeyni, le suppliant de leur permettre de participer aux combats aux côtés de leurs frères iraniens ?

« Les pressions et la participation forcée » quelle que soit leur nature, ne pourraient absolument jamais aboutir au phénomène que j'ai pu constater de mes propres yeux et partager à trois reprises, et qui, parce que je suis musulman, ne m'étonne pas du tout.

Un être humain qui s'« islamise », par définition même se transforme. Sa transformation se manifeste très souvent par un grand changement dans ses pensées, ses sentiments et son comportement ; par contre, toute tentative pour « désislamiser » un vrai musulman est d'avance vouée à l'échec. C'est la raison pour laquelle, d'après le C.I.C.R., dans les camps de prisonniers de guerre en Irak, « des mauvais traitements ont été fréquemment constatés et des désordres ont à trois reprises au moins, été réprimés brutalement, entraînant dans l'un des cas la mort de deux prisonniers de guerre iraniens et en en blessant de nombreux autres » (33). En fait, la réalité dans les camps de l'Irak

(32) Rapport, JPF/Fc n° 1905, C.I.C.R., Téhéran, 18 juin 1983.

(33) p. 4, B20.

est beaucoup plus grave à cause principalement du refus des prisonniers iraniens de se plier à l'idéologie baathiste.

Malgré les mauvais traitements dans les camps de prisonniers de guerre en Irak, une démonstration de la puissance de la foi en Islam nous a été présentée sur les écrans de télévision (34), nous montrant les jeunes Iraniens, prisonniers en Irak, toujours sûrs d'eux-mêmes et confiants en leur Créateur :

- N'ont-ils pas ordonné à la journaliste de se couvrir d'abord la tête pour que ses questions soient entendues !
- L'un d'eux n'a-t-il pas dit : « Nous ne voulons pas de cessez-le-feu, avant la victoire finale de la volonté de Dieu » !
- Un deuxième n'a-t-il pas répondu : « Khomeyni est notre Imam », à l'allégation qui lui a été lancée, à savoir : « L'Imam ne veut plus de vous ! »
- Tous n'ont-ils pas lancé, à la fin de la rencontre, les cris d'« Allahou Akbar » et de « Mohammed son Messenger » !

Ces jeunes Iraniens, prisonniers en Irak, nous ont, en fait, donné le secret de la transformation rapide des Irakiens dans les camps de prisonniers de guerre en Iran. Ce secret n'est autre que la foi en Dieu et en son Messenger, qui est imperturbable chez les premiers et désaltérante pour les seconds.

Cinquièmement, concernant les bombardements des civils, le C.I.C.R., après avoir, en sept lignes, réprimandé les Irakiens (35), comme il se doit, ajoute, sans se gêner : « Des villes irakiennes ont également été la cible de tirs indiscriminés des forces armées iraniennes » (36) ; c'est d'autant plus étonnant, car la délégation des Nations Unies, qui pourtant a visité l'Irak un mois plus tard, a prouvé, dans son rapport tout à fait le contraire (37).

Il faut ajouter, et c'est d'autant plus inquiétant, qu'une nouvelle fois le C.I.C.R. dévia de sa « légendaire prudence » en publiant un rapport sur un incident banal, survenu le 10 octobre 1984, dans le camp Gorgan en Iran ; lui emboîtant le pas, les médias ont propagé tambour battant la nouvelle, pour démontrer la « barbarie » des Iraniens. Cependant, le 19 février 1985, le rapport S16962, de trois experts indépendants désignés par l'O.N.U. (Professeur Wolfram Karl de l'Autriche, Professeur Torkel Opsahl de la Norvège et le Général Rafael Angel Vale Huerta du Venezuela), tomba, pour non seulement jeter la lumière sur ledit incident, comme quoi ce ne fut qu'une bagarre opposant des prisonniers irakiens entre eux, baathistes contre non-baathistes, qui a engendré la mort de 9 personnes, et que les mesures prises par les autorités iraniennes, pour mettre fin à cette bagarre, sont, je cite : « en principe justifiées et correspondent aux procédures normales » ; mais aussi, d'une part, pour accuser, à la page 61 du même rapport, les médias, pour en avoir fait, je cite : « une propagande mondiale » anti-iranienne, d'autre part, à la page 3, pour remettre en place le C.I.C.R., diplomatiquement il est vrai, et

(34) Télévision Française. Antenne 2. Télévision Suisse Romande. Télévision Suisse italienne (24.2.1984).

(35) Revue. Troisième partie. Chapitre Cinquième. L'enfant gâté.

(36) p. 6. B20.

(37) B19.

surtout, à la page 60, la délégation des Nations Unies a émis son avis en ces termes : « les violences physiques paraissent être particulièrement habituelles dans les camps de prisonniers en Irak ».

## Les cœurs à moitié nobles

Concernant le traitement des civils iraniens, le rapport du C.I.C.R. constitue par contre un excellent témoignage sur la cruauté du régime baathiste irakien, en relevant que « plusieurs dizaines de milliers de civils iraniens, résidant dans les zones tombées sous le contrôle des forces armées irakiennes, ont été déportés vers le territoire de la République d'Irak, en violation grave de la IV<sup>e</sup> Convention. Les délégués du C.I.C.R. n'ont eu accès à ces populations que d'une manière partielle et incomplète. Le C.I.C.R. a enregistré dans les camps de prisonniers de guerre plus d'un millier de civils, dont des vieillards et des femmes, arrêtés dans les territoires occupés par les forces irakiennes, déportés en République d'Irak et arbitrairement privés de leur liberté depuis le début du conflit » (38).

Parmi ces dizaines de milliers de civils iraniens, se trouvent certainement des milliers d'enfants.

Je m'adresse d'abord à Monsieur Edmond Kaiser, président-fondateur de l'organisation humanitaire « Terre des hommes », qui a été touché par le sort de quelques « enfants » soldats iraniens, pour lui demander ?

Premièrement, êtes-vous sûr, Monsieur Kaiser, qu'il s'agit d'« enfants » soldats, plutôt que de quelques vrais enfants déportés par les troupes irakiennes, que Saddam Hussein n'avait sorti de leurs caches que pour redorer son image ternie ?

Deuxièmement, pourquoi, Monsieur Kaiser, le sort de dizaines de milliers de vieillards, de femmes, d'hommes, d'enfants et de bébés iraniens, déportés et privés de leur liberté, ne vous a pas inquiété au même titre que leurs compatriotes « enfants » soldats ?

Je m'adresse ensuite à tous les médias qui ont spontanément suivi Monsieur Edmond Kaiser, versant des larmes tout en l'aidant à chercher une hypothétique patrie arabe aux « enfants » soldats iraniens, pour leur ajouter une troisième question : sachant que vos larmes n'avaient pu, tout au plus, qu'encourager le Chef de l'Etat irakien à poursuivre ses forfaits, qu'attendez-vous pour rétablir l'équilibre de l'information ?

Il faut malheureusement ajouter que le Groupe de Travail sur les disparitions forcées ou involontaires, aussi bien que la Commission des Droits de l'Homme, « n'ont absolument rien accompli concernant les dizaines de milliers d'Iraniens déportés ou disparus » (39).

(38) p. 5, B20.

(39) Lettre n° 117-9-438 de la Mission permanente de la République Islamique d'Iran à Genève au Centre pour les droits de l'homme à Genève : "but so far absolutely nothing has been achieved with regards to the tens of thousands of deported and disappeared persons". p. 1, 13 mai 1983.

Pour rendre un peu de justice au Groupe de Travail, précisons qu'il a été détourné par l'initiative du Gouvernement français à propos de l'affaire Klaus Barbie. En effet, sur proposition de la France, il a été mandaté pour s'occuper de la déportation, il y a une quarantaine d'années, de 900 juifs.

En d'autres termes, le Gouvernement français ne se contente pas de soutenir et d'armer les Irakiens dans leur guerre contre l'Iran, mais il s'ingénie également à détourner l'attention des organisations humanitaires ainsi que celle de l'opinion internationale par des moyens hypocrites ! En effet, le Gouvernement français qui pourtant se prétend garant des droits de l'homme, en manœuvrant pour faire ignorer le sort actuel et alarmant de dizaines de milliers d'êtres humains, tout en faisant remonter à la surface, après quarante ans d'oubli, celui de 900 juifs, ne peut être que taxé de haute hypocrisie, surtout lorsqu'on apprend que beaucoup de femmes et de jeunes filles iraniennes ont été kidnappées dans la région de Susangerd par les forces irakiennes, violées, puis tuées et ensevelies dans des fosses communes qui ont été découvertes récemment (40).

Combien reste-t-il de fosses du même genre à découvrir ? Seul Monsieur Saddam Hussein, pour le moment, connaît la réponse. En attendant, l'histoire est en train d'enregistrer ce génocide qui se perpétue à nos jours dans l'indifférence quasi générale, pendant que l'humanité se gargarise des droits de l'homme des années 40 !

Enfin, concernant l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, le monde entier apprit la nouvelle au début du mois de mars 1984. Le régime baathiste de Bagdad fut ainsi mis à nu.

La question qui vient à l'esprit : sachant que depuis la visite des correspondants de presse étrangers, le 24 août 1983, aux blessés du bombardement chimique du 5 août 1983 à Piranshahr, les Irakiens ont lancé 25 autres attaques chimiques, faisant un total de 200 morts et plus de 2 000 blessés parmi les Iraniens, par quel miracle donc, après six mois de carnage, le masque du Chef de l'Etat irakien fut-il arraché ?

En guise de réponse à cette question, nous allons présenter dans l'ordre chronologique les principaux événements, qui ont permis de mettre au ban de la communauté internationale le régime baathiste irakien, tout en les commentant, si nécessaire.

Premièrement, la prise de contrôle des îles Majnoun, en Irak, par les Iraniens dès le 22 février 1984 provoqua une recrudescence dans l'utilisation des gaz de combat par les troupes irakiennes. En l'intervalle d'une semaine un millier d'Iraniens furent atrocement blessés.

Le régime islamique iranien, principalement parce qu'excédé par le silence des organisations internationales et des médias, envoya d'urgence 10 soldats en Autriche et 5 en Suède, qui avaient été atteints par des gaz de combat.

(40) Circulaire n° 1-1190, Ministère des Affaires Etrangères de la République Islamique d'Iran. Premier Bureau politique. Téhéran, 28 juillet 1983.

Quelques jours plus tard, 5 nouvelles victimes furent envoyées en Suisse, trois en France et trois autres en Grande-Bretagne.

Parallèlement, le Gouvernement islamique iranien demanda officiellement à l'O.N.U. l'ouverture d'une enquête sur l'usage par l'Irak d'armes chimiques.

Deuxièmement, le docteur Bengt Koerlof de l'hôpital de Stockholm déclara, le 4 mars, après le premier examen des blessés iraniens souffrant de graves brûlures, qu'il n'excluait pas que des armes chimiques avaient été utilisées par l'Irak (41). Les médecins autrichiens, après les premiers examens, é mirent, à leur tour, le même avis (42).

Troisièmement, Mme Lang, porte-parole du département d'Etat américain confirma, le lendemain, que les Etats-Unis disposaient d'informations sûres au sujet de l'utilisation par l'Irak de gaz de combat. A la question : « pourquoi Washington avait décidé de rendre publiques ces accusations, Mme Lang a déclaré que les preuves de l'utilisation par les forces irakiennes de ce type d'arme étaient devenues de plus en plus convaincantes » (43).

En fait, les preuves étaient très évidentes pour la Maison-Blanche depuis au moins trois mois avant la déclaration de Mme Lang. La confirmation nous est donnée par le journal *Observer* qui précise que « les services de renseignement américains ont indiqué que l'Irak a déjà utilisé du gaz moutarde à plusieurs reprises depuis l'automne dernier dans la guerre du Golfe » (44).

Donc, Washington ne sortit de son mutisme qu'à la suite des premières déclarations des médecins suédois et autrichiens.

Quatrièmement, le 6 mars, l'Iran accusa l'O.N.U. « d'avoir encouragé les dirigeants irakiens dans leurs agissements criminels par son insensibilité et son inertie » (43).

Trois jours plus tard, la décision de l'O.N.U. fut prise pour envoyer en Iran un groupe d'experts en armes chimiques (45).

Cinquièmement, après l'examen de plusieurs blessés dans les hôpitaux iraniens, un communiqué du C.I.C.R. tomba le 7 mars, faisant état d'une « présumption d'utilisation récente de produits prohibés par le droit de la guerre », en évitant cependant d'utiliser le terme d'« armes chimiques » car le médecin de la mission n'avait pu déterminer avec certitude la nature de l'agent et l'origine des brûlures et des troubles constatés chez les victimes (43).

Sixièmement, le 12 mars, le docteur Herbert Mandel de l'hôpital de Vienne fit la déclaration suivante à la presse : « Trois des dix soldats confiés à nos soins sont morts et trois autres sont dans un état très critique et n'ont plus pour longtemps à vivre. Le décès est dû au gaz moutarde (ypérite) et à la pluie jaune (mycotoxine), nous l'avons désormais établi avec certitude » (46).

Le même jour, quatre experts indépendants, désignés par l'O.N.U., s'en-

(41) *Le Monde*, 6.3.1984.

(42) *Le Monde*, 7.3.1984.

(43) *Le Monde*, 9.3.1984.

(44) *Le Monde*, 13.3.1984.

(45) *Le Monde*, 11 et 12.3.1984.

(46) *Le Monde*, 14.3.1984.

volèrent pour Téhéran afin d'enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques par l'Irak.

Malgré la grande certitude sur l'utilisation de gaz de combat par l'Irak et sans même attendre les résultats de l'enquête des experts de l'O.N.U., l'odieuse machine de diversion, conduite par des mains dans l'ombre, se mit en marche.

En effet, s'abritant derrière le « témoignage » d'un ancien (!) universitaire (donc un homme du savoir !) iranien (donc un concerné !), l'Agence centrale de presse à Paris (encore une fois la France !) rapporta, le 22 mars, que « les ressortissants iraniens, soignés dans des hôpitaux en Europe, n'avaient pas été victimes de l'emploi de gaz moutarde par les Irakiens mais qu'ils avaient été contaminés après une explosion, le 19 février dernier, dans l'usine pétro-chimique de Marv-Dacht, au sud de l'Iran ».

Cette nouvelle à sensation fut aussitôt accueillie à bras ouverts par les journaux, les radios et les télévisions.

Comme par enchantement, les certitudes d'éminants médecins autrichiens firent la place au doute semé par le « témoignage » de « l'ancien universitaire iranien », malgré le fait, c'est très significatif, que le premier examen clinique, fait à l'Hôpital Saint-Antoine à Paris par le professeur Serge Baux, concluait à des brûlures datant du 1<sup>er</sup> mars (47), soit dix jours après l'explosion présumée dans l'usine pétro-chimique iranienne.

Le « témoignage » de « l'ancien universitaire iranien » fut même renforcé par des déclarations « des milieux du renseignement français » (48) (toujours la France !), qui prétendirent que « les Iraniens hospitalisés décrivent leurs symptômes, comme si on leur avait appris à le faire, et ils ne sont pas en mesure de donner des précisions détaillées sur leur séjour au front » (48) !

Le 26 mars, le rapport des quatre experts indépendants donna un coup de frein brutal à la propagande menée tambour-battant contre le régime islamique iranien.

Ces quatre experts, le docteur Gustav Andersson (Suède), le colonel Manuel Dominguez (Espagne), le docteur Peter Dunn (Australie) et le colonel Ulrich Imobersteg (Suisse), enquêtèrent du 13 au 19 mars dans des régions proches du front, dont les îles Majnoun.

Les examens cliniques, procédés sur une quarantaine de victimes des bombardements, ainsi que les analyses des agents chimiques contaminants, qui furent en outre vérifiées par l'Institut de recherche de la défense suédoise, à Umea, et par le laboratoire central de Spiez, en Suisse, permirent aux experts d'identifier formellement deux gaz de combat :

- le tabun, un gaz innervant et paralysant.
- l'ypérite, le gaz moutarde, dont on distingue deux sortes, à l'azote et au soufre. Ce sont des composés chimiques liquides de faible volatilité, classés

(47) *Le Monde*, 27.3.1984.

(48) *Le Monde*, 24.3.1984.

parmi les agents vésicants, qui détruisent la surface de la peau en provoquant l'apparition de brûlures et des vésicules.

Le rapport des experts fut publié par l'O.N.U., sans pour autant mettre en cause spécifiquement l'Irak.

Le Conseil de sécurité de l'O.N.U. examina à son tour, quatre jours plus tard, le rapport, condamna fermement l'emploi d'armes chimiques, mais, également, sans impliquer spécifiquement l'Irak.

L'absence de toute référence à l'Irak fut à l'origine d'un vif mécontentement en Iran, son ministre des Affaires étrangères estima que le Conseil de sécurité de l'O.N.U. « a perdu sa raison d'être puisqu'il n'assume plus du tout les objectifs définis par la Charte des Nations Unies ».

Le Conseil de sécurité de l'O.N.U. fit en tout cas preuve de partialité manifeste. C'est d'autant plus significatif de constater que deux mois plus tard, soit le 1<sup>er</sup> juin 1984, il condamna spécifiquement l'Iran pour ses attaques contre trois pétroliers appartenant au Koweït et à l'Arabie Saoudite et exigea l'arrêt immédiat de ces attaques, pourtant, d'une part, sur près de soixante-dix attaques contre le trafic maritime depuis 1981, trois seulement sont attribuées à l'Iran, d'autre part, les trois attaques iraniennes, qui furent une riposte à une série d'attaques irakiennes systématiques, et sans aucune distinction, contre quarante navires en l'intervalle de trois mois, dont un pétrolier saoudien, furent dirigées contre le Koweït et l'Arabie Saoudite, tous deux impliqués dans le conflit par leur soutien, principalement financier, au régime irakien et qui ne peuvent pas être considérés comme des pays neutres.

Par ailleurs, les experts ont pu également examiner des bombes chimiques, qui selon leur rapport sont toutes semblables : 2,26 mètres de long et dont le poids total est de 135 kilogrammes, mais leur origine n'a pu être déterminée.

Nous avons précédemment dit que la Grande-Bretagne fut mise en cause dès le mois de janvier 1984. Le *New York Times* pour sa part accusa l'Allemagne de l'Ouest (49), le journal *Observer*, de son côté, mit en cause l'Italie (50) et le journal *Le Monde* pencha plutôt vers l'U.R.S.S. (51).

Mais, curieusement, personne ne pensa aux Etats-Unis, même pas les Iraniens, pourtant, les douaniers américains déclarèrent, le 31 mars, avoir « saisi, il y a environ un mois, un chargement de 74 barils de fluorure de potassium, qui entre dans la composition de certaines armes chimiques, destinés au ministère des pesticides, en Irak » (52).

Les questions qui se posent : Qui prouve qu'il n'y ait pas eu d'autres envois du même type dans le passé ? Par quel hasard, l'interception du colis dangereux eut-elle lieu à un moment où les accusations, concernant l'utilisation de gaz de combat par les Irakiens, commençaient à affluer ?

(49) Cité par *Le Monde*, 1 et 2.4.1984.

(50) Cité par *Le Monde*, 13.3.1984.

(51) *Le Monde*, 7.3.1984.

(52) *Le Monde*, 3.4.1984.

Il est très probable que les bombes chimiques, sinon les pièces nécessaires à leur fabrication, soient d'origines diverses, Est et Ouest, mais aussi de pays latino-américains, puisqu'au démontage, les experts ont noté que les détonateurs des bombes chimiques portaient une inscription, en espagnol.

## Le langage du Coran

Les conditions de Monsieur Saddam Hussein au sujet de l'arrêt des hostilités ont évolué depuis le début du conflit, à la lumière des résultats sur le terrain.

Dès la deuxième semaine de la guerre puisque gardant quelque espoir, il n'a pas arrêté de multiplier ses exigences : « L'occupation d'un territoire engendre des droits qui n'existaient pas avant la guerre », disait-il, en ajoutant qu'il souhaitait « le démembrement de l'Iran, ennemi de la nation arabe ».

Le 15 février 1982, alors que son espoir s'était amenuisé, il a voulu quand même forcer l'Iran à « s'agenouiller et à implorer la paix » (53).

C'est seulement le 26 octobre 1982 qu'il a eu le courage de regarder la réalité en face : ses espoirs étant détruits, il n'a pu que proposer amèrement le retour aux Accords d'Alger.

Par contre, les conditions posées par la République Islamique pour l'arrêt du conflit sont restées inchangées depuis le début de la guerre : elles sont au nombre de trois, à savoir :

Premièrement, le retrait total des forces irakiennes du territoire iranien. Cette condition n'a pratiquement plus de raison d'être, bien que l'Irak garde encore quelques poches en territoire iranien (54).

Deuxièmement, le remboursement des dommages de guerre, qui sont estimés jusqu'à fin août 1983 à 150 milliards de dollars U.S. (55).

Troisièmement, la condamnation du Président irakien, Monsieur Saddam Hussein, comme agresseur, par un forum international.

Une quatrième « condition », il s'agit plutôt d'une demande, qui a été formulée dès l'invasion du Liban par les troupes israéliennes, à savoir : permettre aux soldats et aux volontaires iraniens de traverser le territoire irakien pour aller combattre « l'ennemi sioniste ».

Or, si s'avère qu'aucune condition, et surtout pas la troisième, n'est possible, puisqu'aucune autorité à nos jours – organisation internationale ou grande puissance – ne peut, ou plutôt ne trouve d'intérêt à régler ce conflit d'une façon équitable. Tout au plus, on lance des appels urgents à des négociations (56), ou bien on se contente de réclamer un cessez-le-feu immédiat (57), pour ensuite entamer des négociations interminables, devant aboutir soit à passer

(53) *Le Monde*, 25.2.1984.

(54) *Le Monde*, 28.2.1984.

(55) Source : M. Kamal Kharrazi, Directeur du Bureau de l'information sur la guerre, Téhéran.

(56) Exemple : L'appel lancé par les Etats-Unis le 1<sup>er</sup> avril 1982 après la débâcle de l'armée irakienne.

(57) Décision de l'Assemblée Générale de l'O.N.U., le 22 octobre 1982.

l'éponge sur les conséquences désastreuses du conflit, soit à geler le problème jusqu'au prochain round.

C'est cette logique que les Iraniens refusent catégoriquement. Pour eux, et c'est aussi l'avis du Coran, le crime ne doit pas rester impuni. En effet, l'ordre du Coran, au cas où un groupe de croyants en agresse un autre, est :

« Et si deux groupes de croyants se combattent, alors, faites la paix entre eux. Puis, si l'un d'eux se rebelle contre l'autre, alors, combattez celui qui se rebelle, jusqu'à ce qu'il s'incline devant l'ordre de Dieu. Puis, s'il s'incline, alors faites la paix entre eux avec justice, et soyez équitables. Dieu aime ceux qui sont équitables ». (58)

Les érudits de l'Islam (59), à la lumière de ce verset ont expliqué qu'il est du devoir de tous les Musulmans, au cas où deux groupes de croyants se combattent, d'agir en deux étapes :

Premièrement, inviter les belligérants à se soumettre à la Loi Divine pour régler le conflit.

Deuxièmement, en cas de refus de l'un d'eux, il faut le combattre jusqu'à ce qu'il s'incline devant la Loi Divine.

Etant donné que Monsieur Saddam Hussein refuse toujours de s'incliner devant la Loi Divine, il est par conséquent du devoir de tous les Musulmans de le combattre jusqu'à ce qu'il s'incline. C'est la condition nécessaire pour un cessez-le-feu, tel que l'ordonne le Coran ; c'est une condition nécessaire, mais, pour qu'elle devienne suffisante, il faut que Monsieur Saddam Hussein se résolve à passer en justice pour répondre de tous les crimes que ses soldats ont perpétré sur son ordre.

Faut-il préciser que d'après le droit international en vigueur de nos jours, Monsieur Saddam Hussein, même sans le Coran, ne doit pas échapper à la justice ?

L'article 47 de la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye, de 1907, stipule que les Etats sont responsables de toutes les actions commises par leurs forces armées.

Après la Dernière Guerre mondiale, une série de lois sur les crimes internationaux a été mise sur pied, permettant ainsi aux Tribunaux de Nuremberg et de Tokyo de fonctionner au nom de la communauté internationale.

L'article 6 de la Charte de Nuremberg distingue trois types de crimes dont doivent rendre compte les Etats, au cas où leurs forces armées les commettent, à savoir : les crimes de guerre, les crimes contre la paix, les crimes contre l'humanité.

Le régime irakien, en lançant ses troupes le 22 septembre 1980, contre son voisin iranien, a violé la Convention de La Haye de 1907. Par la planification, l'organisation et l'entrée en guerre contre son voisin iranien, le régime baathiste de Bagdad a commis incontestablement un crime contre la paix.

(58) Coran, Sourate 49, Verset 9.

(59) Tabari ; Toussi ; Zamakhchari ; El-Razi ; Seyed Qotb ; Tabatabai ; etc.

Le régime irakien, en lançant aveuglément ses missiles sol-sol sur les villes et villages iraniens, en bombardant systématiquement les populations civiles, en déportant des dizaines de milliers d'innocents, en utilisant des gaz chimiques, en donnant l'ordre à ses soldats d'abattre sur-le-champ les gardiens de la Révolution Islamique iranienne, en délogeant deux millions d'Iraniens et en violant puis massacrant des femmes et des jeunes filles, a violé les articles 49, 53, 55, 56 des Conventions de Genève de 1949, ainsi que les articles 35 (§ 2-3), 42, 45, 48, 51, 53, 54, 56, 57, 59, 63, 76 des Protocoles Additionnels de 1977 aux Conventions de Genève de 1949.

Ces horribles crimes sont incontestablement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Un tribunal du genre de ceux de Nuremberg ou Tokyo, aurait dû être mis sur pied pour juger le régime irakien, conformément à l'esprit des lois internationales.

Faut-il rappeler que le régime baathiste irakien, depuis son arrivée au pouvoir, a détruit des centaines de villes et villages en Irak, massacré des milliers de personnes, torturé et privé de liberté des dizaines de milliers d'Irakiens, en a expulsé près de deux cents mille autres... ? La liste de ses crimes en tous genres à l'intérieur de ses propres frontières n'arrête pas de s'allonger, surtout depuis l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein ; d'où, encore une fois, la nécessité de la création d'un Tribunal international.

C'est essentiellement parce que rien de sérieux n'a été entrepris pour régler équitablement le conflit qui oppose l'Irak à l'Iran qu'une quinzaine de musulmans, pour la plupart des avocats de différents pays, se sont groupés pour former, le 13 juin 1983, à Lahore, le Tribunal Islamique International, dont le Président-fondateur est Maître Mohammed Ismail Chaudri de la Haute Cour du Pakistan. Cinq conférences de presse, concernant les crimes de guerre commis par les troupes irakiennes, ont été organisées par le Tribunal, dont la dernière a eu lieu à Londres, le 6 septembre 1983 ; une cinquantaine de correspondants de la presse internationale étaient pourtant présents, face à sept membres du Tribunal et « la règle du silence » fut quand même généralement appliquée. Par conséquent, le mutisme des médias sur les crimes odieux du régime irakien ne peut être imputé à l'ignorance, et c'est d'autant plus révoltant.

La punition de l'agresseur est un devoir. Il y va de la crédibilité des lois internationales en vigueur, des organisations internationales et de la communauté internationale tout entière.

C'est à ce prix, et seulement à ce prix, qu'une vraie paix peut être envisagée ; autrement, la justice ne peut être rendue que par les armes, en livrant une guerre propre, conformément aux Principes de l'Islam, ayant pour base le verset coranique suivant :

« Combattez dans le chemin de Dieu ceux qui vous combattent, et ne transgressez pas. Dieu n'aime pas les transgresseurs » (60).

Et c'est en application de ce verset coranique, que les Iraniens mènent une guerre absolument propre contre leur voisin irakien, qui la leur a imposé.

A ceux qui se demandent pourquoi les Iraniens se sont mis à bombarder les villes irakiennes depuis février 1984, nous répondons que c'est aussi en application du Coran qu'ils le font.

Après avoir fait preuve d'une extraordinaire patience pendant 41 mois de guerre, après que les villes et villages iraniens, sans compter les autres atrocités, aient reçu 120 missiles sol-sol SCUD-B et FROG soviétiques, faisant un total de 4 600 civils tués et de 22 000 autres blessés, pour la plupart des femmes et des enfants, après avoir appris l'arrivée d'un nouveau type de missiles, des SS-21 soviétiques, d'une portée trois à quatre fois plus grande que les missiles SCUD-B, après avoir enfin reçu au début du mois de février 1984 la promesse du Président irakien du bombardement imminent de onze villes iraniennes, le Président de la République Islamique d'Iran, Monsieur Khameneiy a déclaré le 6 février 1984 : « A partir de maintenant, nous allons répondre de la même façon à toute agression irakienne contre nos populations, et si Saddam Hussein met ses menaces à exécution, nous bombarderons certainement les villes de Khanaqin, Bassorah et Mandali. Tout en présentant très sincèrement nos regrets aux populations de ces trois villes, nous leur demandons de les évacuer d'urgence. » (61)

Cette déclaration de Monsieur Khameneiy est l'application du verset coranique suivant : « Quiconque transgresse contre vous, transgressez contre lui à transgression égale. Et craignez Dieu. Et sachez que Dieu est avec ceux qui le craignent » (62).

Malgré cet avertissement, Monsieur Saddam Hussein n'a pas reculé du tout, afin de mettre ses menaces à exécution ; le 11 février 1984, le jour du cinquième anniversaire de la République Islamique, entre 4 h et 4 h 30, trois missiles sol-sol SCUD-B sont tombés sur les quartiers résidentiels de la ville de Dezfoul, et à 11 h ils ont été suivis par deux autres missiles du même type, soit au total cinq missiles ; c'est le cadeau d'anniversaire du « libérateur » aux populations arabes du Khouzistan iranien, causant la destruction totale d'une centaine de maisons, endommageant 400 autres demeures, un hôpital et une école, tuant et blessant des centaines d'innocents, dont plusieurs enfants.

Les Iraniens au lieu de passer à l'acte, conformément à l'avertissement donné à Monsieur Saddam Hussein, ont continué à faire preuve d'une grande patience et d'un souci d'humanité qui honore leur Révolution Islamique. Ils ont, en effet, lancé le même jour plusieurs fois un appel par la radio et la télévision à la population de Bassorah, Mandali et Khanaqin, leur demandant

(60) Coran, Sourate 2, Verset 190.

(61) Journal *Kayhan International*, Téhéran, 7.2.1984.

(62) Coran, Sourate 2, Verset 194.

d'évacuer de toute urgence ces trois villes, tout en leur précisant que la riposte aurait lieu dès 6 h du matin le lendemain. Puis, dans la nuit des fusées éclairantes ont été tirées au-dessus de ces trois villes (63). Rien n'a donc été laissé au hasard.

Le lendemain, comme prévu, l'artillerie iranienne est entrée en action, visant des objectifs très précis – casernes militaires, postes de police, bureaux du Baath, ... –.

Les Iraniens n'ont pas employé une vraie réciprocité parce qu'ils font la distinction entre le régime et le peuple irakiens. Le régime est l'ennemi à abattre tandis que le peuple opprimé d'Irak est à libérer. Telle est la logique du régime islamique iranien.

Monsieur Saddam Hussein n'a pas été intimidé du tout ; puisque, dès le lendemain et pendant deux jours, il a lancé six missiles sur les villes iraniennes d'Andimeshk, Masjed Soleiman et Behbahan ; il a lancé ses aviateurs également sur les villes d'Ilam, Islam-Abad, Gilâne-Gharb, Abadan et Khorramshahr. Le bilan a été « l'un des plus lourds de la guerre » (64).

Monsieur Khameneï a menacé à son tour de bombarder toutes les villes irakiennes, à l'exception des quatre villes saintes : Kerbala, Najaf, Qadhimieh et Samarraïy.

Deux jours plus tard, les avions iraniens sont entrés en action, bombardant pour la première fois depuis trois ans et demi plusieurs localités irakiennes, tout en restant fidèles à leur logique, en ne visant que des objectifs déterminés avec précision, dans l'espoir toutefois de faire comprendre définitivement au Chef de l'Etat Irakien que c'est uniquement sur le front qu'il devrait faire désormais ses démonstrations de force !

Le frein au bombardement systématique et aveugle des personnes innocentes en Iran ne peut être actionné que par Saddam Hussein ; c'est la raison pour laquelle il porte aussi la totale responsabilité des innocents blessés ou tués à l'intérieur de ses propres frontières puisque les raids aériens et les tirs d'artillerie iraniens, bien que toujours annoncés à l'avance et parfaitement contrôlés, provoquent néanmoins des victimes parmi la population civile, en Irak.

(63) *Le Monde*, 14.2.1984.

(64) *Le Monde*, 16.2.1984.

Institut kurde de Paris

QUATRIÈME PARTIE

POURQUOI ?

Institut Kuo de Paris

## CHAPITRE PREMIER

# LES ORIGINES HISTORIQUES

## L'avènement de l'Islam

Pour comprendre, dans quel but le Chef de l'Etat irakien a donné pour nom au conflit qui l'oppose à l'Iran « el-Qaddissieh de Saddam », il nous faut au préalable savoir ce que représente la guerre d'el-Qaddissieh de 633 et dans quel contexte elle s'est déroulée.

Deux grandes batailles, celle de Yarmouk et celle d'el-Qaddissieh ont permis, avant tout sur le plan géo-politique international, « un changement de décors aussi soudain que déconcertant : deux grands Empires rivaux, Byzance (Empire romain d'Orient) et la Perse, s'effondrent » (1) pour renaître sous une nouvelle forme, celle de l'Islam.

La bataille de Yarmouk, livrée en 636, permit la soumission de la Palestine et de la Syrie, à la suite de quoi l'Egypte fut soumise en 642, puis la Tunisie en 670, le Maroc en 710, l'Espagne en 714 et une large partie de la France en 720.

La deuxième bataille, celle d'el-Qaddissieh, commencée en 633, permit la soumission de l'actuel Irak en 637 ; à la suite de quoi le Khouzistan fut soumis, puis le Fars et la région de l'actuelle Téhéran en 642, puis Hérat, Kaboul, Boukhara, Samarkand et enfin Talas, en Chine, en 751.

Ces deux batailles se sont déroulées respectivement à Yarmouk (située à la frontière syro-jordanienne actuelle) et à Qaddissieh (située non pas à la frontière irano-irakienne, mais bien plutôt à la frontière actuelle entre l'Irak et l'Arabie Saoudite, aux portes du désert).

A la veille de l'avènement de l'Islam, les tribus arabes se divisaient en deux grands groupes : les Arabes du nord et les Arabes du sud. La province essentielle, le berceau de l'Islam, le Hedjaz (2), sépare les pays du nord, la Syrie, et les régions du sud, le Yémen.

Les Arabes du nord étaient sous domination byzantine. En Transjordanie, une famille arabe, celle de Ghassan, qui avait adopté le christianisme mono-

(1) p. 64, B25.

(2) Hedjaz est un mot arabe qui signifie : « barrière » : c'était effectivement une barrière séparant les Arabes du nord des Arabes du sud.

physiste, se présentait à l'époque sous une forme « d'Etat policé, évoluant sous le protectorat de Byzance » (3).

Un deuxième Etat, le Royaume de Hira (correspondant approximativement à l'actuel Irak), aussi policé que le premier, « a évolué sous le protectorat de la Perse » (3) ; ce Royaume était dominé à l'époque par une famille arabe, celle des Banou Lakhm, qui a adopté le christianisme nestorien ; Hira fut même un siège épiscopal (4).

Les Lakhmides de Hira jouèrent un rôle important à la Cour persane (5) et menèrent une guerre presque constante contre les Romains (6). En d'autres termes, les Arabes lakhmides et ghassanides s'entretenaient, les premiers pour le compte des Perses et les seconds pour le compte des Romains.

Les Arabes du sud (l'actuel Yémen) étaient aussi sous domination persane. C'est sur les instances de Dhou Nowas (7), un souverain judaïsant, qu'une flotte persane aborda Aden vers 572. C'était pour persécuter les chrétiens qu'il fit appel aux Perses.

Dans le reste de la Péninsule arabique, les tribus vivaient en pleine anarchie. Celle de Qoraïsh vivait à La Mecque et se divisait en plusieurs familles, dont celle de Hachem ; c'est à cette famille qu'appartenait Mohammed, né vers 570. C'est vers l'âge de 40 ans qu'il commença à recevoir le Message de Dieu. L'ange Gabriel resta en contact avec lui pendant 23 ans, pour lui transmettre ce Message (le Coran).

Il est significatif de constater que le tout premier mot transmis par l'ange Gabriel à Mohammed est : « Ikrâa » (8), c'est-à-dire : « Prends la base de la Connaissance ». Cette base, c'est le Coran, qui, en se présentant comme un savoir adressé à toute l'humanité (9), où aucune séparation entre le spirituel et le temporel n'est admise, provoqua rapidement une grande hostilité.

Mohammed s'est très tôt heurté à de très violentes oppositions, respectivement : familiales, tribales et internationales.

L'opposition familiale se manifesta la première ; elle fut menée par son oncle Abou Lahab, qui, dès qu'il apprit le sens du Message, excita par des paroles insolentes le clan et se mit à provoquer le prophète Mohammed, en « jetant des pierres dans sa maison et en mettant toutes sortes d'ordures devant sa porte » (10). La femme d'Abou Lahab n'était pas moins acharnée que son époux à attaquer Mohammed (11).

L'opposition tribale se déclencha trois ans après que le Message fut parvenu

(3) p. 40, B25.

(4) p. 31, B25.

(5) p. 30, B25.

(6) p. 31, B25.

(7) Connus sous le nom de Youssef Assar.

(8) Coran, Sourate 96, Verset 1.

(9) « Et nous ne t'avons envoyé que comme annonciateur et avertisseur pour la totalité des gens ». (Coran, Sourate 34, Verset 28).

(10) p. 97 et 98, B26.

(11) Coran, Sourate 111.

à Mohammed, au moment où il reçut l'ordre d'agir ouvertement (12) ; le nombre de disciples s'étant élargi, toutes les grandes familles y étaient représentées (13).

La persécution fut d'une violence telle que 75 Mecquois et 9 Mecquoises convertis à l'Islam durent quitter leur ville natale pour aller se réfugier en Abyssinie (l'actuelle Ethiopie). Et ce qui frappe particulièrement notre imagination, c'est le fait que les archi-persécuteurs ne sont autres que « les frères, les cousins, quelquefois même les pères » (13) de ces convertis.

L'opposition internationale fut surtout celle des habitants de Mésopotamie, de Transjordanie et de Syrie, alliés soit des Romains soit des Perses. Elle fut étouffée par les batailles de Yarmouk et d'el-Qaddissieh.

Au bout de la treizième année, le prophète prit la décision de quitter La Mecque en direction de Médine, où sa première résolution, dès son arrivée, fut d'unir tous les Musulmans en une seule communauté.

Cette décision fut la première victoire du prophète après treize années de souffrances. Elle marque à la fois la naissance de la Umma et celle de « l'Etat islamique » (14). Mais un « Etat de type jusqu'alors inconnu : ce n'est plus la communauté tribale, unie par les liens du sang chez les nomades ou rivée au sol chez les sédentaires. Ce n'est pas non plus une nation, au sens occidental du terme, reposant sur l'unité d'un territoire, d'un marché, d'une langue ou d'une histoire..., mais une communauté prophétique, fondée sur une expérience partagée de la transcendance de Dieu » (15).

La naissance du premier Etat islamique fut perçue comme un danger mortel pour les systèmes environnants. L'hostilité au Message s'agrandit et les agressions contre le nouvel Etat se multiplièrent.

Mohammed reçut l'ordre de son Créateur de prendre les armes pour se défendre, mais aussi pour secourir les Musulmans mecquois restés sur place, qui subissaient toutes sortes de sévices et de tortures. Cet ordre marqua un tournant dans le combat du prophète.

En effet, pendant treize ans, l'appel à l'Islam fut pacifique, malgré toutes sortes d'agressions de la part de ses ennemis. Jusqu'à la fin de sa vie, soit durant dix autres années, Mohammed poursuivit l'appel à l'Islam pacifiquement, mais, parallèlement, militairement si nécessaire. Durant cette période, il dirigea lui-même 27 combats appelés « Maghazi », pendant que 47 autres combats, appelés « Sâraya » furent dirigés par certains de ses disciples. Soit, au total, 74 combats en dix ans.

C'est l'affirmation de la transcendance de Dieu qui provoqua très tôt une levée de boucliers contre l'Islam parce que, d'une part, elle relativise tous les

(12) « Expose donc ouvertement ce qu'on t'a commandé, et détourne-toi des polythéistes » (Coran, Sourate 15, Verset 94).

(13) p. 103, B26.

(14) p. 181, B26.

(15) p. 33, B27.

pouvoirs, le premier Pilier de l'islam étant : « Il n'y a pas d'autre divinité que Dieu et Mohammed est le Serviteur et Messenger de Dieu », c'est-à-dire tout est à Dieu et rien à César : Dieu seul commande, Dieu seul légifère, Dieu seul enseigne, Dieu seul possède, ..., d'autre part, elle permet aux croyants de dépasser tous leurs liens familiaux, tribaux, raciaux, et même nationaux, fondés sur la possession du sol ou sur la complémentarité des fonctions.

La défense de l'Etat islamique fondée par le prophète ne fut possible que grâce à la solide unité de tous les croyants, arabes et non-arabes. Parmi les non-Arabes de la première heure, il nous faut retenir, pour mieux comprendre le sens d'el-Qaddissieh, le nom de Salman el-Farissi, un Persan qui avait combattu aux côtés du prophète ; il fut même un brillant stratège pour la défense de la ville de Médine contre les assauts des habitants de La Mecque. Médine résista en 626 grâce aux fossés (Khandaq) creusés sur son ordre.

L'Etat islamique de Médine a dû combattre pendant six ans contre les habitants de La Mecque.

La deuxième grande victoire de Mohammed fut marquée par son retour triomphal à sa ville natale en 630. La Umma, se trouvant ainsi élargie par l'intégration des Mecquois, va, avant même la mort du prophète, englober les autres tribus du centre de l'Arabie.

Il est assez significatif de constater que la langue arabe, bien qu'elle fut aussi parlée, à l'époque préislamique, dans la presque totalité de la Péninsule, elle n'a non seulement jamais servi pour unir les Arabes, mais n'a même pas réussi, en tant que moyen de communication, à diminuer les affrontements quasi permanents entre eux.

La cassure était totale et se manifestait par de sanglants combats au nom de la famille, du clan ou de la tribu, mais en tout cas jamais au nom de la langue. C'est seulement depuis l'avènement très récent de l'arabisme et du baathisme que la langue arabe, de moyen de communication qu'elle était, s'est transformée en un lien fictif entre Arabes.

Pour le vérifier, il suffit de lire les poèmes de l'époque préislamique, où aucune allusion n'est faite à une quelconque appartenance à une communauté de langue, bien que ces poèmes soient d'une grande richesse.

Le lien du sang était le seul ciment de la tribu préislamique. L'Islam surgit comme un souffle de vie et permit aux clans et aux tribus d'enterrer leur haine et de dépasser leurs liens sanguins.

En 632 mourut le prophète, après avoir ancré des principes d'égalité et de fraternité dans l'esprit des Bédouins, les ennemis d'hier, et établi les bases d'une vraie unité. Quand il s'adressa pour la dernière fois à ses compagnons, lors du « Pèlerinage de l'Adieu » à La Mecque, en mars de la même année, le prophète insista énergiquement dans son discours, et c'est très significatif, d'une part, sur la non-existence d'une quelconque différence, si ce n'est celle de la foi, entre tous les hommes devant le Créateur, d'autre part, sur l'unité

intangibles de la Umma sans discrimination de races, de richesses, de langues ou de sang.

## La bataille d'el-Qaddissieh

Après la mort du prophète, les deux Grands de l'époque, Perses et Romains, redoublèrent leurs efforts pour étouffer l'Etat islamique qui commençait à s'affirmer. Cette opposition internationale fut concrétisée par deux grandes batailles, celles d'el-Qaddissieh et de Yarmouk, qui allaient être à l'origine de la fantastique propagation de l'Islam, jusqu'aux Pyrénées et aux Alpes d'un côté, et jusqu'aux portes de la Chine de l'autre, en moins d'un siècle.

La bataille de Yarmouk brisa l'opposition des Arabes du nord, et plus précisément celle de la famille Ghassan, et ouvrit les portes de la Syrie et de l'Egypte, entamant la chute de l'Empire romain d'Orient.

La bataille d'el-Qaddissieh brisa quant à elle l'opposition des Arabes du nord-est, celle de la famille des Banou-Lakhm, et permit la chute de leurs alliés perses.

Dans chaque cas, après la défaite de la caste dominante détestée du peuple, les Musulmans furent accueillis en libérateurs par ceux qui étaient victimes d'une oppression sociale ou politique ou d'une persécution religieuse (16).

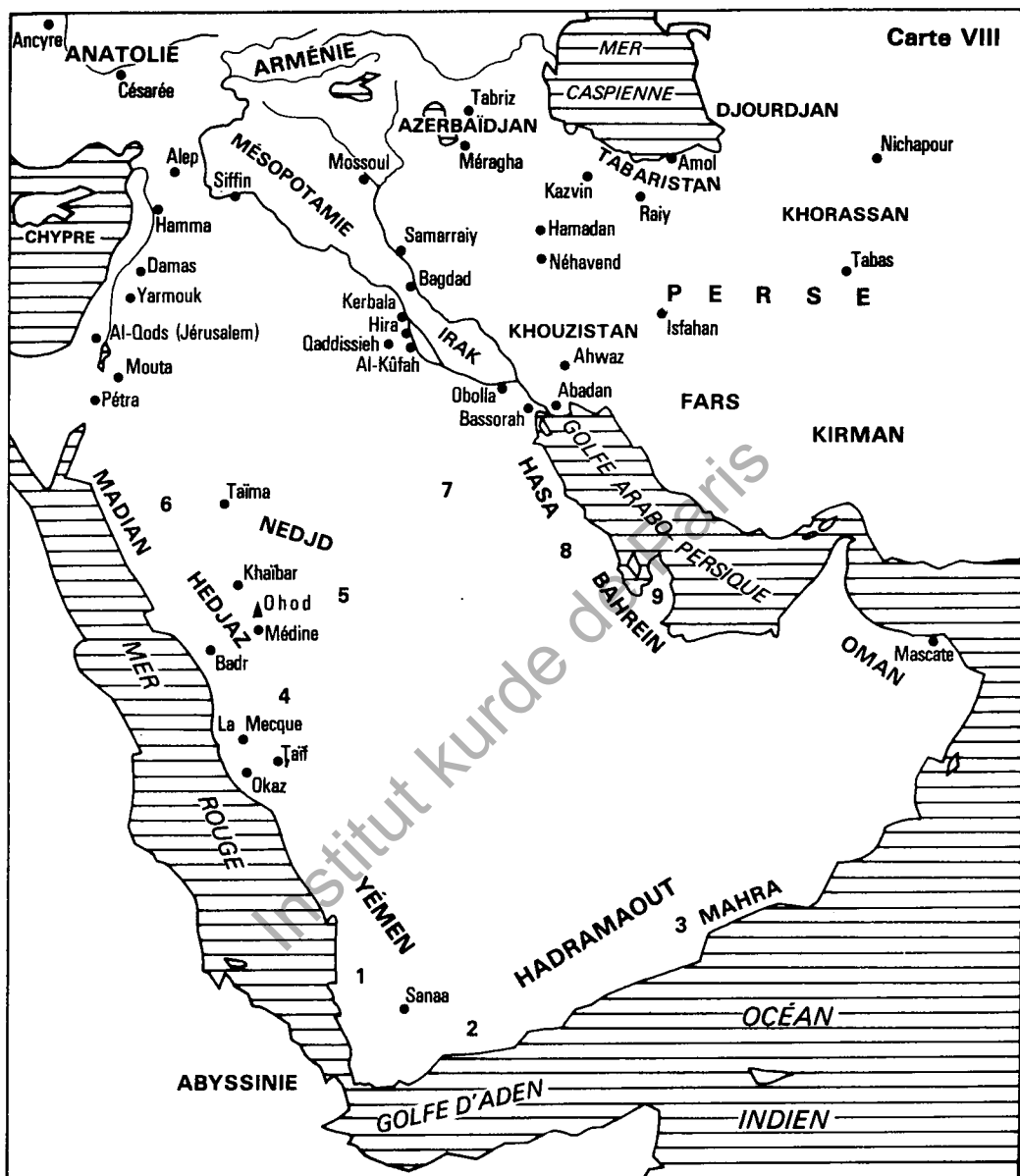
La bataille d'el-Qaddissieh eut lieu en deux étapes :

La première étape commença à l'époque d'Abou Bakr, premier Khalifâ ou "Calife" (Guide de la Umma), qui envoya Khaled Ibn el-Walid au delta de l'Euphrate en 633, à la tête d'une troupe islamique, où il remporta une série de victoires dans sept lieux de combat différents et finit par occuper Hira.

La chute de Hira poussa les habitants arabes des alentours à solliciter une négociation. Une convention fut conclue, qui d'ailleurs ne dura pas longtemps. Khaled Ibn el-Walid reçut l'ordre de joindre les troupes islamiques pour le combat de Yarmouk. Les Arabes de Hira profitèrent de l'occasion pour ignorer le traité et se remettre à collaborer avec les Perses.

La deuxième étape eut lieu lorsqu'Omar, deuxième Khalifâ, prit la décision d'envoyer Abi Obaïd el-Thakafi, en 635, à nouveau dans la région de Hira, à la tête d'une troupe islamique, où il remporta trois victoires successives, mais où il fut tué par les troupes perses de Rustom au cours du quatrième combat.

Plusieurs autres combats eurent lieu par la suite, au cours desquels les troupes islamiques remportèrent une série de victoires sous le commandement d'abord d'El-Mouthanna, puis de Sâad Ibn Abi Wakass. Ce dernier remporta une victoire décisive sur les Perses à el-Qaddissieh, en 637, malgré la différence de moyens en matériel et en hommes utilisés par les deux armées.



Cartographie : C.A.R.T.

Les chiffres indiqués sur la carte correspondent aux régions ayant participé à la bataille d'el-Qaddissieh par l'envoi de volontaires, soit respectivement :

- |                      |                      |                      |
|----------------------|----------------------|----------------------|
| 1 : 2600 volontaires | 4 : 2500 volontaires | 7 : 4900 volontaires |
| 2 : 2700 volontaires | 5 : 7500 volontaires | 8 : 6500 volontaires |
| 3 : 2600 volontaires | 6 : 2000 volontaires | 9 : 1500 volontaires |

Source : Pages 34 à 38, B 28.

**Le Moyen-Orient en 637**

La bataille d'el-Qaddissieh a opposé d'un côté, les Musulmans, au nombre de 32 800, venus des différentes régions du sud et du centre de l'Arabie (voir carte VIII), pour la plupart des fantassins soutenus par un petit nombre de cavaliers et de combattants à dos de dromadaires. De l'autre côté, les Perses et les Arabes du nord-est, au nombre de 120 000, dont la moitié étaient des cavaliers soutenus par plusieurs éléphants.

Les Arabes combattant aux côtés des Perses venaient surtout de Hira et de la région de l'Euphrate, ces mêmes Arabes qui pourtant avaient signé trois traités successifs avec les Musulmans en l'intervalle de quatre ans. Le signataire du dernier traité, un nommé Zaïd Ibn Bahich, non seulement s'est rétracté, mais a joué un très grand rôle, à la fois pendant la préparation et au cours de la bataille d'el-Qaddissieh. Le grand nombre d'Arabes sédentaires et paysans qu'il a réussi à enrôler, lui a valu le poste de commandant de l'infanterie (17).

Il serait par conséquent fallacieux de considérer que la bataille d'el-Qaddissieh a opposé les Arabes aux Perses. Et c'est rendre justice à l'histoire que de souligner le fait que ce combat a opposé en réalité des Musulmans à des non-Musulmans, puisque le principal trait d'un côté était l'Islam, tandis que de l'autre côté il s'agissait de la haine contre l'Islam.

Le docteur Choukri Fayçal (18), en effet, se basant sur les travaux du grand historien Tabari en est arrivé à la conclusion suivante, que nous résumons ici :

Premièrement, le comportement des Arabes d'Irak (Hira), sédentaires et paysans, lors de la guerre d'el-Qaddissieh, était hostile aux Arabes musulmans.

Deuxièmement, ces Arabes ont sollicité les Perses dès le départ de Khaled Ibn el-Walid pour Yarmouk.

Troisièmement, ces Arabes ont participé aux préparatifs de toutes les batailles, y compris celle d'el-Qaddissieh (la dernière).

Quatrièmement, ces Arabes n'ont pas respecté les trois traités qu'ils ont signés, respectivement avec Khaled Ibn el-Walid, en 633, El-Mouthanna, en 635, et Sâad Ibn Abi Wakass, en 637.

Cinquièmement, ces Arabes ont participé farouchement à tous les combats aux côtés des Perses. Ils ont même livré des combats seuls, sans les Perses, contre les Musulmans, comme celui d'Aïn El-Tamr.

Ce n'est pas du tout étonnant que le comportement des Arabes d'Irak ait été d'une grande hostilité envers les Musulmans, puisque, dès l'avènement de l'Islam, nous avons vu comment les murs se sont édifiés entre frères, sœurs, pères et fils, lorsque l'un d'eux a embrassé l'Islam, tandis que l'autre, accablé par un savoir ancestral, l'a refusé.

(17) p. 91. B28.

(18) p. 85 à 95. B29.

## « El-Qaddissieh de Saddam »

Y a-t-il un lien, comme le Chef de l'Etat irakien l'affirme, entre la bataille d'el-Qaddissieh de 637 et la guerre actuelle qui oppose l'Irak à l'Iran ?

Premièrement, au sujet de l'appellation : la première guerre, comme toutes les guerres, a été baptisée « Qaddissieh », une fois tous les combats terminés, alors que la guerre actuelle, avant même son démarrage, a reçu un nom du régime irakien, qui d'ailleurs n'a jamais été suivi dans son choix, même pas par ses alliés les plus fervents.

Cette appellation, donnée à la guerre actuelle, attire l'attention sur le fait que le régime irakien n'a pas envisagé une éventuelle défaite, puisque le nom choisi : el-Qaddissieh, ne rime qu'avec victoire.

Deuxièmement, dans l'espace : la première guerre s'est déroulée dans le bassin de l'Euphrate et la grande bataille a eu lieu dans la région d'el-Qaddissieh.

Le champ de bataille de la guerre actuelle a atteint le Tigre en s'élargissant ; il pourrait aussi s'étendre au bassin de l'Euphrate, mais il est encore trop tôt pour tirer une quelconque analogie.

Troisièmement, dans le temps : la première guerre a commencé en 633 et a abouti cinq ans plus tard à une grande bataille qui a engendré, en moins d'un siècle, l'effondrement des deux Grands de l'époque, les Perses et les Romains, tandis que la guerre actuelle a commencé en 1980 ; sa grande bataille pourrait avoir lieu à tout moment, et il est encore trop tôt pour tirer une quelconque conclusion.

Quatrièmement, sur le plan humain : La première guerre a opposé les Musulmans – du centre et du sud de la Péninsule arabique – à deux peuples alliés, d'une part la tribu arabe des Banou Lakhm, chrétiens nestoriens, d'autre part les habitants de l'Empire des Sassanides, en majorité Perses mazdéens. Ainsi, il n'y avait, d'un côté, strictement que des Musulmans, tandis que de l'autre côté il y avait une armée arabo-sassanide composée strictement de non-Musulmans.

La guerre actuelle oppose deux peuples en majorité musulmans, avec quand même une différence : le peuple iranien applique l'Islam dans tous les domaines de la vie, ce qui n'est pas le cas en Irak.

Cinquièmement, au niveau de la politique étrangère : La première guerre a opposé les « citoyens » du premier Etat islamique à ceux du Royaume arabe de Hira et l'Empire sassanide. L'Etat islamique était libre de toute influence étrangère, tandis que le Royaume arabe de Hira était soumis à l'influence sassanide.

La guerre actuelle oppose les citoyens de la République d'Irak, gouvernée par Monsieur Saddam Hussein, à ceux de la République islamique, dirigée

par l'Imam Khomeyni. Ces deux Républiques sont officiellement indépendantes, avec cependant des différences dans leur position face aux deux Grands.

L'Irak est lié par un traité d'amitié et de coopération avec Moscou, signé par Monsieur Saddam Hussein le 9 avril 1972, à l'époque où il était le numéro 2 du régime, mais en fait, « le véritable homme fort du pays » (19), tandis qu'avec Washington, en théorie, le régime irakien n'a pas eu de relations diplomatiques pendant la période allant de juin 1967 à fin 1984, alors qu'en fait, à la veille de la guerre, « dans la pratique, la section des intérêts des Etats-Unis à Bagdad, avec ses 14 diplomates..., a presque tous les attributs d'une véritable ambassade » (20) ; cette absence toute théorique de relations entre l'Irak et les Etats-Unis n'a « pas empêché la concrétisation d'une alliance de fait des deux pays rapprochés par leur opposition au régime de l'Imam Khomeyni » (20).

L'Iran, de son côté, à la veille de la guerre, « n'a plus d'alliés en Occident, ne peut pas davantage compter sur l'U.R.S.S., et se trouve dans un isolement diplomatique à peu près total » (21).

Par conséquent, s'il y a analogie entre les deux guerres, elle n'est pas au profit du régime irakien, par le fait que « l'isolement » du régime de l'Imam Khomeyni est à bien des égards semblable à celui du premier Etat islamique, à l'époque du prophète et des premiers Khalifâs.

Sixièmement, au niveau de la politique intérieure : La première guerre, a opposé les combattants du premier Etat islamique, qui était en pleine jeunesse révolutionnaire, à ceux d'une alliance entre un Royaume arabe et un Empire.

En ce temps-là, la Révolution Islamique des premiers Khalifâs était occupée à la destruction de toutes les valeurs de l'époque préislamique (el-Jahiliya) pour leur remplacement systématique par des lois et des principes islamiques, dans tous les domaines de la vie. Aucune séparation n'était admise entre le spirituel et le temporel. Sur ce plan, l'analogie avec la Révolution Islamique iranienne de nos jours est frappante.

Le Royaume arabe des Lakhmides était régi par des principes et des habitudes tribaux, tandis que, surtout dans le domaine culturel, l'influence persane était grande. Sur ce plan, la situation de l'Irak sous le régime baathiste est pire.

Monsieur Saddam Hussein gouverne au nom d'un arabisme qui, tel qu'il est défini par les baathistes, « plonge ses racines dans l'époque préislamique », alors qu'en réalité il a été forgé de toutes pièces au début de ce siècle, pour, principalement, séparer le temporel du spirituel, c'est-à-dire pour tenter de briser l'Islam.

La récolte du baathisme sur le plan intérieur a été surtout l'acculturation du peuple irakien et l'extroversion de son économie.

(19) *Le Monde*, 25.9.1980.

(20) *Le Monde*, 21 et 22.9.1980.

(21) *Le Monde*, 26.9.1980.

Ainsi, encore une fois, l'analogie entre les deux guerres n'est pas au profit du régime irakien.

Septièmement, au sujet du déclenchement de la guerre : Concernant la première guerre, le traité ayant été abrogé unilatéralement par l'Arabe Zaïd Ibn Bahich, la première réaction des Musulmans fut d'entamer de longs pourparlers (22) avec les Arabes et leurs alliés sassanides, mais ils aboutirent à une impasse totale ; raison pour laquelle, une déclaration de guerre, en bonne et due forme et en application des principes islamiques, fut faite à l'ennemi, qui, pourtant, se trouvait à quelques mètres en face, et en grand nombre, prêt à engager le combat depuis quelques jours.

La guerre actuelle a été marquée par une triple violation des principes islamiques de la part du régime baathiste irakien :

- Premièrement, il est entré en guerre contre l'Iran par surprise ; aucune déclaration officielle ne l'a annoncé.
- Deuxièmement, le jour de son attaque correspondait au mois de « Dhi el-Kâada » du calendrier islamique, où les hostilités sont strictement prohibées par l'Islam.
- Troisièmement, la guerre a été précédée d'une abrogation unilatérale des Accords d'Alger.

Monsieur Saddam Hussein a donc joué un rôle bien pire que celui joué par son ancêtre Zaïd Ibn Bahich, allié des Sassanides il y a quatorze siècles. Ainsi, encore une fois, l'analogie entre les deux guerres n'est pas au profit du régime de Bagdad.

Huitièmement, sur le plan strictement militaire : La première guerre a opposé une armée populaire, au vrai sens du terme, commandée par Sâad Ibn Abi Waqass, à l'armée régulière sassanide, les Arabes de Banou-Lakhm et bien d'autres tribus, qui étaient tous sous le commandement général de Rustom, chef de l'armée sassanide. Toutefois, le rôle joué par les Arabes aux côtés des Perses dans cette guerre est reflété par Zaïd Ibn Bahich, à qui avait été offert le poste de commandant de l'infanterie.

Le comportement des troupes islamiques dans la bataille d'el-Qaddissieh n'était pas du tout destructeur (23), par contre celui de leurs adversaires était très odieux (pillages, viols, ...) (24). C'est la raison pour laquelle la majorité des habitants du Royaume de Hira se sont convertis à l'Islam après la victoire. En un mot, le comportement des combattants de l'Islam était conforme aux Principes coraniques, dont principalement :

- Le Principe de la non-violence : « Quiconque tuerait un être humain, qui lui-même n'a pas tué ou qui n'a pas commis un désordre sur la terre, est considéré comme s'il avait tué l'humanité entière » (25).

(22) Les pourparlers eurent lieu entre, du côté musulman, El-Moughira Ibn Châaba et, du côté arabo-sassanide, Rustom.

(23) p. 63. B25.

(24) p. 84. B28.

(25) Coran. Sourate 5, verset 32.

– Le Principe d'El-Châhâda (du martyr) : « Ne dites pas de ceux qui sont tués dans le Chemin de Dieu : « ils sont morts ! ». Ils sont vivants, au contraire, mais vous n'en avez pas conscience » (26).

Ce n'est nullement paradoxal d'œuvrer, d'un côté, pour préserver la vie autour de soi et d'être, d'un autre côté, toujours prêt pour offrir la sienne pour trois raisons :

– La première raison est que la vie humaine ne consiste pas en quelques jours situés entre la naissance et la mort, l'Islam interprète la mort comme le transfert de l'homme d'un stade de vie à un autre. Le prophète a dit : « Vous avez été créés pour subsister, non pas pour être anéantis. Ce qui arrivera, c'est que vous serez transportés d'une demeure à une autre » (27).

– La deuxième raison est que l'homme récoltera, au cours de sa vie après la mort, les fruits de ses actes durant sa vie biologique et psychologique.

La perfection n'est obtenue que lorsque l'homme a saisi et accepté les trois réalités de l'être : la réalité de Dieu, la réalité de la Révélation et la réalité de la vie post-mortem. C'est ainsi que dans son âme se crée un état fait de pensée et d'action, d'idée et de conviction, d'effort et de combat.

Tenant compte de l'ensemble de ses forces et de son être, l'homme investit pour assurer le bien-être des autres et combat afin de garantir leur épanouissement ; sa raison d'être ici-bas étant la construction de l'ordre divin, donc le respect de soi, de ses semblables et de son environnement, tout en ayant toujours le regard fixé sur son avenir et sur le futur de son être propre.

– La troisième raison est que l'idée de l'avenir doit toujours être chez l'homme la plus importante. C'est la raison pour laquelle El-Châhâda est considérée par l'Islam comme la plus belle récompense divine, permettant le passage, dans les meilleures conditions, de la vie éphémère à la vie éternelle.

La guerre actuelle oppose deux armées : l'iraniennne est surtout populaire, tandis que l'irakienne est principalement une armée de métier. D'autre part, les troupes de Bagdad font preuve d'une barbarie inouïe : destruction de villes et de villages, massacres aveugles, viols, prises d'otages par dizaines de milliers, utilisation de missiles, de bombes à fragmentation et d'armes chimiques, etc. Par contre, du côté iranien, la guerre est conduite en application des principes islamiques, dont ceux de la non-violence et d'El-Châhâda.

Ainsi, encore une fois, l'analogie entre les deux guerres n'est pas au profit du régime baathiste irakien.

Nous concluons en disant que si la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran devait garder le nom que Monsieur Saddam Hussein lui a choisi, la thèse de l'arroseur arrosé se trouverait amplement justifiée.

Le régime irakien, d'une part à cause du vide idéologique et historique de son baathisme, d'autre part pour donner une image islamique à son régime, a choisi pour nom à sa guerre celui de la glorieuse bataille d'el-Qaddissieh.

(26) Coran. Sourate 2, verset 154.

(27) Bihâr el-anwâr, vol. III, p. 161, tiré du Ettiqâdât de Sadûq.

## La disparition d'el-Khilâfâ

Avant de mourir, le prophète de l'Islam a manifesté clairement sa crainte, en s'adressant à la Umma en ces termes : « Je crains pour vous les rivalités dans la poursuite de l'ici-bas ».

Vérification faite, il s'avère que les rivalités pour le pouvoir politique, à travers l'histoire, entre Musulmans fut la cause principale de leur disparition progressive du devant de la scène internationale.

Ces rivalités ont commencé pratiquement dès la mort du prophète, engendrant la disparition d'el-Khilâfâ ou « Califat », qui a eu pour première conséquence l'encouragement des ennemis pour tenter de freiner la propagation de l'Islam.

Ainsi, les Croisades venues d'Europe et l'invasion des Mongols des steppes asiatiques ont réussi à ébranler l'unité du monde musulman. Une unité rendue fragile par l'irresponsabilité des Rois musulmans de l'époque.

D'autres conséquences ont suivi : colonisation d'abord, puis, et c'est encore plus grave, ce fut au tour de la Loi Divine et des Piliers de l'Islam d'être piétinés au nom du « progrès » et du « développement ». La guerre qui oppose l'Irak à l'Iran n'est pas étrangère à tous ces événements, elle fut imposée au régime islamique iranien conformément à la logique des idéologies nationalistes dominantes.

Que représente el-Khilâfâ et quel est le rôle du Khalifâ, dans l'Islam ? El-Khilâfâ (28) est un mot arabe, dont la traduction est « représentation » ; le Khalifâ est donc le représentant de Dieu sur terre. Il va de soi que, dans ce contexte précis, l'emploi du terme « représentant » est honorifique pour l'homme, car Dieu n'est jamais absent, raison pour laquelle le Khalifâ est plutôt considéré comme le représentant du prophète.

El-Khilâfâ, d'après le Coran, est un dépôt divin (Amânâ) donné par le Créateur à toute l'humanité ; cette « représentation » n'embrasse pas seulement la terre, mais également tout ce qui appartient à Dieu, c'est-à-dire tout ce qui est répandu dans ce vaste univers. Le groupe humain est donc chargé de veiller sur l'ordre de l'univers, de gérer les affaires de l'homme et de guider l'humanité sur la voie de son Créateur ; en un mot, de gouverner le monde et de le construire.

El-Khilâfâ signifie pour le Musulman :

Premièrement, son appartenance à une Jamâa (groupe), qui est une partie intégrante de la Umma.

Deuxièmement, l'appartenance de sa Umma à un même et seul pôle : Dieu. C'est là la doctrine de l'unicité divine (Tawhid), base de l'Islam, dont se sont réclamées toutes les révolutions des prophètes, qui ne sont venus que pour

(28) La principale source de ce sujet est l'excellent ouvrage de Mohammed Baker el-Sadr. B30.

bâtir un monde à partir du principe : « Il n'y a pas d'autre divinité que Dieu ».

Troisièmement, le fondement de tous ses rapports (sociaux, économiques, ...) sur la base de la pure servitude à Dieu, qui délivre l'homme de la soumission à tous les symboles représentant l'exploitation, la domination, l'oppression, l'injustice, l'ignorance et l'idolâtrie.

Quatrièmement, l'abolition de tout genre de domination, d'exploitation et de gaspillage, et toute forme d'injustice pour la réalisation de l'esprit de fraternité dans tous ses rapports avec ses semblables et l'esprit de respect de son milieu naturel (écologique).

Cinquièmement, le sens de la responsabilité et du devoir envers Dieu. En effet, le Musulman se doit d'assumer l'Amânâ. Ainsi, pour ne pas trahir la confiance de son Créateur, il ne doit pas se permettre de vivre selon ses propres caprices ou selon ses propres désirs, s'ils ne sont pas conformes aux directives de Dieu. Pour mesurer combien sa responsabilité est lourde, il suffit de signaler que sa Umma est contrainte d'appliquer les principes divins de justice et de refuser la tyrannie et l'oppression : la Umma n'a aucun choix entre les deux. Le Coran va jusqu'à considérer la Jâmâa qui accepte l'oppression et reste muette devant les tyrans comme auto-oppressive et responsable de cette oppression, qu'elle se doit de combattre par tous les moyens, même s'il ne lui reste que l'émigration (el-Hijra) (29).

El-Khilâfâ est donc le fondement du pouvoir en Islam. Le rôle du Khalifâ ou Imam (30) est de guider la Umma dans la voie du Créateur. Le Guide doit posséder un niveau de science lui permettant l'assimilation du Message, être juste quand il s'engage à l'appliquer, être libéré de toute passion pour le porter, être sensible aux réalités de son époque et avoir la force et les qualités spirituelles requises pour accomplir sa mission.

Le Musulman, quand il donne sa Biyâ (allégeance) au Khalifâ (ou Imam), accomplit un devoir légitime et obligatoire, et participe à la construction du monde et en devient responsable.

L'Islam a donné un aspect contractuel à la Biyâ, la concevant comme un contrat entre le Guide et la communauté. Ainsi, il devient du devoir de tout individu appartenant à la Umma de suivre les ordres du Guide, et ce dernier est invité par Dieu à consulter la communauté, même s'il est infallible. Dans ce cas, la consultation (El-Shoura) est pédagogique, car elle a pour but de former la Umma à la charge d'el-Khilâfâ, de la faire participer aux affaires gouvernementales et aux responsabilités de sa mission sur terre.

Les enseignements de l'Islam concernant le choix du Khalifâ (ou Imam) n'ont été respectés que pendant une trentaine d'années après la mort du prophète. Le fameux Traité de Lausanne de 1922 n'a absolument pas aboli el-Khilâfâ, comme on le prétend souvent.

(29) Coran, Sourate 4, verset 97.

(30) El-Khilâfâ et El-Imâmâ poursuivent strictement le même but, malgré l'apparente divergence dans l'interprétation entre les principales Ecoles (Mâdhaheb) islamiques.

Le prophète mourut en 632 ; Abou Bakr fut aussitôt élu premier Khalifâ de la Umma. Puis ce fut le tour d'Omar Ibn el-Khattab, le deuxième Khalifâ, de 634 à 644 ; ensuite Othman Ibn Affân, le troisième Khalifâ, de 644 à 656, et enfin Ali Ibn Abi Taleb, le quatrième Khalifâ, de 656 à 661. Ces quatre Khalifâs furent choisis conformément aux deux principes islamiques : Shoura et Biyâ.

Les complots (31) contre les principes d'el-Khilâfâ commencèrent avant même la mort d'Ali. En effet, Mouawia, gouverneur de la région de Damas, à l'époque, refusa de reconnaître l'autorité d'Ali. Il lui livra une bataille à Siffin, en 658, qu'il perdit ; il proposa à Ali un arbitrage et, au prix d'une manœuvre malhonnête, se fit proclamer « Khalifâ », mais plus tard il eut quand même l'honnêteté de reconnaître qu'il n'était en fait qu'un Roi :

– « Je suis le premier Roi » (32), disait-il !

Plus tard, en 680, en imposant son fils Yazid comme successeur, Mouawia ne fit que confirmer le passage d'el-Khilâfâ à la Royauté.

Le coup de force de Mouawia de 658, concrétisé par la prise du pouvoir en 661 (date de la mort d'Ali), marqua la disparition d'el-Khilâfâ. Six Rois omeyyades se succédèrent, tout en semant la terreur ; plus spécialement, le règne de Yazid fut marqué par des bains de sang. Ce deuxième Roi ordonna, entre autres, le massacre de l'Imam Hossein (petit-fils du prophète) et de ses proches.

En 717, un miracle se produisit avec l'arrivée au pouvoir du huitième Roi omeyyade, Omar Ibn Abdel-Aziz. La première décision prise par ce Roi fut de s'autodestituer et de demander à la Umma de choisir un Khalifâ, conformément aux enseignements de l'Islam.

Il fut choisi unanimement, devenant ainsi le cinquième et dernier Khalifâ de l'histoire de l'Islam.

Omar Ibn Abdel-Aziz, au cours seulement de deux années et demie de Khilâfâ, réussit à remettre pratiquement tout en ordre, il détruisit tout ce que les Rois précédents avaient innové et qui allait à l'encontre des enseignements de l'Islam. Il était sur le point d'enterrer définitivement la Royauté, quand il fut soudainement empoisonné par sa propre famille (les Omeyyades), qui ne pouvaient accepter la perte du pouvoir politique.

El-Khilâfâ disparut ainsi pour la deuxième fois en 720, année de la mort d'Omar. Six Rois lui succédèrent de 720 à 750, date à laquelle le pouvoir échappa aux Omeyyades, passant aux mains des Abbassides, de 750 à 1258.

Omeyyades et Abbassides arrivèrent au pouvoir par la force et s'y maintinrent grâce au jeu de la division de la Umma. Le principal enseignement du

(31) La principale source de ce sujet est l'excellent ouvrage du grand savant pakistanais, Abou el-Alâa el-Mawdoudi (B31), qui était jusqu'à sa mort en 1979 le principal penseur des Ecoles sunnites. Par ailleurs, une large place est toujours réservée à ses ouvrages dans les quatre coins du monde musulman.

(32) p. 94, B31.

Coran concernant l'unité fut bafoué par la distinction faite entre Arabes et non-Arabes.

Alors que les Omeyyades considéraient les non-Arabes comme citoyens de second ordre, les Abbassides les firent monter au rang de citoyens de premier ordre, tout en faisant descendre les Arabes au rang inférieur.

Cette politique de la division pour mieux régner fut suivie plus tard également par les Ottomans, d'où « l'origine » de la fameuse citoyenneté irakienne à deux niveaux de nos jours (iranienne et ottomane).

Les luttes fratricides pour le pouvoir politique engendrèrent la perte de l'Espagne musulmane en 1060, celle de la Sicile musulmane en 1085, et la chute d'El-Qods (Jérusalem) en 1099, suivie d'affreux génocides. Seule El-Qods fut libérée, en 1187, par Salah el-Din (Saladin), qui, de l'avis de tous les historiens, entra dans cette ville sans qu'aucune goutte de sang ne soit versée.

La deuxième conséquence de ces luttes fut une invasion de Mongols en 1220 venant des steppes asiatiques, engendrant des destructions de villes et de villages, des massacres, des ruptures des systèmes d'irrigation et la chute des Abbassides, le jour de l'entrée des Tatars à Bagdad, le 6 février 1258.

Les Ottomans prirent la relève et réussirent, malgré les luttes sanglantes qu'ils se livrèrent entre eux, rien que par amour du pouvoir, à gouverner sous un nouveau nom : Sultans, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre 1922, date de l'abolition, par le Traité de Lausanne, du Sultanat, ou, si l'on préfère, de la Royauté, mais en tout cas pas d'el-Khilâfâ islamique, puisque, dès 661, le pouvoir était, islamiquement parlant, illégitimement exercé, à l'exception d'Omar Ibn Abdel-Aziz.

La troisième conséquence grave de ces luttes fratricides irresponsables pour accaparer le pouvoir politique fut une invasion du monde musulman et son partage entre les puissances européennes. C'est ce qu'on appelle la colonisation.

Il est vrai que la majorité des Rois et Sultans musulmans de 661 à 1922 étaient pervers et irresponsables, mais ce serait commettre une grave erreur que de croire que l'Islam n'a vécu que le temps des cinq Khalifâs.

En effet, malgré leur soif du pouvoir politique, les dirigeants n'avaient pratiquement jamais osé toucher à la Châriyâ (les lois islamiques). Partout, la Loi divine avait continué à régir la vie quotidienne du musulman. L'application de la Châriyâ n'avait pratiquement jamais fait défaut. Seul le fait de vouloir accaparer le pouvoir politique par des moyens détournés avait été la violation la plus flagrante des enseignements de l'Islam.

Il en serait fini depuis très longtemps de l'Islam, s'il n'y avait pas eu, tout au long de l'histoire, des hommes et des femmes qui ont veillé, très souvent au prix de leur vie, pour que le Message continue à rayonner, malgré vents et marées, en tentant, d'une part, de freiner la soif de pouvoir des Rois et Sultans, et, d'autre part, de limiter les dégâts de ces mêmes Rois et Sultans.

C'est ainsi, par exemple, que le premier soulèvement a eu lieu en 680, le jour du passage officiel d'el-Khilâfâ à la Royauté ; il était dirigé par le petit-fils du prophète, Hossein Ibn Ali, contre le deuxième Roi, Yazid.

Certains, de nos jours, présentent ce premier soulèvement comme étant strictement chiite, alors qu'à l'évidence, tous les Compagnons (el-Sahaba) du prophète furent parfaitement d'accord sur le principe du soulèvement contre l'illégitimité du pouvoir politique de l'époque (33). Toutefois, certains d'entre eux tentèrent quand même d'empêcher l'Imam Hossein, mais uniquement parce qu'ils n'avaient pas confiance en les habitants de l'Irak (33). Ils eurent parfaitement raison d'ailleurs puisque le soulèvement se solda par un bain de sang inoui. L'Imam et ses proches furent sauvagement massacrés par les soldats de Yazid à Kerbala, en Irak, sous les yeux indifférents de ses habitants.

Ce soulèvement n'était effectivement pas strictement chiite, mais, en continuant jusqu'à nos jours à le célébrer régulièrement chaque année, les Musulmans chiites démontrent simplement qu'ils ont une meilleure mémoire que leurs frères des autres Ecoles de l'Islam.

Une confirmation éclatante nous est donnée par l'Imam Abi Hânifâ (34), qui a soutenu financièrement le soulèvement, en 740, de Zeid Ibn Ali (petit-fils de l'Imam Hossein) contre le dixième Roi omeyyade, Hichem Ibn Abdel-Malek. Il ordonna aussi aux Musulmans de suivre Hossein dans sa révolution, qu'il compara à celle du prophète (35).

Encore une fois, plus tard, en 763, l'Imam Abi Hânifâ soutint ouvertement le soulèvement de Mohammed Ibn Abdallah (connu sous le nom de Nefss el-Zakiya) (36).

Un autre Imam, Mâlek (37), soutint à son tour ce dernier soulèvement contre le deuxième Roi abbasside, Abou Jâafar el-Mansour.

Mâlek eut même le courage de faire une Fatwa (interprétation légale et juridique en Islam) sur l'illégitimité du pouvoir du Roi el-Mansour, ce qui lui coûta une arrestation, l'emprisonnement et la torture (38).

Beaucoup prétendent, de nos jours, que les soulèvements de Zeid Ibn Ali et de Mohammed Ibn Abdallah étaient eux aussi strictement chiites ; c'est à l'évidence une déformation de la réalité en vue d'un but précis, à savoir, donner la légitimité non seulement aux Rois et Sultans passés, mais surtout à ceux qui, de nos jours, gouvernent aux quatre coins du monde musulman. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, l'écrasante majorité des Présidents, Rois et Emirs du monde musulman forment un front uni contre l'Imam Kho-meiny et sa Révolution. Or, cette Révolution se situe dans la ligne de celles

(33) p. 185, B31.

(34) Maître de l'Ecole islamique « Hânâfite ». (Principale Ecole sunnite).

(35) p. 180, B31.

(36) p. 176, B31.

(37) Maître de l'Ecole islamique « Mâlékite ». (Ecole sunnite des Musulmans d'Afrique du Nord).

(38) p. 184, B31.

de tous les prophètes, aussi bien que de tous les soulèvements, dont ceux de Hossein Ibn Ali, Zeid Ibn Ali et Mohammed Ibn Abdallah.

## Le Traité de Lausanne

Les colonisateurs du monde musulman se sont retrouvés face au panislamisme, qui est né au XIX<sup>e</sup> siècle, et qui, dès la fin de ce siècle, a commencé à menacer sérieusement leurs intérêts pratiquement partout ; en Egypte, sur l'initiative de Mohammed Abdou, puis de Hassen el-Bânnâ (fondateur du Mouvement des Frères Musulmans, à Ismailia, en 1929) ; au Proche-Orient, sur l'initiative de Qawakbi ; au Moyen et Extrême-Orient, sur l'initiative d'Ikbal el-Lahouri ; en Tunisie, sur l'initiative de Cheikh el-Thaalbi ; en Irak, sur l'initiative de Seiyed Mirza Mohammed Takiy el-Chirazi ; en Iran, sur l'initiative de Hadj Mirza Hassen el-Chirazi ; dans le Caucase, sur l'initiative de l'Imam Châmil, etc.

Les colonisateurs se sont ingéniés à fabriquer à leur tour des « pan-ismes » tous azimuts.

Nous avons vu comment l'arabisme, puis le baathisme ont été forgés ; pour briser le mouvement panislamiste dans la région, nous allons maintenant voir comment a été rendu possible le Traité de Lausanne de 1922, et dans quel but il a été imposé.

Les luttes fratricides entre Musulmans pour le seul accaparement du pouvoir politique affaiblit non seulement la propagation du message universel qui est celui de l'Islam, mais aussi la résistance de la Umma. La colonisation fut une conséquence assez logique, meurtrière et dévastatrice.

Le panislamisme naissant au XIX<sup>e</sup> siècle projetait, outre l'unité de la Umma, trois autres objectifs : chasser le colonisateur, restaurer el-Khilâfâ et bâtir l'Ordre International Divin, où Sciences et Techniques auraient leur place, comme l'ordonne le Coran, afin de servir l'homme, et non pas l'asservir.

Les colonisateurs, pour empêcher la réalisation de ces objectifs, ne pouvaient que manœuvrer pour accentuer le morcellement du monde musulman. C'est ainsi que le pan-touranisme a vu le jour au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Un mouvement, appelé « Comité Union et Progrès » ou « Jeunes Turcs », a été créé à Istanbul et, très vite, est devenu à prédominance militaire. En 1908, il a déclenché une insurrection dans la garnison de Salonique, dirigée par Enver Pacha, qui s'imposa en 1913 comme ministre de la Défense.

A partir de 1913, le mouvement exerça une véritable dictature de parti (39), engendrant comme première conséquence : la déportation, en 1915, et le massacre collectif d'environ un million et demi d'Arméniens. Ce sont les forces armées et leurs moyens de transport qui ont été utilisés pour la déportation et

(39) p. 20, B13.

l'extermination des Arméniens, à une époque où le ministre de la Défense n'était autre qu'« Enver Pacha, nationaliste enflammé et leader le plus populaire du mouvement Jeunes Turcs » (40).

A l'occasion du procès à Paris, au mois de février 1984, des Arméniens responsables d'un attentat commis en France, la plupart des mass-médias ont prétendu que le responsable du génocide arménien du début du siècle était l'Empire ottoman, sous-entendu l'Islam ! En d'autres termes, le mensonge est devenu le moteur d'une guerre psychologique livrée en douceur contre l'Islam.

En effet, un Français, professeur à l'Université Laval de Québec, entre autres, précise que « la déportation et le massacre collectifs des Arméniens ne doivent pas être imputés au « fanatisme » musulman, ni à la « barbarie » d'un Empire dont les structures traditionnelles leur avaient permis de vivre pendant plusieurs siècles, mais au nationalisme turc naissant et à la volonté de ses dirigeants de forger une nation, dont les limites sont encore imprécises et l'existence incertaine » (41).

Ces nationalismes importés sont la cause de tous les maux dans le monde musulman : guerre du Liban, d'Afghanistan et du Golfe, entre autres. Et il n'est vraiment pas exagéré de dire que le nationalisme, en terre islamique en tout cas, se nourrit du sang versé par les peuples et ses forfaits sont souvent mis sur le compte de l'Islam !

Nous avons vu comment le panarabisme a été dans un premier temps propagé comme slogan, puis a été écarté pour laisser la place à un baathisme vague et douteux. De la même façon, le pan-touranisme a été étouffé pour laisser la place à « un nationalisme restrictif opposé au pan-touranisme » (42), conformément au principe des colonisateurs : diviser pour mieux régner.

Alors que le fondateur du baathisme était un Chrétien, Michel Aflak, celui du nationalisme turc restrictif était un Musulman, Mustapha Kamal, connu pour « son mépris pour la religion musulmane » (42). Il participa à l'insurrection de Salonique, en 1908, mais il resta isolé politiquement parmi les Jeunes Turcs jusqu'au mois de juillet 1919, où il se fit « élire » président d'un congrès nationaliste. Puis, profitant de la présence des troupes alliées depuis 1918 à Istanbul, il réussit à établir, en 1920, une Assemblée Nationale à Ankara, sous sa propre présidence.

Les deux pouvoirs, celui du Sultan à Istanbul et celui de Kamal à Ankara, se livrèrent une guerre sans merci, par fidèles interposés. Dans toutes les agglomérations de l'Anatolie, la guerre civile fit rage. Mais le Sultan, pratiquement encerclé dans son palais à Istanbul par les forces alliées, ne put que se préparer à la retraite.

C'est ainsi que des contacts diplomatiques eurent lieu, au début de 1920

(40) p. 37 et 38, B13.

(41) p. 20, B13.

(42) p. 57, B13.

d'abord, entre les Français et Kamal, puis ce fut le tour de la Russie, qui ouvrit en 1921 une ambassade à Ankara, et, la même année, les Anglais commencèrent à leur tour à établir des contacts diplomatiques avec Kamal.

Très peu de temps après, « Kamal obtient aisément » (43) des alliés la proclamation de l'abolition du Sultanat, le 1<sup>er</sup> novembre 1922, à la Conférence de Lausanne, à laquelle neuf pays participèrent : le Royaume-Uni, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce, la Roumanie, la Serbie-Croatie-Slovénie, la Russie et la Turquie de Kamal. En d'autres termes, des non-Musulmans décidèrent du sort de l'Islam et de l'avenir de ses fidèles !

Par le Traité de Lausanne, le Sultan est devenu une sorte de « pape », ayant une fonction purement religieuse. Mais, étant donné que l'Islam est une religion où le temporel et le spirituel sont indissociables, le 3 mars 1924, la « papauté » islamique a été abolie à son tour. Elle n'aura duré que 17 mois.

Kamal, ayant le champ libre devant lui, put ainsi, en toute tranquillité, réaliser ses objectifs. Une guerre contre la Loi divine et contre les Piliers de l'Islam fut déclarée.

Le Traité de Lausanne n'était en fait qu'un feu vert donné pour tenter de déraciner l'Islam. Mustapha Kamal s'y donna à cœur joie :

- Les écoles islamiques furent supprimées, les tribunaux islamiques furent abolis, le port du Hijâb (foulard islamique pour la femme) fut interdit, etc.
- En remplacement des lois islamiques, Kamal adopta un nouveau code civil imité du code suisse, un code pénal sur le modèle italien, et un code commercial sur le modèle allemand.
- En remplacement des tribunaux islamiques, il créa un système hiérarchisé de tribunaux, dominés par une cour de cassation assez semblable au système français, mais ne comportant ni appel ni jury !

La Turquie devint sous Kamal le premier Etat laïque en terre islamique, au prix de génocides et ethnocides tous azimuts, principalement aux dépens des Arméniens et des Kurdes.

En 1929, nationalisme oblige ! « l'armée régulière est envoyée au Kurdistan, où elle pratique une répression méthodique... Les tribunaux procèdent dans le pays à des jugements expéditifs et à des exécutions » (44).

La langue kurde fut interdite, tout comme la langue arménienne ; même la langue turque n'échappa pas aux transformations : l'alphabet arabe fut remplacé par un alphabet latin ; on ne peut être singe à moitié ! Et Kamal couronna le tout par une loi, en 1934, imposant à tous les Turcs l'adoption d'un patronyme ; en donnant l'exemple, il prit le nom d'Atatürk (père des Turcs) !

(43) p. 61. B13.

(44) p. 68. B13.

## L'Est « à l'école turque »

La méthode utilisée par Kamal Atatürk fit école. Tous les Chefs d'Etats musulmans se lancèrent à qui mieux mieux dans une fantastique course de déracinement des lois et des Piliers (Arkân el-Islam) de l'Islam.

Parmi ceux qui « réussirent » le mieux, relevons les noms de Reza Pahlavi, puis de son fils, en Iran, et de Bourguiba, en Tunisie, qui, tout en mimant le grand frère turc, n'arrivèrent pas pour autant à son niveau. Le Chah d'Iran fut rejeté par son peuple au mois de février 1979, tandis que Bourguiba marche à grands pas, mais à reculons, face à la progression de la vague islamique.

Mais c'est incontestablement à l'Est que les Musulmans durent souffrir le plus, en Albanie, en Yougoslavie et dans les Républiques soviétiques.

Comment la guerre contre l'Islam fut-elle menée en URSS ?

Au lendemain de la Révolution, en 1920, le nationalisme fleurissant, ce fut l'avènement de l'indépendance des colonies de l'Empire des Tsars. L'appel de Lénine : « Peuples dominés, soulevez-vous ! » n'entra pas dans l'oreille d'un sourd, bien que Lénine n'ait lancé son slogan que pour accélérer la chute de l'Empire. Le destin des peuples, en vérité, ne l'intéressait pas du tout. Son unique préoccupation, qu'il a réalisée parfaitement d'ailleurs, n'était que d'édifier l'Etat des Soviets sur les ruines de l'Empire des Tsars. Ce changement porta le nom de « Révolution des prolétaires », dans un pays féodal, où la classe ouvrière ne comptait que 3 millions pour une société de 140 millions d'individus.

La comédie de l'indépendance à l'Est ressemble étrangement aux indépendances octroyées par l'Ouest à une multitude d'Etats du Tiers-Monde. En effet, dès 1921, les Nations, pourtant indépendantes, de l'ancien Empire furent réunies par des traités bilatéraux.

Alors qu'à l'Ouest on se contentait de dominer les pays par une multitude d'accords et d'« aides », un pas fut franchi, à l'Est, dès 1922, par la création d'un projet de fédération incluant toutes les Républiques sur un même pied d'égalité, d'où la promotion de toutes les cultures nationales, c'est-à-dire des langues en premier lieu.

L'Etat soviétique, en dépit de sa pauvreté, consacra à la promotion des cultures nationales, « qui va parfois jusqu'à les inventer, des efforts et des sommes considérables » (45).

Pourquoi cet engouement pour les cultures ?

Dans le but de « briser quelques grands groupes humains qu'unissent des solidarités particulières ; c'est le cas des peuples musulmans du Caucase ou de l'Asie centrale... L'égalitarisme culturel met ainsi fin au rêve panislamique » (45).

Comment ? « Ces cultures sont nationales dans leur forme, principalement

(45) p. 24. B32.

la langue... Ce que les langues nationales doivent véhiculer, ce n'est pas le patrimoine propre de chaque nation, mais un patrimoine nouveau, commun à toutes, le socialisme, ses valeurs, ses finalités » (45).

Curieusement, à l'Ouest on a appliqué la même politique aux pays fraîchement indépendants du Tiers-Monde. Partout, des écoles ont été créées pour véhiculer le « développement », sa logique capitaliste, ses valeurs et ses finalités. A coups de milliards de dollars, les crânes sont bourrés, mais il n'y a jamais assez d'argent pour remplir les ventres affamés. Chaque année, des enfants meurent de faim par dizaine de millions dans ces pays. C'est que pour un système basé sur la croissance, et dont le moteur est le profit, la logique du lavage de cerveau rapporte gros.

Pour édifier un barrage entre le Musulman et le Coran, les Soviétiques, tournant le dos à leur égalitarisme culturel, ont, dans les années 20, dans une première étape, remplacé l'alphabet arabe des Républiques musulmanes par un alphabet latin.

Pourquoi l'alphabet latin ? C'est « l'expérience d'autrui, la Turquie de Mustapha Kamal » (46), nous dit-on, qui a servi de justification. Encore une fois, les noms sont deux, Est et Ouest, mais la logique est la même !

Seulement, les Soviétiques, dans une deuxième étape, imposèrent dès la fin des années 30 l'alphabet cyrillique à toutes leurs Républiques et enterrèrent définitivement la fameuse égalité. Ce fut une russification brutale et rapide à la mode de Staline.

La guerre contre l'Islam à l'Est n'épargna ni les Lois, ni les Piliers de cette religion, ni même les coutumes de ses peuples.

Pour une cinquantaine de millions de Musulmans, dans les Républiques musulmanes d'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, de Kirghizie, de Turkménie, d'Ouzbékistan, de Tadjikistan, de Géorgie et de Birobidjan, il n'y a plus aujourd'hui qu'environ 200 mosquées officiellement ouvertes ! A titre de comparaison, à Abou Dhabi, micro-Etat du Golfe, il y a 624 mosquées pour 300 000 habitants.

Le pèlerinage à La Mecque (cinquième et dernier Pilier de l'Islam) étant pratiquement aboli, de derrière le rideau de fer, le seul contact possible que permet aux Musulmans le Gouvernement soviétique est celui des échanges des visites officielles entre une élite musulmane soviétique, triée, et les représentants des dirigeants des pays musulmans, spécialement arabes. Etant donné l'animosité de ces derniers envers l'Islam, le résultat de ce genre de contacts ne peut en fin de compte que servir les desseins soviétiques à l'intérieur de leurs frontières.

D'ailleurs, pour briser l'Islam dans ses propres frontières, le régime soviétique fait souvent appel à l'expérience d'autrui. Ainsi, il s'est inspiré largement des méthodes de Kamal Atatürk, mais aussi de Bourguiba, « en invoquant les

(46) p. 27, B32.

directives du grand muphti de Tunisie » (47), pour condamner par exemple le Ramadhan (le jeûne : quatrième Pilier de l'islam).

Tandis qu'avec ses amis, comme Nasser d'Egypte, Assad de Syrie, Saddam Hussein d'Irak, Khaddafi de Libye, le régime soviétique fait d'une pierre deux coups : il exporte son socialisme, tout en important les méthodes expérimentées avec succès par ces derniers dans leur déchaînement contre l'islam.

Le Traité de Lausanne eut pour conséquence immédiate une guerre ouverte contre l'islam, livrée par les propres enfants de l'islam, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Mais, aussi bizarre que cela puisse paraître, ce traité a en fait d'abord débarrassé les Musulmans d'un Sultanat illégitime, cause principale de tous leurs maux, et laissé un vide qu'aujourd'hui seul l'Imam Khomeyni est en train de remplir.

La chute du régime baathiste de Bagdad serait probablement concrétisée par une amorce d'unité de la Umma, sous la direction du sixième Khalifâ de l'histoire de l'islam, et engendrerait la chute en série de plusieurs Chefs d'Etats arabo-musulmans.

Une chose est d'ores et déjà tout à fait certaine : le retour d'el-Khilâfâ, ainsi que l'unité de la Umma, sont en bonne voie ; ce n'est qu'une question de temps.

(47) p. 249, B32.

## CHAPITRE DEUXIÈME

# LA VOIX A MUSELER

### Le mythe éclaté

Les Musulmans ne restèrent pas les bras croisés. Des mouvements islamiques surgirent, après le Traité de Lausanne, pour relever le défi. Pratiquement partout dans le monde musulman, malgré le complot ourdi contre l'Islam, l'impact du panislamisme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle continua à se consolider ; et, c'est en Iran que les efforts des Musulmans furent couronnés de succès.

En 1891 l'Ayatollah Chirazi réussit à faire reculer le pouvoir iranien, qui venait de concéder le monopole de la vente du tabac aux Anglais, en le faisant revenir sur sa décision à la suite du boycottage de cette denrée, suivi quasi unanimement par la population, sur l'ordre de leur chef religieux.

Cet événement fut en fait le point de départ d'un mouvement qui, malgré toutes les tentatives pour l'étouffer, avait fini par réussir, en 1979, une Révolution Islamique, qui d'ores et déjà promet des changements géo-politiques à l'échelle de toute la planète, bien plus solides et plus importants que ceux provoqués par les Révolutions française et russe.

En effet, une première révolution eut lieu en 1906 en Iran, dirigée principalement par les chefs religieux contre l'absolutisme de l'Empereur et contre sa politique de soumission à la Russie. Ils réussirent à contraindre le Chah Mouzaffar el-Din à accepter une constitution prévoyant que la législation votée par le Majliss (assemblée élue) ne devait pas être en contradiction avec les lois islamiques ; pour y veiller, cinq savants furent même désignés pour siéger au Majliss, avec un droit de censure sur les textes adoptés.

Pour donner une idée de la force des chefs religieux du début de notre siècle, il suffit de lire l'article XX de la constitution qui stipule que « tout genre d'imprimés est libre, à l'exception des livres antireligieux et des publications nuisibles à la foi islamique ».

Le 7 octobre 1906, le premier Majliss entra en fonction. Le Chah mourut peu de temps après, et son successeur, Mohammed Ali, tenta aussitôt une contre-révolution. Il fit appel, selon les vœux de Londres, à la brigade des Cosaques, qui bombarda le Majliss. Puis les Anglais et les Russes réussirent à s'entendre, malgré leurs rivalités, pour partager l'Iran en trois zones : une

zone d'influence russe au nord, une zone d'influence anglaise au sud-est, et, entre les deux, une zone dite « neutre ». Ce partage fut suivi, en fait, d'une occupation militaire.

Toujours selon les vœux de Londres, la brigade des Cosaques intervint une deuxième fois en 1921 pour mettre fin à la dynastie Kadjar.

Le commandant, Reza Pahlavi, fraîchement propulsé par les Anglais à la tête de la brigade des Cosaques, « après avoir hésité à proclamer la République, à l'instar de ce qui s'était fait en Turquie deux ans plus tôt » (1) opta pour un nouvel empire.

Le 15 avril 1926, Reza Pahlavi fut couronné Chah d'Iran. Il eut pour tâche principale de tenter de briser l'Islam, de piétiner ses Lois et ses Piliers, « en suivant de manière fidèle, mais incomplète, l'exemple turc » (2). Toutefois, il fut plus ambitieux que son acolyte Kamal Atatürk dans le domaine vestimentaire, en imposant autoritairement aux hommes la coiffure européenne !

Au cours de la Deuxième Guerre mondiale, Reza envisagea de s'allier à Hitler ; les Anglais, pour le punir, l'obligèrent à abdiquer le 16 septembre 1941, en faveur de son fils Mohammed Reza ; ce qui fit dire à Churchill, lors d'une conversation avec Roosevelt : « Nous l'avons amené, nous l'avons ramené » (3).

Cette phrase n'entra pas dans l'oreille d'un sourd ; en effet, lorsque le Chah fut contraint à l'exil, le 16 août 1953, à la suite du coup d'éclat de Mossadegh, ce sont les Américains qui le ramenèrent au pouvoir trois jours plus tard.

Le coup d'Etat américain du 19 août 1953, organisé et financé par la C.I.A., « n'eut d'autre but que de redonner à la monarchie Pahlavi le rôle totalitaire que lui avait conféré le coup d'Etat anglais de 1921. En contrôlant le monarque, Washington entendit bien contrôler le pays » (4).

Une cinquantaine de milliers d'Américains se mirent au travail en Iran, formant une super-classe dirigeante, n'ayant pour souci que leurs propres intérêts. La porte de l'Iran fut ouverte à la fois aux multinationales, qui se bousculèrent pour extravertir l'économie, mais aussi aux militaires israélo-américains, faisant de l'Iran un gigantesque centre d'espionnage et de surveillance, à un prix que les Iraniens payèrent très cher.

La SAVAK, police du Chah, véritable Etat dans l'Etat, dut arrêter, torturer, éliminer des dizaines de milliers d'Iraniens pour que les Américains puissent, en toute quiétude, dévaster le pays au nom du « développement ».

Les agents de la SAVAK reçurent même l'autorisation d'entrer aux Etats-Unis pour pourchasser les opposants iraniens, et aussi de participer, avec la

(1) p. 26, B33.

(2) p. 73, B13.

(3) p. 27, B33.

(4) p. 30, B33.

C.I.A., au programme destiné à réprimer les manifestations d'étudiants iraniens dans les villes américaines.

Le Président américain, Monsieur Carter, le champion de la défense des « droits de l'Homme », ferma « volontairement les yeux sur les activités de la SAVAK, et la C.I.A. est allée jusqu'à neutraliser les efforts du F.B.I., qui voulait intervenir dans ce qu'il considérait comme une violation manifeste de la souveraineté américaine par ces Iraniens. Tout au long de ces années, le Département d'Etat, que dirigèrent Kissinger et Vance, ignore délibérément les agissements de la SAVAK aux Etats-Unis » (5).

C'est toujours le même Carter, qui, au cours du voyage présidentiel qu'il fit en Iran à la fin de 1977 et au début de 1978, déclara dans un toast que « l'Iran est une île de stabilité dans l'une des régions les plus troublées du monde » (6), pendant que « dans tout l'Occident, les experts des Gouvernements et les universitaires les plus distingués étaient d'accord avec le modèle de développement » (7) du Chah. Pourtant, toute l'économie iranienne était « au service des multinationales » (8), pendant que le pays était « en voie de sous-développement » (8).

Le 16 janvier 1979, Mohammed Reza Pahlavi quitta définitivement l'Iran, emportant dans ses valises le mythe du progrès et du développement.

Alors qu'en 1953, chassé par Mossadegh, il quitta l'Iran pour la Suisse, après avoir nommé Zahédi au poste de Premier ministre, pour y revenir trois jours plus tard, à la remorque de la C.I.A. ; cette fois-ci, rejeté par son peuple, le scénario du départ fut le même avec Monsieur Bakhtiar, laissé à Téhéran au poste de Premier ministre, mais le retour ne put avoir lieu, puisque les ordinateurs étaient détraqués et tous les observateurs et tous les spécialistes débordés.

Le phénomène, imprévisible au départ devint brusquement insaisissable. Ce fut la stupéfaction, puis la panique ; la réaction fut trop tardive. D'ailleurs, quelle qu'eût pu être la rapidité et la force de la réaction pour contrer ce phénomène révolutionnaire, l'Histoire (celle, bien entendu, que l'on n'enseigne pas dans les écoles) nous a appris qu'il n'y a rien à faire pour stopper un tel phénomène ; on ne peut, tout au plus, que le freiner.

La meilleure preuve nous en est donnée par l'Islam lui-même, qui, malgré toutes sortes de complots, organisés pour tenter de le détruire, a réussi à traverser quatorze siècles d'histoire pour se manifester à nos jours comme la réponse à tous les problèmes de l'humanité.

L'échec était cuisant face à l'Islam ; il serait encore plus grand face à sa Révolution. En d'autres termes, s'il n'était pas possible d'écraser des Musulmans colonisés, dominés, hypnotisés, leurrés et piétinés, il serait absurde d'espérer pouvoir les étouffer, maintenant qu'ils sont conscients et révoltés.

(5) p. 73. B34.

(6) p. 99. B34.

(7) p. 143. B34. Il s'agit de la « Révolution blanche » du Chah d'Iran.

(8) p. 71 à 85. B33.

Le 1<sup>er</sup> février 1979, l'avion de l'Imam Khomeyni se posa à Téhéran-Mehrabad. Après seize ans d'exil, il fut accueilli par une marée humaine aux cris d'« Allahou Akbar, ni Est ni Ouest ».

Cet homme, qui fut témoin du mythe de ces trois quarts de siècle, déclara dès son arrivée : « Nous avons renversé le Chah, mais ce n'est qu'une première étape... Nous sommes devant une page blanche. Nous voulons détruire le système existant et établir un autre régime avec un autre contenu et d'autres formes. Je demande à tout le peuple musulman de conserver son unité... Nous allons détruire les vestiges du système qui nous a ruinés pour construire le pays de Mohammed, que la paix soit sur lui ».

Au système que les puissances européennes ont imposé à coups de canons et de ruse aux Musulmans et que les deux Grands, Américain et Soviétique, sont censés aujourd'hui protéger, l'Imam Khomeyni, avant même la chute de la monarchie des Pahlavi, par ces quelques phrases, a promis une destruction certaine.

Comment museler cette voix ?

Les Américains se mirent au travail bien avant le retour triomphal de l'Imam. Mais, malgré leurs laborieux préparatifs, ils ne purent empêcher l'éclatement du mythe.

Le rapport de la D.I.A. américaine (Defence Intelligence Agency) sur l'Iran, daté du 28 septembre 1978, soit quatre mois et demi avant la chute du Chah, arrivait à la conclusion suivante : « On s'attend à ce que le Chah reste activement au pouvoir pendant les dix années qui viennent » (9), tandis que le chef du Centre National d'Evaluation des Affaires étrangères de la C.I.A., le docteur Robert Bowie, a reconnu, après la chute du Chah, que « malgré les manifestations qui s'étaient multipliées contre le Chah, il n'avait jamais cru que la situation lui échapperait. » (10)

Pour mieux mesurer l'intensité du choc provoqué par l'avènement de la Révolution Islamique iranienne, il faut préciser que, jusqu'à la dernière minute, Monsieur Carter nous a invités à ne nous faire « aucun souci » (11) puisqu'il « dominait parfaitement la situation » (11), pendant que son principal conseiller, Monsieur Brzezinski, confirmait : « Ne vous en faites pas, on tient tout en main » (11) !

La confiance des Américains reposait en fait sur l'imminence d'un coup d'Etat, une répétition de celui qui chassa Mossadegh en 1953, que Schlesinger, secrétaire de l'Energie, à l'instigation de Brzezinski, proposa dès le début de décembre 1978.

Le Président Carter, malgré l'opposition énergique de son secrétaire d'Etat, Monsieur Cyrus Vance, décida de détacher le général d'aviation Robert Huy-

(9) p. 147. B34.

(10) p. 148. B34.

(11) p. 216. B34.

ser de son poste de l'O.T.A.N., à Stuttgart, et de l'envoyer à Téhéran pour préparer le coup d'Etat de la dernière chance avec le général d'aviation Philippe Gast, du MAAG (Groupe Consultatif d'Assistance Militaire), en collaboration avec les officiers du Chah. Cette décision de Monsieur Carter marqua le début d'un conflit Brzezinski-Vance au sein de l'équipe dirigeante à la Maison-Blanche. Brzezinski était l'homme de force, tandis que Vance préférait le dialogue.

Huysen, commandant en chef adjoint des forces américaines en Europe, arriva à Téhéran le 3 janvier 1979. « Il avait fait précédemment plusieurs voyages en Iran, généralement pour discuter d'affaires militaires » (12). Pour le coup d'Etat projeté on ne pouvait donc mieux choisir.

Le même mois, un pétrolier américain « contenant de l'essence » fut « envoyé à Bandar Mechar pour le cas où l'armée aurait eu besoin de fournitures de secours » (13). C'est dire combien les préparatifs de Monsieur Carter étaient minutieux.

Le 16 janvier, le Chah put quitter tranquillement l'Iran, puisque Huysen avait rapidement réussi à ranger les généraux derrière Monsieur Bakhtiar, le nouveau Premier ministre, pour qui « Brzezinski s'était enthousiasmé, et c'était d'ailleurs la seule solution acceptable pour le Président Carter » (12).

Alors qu'officiellement il n'était question que « d'une mission de trois jours » (14) ; pour ne rien laisser au hasard, Huysen dut rester jusqu'au 3 février 1979, rencontrant « pratiquement chaque jour les généraux » (15).

Huysen ne s'inquiéta pas du tout, malgré le retour triomphal deux jours plus tôt de l'Imam Khomeyni, sa confiance était totale, puisqu'il déclara au Président Carter, dès son arrivée à Washington, que « tout allait très bien, que Bakhtiar avait toutes les chances de l'emporter » (16) et à Brzezinski qui « lui demanda si les préparatifs du coup d'Etat étaient terminés, il répondit qu'on pouvait le déclencher dans les 24 heures : il suffisait d'un ordre de Carter au général Gast. » (16).

C'est la raison pour laquelle Monsieur Bakhtiar, dans son somptueux bureau à Téhéran, quatre jours avant la chute de la monarchie, « ne semble pas conscient de l'imminence des périls qui le guettent » (17). Il faut préciser que « fin janvier, on vit encore arriver à Téhéran de nouveaux militaires américains » (18) ; Monsieur Bakhtiar ne pouvait donc être que totalement confiant !

Seulement, le 11 février 1979, l'armée bascula, les généraux capitulèrent et la Maison-Blanche, faisant preuve d'un aveuglement manifeste, donna l'ordre, dans la nuit, par téléphone à son ambassadeur Sullivan à Téhéran de déclencher le coup d'Etat (19) !

(12) p. 207, B34.

(13) p. 211, B34.

(14) p. 207, B34.

(15) p. 212, B34.

(16) p. 215, B34.

(17) *Le Monde*, 5 et 6.2.1984.

(18) P. 217, B34.

(19) p. 223, B34.

Sous l'intensité du choc, Monsieur Carter ne put que poursuivre sa marche dans le rêve ; il n'était pas seul, puisque « la plupart des experts étaient convaincus qu'il était improbable que Khomeyni eût l'habileté politique et administrative nécessaire pour maîtriser la tempête populaire et gouverner le pays... L'évolution des événements allait prouver que tous se trompaient » (20).

Ces experts, bourrés d'un savoir tronqué et munis d'outils d'analyse faussés, poursuivirent leurs estimations dans l'erreur la plus totale ; l'impressionnante victoire de l'Imam Khomeyni ne les incita même pas à procéder à une étude sérieuse de sa conception du monde (20).

N'ayant pour seul objectif que le mépris de l'Islam, complètement fermés sur eux-mêmes, ne réservant leurs plumes, leurs micros et leurs salles de conférence le plus souvent qu'aux spécialistes de « l'écorce de l'Islam » et aux Musulmans douteux ; « les universitaires et les dirigeants continuèrent à sous-estimer le talent politique et la cohérence de la vision de l'Ayatollah Khomeyni » (21).

Celui qui sème le vent, ne peut hélas que récolter la tempête.

Pourtant, nombreux sont les honnêtes gens, qui, comme le professeur américain Richard Cottam, avaient mis l'accent sur le fait que l'Iran souffrait « d'une politique rapace de l'Amérique, menée par un Chah fantoche. Le mouvement de Khomeyni était simplement la continuation du mouvement pour un changement fondamental, qui se développait depuis plus d'un siècle, afin d'apporter à l'Iran une indépendance authentique, des institutions libres et une résurrection des valeurs culturelles islamiques » (22).

Or, ce genre de langage n'a hélas pas encore la place qu'il mérite ; de nos jours, la plupart des temples du savoir et des moyens d'information, quand il s'agit de parler de l'Islam, le vrai, se transforment automatiquement en instruments au service de l'anti-islamo-centrisme.

Le refus de l'ouverture à l'autre est une bombe historique à retardement, mais c'est, en attendant, une vie dans l'illusion. C'est la raison pour laquelle Monsieur Carter et ses collègues ne purent que poursuivre « leur rêve persan dans une euphorie croissante, ignorant tous les signaux d'alarme » (23).

Ainsi, Monsieur Brzezinski, profitant à Alger, le 1<sup>er</sup> novembre 1979, des fêtes d'anniversaire de la lutte de libération algérienne, rencontra le Premier ministre iranien, Bazargan. Une semaine plus tard, Bazargan fut démis de ses fonctions et, entre-temps, dans la nuit du 3 au 4 novembre, les étudiants de Téhéran envahirent l'ambassade des Etats-Unis et prirent en otage le personnel.

Ce grave événement ne marqua pourtant ni la fin du rêve américain ni celle de la carrière de Brzezinski. Ce ne fut donc que partie remise.

(20) p. 225, B34.

(21) p. 226, B34.

(22) p. 241, B34.

(23) p. 261, B34.

## Le sursaut de l'ours

En 1983, à un moment où l'Iran, après trois années de guerre, avait un besoin urgent de fournitures et d'équipements militaires, le Gouvernement islamique ne consacra que 30 % de son budget à son armée (24), tandis que le Chah, de 1973 à 1978, pourtant en temps de paix, avait dépensé « annuellement, en moyenne, 30 % du budget de l'Etat aux forces armées » (25) pour des achats massifs, effectués principalement auprès de l'industrie d'armement américaine.

La part prise par les dépenses militaires dans le P.N.B. était en Iran, à l'époque du Chah, trois fois plus élevée qu'aux États-Unis ou en U.R.S.S. ; c'était la manière que le Chah avait d'investir les milliards de pétro-dollars de son peuple !

Pour la même période, le nombre d'Américains résidant en Iran passa de 16 000 à une cinquantaine de milliers de personnes. Le Chah s'imposa ainsi comme gendarme américain de la région, et son pays se vit transformé en un gigantesque centre d'espionnage et en une formidable tour de surveillance.

Face à ce danger naissant à ses frontières méridionales, l'U.R.S.S. ne put qu'armer à son tour son ami irakien, mais jamais elle n'eut la possibilité de mettre en application l'article 5 de l'arrêté de 1921, qui la lie à l'Iran et qui pourtant stipule : « Si un tiers voulait se servir du territoire iranien comme base d'opérations contre l'U.R.S.S. ou en menacer ses frontières, et qu'à la demande de l'U.R.S.S. le Gouvernement iranien ne puisse faire cesser cette menace, l'U.R.S.S. aurait alors le droit de faire entrer ses troupes en Iran pour y mener les opérations nécessaires à sa sécurité. Cependant, l'U.R.S.S. s'engage à retirer ses troupes dès que le danger aura cessé ».

L'U.R.S.S., qui, pourtant, jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, fut le second maître, après l'Angleterre, à avoir en main le destin de l'Iran, ne put qu'assister en spectateur à l'entrée en force des Américains dans le pays depuis la chute de Mossadegh, en 1953.

Toutefois, dès 1959, une station de radio fonctionna à Bakou, capitale de la République musulmane soviétique de l'Azerbaïdjan, sous le nom de « La Voix Nationale de l'Iran ».

Dans quel but ?

Monsieur Brejnev, certainement excédé par le comportement des américains, nous le précisa en 1976, lors de son entretien avec le Président somalien Siad Barre : « L'Iran sera une noix dure à croquer, mais nous y arriverons bien plus vite que les capitalistes ne l'imaginent. » (26).

(24) p. 90, *El-Jihad*, mensuel d'études politiques, n° 13, 1984.

(25) p. 109, B33.

(26) p. 138, B34.

A la veille de la chute du Chah, pensant que le moment était venu, « La Voix Nationale », depuis Bakou, multiplia les appels à la Révolution, à l'élimination de l'impérialisme américain et fut en accord parfait jusqu'à la chute du Chah avec les révolutionnaires, en adhérant à la doctrine de l'Imam Khomeyni.

Tout comme d'ailleurs la B.B.C. qui, dans ses émissions en direction du Moyent-Orient, en rapportant fidèlement les derniers propos de l'Imam, lors de son séjour parisien, mis à part le fait qu'à l'époque l'Imam était une source de gains importants, puisque l'information, dans la logique capitaliste, n'est qu'un produit comme un autre, était en fait mue par un désir de vengeance historique contre les Américains, qui avaient supplanté les Britanniques en Iran.

Radio Bakou, aussi bien que la B.B.C., réussit surtout à perturber le Chah et ses généraux, qui, habitués à entrevoir toujours une main étrangère derrière chaque sursaut populaire, ne surent pas clairement qui accuser : les Britanniques ou les Soviétiques, bien que tous deux n'avaient été que des instruments, malgré eux, au service de la Révolution Islamique iranienne !

« La Voix Nationale » doubla même ses émissions en direction de l'Iran, lorsque la chute du Chah, à cause de la multiplication des manifestations, devint plausible. Seulement, sa ligne générale changea totalement, dès l'arrivée de l'Imam Khomeyni au pouvoir, pour prêcher le séparatisme aux Azerbaïdjanais, aux Arabes, aux Kurdes et à d'autres minorités de l'Etat iranien, manifestant ainsi l'évanouissement du rêve du Kremlin.

L'avènement de la Révolution Islamique en Iran fut perçue comme un danger certain pour la fragile unité des Républiques soviétiques. Et ce n'est qu'à partir de 1980 que le général Ziya Yusif Zade, directeur du K.G.B. d'Azerbaïdjan, Mohammed-Nazar Gapurov, premier secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de Turkménistan, et d'autres dirigeants soviétiques commencèrent à dénoncer à haute voix ce qu'ils appellent « la subversion extérieure » et qui d'après le journal *Le Monde* n'est autre que « l'Islam fondamentaliste », qui « apparaissait plus redoutable qu'on ne l'avait cru. » (27).

Ces cris d'alarme furent suivis d'une progression des publications anti-islamiques, où « la violence du ton de ces publications dites scientifiques rappelle celle des meilleures années de l'époque stalinienne. » (27)

Ces ouvrages, malgré leur multiplication en Union Soviétique, aussi bien que la propagande anti-iranienne des médias de l'Est, pratiquement des photocopies de ceux de l'Ouest, sont non seulement neutralisés, mais, ce qui est plus important, leur impact sur les Musulmans, tout comme celui des médias de l'Ouest d'ailleurs, devient jour après jour l'opposé de celui envisagé.

Ainsi, dans les Républiques musulmanes soviétiques, par exemple, les émis-

(27) *Le Monde*, 14.2.1984.

sions radiophoniques des stations iraniennes sont aussitôt enregistrées sur cassettes, traduites en plusieurs langues et diffusées. Ce fait a été confirmé en 1983 par la presse locale soviétique (28).

L'expulsion des Américains du territoire iranien n'arrangea pas le problème des Soviétiques, bien au contraire ; c'est d'ailleurs la raison première pour laquelle, dès le 27 décembre 1979, l'Afghanistan fut envahi.

L'invasion de l'Afghanistan fut dictée par l'échec des communistes au pouvoir à Kaboul, face à la puissance grandissante de leurs opposants musulmans qu'il fallait éliminer avant qu'une deuxième révolution islamique n'éclate dans la région.

En effet, alors que le pays était agité, le peuple afghan ne désirait que l'instauration d'une République islamique ; une « révolution » fut provoquée par les Soviétiques, qui amena au pouvoir, le 27 avril 1978, Monsieur Mohammed Nour Taraki, communiste convaincu. Ce fut une levée de boucliers quasi générale aux quatre coins du pays, réprimée avec férocité par Hafizullah Amin, ministre de l'Intérieur : 12 000 personnes moururent sous la torture dans les prisons. Ça ne suffisait pas, puisqu'en septembre 1979, Amin renversa son Président, ce qui eut pour effet d'amplifier le mouvement de résistance.

Au nom de l'Islam, des milliers d'Afghans gagnèrent le maquis, suivis toujours plus nombreux par leurs compatriotes de l'armée régulière.

Lorsque le conflit entre le pouvoir et les opposants musulmans eut atteint le point de non-retour, Amin fut éliminé et remplacé par l'homme de confiance de Moscou, Babrak Karmal, pour jouer principalement la carte politique soviétique face à l'Islam, consistant à respecter apparemment les pratiques religieuses, tout en les grignotant progressivement, d'où l'envoi, à l'origine, de soldats musulmans soviétiques à Kaboul pour ne pas éveiller de soupçons.

Le Kremlin, pour mieux camoufler ses vrais objectifs, multiplia à l'époque sa propagande pro-islamique, en faisant croire aux autochtones, grâce à des films montrant les Afghans en réunions religieuses dans les mosquées, que son intervention ne visait nullement l'Islam, mais plutôt « des agents impérialistes afghans se battant sous le masque de l'Islam ». Cette tactique, qui d'ailleurs est largement pratiquée aussi par les régimes pro-occidentaux des pays musulmans, ne paya pas. Bien au contraire, les réservistes musulmans soviétiques envoyés au début de l'invasion, en Afghanistan, « s'avéraient si peu sûrs, qu'il fallait les rapatrier dès mars 1980 » (28).

Il faut ajouter que, pour rehausser son image après l'invasion de l'Afghanistan, le Kremlin a organisé, le 10 septembre 1980, une « Conférence Musulmane Internationale » à Tachkent pour, officiellement, célébrer le début du quinzième siècle de l'ère musulmane. Mais les Soviétiques s'empressèrent, trois jours plus tard, de clore les débats sans adoption de déclaration finale, parce que les conférenciers, en prenant l'initiative en vue de la construction

(28) idem

d'un centre islamique à Tachkent, financée par la communauté islamique internationale, les avaient plongés dans le désarroi.

Le jeu du Kremlin fut ainsi mis à nu et il ne lui restait plus qu'à affronter de face les conséquences de son invasion.

Ce qui devait être une promenade militaire en Afghanistan, dure depuis bientôt six ans et promet aux Russes un sort pire que celui des Anglais, qui, en 1840, avaient essuyé un grave revers avec plus de 15 000 hommes dans les défilés de la rivière Kaboul.

Les 80 000 soldats soviétiques qui ont envahi le pays en 1979 ne détiennent, cinq ans plus tard, malgré leurs dangereuses offensives à chaque printemps, que quelques agglomérations et l'axe routier stratégique construit par leurs experts ; le reste, soit la plus large partie de l'Afghanistan, leur est toujours interdit.

Les Musulmans afghans se battent aux quatre coins du pays contre l'Armée Rouge, en lui infligeant d'énormes pertes, malgré leur matériel dérisoire.

Les deux plus graves conséquences de ce qui est en train de devenir « le Vietnam de l'Ours » sont :

Premièrement, l'éclatement du mythe progressiste, dont se targue le Kremlin pour agrandir sa part de gâteau tiers-mondiste. L'Afghanistan s'avère d'ores et déjà être le tombeau du progressisme révolutionnaire russe. Une fois l'arme de son expansionnisme brisée, l'U.R.S.S. ne pourrait plus qu'adopter une position purement défensive, ce qui pour une Révolution signifie le début de la fin.

Deuxièmement, l'éclatement inéluctable de l'Empire des Soviets. Les craintes du Kremlin sont d'ailleurs de plus en plus rapportées par la presse soviétique, qui fait état de l'existence (en U.R.S.S.) aux côtés de la hiérarchie officielle musulmane d'un puissant Islam parallèle, fortement structuré..., indépendant, comparable aux Frères Musulmans des pays arabes et à la Révolution Islamique iranienne (29).

La Révolution Islamique iranienne, par son impact certain sur les 50 millions de Musulmans des Républiques soviétiques, pour son soutien toujours plus efficace aux résistants musulmans afghans, par l'arrêt total de ses exportations de gaz vers Bakou, par l'écrasement du Parti communiste iranien, Toudeh, à la suite de la découverte, au mois d'avril 1983, du complot tramé par le K.G.B., est en train de miner sérieusement la fragile unité de l'Empire des Soviets.

Le Kremlin en est d'ailleurs parfaitement conscient, puisqu'il est toujours le fournisseur d'armes numéro 1 de l'Irak. Des milliers d'experts soviétiques sont au service de Bagdad. Un signe important qui montre le désarroi grandissant de Moscou, c'est la livraison de missiles SS-21 à l'Irak, qui pourtant n'étaient réservés auparavant qu'à l'Armée Rouge.

(29) idem

Faute de ne pouvoir intervenir directement dans le conflit qui oppose l'Irak à l'Iran, à cause de l'enlèvement de son armée en Afghanistan, le Kremlin se contente de laisser ouvert le robinet de son industrie d'armement au service du régime baathiste irakien.

La Révolution Islamique iranienne en brisant le rêve des Américains et en menaçant sérieusement celui des Soviétiques, par son impact toujours grandissant sur les Musulmans, qui sont directement ou indirectement dominés par l'un ou l'autre de ces deux Grands, ne pouvait en toute logique qu'attirer la colère du premier et la méfiance du second.

C'est justement en misant sur la colère des Américains contre le régime islamique iranien que les Soviétiques commencèrent l'invasion de l'Afghanistan. Dans leur calcul, cette invasion n'aura été qu'un premier pas devant aboutir soit au partage de l'Iran avec les Américains, comme ce fut le cas naguère avec les Anglais, soit, au pire, au renversement du régime islamique iranien par un éventuel coup d'Etat qui ferait l'« équilibre » dans la région. Le vieux rêve des Tsars d'engloutir l'Afghanistan serait ainsi réalisé ; mais ce qui est encore plus important, le défi lancé par l'Islam aux deux puissances de la planète, serait du même coup levé.

Toutefois, ni le partage de l'Iran avec les Soviétiques, ni le coup d'Etat devant renverser le régime islamique iranien pour faire l'« équilibre » dans la région, donc encore moins un coup d'Etat communiste, ne purent recevoir l'aval des Américains. L'Iran était américain, il devra redevenir américain ; telle fut la logique de la Maison-Blanche face à l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. C'est la raison pour laquelle :

- Premièrement, Monsieur Carter a déclaré, après l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques : « Nous connaissions l'importance de la préparation militaire des Soviétiques... Nous n'avons pas été pris par surprise » (30). La Maison-Blanche fut donc au courant de l'invasion mais ne put trouver un terrain d'entente avec les Soviétiques.
- Deuxièmement, des mesures militaires ont été prises par les Soviétiques dans le Caucase, à leur frontière avec l'Iran (31). Donc, non seulement l'entente fut impossible mais les Américains furent ligotés par les Soviétiques, par ces mesures qui ne furent prises que pour les dissuader d'intervenir en Iran, mais surtout pour leur démontrer que la seule entente possible consiste en un partage de l'Iran.
- Troisièmement, une concentration de troupes soviétiques de la 66<sup>e</sup> division motorisée a eu lieu dans la région de Hérat (30), à la frontière irano-afghane. Cette mesure prise par le Kremlin est très significative, puisque l'essentiel de la résistance musulmane afghane se trouvait à l'époque dans la partie orientale du pays. C'est donc une confirmation, le Kremlin fut décidé

(30) *Le Monde*, 1.2.1980.

(31) *Le Monde*, 14.2.1980.

de ne pas laisser les Américains faire encore une fois de l'Iran une gigantesque base d'écoute et de surveillance dirigée contre lui.

- Quatrièmement, coïncidant avec l'invasion de l'Afghanistan, la presse soviétique a engagé une polémique contre les dirigeants iraniens (31), préparant ainsi le terrain soit au partage de l'Iran en cas d'une éventuelle entente avec les Américains, soit à un coup d'Etat communiste à Téhéran, tant rêvé par Monsieur Brejnev, qui n'eut d'autre désir pendant tout son règne que de « croquer la noix dure », l'Iran.

Faute de ne pouvoir s'entendre, les deux Grands durent en toute logique œuvrer, chacun de son côté, pour tenter de museler la voix prometteuse, ni Est ni Ouest, du peuple musulman d'Iran.

Toutefois, un premier signe d'un début d'entente se manifesta rapidement : l'aide occidentale à la résistance musulmane afghane continue à diminuer progressivement ; pourtant elle n'était que dérisoire au départ. C'est d'autant plus significatif de constater que le déclin de cette aide est dû principalement à l'objectif des résistants afghans, c'est-à-dire la création d'une République islamique. Alors qu'à l'origine la République islamique projetée par les résistants afghans se voulait de type pakistanais, depuis peu, puisque le régime pakistanais est à son tour de plus en plus rejeté par son peuple, les Afghans se tournent progressivement, mais concrètement, vers l'Iran.

## La colère de l'humiliation

### LES PRÉPARATIFS

Le mois d'avril 1980, soit trois mois après l'invasion d'Afghanistan, fut d'une extraordinaire richesse en événements de tout ordre, visant directement l'Iran, qui, bien qu'ils aient eu lieu dans différents pays, de par leur synchronisation, qui ne peut vraiment pas être imputée au hasard, formèrent un ensemble cohérent pour un objectif bien précis.

D'abord, en Irak, nous l'avons démontré précédemment, au cours de ce mois d'avril, les expulsions d'Irakiens vers l'Iran eurent lieu ; des agressions contre ce même pays se multiplièrent à la frontière ; le grand savant Mohammed Baker el-Sadr fut froidement assassiné ; des opposants au régime iranien s'organisèrent à Bagdad, etc.

A Washington, le Gouvernement américain annonça, le 7 avril, la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran.

Au Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères des 9 Etats membres de la Communauté Européenne prirent, le 22 avril, les mesures suivantes contre l'Iran :

- Premièrement, réduction du personnel diplomatique en poste à Téhéran ;
- Deuxièmement, réduction du nombre des diplomates accrédités par le Gouvernement iranien dans leurs pays ;
- Troisièmement, rétablissement d'un système de visas pour les ressortissants iraniens se rendant dans les Etats membres des Neuf ;
- Quatrièmement, retrait de la permission de vendre à l'Iran ou d'exporter vers ce pays des armes ou du matériel pouvant servir à la défense ;
- Cinquièmement, embargo économique devant entrer en vigueur à partir du 17 mai 1980, s'il n'y a pas « de progrès décisif » (32).

A Ottawa, le Gouvernement canadien décida, le 23 avril, des mesures similaires à celles des Neuf.

A Tokyo, le Conseil des ministres japonais annonça, le 24 avril, des mesures comparables à celles prises par les Européens.

A Oslo, le Gouvernement norvégien s'aligna, le 24 avril, sur la position de la Communauté Européenne.

Pour évaluer l'importance de ces mesures, relevons que c'est « la première fois que les Neuf prennent, sur ce terrain de la coopération diplomatique, une décision d'une telle portée » (33).

Toujours au cours du même mois eurent lieu une recrudescence des sabotages et des attentats au Khouzistan iranien, la reprise des affrontements, après une trêve de deux mois (34), au Kurdistan iranien, engendrant des « combats violents » (33) entre les forces armées régulières et les opposants Kurdes, et des affrontements dans les universités à Téhéran et en province.

Enfin, tous ces événements furent couronnés par un raid américain contre l'Iran dans la nuit du jeudi 24 au vendredi 25 avril. Officiellement, cette opération fut du type de celle menée à Entebbe (35) pour libérer les otages de leur ambassade à Téhéran.

Bien que ce genre d'opération au cœur de Téhéran présentât trop de risques, tant pour les otages que pour la population civile, Monsieur Carter, dans un communiqué officiel déclara que « la mission était humanitaire » ! Essayons donc de le vérifier.

La préparation de l'opération commença cinq mois plus tôt ; elle fut le fruit d'une planification intense, d'un entraînement intensif et d'exercices de si-

(32) L'embargo économique a été envisagé par les Neuf conformément à la résolution du Conseil de Sécurité de l'O.N.U. de janvier 1980.

(33) *Le Monde*, 24.4.1980.

(34) *Le Monde*, 22.4.1980.

(35) L'opération du commando israélien qui libéra les otages retenus à bord d'un avion de ligne détourné vers l'Ouganda.

mulation répétés dans le désert de l'Arizona, aux Etats-Unis, et certainement aussi en Egypte.

D'après le général Vesser, directeur de la « Rapid Deployment Force », qui fut l'un des architectes de l'opération, « rien n'avait été laissé au hasard ».

Monsieur Carter ne décida de mettre en œuvre les plans préparés que lorsque « l'équipe fut prête » et qu'il fut « convaincu » que l'opération avait « une excellente chance de succès ». Le Pentagone ne lésina pas sur les moyens mis en œuvre :

- Le budget de la mission était illimité.
- Les membres du commando, au nombre de 90, dont certains d'origine iranienne, étaient tous des volontaires, appartenant à la fameuse unité "Blue light" du commando Delta.
- Six appareils C-130 Hercules furent engagés dans l'opération, trois d'entre eux étant des ravitailleurs possédant chacun deux citernes d'une capacité de 6 184 litres chacune ; les trois autres avions étaient affrétés au transport des hommes, des armes, des jeeps et des motocyclettes. Les trois types les plus récents du C-130 furent utilisés : EC-130, AC-130 et MC-130.
- Huit hélicoptères RH-53D, connus pour être les meilleurs de la gamme Sikorski, furent aussi engagés dans cette opération. Les performances du triturbine RH-53D de Sikorski, avec la possibilité de décoller verticalement à la vitesse de 725 mètres à la minute et d'acheminer 55 hommes de troupe (ou le transfert de 14 620 kg de matériels) sur des distances de 2 000 kilomètres dans certaines configurations de vol, leur ont valu une réputation mondiale.

L'opération ne fut lancée qu'une fois que les services météorologiques eurent donné l'assurance au Président Carter que les conditions atmosphériques seraient très bonnes. En effet, l'étude détaillée de la climatologie de la région, faite par ces services, laissait clairement écarter la probabilité d'un changement brutal dans les mouvements de l'air.

L'opération fut prévue pour être exécutée en deux phases ; la première, dans la nuit du jeudi au vendredi, était composée de trois étapes :

- Premièrement, départ d'Egypte des six avions C-130 Hercules, survol du Golfe d'Aden et de la Mer d'Arabie, puis atterrissage à l'île de Massirah à Oman pour l'approvisionnement en carburant.
- Deuxièmement, départ des avions C-130 Hercules pour Robât-Khan, situé à 62 kilomètres à l'ouest de la ville iranienne de Tabas, et à environ 350 kilomètres de Téhéran, dans l'immense territoire hostile et désolé que forment les déserts de Dashte-Kavir et Kavire-Lut.

Ensuite, le départ des huit hélicoptères pour un voyage de 880 kilomètres depuis le porte-avions Nimitz, qui croisait en Mer d'Arabie, pour rejoindre les avions C-130 Hercules dans le désert de Tabas, pour l'approvisionnement en carburant.

Le départ, enfin, du chef de l'ensemble de la mission, le général James

Vought, pour le survol du Golfe arabo-persique, où il devait rester en contact permanent à la fois avec le commandant du raid, le colonel Charles Bekwitch, chef réputé d'un groupe anti-terroriste de Fort-Bragg, et avec le "National Command Center" au Pentagone, où le Président Carter en personne et le général David Jones, Président du Comité des chefs d'état-major, devaient suivre toute l'opération.

- Troisièmement, départ des huit hélicoptères après ravitaillement et des avions C-130 Hercules pour une cache située suffisamment en dehors de Téhéran, sur un terrain aménagé par des complices à l'intérieur de l'Iran. Un commerçant iranien, nommé Ali Eslami, réserva d'ailleurs son dépôt, situé près de ce terrain, pour cacher les membres du commando, et leur prépara sept camions pour la suite de l'opération.

La deuxième phase, prévue pour la nuit du vendredi au samedi, était elle aussi composée de trois étapes :

- Premièrement, les membres du commando devaient, à bord des véhicules, foncer jusqu'au centre de Téhéran pour prendre, grâce à des complices se trouvant à l'intérieur, le ministère des Affaires étrangères et de faire un assaut éclair, par surprise, sur l'ambassade américaine.
- Deuxièmement, une fois la maîtrise du ministère et de l'ambassade assurée, les hélicoptères devaient arriver pour emmener les otages vers la cache des six avions C-130 Hercules.
- Troisièmement, abandon des hélicoptères sur place, puis retour triomphal du commando à bord des avions C-130 Hercules pour les Etats-Unis via la Turquie qui, par ailleurs, devait servir de poste d'écoute et de surveillance des mouvements aériens iraniens pendant la durée de toute l'opération depuis, d'une part, la base de Diyarbakir, située à l'est du pays, où deux radars surveillent en permanence tous les mouvements dans la région, et, d'autre part, depuis les bases de surveillance et d'alerte aériennes du réseau NADGE de l'O.T.A.N., où des milliers de soldats américains, appartenant surtout aux forces aériennes, sont installés de manière quasi permanente.

Tel est le scénario, tel qu'il fut imaginé, préparé, répété et vérifié plusieurs fois dans ses infimes détails, mais dont la réalisation avorta au cours de la deuxième étape de la première phase, à cause d'une série d'événements qui provoquèrent (36) :

- l'échec, le fiasco, ... de l'opération du siècle des ordinateurs ;
- la déroute, la débâcle, ... du commando ;
- le revers, la déconfiture, la guigne, ... du Président de la plus grande puissance de notre époque ;
- la stupeur, le désarroi, l'amertume, le traumatisme, la rancœur, la catastrophe nationale, ... du peuple américain.

(36) Les qualificatifs qui suivent sont ceux qui ont été le plus souvent utilisés par la presse, en Europe, après l'échec de l'opération.

## LES ÉLÉPHANTS DE LA TECHNOLOGIE

Que s'est-il passé au cours de l'opération ?

- Premièrement, peu après sa violation de l'espace aérien iranien, un premier hélicoptère, « pris dans une tempête de sable » (37ab), dut rebrousser chemin et regagner le porte-avions Nimitz, « ses deux gyroscopes étant endommagés » (37b), l'équipage de l'hélicoptère fut contraint de faire demi-tour, par crainte de perdre l'horizon.
- Deuxièmement, un second hélicoptère dut se poser dans le désert à cause « d'une défaillance hydraulique » (37b) et son équipage fut récupéré par un autre hélicoptère.
- Troisièmement, pendant son approvisionnement en carburant, près de Tabas, un troisième hélicoptère tomba en panne et « l'avarie ne put être localisée » (37a).

Ainsi, trois hélicoptères tombèrent successivement en panne, provoquant l'annulation de la mission par le Président Carter.

Le contre-ordre de Monsieur Carter n'empêcha pas pour autant la poursuite du cauchemar. En effet, la suite fut, d'après un officier supérieur américain, un « enfer qu'ont vécu dans le désert iranien les volontaires de la mission avortée » (37b).

Un quatrième hélicoptère qui, en se dirigeant vers un avion ravitailleur, malgré la clarté ambiante due à la pleine lune, transperça en passant, avec son rotor, le fuselage d'un avion C-130 Hercule, prêt au départ, rempli de militaires. Aussitôt, les deux appareils prirent feu, provoquant la mort des trois « marines » de l'hélicoptère et des cinq membres de l'équipage de l'avion C-130 Hercule et blessant plusieurs autres membres du commando.

Tandis que les munitions des deux appareils en feu se mettaient à exploser, le colonel Beckwith donna l'ordre à ses soldats d'abandonner tous les hélicoptères sur place, « de crainte qu'ils ne s'écrasent sur le chemin du retour » (37b).

La psychose de la terreur venant s'ajouter à celle de la panne ; dans leur précipitation, les membres du commando abandonnèrent non seulement les hélicoptères, mais aussi les cartes secrètes, les documents confidentiels et les munitions qui s'y trouvaient.

Il fallait faire vite ; c'est ainsi que les corps calcinés de leurs camarades furent aussi abandonnés sur place. L'ordre donné leur laissait juste le temps de charger les nombreux blessés, et les avions C-130 Hercule purent aussitôt décoller. Il était environ 4 heures du matin, le vendredi, jour de repos hebdomadaire en Iran.

(37) (a) *Jeune Afrique*, N 1009, 7.5.1980.  
 (b) *Le Monde*, 29.4.1980.

La débâcle du commando américain ne fut connue à Téhéran que vers 14 heures, soit dix heures après le décollage précipité des avions C-130 Hercules. Les Iraniens n'apprirent la nouvelle que de l'étranger ; c'est dire combien fut minutieusement préparée cette opération. Et pourtant, aussitôt la nouvelle de l'échec du commando répandue, les commentaires de la presse internationale allèrent bon train pour malmener l'homme « responsable » de l'échec : Monsieur Carter.

Parallèlement à cette accusation gratuite, les journalistes, pour la plupart, se contentèrent d'exposer en brut tous les détails de l'événement, de manifester leur étonnement et d'orienter les différentes réactions, mais sans jamais tenter de répondre sérieusement à la question principale, c'est-à-dire : comment expliquer ce cuisant échec ?

Des mots enfouis dans des articles d'ordre général – tels que : extraordinaire, mystère, incroyable, inexplicable, ... – reflètent bien leur impuissance à cerner ce phénomène.

L'échec de l'opération américaine fut, en fait, celui d'une certaine vision du monde. Monsieur Carter fut tout simplement victime de la perception du monde du système qu'il représente.

En effet, que reproche-t-on à Monsieur Carter ?

D'avoir préparé une opération de commando pour libérer des otages au cœur de Téhéran ?

Il est nécessaire, il est vrai, de le lui reprocher, puisque son action n'était vraiment pas du tout sérieuse. Mais axer le débat sur ce point, afin de rendre Monsieur Carter responsable de l'échec de l'opération, c'est tourner volontairement le dos aux véritables raisons de ce fiasco.

En effet, l'opération se composait de deux phases en deux temps, la seconde étant celle du « sauvetage » des otages proprement dit. Or, cette phase n'eut jamais lieu, puisque l'opération avorta avant même la fin de la première phase.

Peut-on pour autant rendre Monsieur Carter responsable de l'échec de cette opération ?

Oui, mais à condition de découvrir une défaillance dans ses plans concernant la partie de la phase exécutée. Or,

- Premièrement, les hélicoptères et les avions C-130 Hercules de Monsieur Carter ont pu violer l'espace aérien iranien sur une profondeur d'environ 800 kilomètres, sans rencontrer le moindre problème d'ordre stratégique. Sur ce point précis, Monsieur Carter mérite notre respect.
- Deuxièmement, très peu de temps après l'entrée des hélicoptères dans l'espace aérien iranien, une violente tempête de sable se leva brusquement, provoquant la panne successive de trois hélicoptères, puis l'avortement de l'opération. On ne peut pas non plus en rendre Monsieur Carter responsable, puisqu'il a été prouvé que le Pentagone n'avait rien laissé au hasard dans la préparation de son opération.

Le rapport de la climatologie de la région, qui avait été préparé pour les

besoins de l'opération, tout comme les prévisions météorologiques pour toute la durée de l'opération, avaient exclu, entre autres, l'éventualité d'une tempête de sable.

Le fait qu'une tempête imprévisible se soit déchaînée sur les hélicoptères de la mission ne diminue en rien le sérieux de la préparation de Monsieur Carter, puisqu'il ne fit rien d'autre qu'utiliser au maximum les ressources scientifiques à sa disposition dans ce domaine. C'est aussi valable en ce qui concerne ses hélicoptères, puisqu'il ne fit rien d'autre que les choisir parmi les plus performants et les plus solides, et le fait qu'ils n'aient pu affronter la tempête ne diminue en rien non plus le sérieux de la préparation de cette opération.

Tout comme personne ne peut sérieusement accuser un architecte d'être le responsable de l'écroulement des édifices construits conformément aux normes et aux connaissances scientifiques les plus récentes, écroulement dû à un violent tremblement de terre survenant dans une région supposée être à l'abri de ce genre de désastre, personne n'est en mesure de rendre responsable Monsieur Carter de l'avortement de sa mission.

En d'autres termes, pour l'opération en tant que telle, Monsieur Carter est condamnable, mais se contenter de le rendre aussi responsable de l'avortement de cette opération, c'est fuir la réalité.

Or, c'est cette réalité qui mérite notre attention, puisqu'elle est constituée d'une série d'énigmes, à savoir :

- Premièrement, la soudaine et violente tempête de sable, qui contredit toutes les rigoureuses prévisions scientifiques.
- Deuxièmement, la panne du premier hélicoptère, qui pourtant fut solidement construit pour affronter les aléas de tout ordre ; toutefois, cette première panne est conforme aux calculs de probabilités ; mais que dire alors des autres pannes ?
- Troisièmement, la panne du deuxième hélicoptère, qui fut différente de celle du premier, ne fait qu'agrandir le mystère ;
- Quatrièmement, la panne du troisième hélicoptère, outre le fait qu'elle ne put être située, fut la cause de l'avortement de l'opération, puisque « le plan officiel prévoyait que six hélicoptères au moins devaient participer à la deuxième phase » (38).

La panne du troisième hélicoptère ne laissa aucune alternative quant aux tentatives d'explication de ce mystère par nos moyens habituels ; elle fit s'élever en fumée nos calculs de probabilités et nous enleva toute possibilité d'attribuer la responsabilité du fiasco de l'opération à une quelconque défaillance humaine.

Quant à la collision au sol entre deux autres appareils, qui eut lieu après l'arrêt de la poursuite de l'opération, il serait facile de l'imputer a priori à la

(38) *Le Monde*, 27 et 28.4.1980.

défaillance humaine, mais, vue à la lumière des précédents événements, elle paraîtrait à l'évidence faire partie intégrante d'un phénomène parfaitement explicable, à une seule condition : avoir la foi en Dieu et suivre la voie de l'Islam.

Le Coran, en effet, relate l'histoire d'un puissant commando d'Abyssins de l'époque pré-islamique, qui, armé jusqu'aux dents, se dirigea à dos d'éléphants vers l'Arabie, la destruction de la Kâaba à La Mecque étant son objectif principal. Sa mission fut un fiasco total, sans qu'il y eut le moindre affrontement avec les habitants de la région, parce que Dieu « détourna leur stratagème » (39).

Les éléphants, qui étaient l'arme la plus redoutable de l'époque, furent cloués au sol non pas par une tempête de sable mais par un raid d'oiseaux. Toutefois, on peut lire dans le Coran, dans plusieurs Sourates (textes), que Dieu, pour protéger ses fidèles, promet l'envoi, entre autres, d'un vent contre leurs ennemis, par exemple :

« Lorsque des troupes armées se dirigèrent vers vous, nous envoyâmes alors contre elles un vent et des troupes invisibles » (40), afin « de tailler en pièces ou d'en culbuter une partie (des assaillants) et qu'ils repartent vaincus » (41). Or, c'est exactement ce qui arriva aux membres du commando de Monsieur Carter :

- Premièrement, « une partie », plus précisément huit « marines » furent « taillés en pièces », une confirmation nous est donnée par le journal *Le Monde*, qui précise que « les restes non identifiables des marines carbonisés » furent mis « dans des linceuls, des sacs de plastique ou des caisses » (42).
- Deuxièmement, plusieurs autres membres du commando américain « culbutèrent », c'est-à-dire les nombreux blessés.
- Troisièmement, les survivants « repartirent vaincus », sans avoir livré bataille, ni même soulevé les soupçons des Iraniens quant à leur présence.

Le Coran, tout en jetant la lumière sur le fiasco de l'opération du commando américain, nous livre par ailleurs le vrai objectif de leur mission, puisqu'il précise que c'est « vers vous », c'est-à-dire vers les Musulmans iraniens, que le commando se dirigea, donc l'objectif principal n'était pas « la libération des otages ».

#### L'OBJECTIF PRINCIPAL

Il est évident que l'opération, si elle avait abouti, se serait soldée par un bain de sang. A moins que Monsieur Carter ne soit fou, le sauvetage des otages ne pouvait nullement être son objectif principal.

D'ailleurs, Monsieur Hamilton Jordan, le plus proche conseiller de Carter,

(39) Coran, Sourate 105, Verset 2.

(40) Coran, Sourate 33, Verset 9.

(41) Coran, Sourate 3, Verset 127.

(42) *Le Monde*, 29.4.1980.

annonça, deux jours avant l'opération, « à une réunion de l'état-major de la Maison-Blanche, que le Président avait admis que toute tentative de libérer les otages par la force serait vouée à l'échec » (43).

Par ailleurs, trois jours avant l'opération, Monsieur Carter assurait « que l'Iran était en pleine désintégration » (43), et le journal *Le Monde* d'ajouter : « Depuis deux semaines environ, les responsables évoquaient de moins en moins souvent le sort des captifs, pour mettre l'accent sur la nécessité de défendre les intérêts nationaux américains » (43).

N'est-il alors pas légitime de conclure que l'objectif premier de l'opération ne fut autre que d'aggraver cette « désintégration », ou plutôt de l'orienter pour servir les intérêts américains ?

Parmi les facteurs qui militent en faveur de cette thèse, nous relevons :

Premièrement, les événements de tout ordre qui précéderent l'opération, et qui, de par leur cohérence et leur synchronisation, apparaissent comme le prélude à un changement important en Iran.

D'ailleurs, Monsieur Carter, cinq jours après le fiasco de son opération, y fit clairement allusion, en déclarant : « Si l'entreprise avait réussi... nous aurions évité la déstabilisation de la région... et réintégré l'Iran dans le concert des nations » (44).

Deuxièmement, le comportement très troublant des neuf Etats membres de la Communauté Européenne.

Les mesures prises contre l'Iran par les Neuf devaient en toute apparence « dissuader les Américains d'intervenir militairement en Iran » (45), du moins jusqu'au 17 mai 1980, date de l'expiration de leur ultimatum puisque Monsieur Carter donna sa promesse en ces termes : « Dans la mesure où nos alliés s'associeront à nous, ... nous pourrions éviter la nécessité de recourir à d'autres mesures plus énergiques » (45).

Monsieur Carter ne tint donc pas sa promesse et passa outre les décisions qui furent pourtant prises par les Européens pour qu'il, précise-t-on, « ne fasse pas une bêtise et ne risque pas, par une action militaire quelconque, de mettre le feu aux poudres dans la région du Golfe » (45).

Le plus troublant, c'est que malgré le revers qu'ils subirent, les alliés européens ne manifestèrent individuellement que « compréhension » (M. Ohira : Japon, M. Olesen : Danemark), « grande admiration » (Mme Thatcher : Grande-Bretagne), « profonde sympathie » (M. Schmidt : Allemagne Fédérale), « solidarité » (M. Giscard d'Estaing : France ; M. Simonnet : Belgique), puis les Neuf réaffirmèrent, dans une déclaration officielle, le 28 avril, leur décision prise le 22 contre l'Iran et leur solidarité avec M. Carter, sans manifester la moindre désapprobation de son opération avortée !

(43) *Le Monde*, 27 et 28.4.1980.

(44) *Le Monde*, 2.5.1980.

(45) *Le Monde*, 27 et 28.4.1980.

Comment donc ne pas croire Moscou, qui conclut que « le plan anti-iranien de la Communauté Economique Européenne a servi pratiquement de camouflage à l'aventure militaire de Carter » (46).

Mais les Soviétiques eux-mêmes jouèrent dans cette affaire un rôle troublant ; en effet, comment croire qu'ils ne furent pas avertis à l'avance de l'opération américaine, alors que les avions C-130 Hercules survolèrent, avant d'atterrir à Oman, leur zone d'influence au sud de la Presqu'île arabique, puis pénétrèrent profondément en Iran, dans la direction de leur frontière (47).

D'ailleurs, un officier américain de haut rang, parlant de l'Iran, déclara que « l'U.R.S.S. adoptera une attitude prudente et ne s'opposera vraisemblablement pas à l'action militaire que nous viendrions à lancer » (48).

Pourquoi est-il si sûr ? Parce que, ajoute-t-il, « il existe des mécanismes de dialogue » (48).

En d'autres termes, c'est une confirmation, pour intervenir en Iran, les Américains doivent payer le silence de l'U.R.S.S. avec une monnaie qui pourrait bien s'appeler : Afghanistan et soit le partage de l'Iran, soit un coup d'Etat devant renverser le régime islamique iranien pour faire l'« équilibre » dans la région.

Troisièmement, les déclarations tonitruantes des hauts responsables américains, après le fiasco de leur opération, avec à leur tête Monsieur Carter, qui déclara son intention de « continuer à punir l'Iran » (49). La mission de son commando n'était donc pas une stricte opération de « sauvetage ». D'ailleurs, son secrétaire d'Etat, Monsieur Cyrus Vance, le confirma en claquant cette fois-ci la porte, laissant le champ libre à son adversaire, Monsieur Brzezinski. Sa démission, présentée depuis le 21 avril (trois jours avant l'opération), ne fut rendue publique que le 28 avril 1980. Ce jour, Monsieur Vance déclara qu'il s'était opposé à l'opération du commando, mais refusa « d'expliquer les raisons » (50).

Etant donné que Monsieur Vance était opposé au premier projet de coup d'Etat en Iran, fomenté par Brzezinski, pour le mois de février 1979, mais qui ne put avoir lieu, la seule conclusion plausible est que le « sauvetage » des otages ne fut qu'un prétexte ; d'où la nouvelle opposition, cette fois-ci définitive, de Monsieur Vance, pour qui, contrairement à Brzezinski, « la vieille conception géo-politique de Kissinger sur les affaires du monde était abandonnée en faveur d'une approche plus morale de tous les problèmes » (51).

Malgré sa première tentative de coup d'Etat en février 1979 et très probablement sa deuxième, l'opération de Tabas, toutes deux avortées, Monsieur Brzezinski ne désarma point. Encouragé par le départ de Vance, il fit aussitôt

(46) *Le Monde*, 2.5.1980.

(47) Tabas est située à une égale distance de l'Afghanistan et de l'U.R.S.S. (environ 400 kilomètres).

(48) *Le Monde*, 30.4.1980.

(49) *Le Monde*, 2.5.1980.

(50) *Le Monde*, 30.4.1980.

(51) p. 169. B34.

clairement entendre qu'une prochaine « éventuelle action militaire (contre l'Iran) aurait donc comme objectif d'en finir avec un régime qui n'est d'ailleurs pas viable » (50), tout en spéculant « sur les chances d'un coup d'Etat » (50), qui d'ailleurs fut découvert à temps à Téhéran, le 10 juillet 1980, soit deux mois et demi après sa promesse.

Entre-temps, des attentats aveugles se multiplièrent en Iran : le premier eut lieu à Téhéran le 28 avril, soit quatre jours après le fiasco américain à Tabas. Le même jour, Monsieur Brzezinski reconnut que « des consultations politico-militaires sont en cours avec les pays » (50) de la région, en promettant que « tout un éventail d'actions guerrières sont envisagées » (50).

La recrudescence des attentats en Iran, stipendiés par l'Irak, aussi bien que les agressions de l'armée de Bagdad contre celle de Téhéran, depuis la veille de l'opération avortée de Tabas, ne fut donc pas étrangère à cette promesse.

Il faut ajouter que l'Irak fut choisi par Washington pour jouer un rôle de premier plan dans le coup d'Etat avorté en Iran en juillet 1980. En effet, le scénario imaginé par la C.I.A. pour ce coup d'Etat fut une attaque irakienne surprise devant faciliter l'instauration d'un Gouvernement provisoire en Iran, présidé par Monsieur Chapour Bakhtiar, le dernier Premier ministre sous le régime impérial.

L'obsession de Monsieur Brzezinski devint celle de la politique de la Maison-Blanche ; en effet, le coup d'Etat avorté de 1979 visa le même objectif que celui de juillet 1980, d'où la confirmation que l'opération de Tabas d'avril 1980, aussi bien que la guerre imposée par l'Irak à l'Iran, ne furent en fait que des malheureuses tentatives pour réaliser le rêve de Washington, c'est-à-dire le retour de Monsieur Bakhtiar dans les fourgons de l'armée irakienne.

D'ailleurs, le célèbre chroniqueur américain Jack Anderson publia, le 18 août 1980, soit environ un mois avant le déclenchement de la guerre, un article dans lequel il affirma que le Gouvernement des Etats-Unis envisageait avant l'élection présidentielle de novembre, une opération militaire de grande envergure en Iran et que des troupes et du matériel étaient déjà en cours de mobilisation dans la région du Golfe (52).

Le choix de l'Irak pour déstabiliser le régime révolutionnaire islamique de Téhéran ne fut pas l'effet du hasard ; en effet, plusieurs facteurs jouèrent en sa faveur, dont principalement :

Premièrement, l'idéologie baathiste du régime irakien.

Deuxièmement, le retour progressif au bercaïl de l'Ouest de ce régime, depuis la signature des Accords d'Alger en 1975.

L'avènement de la Révolution Islamique iranienne accéléra ce retour, qui fut couronné par des décisions spectaculaires, dont, d'une part, l'offre à l'Irak de « la place qu'occupait l'Iran dans le commerce extérieur de l'Europe et du

(52) Cité par *Le Monde*, 19.8.1980.

Japon » (53), d'autre part, et c'est le plus ridicule, mais aussi inquiétant, la décision prise par Washington d'effacer le nom de l'Irak de la liste des pays dits « terroristes » à un moment où le crime stratégique devenait une pièce maîtresse dans la politique de Saddam Hussein.

Troisièmement, le Traité d'amitié et de coopération liant Bagdad à Moscou fut déterminant pour le choix de l'Irak puisqu'il fallait l'aval des Soviétiques pour toute tentative de déstabilisation en Iran.

Quatrièmement, l'avènement de la Révolution Islamique en Iran, qui fut perçu comme un danger mortel par le régime baathiste de Bagdad : 70 % des habitants en Irak sont des Musulmans chiïtes, d'où le coup de main donné par Monsieur Saddam Hussein à toutes les malheureuses tentatives américaines pour museler la voix de l'Islam en Iran. Et c'est à cause des échecs successifs des Américains, dont le goût amer était encore sur toutes les langues, et de l'approche des élections présidentielles américaines, que Monsieur Saddam dut, le 22 septembre 1980, tenter seul la répétition du scénario de la C.I.A., probablement révisé, pour, à la fois, son propre compte, celui des Américains et leurs alliés, mais aussi pour celui des Soviétiques.

(53) *Le Monde*, 30.4.1980.

## CHAPITRE TROISIÈME

# L'UNITÉ DANS LA PANIQUE

## Le Super-gendarme

Le piétinement de l'Armée Rouge en Afghanistan et l'échec des trois tentatives américaines pour le renversement du régime islamique de Téhéran, furent à l'origine d'un début d'entente entre les deux puissances rivales.

L'avenir impérialiste de l'un comme de l'autre parut d'ores et déjà miné par la jeune Révolution Islamique d'Iran. C'est ainsi que l'Irak fut encouragé, sinon désigné, pour tenter de mettre un terme au régime indésirable de Téhéran. Le scénario imaginé pourrait être résumé comme suit :

Premièrement, une attaque éclair et générale, lancée par les Irakiens pour clouer les avions iraniens au sol, engendrant l'effondrement de l'armée iranienne.

Deuxièmement, proclamation d'un Gouvernement provisoire à l'étranger, présidé par Monsieur Bakhtiar, qui, d'ailleurs, dès le cinquième jour de la guerre, le confirma en déclarant son « intention de former un Gouvernement en exil », au cours d'une interview à la deuxième chaîne de la télévision française.

En fait, Monsieur Bakhtiar participa activement à la préparation de l'offensive irakienne, puisqu'un mois et demi avant le déclenchement de la guerre, il lança un appel pour « la création d'un mouvement de résistance nationale iranienne, destiné à renverser le régime de Téhéran, qui fut aussitôt approuvé par l'Irak » (1).

Il faut préciser que c'est depuis août 1979, date de sa réapparition publique, que Monsieur Bakhtiar n'arrêta pas de déclarer : « Khomeyni, c'est bientôt fini, cela durera sept, huit mois au plus. Moins d'un an en tout cas. C'est une certitude » (2). Ses déclarations furent la bible des médias, d'où leurs tâtonnements, leur bel optimisme à l'époque.

Troisièmement, troubles à l'intérieur de l'Iran, organisés par les opposants au régime de Téhéran, suivis soit du coup d'Etat rêvé par Monsieur Brzezins-

(1) *Le Monde*, 12.8.1980.

(2) *Jeune Afrique*, N1003, 26.3.1980.

ki, soit de celui imaginé par Moscou dans le but de faire « l'équilibre » dans la région.

D'ailleurs, au début de l'été 80, des opposants iraniens affirmaient à Paris : « Dans trois ou quatre mois, il y aura un soulèvement en Iran, et le régime des mollahs s'effondrera » (3).

Quatrièmement, retour triomphal du fils du Chah d'Iran dans les fourgons de l'armée irakienne. D'ailleurs, à la mi-septembre 1980, soit quelques jours avant le déclenchement de la guerre, la nouvelle de l'intronisation du fils du Chah pour le mois d'octobre fut propagée au Caire (4).

Cinquièmement, effondrement de la résistance des Musulmans afghans conformément aux vœux du Kremlin.

D'ailleurs, le secrétaire général du Parti communiste iranien Toudeh, Monsieur Nour el-Din Kianouri, reconnu à la télévision iranienne, le 28 août 1983, que l'Union Soviétique était au courant du plan de l'offensive irakienne.

Conséquences :

- La part de l'U.R.S.S. : une liberté totale en Afghanistan et l'élargissement de sa zone d'influence dans la région.
- La part de l'Irak : isolement de la province pétrolière du Khouzistan, en lui octroyant l'autonomie sous un quelconque nom ; en outre, Monsieur Saddam Hussein serait promu au grade de Super-gendarme du Golfe, puisque, pour une fois, l'entente soviéto-américaine a été possible.
- La part des Américains : contrôle de l'Iran très probablement moins important qu'auparavant, mais compensé par une plus grande mainmise sur d'autres pays de la région, conformément aux désirs de l'U.R.S.S., qui, depuis longtemps, suggère aux Etats-Unis « un nouveau partage des zones d'influences » (5), proposition qui par ailleurs fut relancée à la suite de son intervention en Afghanistan ; d'où le lien certain entre les événements d'Afghanistan et ceux d'Iran depuis l'avènement de la Révolution Islamique dans ce pays.

Mais, encore une fois, le plan imaginé avorta à son tour rapidement, malgré l'optimisme des « rigoureuses » études scientifiques quant à l'effondrement du régime de Téhéran au premier éternuement de Bagdad !

Quel a été le rôle des Etats-Unis ?

Les Etats-Unis, qui, d'après le journal *Le Monde*, « verraient sans nul doute d'un bon œil les Irakiens mener à bon terme ce qu'eux-mêmes n'ont pu faire lors de leur raid manqué de Tabas » (6), furent en réalité les principaux instigateurs du conflit.

En effet, le fait que « l'Arabie Saoudite, alliée des Etats-Unis, ait été prévenue des intentions belliqueuses de Monsieur Saddam Hussein » (5), et que

(3) *Le Monde*, 28 et 29.9.1980.

(4) *Al-Aman*, n° 85, 26.9.1980, Beyrouth.

(5) *Le Monde*, 24.9.1980.

(6) *Le Monde*, 23.9.1980.

le Roi Khaled fut l'un des premiers à déclarer officiellement son soutien à Bagdad, avec la Jordanie, le Koweït et le Maroc, dès le début du conflit, le prouve largement, surtout que ces pays sont connus pour leur grande fidélité à la Maison-Blanche. Le Roi Hussein de Jordanie fut celui qui s'enflamma le plus énergiquement dans son soutien à l'Irak, allant jusqu'à transformer son pays, dès le début du conflit, en une gigantesque base arrière pour l'armée de Bagdad, en offrant ses ports, ses aéroports et ses routes pour les besoins militaires de Monsieur Saddam Hussein.

Par ailleurs, un autre allié, et non des moindres, Monsieur Sadate, le Président « pieux » égyptien, déclara, dès le déclenchement de la guerre, « dans une interview au groupe de presse américain Hearst, que le conflit offrait l'occasion de se débarrasser de l'Imam Khomeyni, auquel il faut préférer n'importe qui et n'importe quoi » (7).

Les Américains, qui ne se montrèrent pas ouvertement au début du conflit, commencèrent, une semaine plus tard, à se manifester progressivement. Ce fut d'abord une tournée dans la région par le général Jones, chef de l'état-major interarmes, commencée en Arabie dès le 27 septembre 1980, et qui fut couronnée pour ce pays par l'engagement des Etats-Unis pour la construction rapide d'une station-radar mobile et la livraison immédiate de quatre avions-radars Awacs avec leurs équipages et leurs techniciens, tandis que le Koweït, Oman et les Emirats-Arabes-Unis reçurent la promesse d'une assistance similaire.

De leur côté, les Jordaniens, qui pourtant déclarèrent officiellement leur intention de fournir à l'Irak des aides militaires de tout ordre, reçurent la confirmation de la livraison des blindés M-60 américains. Il fut aussi établi que même le lointain Yémen du Nord, lui aussi allié des Etats-Unis, se mit à acheminer du matériel soviétique à l'Irak (8).

En outre, des manœuvres conjointes avec l'Egypte furent annoncées par le Pentagone pour le mois de novembre, et, dès la fin du mois d'octobre, coïncidant avec la confirmation du piétinement des soldats irakiens, on apprit l'arrivée d'une nouvelle unité amphibie de la marine américaine, comprenant trois bâtiments de la 6<sup>e</sup> flotte de la Méditerranée, dont le porte-hélicoptères « Saïpan », un des bâtiments les plus modernes de la marine, pour renforcer la trentaine de navires qui croisent en Mer d'Oman, dont vingt unités de combat et deux porte-avions à propulsion nucléaire, « soit la plus importante force navale jamais déployée dans l'Océan Indien » (9) d'après Monsieur Edmund Muskie, secrétaire d'Etat américain.

La neutralité de la Maison-Blanche affichée au début de la guerre ne fut qu'un jeu mené pour ne pas soulever trop de soupçons, en cas de succès de l'entreprise de Bagdad, mais aussi pour ne pas exposer les otages de leur ambassade à Téhéran.

(7) *Le Monde*, 26.9.1980.

(8) *Le Monde*, 10.10.1980.

(9) *Le Monde*, 30.10.1980.

Mais, dès qu'il fut admis que l'aventure de Monsieur Saddam risquait de se retourner contre lui et ses alliés de la région, Washington ne put continuer à cacher son jeu. C'est ainsi que, progressivement, dès les premiers jours du conflit, la Maison-Blanche commença à montrer clairement que cette guerre est avant tout la sienne et que son camp est celui de Bagdad.

Quel a été le rôle de l'U.R.S.S. ?

Le jeu de Moscou ne fut guère différent. D'une apparente neutralité, il se transforma à son tour en soutien toujours plus ouvert au fur et à mesure que l'armée de Bagdad en Iran, aussi bien que ses soldats en Afghanistan, s'enlisaient et que ses rêves de déstabilisation à l'intérieur de l'Iran s'amenuisaient.

C'était prévisible, puisque, dès fin juin 1980, le ton monta entre Moscou et Téhéran. D'abord, Moscou refusa le droit à l'Iran « de faire transiter ses marchandises de la Mer Caspienne à la Mer Noire » (10).

C'est une façon comme une autre de participer à l'embargo contre l'Iran, qu'Américains, Japonais et Européens décidèrent, afin d'asphyxier le régime islamique de Téhéran. Puis, le 8 juillet 1980, l'U.R.S.S. mit « en garde l'Iran contre des actes de provocation... envisagés, dont l'occupation de l'ambassade de l'Union Soviétique dans la capitale iranienne » (11).

Les craintes de Moscou prouvent au moins qu'ils furent conscients qu'à Téhéran ils n'étaient pas mieux considérés que leurs rivaux de Washington. Mais le plus significatif, c'est le discours prononcé devant la presse internationale par le Président irakien, dix jours plus tard, qui déclara : « Khomeyni ne devrait pas s'attendre à ce que nous nous montrions amicaux à son égard... L'U.R.S.S. était et reste toujours une amie de l'Irak..., demeurait toujours le principal fournisseur d'armes de l'Irak... » (12).

Ce discours, prononcé deux mois avant le déclenchement de la guerre, prouve, d'une part, l'intention du Président irakien d'entrer en guerre contre l'Iran et surtout, d'autre part, sa grande confiance dans le soutien des deux Grands, puisque dans sa mise en garde à l'Imam Khomeyni, il précisa dans le même discours que ses relations avec les Etats-Unis sont aussi en constante amélioration (12), confirmant ainsi un début d'entente entre les deux Grands.

Les Soviétiques, qui d'après le journal *Le Monde*, « sans cesse vilipendés par les dirigeants iraniens..., hésitent à condamner l'action de l'Irak » (13), jouèrent en fait, bien avant l'invasion de l'Afghanistan, dans les coulisses de la Maison-Blanche, un rôle non négligeable. En tout cas, ni les Américains, ni les Irakiens ne purent s'engager sans le consentement du Kremlin.

Les Soviétiques finirent par lâcher la bride de leur protégé de Bagdad pour le laisser tenter d'écraser le régime islamique de Téhéran, conformément aux vœux de Washington, parce qu'ils ont reçu les garanties nécessaires. C'est la raison pour laquelle, au début du conflit, Américains et Soviétiques, « animés

(10) *Le Monde*, 28.6.1980.

(11) *Le Monde*, 9.7.1980.

(12) *Le Monde*, 22.7.1980.

(13) *Le Monde*, 23.9.1980.

par des arrière-pensées divergentes..., entonnent, en fin de compte, le même hymne à la modération » (14), tout en jouant à la neutralité. Bien qu'en fait, en continuant « à fournir Bagdad en armes, l'U.R.S.S. laisse discrètement deviner le camp où vont ses préférences » (14), qui, pour une fois est le même que celui de Washington.

Jamais dans l'histoire contemporaine un pays en guerre n'a été soutenu à la fois par l'Est et l'Ouest réunis. Pour la première fois, l'armement a afflué de tous côtés à Bagdad ; c'est ainsi que 28 navires d'U.R.S.S. et de pays du Pacte de Varsovie ont été signalés dans le port jordanien d'Akaba, le 9 octobre 1980 (15).

Cette injection massive en équipements militaires au régime irakien a été, les premiers jours du conflit, principalement fournie « par l'entremise de pays est-européens » (16) afin de ne pas trop attirer l'attention. Mais le déplacement du porte-avions soviétique « Minsk », qui a été envoyé pour renforcer les 12 navires de combat et les 15 unités de soutien qui croisent dans la région, n'a pas passé inaperçu.

Le jeu du Kremlin ne dura pas longtemps, puisque, dès la deuxième semaine de la guerre, les avions Mig et Topolev, les chars T72, les missiles et bien d'autres armes affluèrent de Moscou pour Bagdad.

Disons que le comportement des Soviétiques depuis le début du conflit a traversé trois étapes :

- la première étape a été très troublante pendant le début de l'invasion ;
- la deuxième étape a eu lieu quand Monsieur Saddam Hussein perdit tout espoir de gagner sa guerre, dès la deuxième semaine ; les Soviétiques, tout en aidant discrètement Bagdad, continuèrent à prôner la neutralité, dans l'espoir de jouer un rôle primordial dans l'éventualité d'un cessez-le-feu, tout en sauvant la face ;
- la troisième étape a coïncidé avec les premières grandes victoires iraniennes sur le front où Moscou s'est manifesté par un envoi massif d'armements sophistiqués à Bagdad, mais aussi par des déclarations très hostiles contre le régime islamique de Téhéran.

Mais, malgré les préparatifs initiaux et les renforts dépêchés, Monsieur Saddam Hussein ne put devenir le Super-gendarme du Golfe, bien au contraire ; les robinets des pétro-dollars et de l'industrie de l'armement de l'Est et de l'Ouest durent rester grand ouverts pour tenter d'empêcher sa propre chute. Son régime ne survit depuis quatre ans que grâce à un apport d'oxygène continu et massif, frisant même le non-sens.

Dans leur soutien au régime baathiste irakien, l'Est et l'Ouest réunis, tout en s'acharnant à mettre un frein à l'histoire, et c'est absurde, oublient, et c'est grave, que même la survie sous tentes à oxygène a hélas des limites.

(14) *Le Monde*, 24.9.1980.

(15) *Le Monde*, 11.10.1980.

(16) *Le Monde*, 30.10.1980.

## La mobilisation

La guerre éclair lancée par les troupes de Monsieur Saddam Hussein, qui devait remplir de joie et de soulagement les palais des Présidents, des Rois et des Emirs arabes, les bureaux de la Maison-Blanche, du Kremlin, de l'Elysée, et bien d'autres, n'apporta au bel optimisme de ce monde que panique et ce, dès le deuxième jour du conflit.

Ce fut un fiasco à la « Tabas », à grande échelle.

Miracle divin ? Sans le moindre doute.

D'un côté, les Irakiens en première ligne, les Arabes alliés de Washington en deuxième ligne, les Etats-Unis supervisant le tout, l'U.R.S.S. marchandant en coulisse sa part de « gâteau », Paris, Londres, Bonn... se frottant les mains pour de futurs contrats juteux de « développement » qui se dessinent ; de l'autre côté, les Musulmans iraniens, n'ayant pour principal soutien que leur profession de foi :

« Il n'y a pas d'autre divinité que Dieu », c'est-à-dire pas d'autre RÉALITÉ. En somme, ce fut la RÉALITÉ qui écrasa le rêve.

Dès le 3 octobre 1980, le journal *Le Monde* rapporte les « inquiétudes » des régimes arabes de la région ; et, la visite du général américain Jones ne fut entreprise que pour tenter de dissiper ces inquiétudes.

On envisagea, comme première mesure, d'appeler en renfort les troupes du Roi de Jordanie, qui aussitôt déclara être prêt à intervenir « si cela était nécessaire » (17).

D'autres mesures urgentes suivirent, tels le renforcement du dispositif militaire des impérialismes premiers et seconds en Mer d'Oman, ou encore la mobilisation des émissaires de la « paix » et de la « bonne volonté »...

La panique engendra, parallèlement, des réactions toutes plus ridicules les unes que les autres :

- D'abord, le Chef de l'Etat irakien décida, unilatéralement, un cessez-le-feu pour le 5 octobre, qui fut ignoré par l'Iran.
- Ensuite, les Soviétiques proposèrent à Téhéran de l'aide, « y compris militaire » (18), qui fut énergiquement rejetée, entre autre, par Monsieur Radjaï, Premier ministre iranien, en ces termes : « L'indépendance de notre République est plus précieuse que tout ce que vous pouvez donner », tandis que Mustapha Tchamran, membre du Conseil Suprême de la Défense, précisa que, « selon nos écoutes des communications militaires, des Russes aident activement l'Irak » et confirma que « l'U.R.S.S. coopère directement ou indirectement avec les Etats-Unis pour renverser notre régime ».
- Enfin, les Américains à leur tour, emboîtant le pas de leurs rivaux firent des avances similaires à l'Iran, « mais sans plus de succès » (19).

(17) *Le Monde*, 4.10.1980.

(18) *Le Monde*, 9.10.1980.

(19) *Le Monde*, 30.10.1980.

Que faire ? Les Américains vont-ils engager dans ce conflit leurs alliés, qui se sont mobilisés, dès les premiers jours de la guerre, pour l'événement du siècle ?

En effet, les Français et les Britanniques, les nostalgiques de la grandeur évanouie, se sont mis à leur tour à tenter de revivre leur « glorieux » passé.

C'est ainsi que Londres envoya dans le détroit d'Ormuz le destroyer lance-missiles « Coventry », en provenance de Singapour, pour renforcer ses 10 bateaux de l'Océan Indien.

Paris, de son côté, envoya en Mer d'Oman la frégate lance-missiles « Suffren », en provenance de Toulon, et l'escorteur d'escadres lance-missiles « Bouvet », en provenance de la métropole, pour renforcer sa flotte de combat, environ 15 navires, qui fit mouvement dès le début du conflit vers Oman, en provenance de sa base de Djibouti.

La France, dans une éclatante démonstration « socialiste », commença, dès les premières heures de la guerre, des discussions avec Bagdad portant sur « l'achat par l'Irak de 150 avions de combat Alpha Jet » (20). En attendant, le Président français, Monsieur Mitterrand, l'homme aux concepts « tiers-mondistes », promit à son homologue irakien la livraison, « en novembre, du premier des 60 intercepteurs Mirage-F1 » (20). Par ailleurs, un contrat « de 1 500 millions de francs d'armements navals » (21) fut conclu le troisième jour du conflit par la France avec le Qatar, allié de l'Irak.

Même l'Allemagne Fédérale fut touchée par la fantastique démonstration d'hystérie internationale, en participant modestement par l'envoi de 2 escorteurs. Il faut aussi préciser que l'avion de combat Alpha-Jet, commandé par l'Irak à la France, est un bi-réacteur de conception franco-ouest-allemande, dont la vitesse est de 850 km/h et qui est capable d'emporter jusqu'à 2.2 tonnes d'armements à environ 900 km de distance.

Ce fut en fait une mobilisation conforme à la logique de la « peur du gendarme », mais qui ne put aller plus loin.

Au fur et à mesure que les chances de victoire irakienne s'amenuisaient, les missions pour l'arrêt des combats se multiplièrent, dont celle de l'O.N.U., qui pourtant viola au début de la guerre sa « neutralité » : son Conseil de sécurité adopta « à l'unanimité une résolution avantageuse pour l'Irak » (22).

Le régime islamique de Téhéran, fidèle à son idéologie, exigea un règlement équitable du conflit. Or, ce langage, inhabituel pour les émissaires de la « paix », ne put être écouté. La punition de Monsieur Saddam Hussein, paraît-il, n'est pas « réaliste » ! L'impasse fut par conséquent totale. Aucun compromis ne fut possible.

Les alliés de l'Irak ne purent que se serrer les coudes. Les armes continuèrent à affluer à Bagdad des puissants de l'Est et de l'Ouest et même de pays

(20) *Le Monde*, 24.9.1980.

(21) *Le Monde*, 26.9.1980.

(22) *Le Monde*, 3.10.1980.

lointains, comme l'Argentine et le Brésil, soit directement, soit via Qatar, Koweït, Amman, Istanbul, Jeddah, Oman,...

L'enlèvement des troupes irakiennes eut pour principale conséquence dans la région la création, au mois de février 1981, du Conseil de Coopération du Golfe (C.C.G.) par des Rois et des Emirs arabes, inquiets pour leur avenir (Arabie, Bahreïn, Emirats-Arabes-Unis, Koweït, Oman et Qatar). C'est une unité parmi d'autres dans la panique.

Cette panique commença en fait dès l'effondrement de l'Empire des Pahlavi. Les Rois du Golfe, qui pourtant étaient les ennemis déclarés de Monsieur Saddam Hussein, se transformèrent, dès l'avènement de la Révolution Islamique en Iran, en « frères arabes ». La guerre des ondes de jadis entre ces frères ennemis a fait place à des appels de soutien. La retenue des Rois du pétrole s'est transformée en largesse, à coups de milliards de dollars, 40 à 50 milliards de dollars ont déjà été dépensés pour aider l'Irak dans sa guerre contre l'Iran.

Leur grande panique leur fit même oublier les accords de paix que Sadate signa avec Israël ; l'Égypte, pourtant expulsée de la Ligue arabe, à cause de cette signature, devint du jour au lendemain le « grand pays frère ». On parla à l'époque, dans la presse internationale, du retour possible de l'Égypte au camp arabe ; ce furent plutôt les Arabes qui rejoignirent, dans leur affolement, l'Égypte. Un « plan Fahd » fut même forgé, au mois d'août 1981, en remplacement de celui de « Camp David », pour la reconnaissance implicite d'Israël.

En cherchant dans leur affolement à rejoindre l'Égypte, les Rois du Golfe, avec l'Arabie Saoudite en tête, réussirent du même coup à mettre les premières pierres d'une entente triangulaire, Ryad-Bagdad-Le Caire, qui devrait servir de complément au C.C.G. pour les besoins de la stratégie de Washington dans la région. La conséquence immédiate de cette entente fut le gonflement de l'arsenal de Monsieur Saddam Hussein, qui, dès le début de la guerre, n'eut qu'à envoyer ses aviateurs au Caire pour puiser selon ses désirs dans le stock d'armes soviétiques que Nasser, ancien Président d'Égypte, avait accumulées. La facture d'achats d'armements par l'Irak à l'Égypte, pourtant modeste et fraternelle, s'élève à plus de trois milliards de dollars U.S. !

Pour comprendre, non seulement les raisons du changement brutal dans le comportement des Rois du Golfe, mais également la cause principale de la panique générale de tous les Chefs d'États arabo-musulmans, aussi bien que celle de leurs alliés de l'Est et de l'Ouest, il nous suffit simplement de jeter un coup d'œil sur la carte de l'Orient arabe.

Que découvrons-nous ? Des pièces détachées d'un puzzle créé dès le début du siècle.

Par qui ? L'accord franco-britannique de mai 1916, signé, avec la bénédiction de la Russie, par Mark Sykes et Georges Picot, fut le point de départ du lamentable morcellement de la région.

En effet, un arabe, Hussein, chef de la tribu de Hedjaz, joua un grand rôle pour le compte des Britanniques. Il mobilisa sa tribu pour accélérer la chute du Sultan d'Istanbul. La révolte éclata le 5 juin 1916. Son fils Fayçal prit la tête des troupes réunies par son père et réussit rapidement à prendre le contrôle de La Mecque et de Jeddah mais échoua devant Médine défendue par une garnison de l'armée ottomane.

En novembre 1916, le premier Royaume est né dans la région, celui du Hedjaz, qui fut aussitôt reconnu par les colonisateurs franco-britanniques. Les Anglais envoient des armes, des vivres et de l'argent au nouveau Roi, Hussein, ainsi qu'une mission de conseillers militaires, dont le fameux Lawrence, qui joua en fait le rôle de vrai chef du Royaume.

En 1918, les frontières du nouvel Etat s'étendirent au nord jusqu'à Damas et à l'ouest jusqu'à Akaba, y compris Médine.

Dans la foulée, deux autres Royaumes furent créés, conformément à l'Accord Sykes-Picot. Les deux fils de Hussein, Fayçal et Abdallah, furent désignés en 1920, le premier Roi de Syrie, tandis que le second accéda au trône de l'Irak, les ex-Wilayats (départements) de l'Empire ottoman se transformèrent ainsi en Royaumes colonisés.

Pourquoi ces deux nouveaux Royaumes ? Le professeur français, Jean-Pierre Derrienic, a souligné que « l'initiative en est venue des Français et des Sionistes qui ont voulu s'établir les uns en Syrie et les autres en Palestine. Le rôle des Anglais a été d'accepter cette division et d'en organiser la mise en œuvre » (23). Deux « indépendances », « qui ont en fait facilité la tâche des colonisateurs anglais et français » (24), couronnèrent la création des Royaumes de Syrie et d'Irak.

Entre-temps, une insurrection anti-anglaise, dirigée par les chefs religieux, éclata en Irak et se prolongea de juillet à octobre 1920. Les Anglais réussirent à la mater violemment, à imposer le Roi Abdallah à l'Etat fraîchement créé et à mettre sur pied la fameuse loi concernant « l'origine iranienne » de certains Irakiens.

Les Français entrèrent dans le frais Royaume de Syrie, en 1920, chassèrent Fayçal, jugé pro-britannique, et proclamèrent, le 1<sup>er</sup> septembre 1920, l'existence d'un Etat du Liban, séparé du reste du Royaume de Syrie.

La Syrie resta sous domination française jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, malgré la proclamation, en 1930, de la République de Syrie. Son Roi Fayçal, chassé par les Français, fut chaleureusement accueilli par les Britanniques, qui le firent monter sur le trône de Bagdad, à la place de son frère Abdallah, en août 1921.

Pour Abdallah, les Anglais créèrent en 1921 un Etat, la Transjordanie, et, le 22 mars 1946, on lui offrit officiellement le titre de Roi, son pays prenant le

(23) p. 53, B13.

(24) p. 54, B13.

nom de Jordanie. Malgré « l'indépendance » obtenue, un traité de défense commune fut signé le 15 mars 1948 avec l'Angleterre.

Et à la même année, le 14 mai, fut proclamée l'existence d'un nouvel Etat sur le reste du territoire palestinien, qui prit le nom d'Israël.

Hussein, père de Fayçal et d'Abdallah, se vit offrir par les Anglais le poste de « Khalifâ » des Musulmans à La Mecque, en 1924, après l'abolition, par le Traité de Lausanne, du Sultanat d'Istanbul. Une révolte éclata aussitôt et Hussein fut chassé de La Mecque le 13 octobre 1924. Il alla s'abriter chez les Britanniques, après avoir abdiqué en faveur de son fils aîné Ali, qui se fit chasser à son tour, en janvier 1926, par Abdel-Aziz Ibn Saoud.

En 1932, le Royaume prend le nom d'Arabie Saoudite, devenant ainsi la propriété d'une famille (les Ibn Saoud !), et ses nouvelles frontières furent délimitées par une série d'accords patronnés par les Britanniques.

L'entrée des Américains dans le pays commença en 1933, date à laquelle les Ibn Saoud ont accordé, à une compagnie américaine, une concession pétrolière sur la côte du Golfe. La production du pétrole démarra en 1938 et s'éleva à 500 000 tonnes dès l'année suivante.

A la même époque, d'énormes gisements pétroliers furent découverts au Koweït et à Bahrein, deux régions sous domination britannique. L'Etat du Koweït vit le jour en juin 1961, date de son « indépendance », qui fut doublée d'un traité de protectorat anglais jusqu'en 1971 pour enlever tout espoir au régime irakien de Kassem d'annexer le nouveau pays.

Toujours en 1971, d'autres « indépendances » furent généreusement distribuées par la Grande-Bretagne : Qatar, le 1<sup>er</sup> septembre, puis les Emirats Arabes-Unis (Abou Dhabi, Dubai, Ajman, Charjah, Oum el-Qoweïn, Fudjeïrah, Ras el-Khaimah), le 1<sup>er</sup> décembre.

L'établissement de frontières, la création d'Etats, l'imposition de constitutions et la distribution successive d'« indépendances » minèrent dangereusement la région. Une fois les graines de la haine semées, les colonisateurs « quittèrent » les lieux. Il ne restait plus qu'à attendre la récolte.

Ce fut d'abord la saison des problèmes : le « problème israélo-arabe », le « problème palestinien », le « problème libanais », le « problème arménien », le « problème kurde », le « problème irako-iranien », ..., tous ces problèmes ont pour origine les frontières séparant des frères dans la foi (el-Iman) ou des frères dans la création (el-Khalq).

Partout, la haine est semée par le nationalisme, mais ses conséquences dramatiques sont toujours mises sur le compte du confessionnalisme. Mettre le feu puis l'attiser, telle est la logique du nationalisme.

Ensuite, l'effondrement de l'Empire des Pahlavis marqua l'entrée de la saison des récoltes, d'où la panique et la mobilisation des artisans du puzzle, des chefs de ses pièces et de leurs alliés.

Cette saison fut accueillie par des manifestations populaires de joie, qui

éclatèrent, ici et là, d'un bout à l'autre du Golfe, pour saluer le retour triomphal à Téhéran de l'Imam Khomeyni.

Les remous ne tardèrent pas à apparaître minant dangereusement le triangle Ryad-Bagdad-Le Caire :

- Ce fut d'abord le tour de l'Arabie, en novembre 1979, des Musulmans défièrent pendant deux semaines, à La Mecque, la dynastie des Ibn Saoud. Il fallut l'intervention de la force spéciale de la gendarmerie française, accourue sur appel du Roi Khaled, pour coordonner les assauts de la police pakistanaise et des forces armées saoudiennes pour mater l'insurrection. Les opérations eurent lieu dans le secret le plus total. La Mecque fut, pendant les deux semaines, coupée du monde. Mais, d'après l'étendue des dégâts, « il semble y avoir eu un gigantesque incendie » (25) dans la Grande Mosquée, tandis que, d'après des témoins, les auteurs de l'insurrection furent décapités.
- Ensuite, le 6 octobre 1981, le Président égyptien Sadate, fut spectaculairement abattu à la tribune présidentielle par un commando de ses propres militaires, pendant qu'il suivait du regard leur défilé.
- Puis, quelques jours plus tard, des observateurs relevèrent « des indices sérieux d'attentats et de complots contre le pouvoir irakien » (26), organisés par des opposants islamistes, qui ont, depuis, parfaitement réussi à rendre la vie de Monsieur Saddam Hussein pratiquement impossible, en le condamnant à changer de résidence toutes les nuits. A force d'être harcelé, le Chef de l'Etat irakien n'a même plus confiance en sa propre famille. Ces trois événements annoncèrent l'approche de la moisson.

## Le bouc émissaire

Au mois de décembre 1981, l'Emir du micro-Etat de Bahrein a failli perdre son trône. La révolution qui a éclaté dans son pays a été sauvagement matée sur ordre, malgré l'« indépendance », de l'officier de police britannique de l'île. La répression s'est soldée par de nombreux tués et blessés et l'arrestation d'environ 3 000 personnes, soit 5 % des autochtones de l'île. Ce qui représenterait, pour un pays comme la France, l'équivalent de deux millions et demi de personnes arrêtées !

On a accusé l'Imam Khomeyni d'être derrière la révolte de Bahrein ; pourtant, c'est depuis la fin des années 30 que les habitants de l'île ont amorcé leur combat pour l'indépendance. Celui-ci s'est poursuivi dans les années 50 et a culminé en 1965 dans une grève générale qui a été suivie par la comédie de l'indépendance.

En effet, dès 1968, la Grande-Bretagne annonce son retrait de l'île et, en

(25) *Jeune Afrique*, N1003, 26.3.1980.

(26) *Journal de Genève*, 6.11.1981.

août 1971, Bahrein devient indépendant. Mais, en fait, tout continue comme avant, avec une seule différence : les Américains, depuis 1971, commencent à arriver peu à peu en renfort.

Pourquoi donc accuser l'Imam Khomeyni ?

Les Etats-Unis, après leur expulsion de Téhéran, se sont empressés de consolider leur présence dans la région, mais sans avoir tiré les leçons du passé.

En débarquant chez les Rois du pétrole, avec leurs valises de la diplomatie de la terreur, les Américains n'ont pas compris qu'ils ne peuvent, au mieux, qu'accélérer la chute de leurs alliés. En effet, leur langage mystificateur – « sécurité », « paix », « coopération », « défense », « péril soviétique », « intérêts des peuples de la région », « amitié » –, n'a, malheureusement pour eux, plus d'impact sur les peuples de la région. Leur jeu, depuis surtout l'avènement de la Révolution Islamique en Iran, a été mis à nu. Leur seule « réussite », comme jadis avec le Chah, a été de mieux faire tourner leur industrie d'armements et celle de leurs alliés. Quarante milliards de dollars ont été dépensés par les Rois du Golfe pour leurs propres besoins en armements en 1980 ; la courbe de leurs dépenses militaires fait depuis lors une progression vertigineuse.

A cause de leur obsession de domination des peuples, les Américains ne peuvent même pas réfléchir quant à l'éventuelle utilisation future de cet armement pour les chasser eux-mêmes définitivement de toute la région, tout comme ils ont été rejetés dernièrement, dans les mêmes conditions, de l'Iran. Mais obnubilés par, outre le goût de domination, l'appât du gain immédiat, ils sont condamnés à vivre dans le rêve.

Bien avant la révolte de Bahrein, un système régional de défense pour les membres du Conseil de Coopération du Golfe a été envisagé par Washington, prévoyant l'installation à Ryad d'une centrale de commande ultra-perfectionnée, équipée d'un satellite de communications, financée bien entendu par l'Arabie Saoudite, comme ce fut le cas naguère avec le Chah d'Iran.

L'accusation de l'Imam Khomeyni a été l'occasion rêvée pour Washington de faire d'une pierre deux coups :

Premièrement, établir un système de défense régionale, en invitant les Etats de la région à signer des accords bilatéraux entre eux en matière de sécurité, dans l'espoir de les unir par la suite sous sa protection, d'où la nécessité de l'établissement du triangle Ryad-Bagdad-Le Caire.

Deuxièmement, encadrer les peuples de la région pour prévenir toute Révolution Islamique de type iranien.

Washington a en effet réussi à exploiter la panique des Rois du Golfe en transformant leur C.C.G. en alliance policière et militaire contre les « périls intérieurs et extérieurs ».

Sur le plan intérieur, le C.C.G., activement pris en main par l'Arabie Saoudite, est devenu un front spécialement anti-iranien, supervisé par les Etats-Unis : l'incarnation, en quelque sorte, de ce qu'était la SAVAK du Chah

d'Iran. D'ailleurs, plusieurs anciens agents de la SAVAK ont trouvé refuge dans ces pays pour s'y donner à cœur joie dans leur sale besogne. Une banque de renseignements a même été installée en Arabie Saoudite, qui, par une vingtaine de terminaux, alimente les services policiers de tous les pays du Golfe.

Sur le plan extérieur, l'accusation de l'Imam Khomeyni a permis aux Américains de redoubler leurs efforts pour réaliser leur « consensus stratégique ».

En quoi consiste le « consensus stratégique » américain ?

Une base aéro-navale dans l'île de Massirah, à Oman, une autre à Jufair, à Bahrein, d'autres encore en Arabie Saoudite, sur lesquelles flotte le drapeau des Saoudiens, mais où résident en permanence des milliers d'officiers, de techniciens, de conseillers des armées de terre et de l'air de Washington. Autant de points d'appui qui forment la chaîne qui commence à Diego Garcia, dans l'Océan Indien, pour aboutir chez le Roi Hassan II du Maroc, en passant par l'Égypte, où plusieurs bases, dont celle de Ras Banias, ont été prévues.

Ce réseau devant être étendu, mais surtout consolidé, par la création de nouvelles bases, de Gibraltar à Oman, le jour où la « Rapid Deployment Force » (RDF) deviendra opérationnelle. En attendant, les « Républiques Musulmanes Américaines », à l'image des Républiques Musulmanes Soviétiques, sont en gestation. La « toile d'araignée » (terme tiré du Coran), que les Soviétiques ont tissée sur les têtes des peuples musulmans de l'Asie Centrale, les Américains sont en train de la prolonger pour couvrir tout le monde musulman.

Mais cette « toile d'araignée » serait-elle vraiment efficace ? Le Coran assure que sa valeur serait désirable, à une condition : que les peuples se remettent sur la voie de l'Islam, chose qui d'ores et déjà s'avère être acquise. En d'autres termes, les Américains sont en train de semer les graines de la révolution partout en terre d'Islam.

Le « consensus stratégique » de la Maison-Blanche, dirigé officiellement « contre l'U.R.S.S. », a en fait démarré dès la fin du mois d'avril 1981, soit à la veille des grandes offensives iraniennes sur le front, par la conclusion d'un accord entre Monsieur Sadate et les Américains pour la construction de plusieurs bases militaires en territoire égyptien pour, disait le Chef de l'Etat de ce pays, « accueillir toutes les troupes (de Washington) qui sont nécessaires », pour « la défense du Golfe » (27). Ensuite, une série de mesures furent prises dont :

Premièrement, durant l'été 1981, des vagues d'arrestations ont eu lieu pratiquement dans tous les pays musulmans, visant les membres de mouvements islamiques. Ce fut, en quelque sorte, le grand « nettoyage », une condition nécessaire pour dégager le terrain devant le « consensus stratégique » américain. Monsieur Sadate paya de sa vie son dévouement aux États-Unis, exactement un mois après son déchaînement sur les Islamistes de son pays.

(27) *Le Monde*, 28.4.1981.

Deuxièmement, au mois de novembre 1981, soit le lendemain de la première grande offensive iranienne, qui permit de briser l'encerclement d'Abadan, le Sénat américain donna son feu vert pour la vente à l'Arabie Saoudite de 5 avions-radars Awacs (portant à 9 le total). La signification de ce marché eut « une double ambition : installer un vaste système de défense dans le Golfe et s'appuyer davantage sur Ryad, pour prolonger et élargir les accords de Camp David » (28). En d'autres termes, le « consensus stratégique » américain ne deviendrait réalité que par la reconnaissance d'Israël par tous les Arabes, tâche à laquelle, comme nous le verrons, la Maison-Blanche se dévoua avec acharnement.

Troisièmement, le 20 décembre 1981, soit le lendemain des deuxième et troisième grandes offensives iraniennes et de la révolte de Bahrein, l'Arabie Saoudite signa son premier accord en matière de sécurité avec ce pays.

Prise de frénésie, au plus haut degré, l'Arabie Saoudite signa, six jours plus tard, un traité frontalier avec l'Irak ; puis, le lendemain, une « véritable déclaration de guerre » (29) fut lancée par son ministre de l'Intérieur, le prince Nayef, en invitant les Etats arabes à « soutenir l'Irak, qui défend la nation arabe tout entière » (29).

Quatrièmement, les 24 et 25 janvier 1982, les ministres de la Défense du C.C.G., réunis à Ryad (toujours l'Arabie !), conclurent leurs travaux par « des décisions secrètes » (30), mais qui ne sont pas difficiles à deviner, surtout qu'elles furent suivies par une visite en Arabie Saoudite du secrétaire américain à la Défense, d'une « importance toute particulière » (30).

Cinquièmement, le 28 janvier 1982, le Roi Hussein de Jordanie annonça la formation dans son pays d'un contingent de volontaires, tout en précisant « qu'il avait l'honneur d'annoncer qu'il se portait lui-même volontaire pour participer à ces forces de Yarmouk » (31) pour se battre contre l'Iran.

Alors que pour le Président irakien, cette guerre est une « Qaddissieh », pour le Roi jordanien c'est une « Yarmouk » ! Pour le premier, les Musulmans iraniens sont des Perses de l'époque pré-islamique, tandis que pour le second ils sont des Romains orientaux !

Le comique de ces déclarations est quadruple : celui du masque de l'Islam que ces deux Chefs d'Etat portèrent pour la circonstance, celui de leur ignorance de l'histoire la plus élémentaire, celui de leur disharmonie quant au choix du nom de la guerre, et, enfin, celui des noms choisis pour cette guerre perdue d'avance, qui pourtant ne riment qu'avec victoire.

Sixièmement, au mois de février 1982, Oman fut le dernier pays de la région à signer un accord en matière de sécurité avec l'Arabie Saoudite. Seul le Koweït refusa de signer l'accord bilatéral avec Ryad.

(28) *Le Monde*, 3.11.1981.

(29) *Le Monde*, 29.12.1981.

(30) *Le Monde*, 9.2.1982.

(31) *Le Monde*, 30.1.1982.

Mais, le 24 février 1982, un accord multilatéral fut signé par tous les membres du C.C.G. y compris le Koweït, dans la capitale saoudienne.

Septièmement, le 9 mai 1982, soit le lendemain de la libération de la ville de Khorramshahr par les Iraniens, le Président égyptien, Monsieur Hosni Moubarak, déclara : « L'Égypte n'admettra pas qu'on porte atteinte à la sécurité des pays du Golfe... Elle se tient fermement à leurs côtés » (32).

Un seul signe « apaisant », en quelque sorte une fausse note, vint deux jours plus tard, du Président des Emirats, Cheikh Zayed ; il fit savoir qu'il désirait prendre une initiative pour mettre un terme au conflit. Il ne fut pas du tout dérangé d'avoir été pendant vingt mois aux côtés de l'Irak !

Institut kurde de Paris

(32) *Le Monde*, 11.5.1982.

## CHAPITRE QUATRIÈME

# LES MASQUES ARRACHÉS

### La « géniale » trouvaille

L'entrée des troupes islamiques de Téhéran en territoire irakien, le 13 juillet 1982, provoqua une nouvelle terreur-panique, qui fit tomber les derniers masques.

La Maison-Blanche commença aussitôt ses consultations avec les pays amis : « Arabie Saoudite, Egypte, Jordanie et Israël » (1).

Le Président égyptien, bien qu'exclu du cercle arabe, joua au maître, en déclarant : « Je presse les Arabes d'unifier leurs rangs » (2), c'est-à-dire à le rejoindre.

Plusieurs Chefs d'Etats arabes se mirent en marche, cette fois-ci officiellement et en marge de la diplomatie du secret. C'est ainsi que, le 20 décembre 1982, Bagdad déclara être « prêt à rétablir des relations diplomatiques avec l'Egypte » (3), tandis que les autres Chefs d'Etats arabes pro-américains se mirent à préparer la Conférence de Fès pour la reconnaissance d'Israël, en application de la règle : « L'ami de mon ami est mon ami ».

Il reste Israël : que lui voulait la Maison-Blanche ? Etait-ce pour lui demander d'arrêter ses « livraisons » d'armes à l'Iran, ainsi que le ministre israélien de la Défense, Monsieur Ariel Sharon, l'avait confirmé ?

Cette histoire à dormir debout, carte maîtresse dans la guerre psychologique livrée contre le régime islamique iranien, fut forgée principalement à l'intention de tous les Musulmans de la planète.

Bien que le fait que Monsieur Sharon, en la confirmant à haute voix, ait diminué la crédibilité, déjà bien mince au départ, de cette grande nouvelle à sensation, nous allons quand même la vérifier.

C'est le *New York Times* qui a relancé le lundi 8 mars 1982 la « géniale » trouvaille, qui a aussitôt été reprise et propagée à grande échelle. Sa nouvelle, disait-il : « venait de sources proches des services de renseignements occidentaux » (4).

(1) *Le Monde*, 16.7.1982.

(2) *Le Monde*, 17.7.1982.

(3) *Le Monde*, 30.12.1982.

(4) *New York Times*, 8.3.1982, cité par *Le Monde*, 10.3.1982.

On n'en saura pas plus sur l'origine de la nouvelle. Pourtant, une question vient se poser : pourquoi le *New York Times* ne s'est-il pas basé sur le fameux avion argentin qui a été abattu au-dessus du territoire soviétique, le 8 juillet 1981, et dont on a dit qu'il faisait la navette entre l'Iran et Chypre, en provenance d'Israël, dans le cadre de la livraison de matériel militaire ?

Le fait que le *New York Times* « oublia » cette « preuve concrète » et se contenta de s'abriter derrière « des renseignements » évasifs, prouve qu'il ne reste plus rien de sérieux au sujet de l'avion argentin.

En effet :

Premièrement, le chemin le plus sûr pour aller de Chypre à Téhéran ne passe certainement pas par l'U.R.S.S., ennemi n° 2 de l'Iran.

Par ailleurs, si cette histoire était vraie, l'U.R.S.S. l'aurait certainement exploitée au mieux, preuves à l'appui (découvertes parmi les débris de l'appareil !), pour, d'une part, dissuader la Libye et la Syrie de soutenir l'Iran, et, d'autre part, justifier aux Musulmans soviétiques son propre soutien à l'Irak.

Deuxièmement, étant donné que, le 7 juin 1981, les Israéliens bombardèrent la centrale nucléaire irakienne de Tamuz, afin de, principalement, garder le monopole de l'arme nucléaire dans la région, et qu'à l'époque fut rendue publique l'alliance Tel-Aviv-Téhéran contre l'Irak, sans aucune preuve, la « géniale idée » fut de forger la « preuve ». Ce fut l'avion argentin, exactement un mois après le raid de Tamuz, qui certainement ne fut pas abattu par les Soviétiques, mais bien plutôt tomba en panne, pour une raison toute simple : l'Argentine est l'un des pays fournisseurs d'armements à Bagdad, ce que Moscou n'ignore pas.

Est-il possible que l'Iran islamique ait pu acheter des armes à Israël ?

Bien avant l'avènement de la Révolution Islamique en Iran, « les Israéliens avaient pris conscience du danger que représentait Khomeyni ; ils estimaient à sa juste valeur sa haine d'Israël » (5). C'est la raison pour laquelle Monsieur Begin, Premier ministre israélien, dans son premier discours prononcé à la Knesset après la chute du Chah, expliqua en une phrase l'avenir de son Etat : « L'époque des ténèbres commence pour l'Etat d'Israël », affirma-t-il.

L'Imam Khomeyni le confirma d'ailleurs dès le lendemain de son entrée triomphale à Téhéran, en expulsant tous les Israéliens, en coupant définitivement les relations diplomatiques avec Tel-Aviv, et en offrant les bâtiments de leur ambassade à l'Organisation de Libération de la Palestine. Par ailleurs, il donna l'ordre d'enseigner dans les écoles et les mosquées : l'urgence de la libération d'El-Qods (Jérusalem) et la haine envers l'occupant israélien.

« A mort Israël » (Marg-bar Israël), mais aussi « à mort l'Amérique et l'U.R.S.S. » sont toujours les principaux slogans de la Révolution Islamique iranienne, repris en chœur quotidiennement aux quatre coins de l'Iran, à chaque manifestation et pendant les cérémonies dans les mosquées.

(5) p. 151, B34.

En un mot, le peuple iranien fut mobilisé pour la libération d'El-Qods, comme jamais auparavant aucun peuple musulman ne l'avait été aussi concrètement.

Comment peut-il être possible d'être, à la fois, contre l'impérialisme américain et pro-israélien, sachant qu'Israël est le principal bras droit des Etats-Unis dans la région ?

Les Gouvernements arabes pro-américains sont verbalement contre Israël, alors que concrètement ils sont tous sur la voie de Camp David. Les autres s'affichent comme ennemis d'Israël, plus par alignement sur les Soviétiques que par principe.

L'Iran est le seul pays, parce qu'il est l'unique non-aligné du monde musulman, voire de la planète, qui combat concrètement, par devoir islamique, l'Etat d'Israël. Ne se contentant pas de mots, comme c'est le cas de la Lybie ou de la Syrie par exemple, le régime de Téhéran est en train de bâtir la révolution dans les cœurs et dans les cerveaux de ses enfants, les adultes de demain, qui devront par la suite briser leurs propres frontières pour une marche libératrice vers El-Qods, via La Mecque. C'est ce que j'ai personnellement constaté lors de mes trois voyages successifs en Iran.

Dans quel but le *New York Times* lança-t-il sa nouvelle à sensation ?

Premier but : ce journal publia, le dimanche 7 mars 1982, soit la veille du lancement de la « géniale » trouvaille, des renseignements très détaillés prouvant le rôle joué par le Gouvernement américain et la C.I.A. en vue de la déstabilisation du régime islamique de Téhéran. Ce journal indique que « les Etats-Unis fournissent une aide secrète de plusieurs millions de dollars à de nombreux groupes d'exilés iraniens, dont deux organisations paramilitaires basées en Turquie orientale, près de la frontière iranienne... Ce soutien (est) dirigé par la C.I.A.... La plus importante organisation, dirigée par l'amiral Ahmad Madani, ancien chef de la marine impériale, serait forte de 6 000 à 8 000 hommes... La seconde, sous les ordres du général Bahram Aryana, ancien chef d'état-major de l'armée impériale, serait forte d'environ 2 000 hommes... La C.I.A. financerait également les troupes politiques d'exilés, principalement en France et en Egypte. L'aide américaine irait principalement aux forces modérées de gauche..., aux monarchistes... Enfin, un troisième volet de l'aide américaine aux opposants iraniens serait consacré à une station de radio, qui émettrait depuis la Turquie orientale... » (6).

Précisons d'abord que les sources du *New York Times* ne sont pas « proches de... », comme ce fut le cas précédemment. Ce sont, souligne-t-il, « des sources au sein de l'administration américaine » (6) ; la clarté, aussi bien que la précision d'ailleurs, est par conséquent totale.

D'autre part, l'impact de ces renseignements, on peut l'imaginer, ne put être que très néfaste pour la réputation de la Maison-Blanche dans le Tiers-

(6) *New York Times*, 7.3.1982, cité par *Le Monde*, 9.3.1982.

Monde en général, mais du même coup très salubre pour celle du régime islamique de Téhéran, particulièrement dans le monde musulman.

L'attention du journal fut probablement attirée le jour même sur la gravité de ces divulgations. Pour limiter les dégâts, dès le lendemain, le *New York Times* lança la nouvelle à sensation concernant l'achat par l'Iran d'armes à Israël. Ce fut le contre-poids des renseignements de la veille.

Deuxième but : en signalant que « les pays fournisseurs (de l'Iran) sont Israël, la Corée du Nord, la Syrie, la Libye et l'Union Soviétique. La moitié environ du matériel fourni provient d'Israël ou transite par ce pays » (7), le *New York Times* fit d'une pierre trois coups :

- Premièrement, propager l'antidote de ses divulgations de la veille.
- Deuxièmement, se servir du mythe de « l'invincibilité d'Israël » pour minimiser les succès des soldats de l'Islam sur le front : les formidables victoires de l'armée, pauvre en matériel, de la Révolution Islamique furent ainsi mises sur le compte du matériel israélien, puisque « la moitié », disait-il, provenait de Tel-Aviv. Les trois « amis » de l'Iran n'eurent que l'autre moitié à partager avec l'U.R.S.S. !

Ce ne fut en fait pas l'effet du hasard non plus si le *New York Times* a choisi de sortir du tiroir sa nouvelle à sensation à la veille de la débâcle de l'armée irakienne. Mais, étant donné que, d'après le journal *Libération*, « le matériel (israélien) devrait arriver début avril 1982 à Bandar Abbas, juste à temps pour être utilisé dans la contre-offensive du printemps » (8) et que le premier grand revers de l'armée de Bagdad eut lieu le 22 mars 1982 (15 450 Irakiens furent faits prisonniers) : donc, la victoire de l'armée islamique de Téhéran ne peut être mise sur le compte du « matériel de Tel-Aviv ».

- Troisièmement, accréditer la thèse de la Maison-Blanche concernant son « consensus stratégique », qui, officiellement, rappelons-le, est dirigé « contre Moscou » d'où le but caché derrière le nom de l'U.R.S.S. sur la liste des pays fournisseurs de l'Iran.

En fait, ni Israël, ni l'U.R.S.S. ne sont assez fous pour vendre des armes à l'Iran, qui œuvre concrètement pour détruire l'Etat du premier et faire éclater celui du deuxième.

La Corée du Nord, la Libye et la Syrie, quant à elles, aident effectivement l'Iran, mais beaucoup plus modestement qu'on ne le pense, pour les raisons que nous verrons plus loin.

## Le silence couvert de tapage

La nouvelle sensationnelle de la vente d'armes par Tel-Aviv à Téhéran démarra de New York au mois de mars 1982 et fut couronnée à Paris au mois

(7) *New York Times*, 8.3.1982, cité par *Le Monde*, 10.3.1982.

de juillet 1983 par la publication dans le journal *Libération* d'un « contrat qui prouve que l'Iran achète des armes à Israël » (8). Ce journal donna même l'adresse de l'entreprise de Tel-Aviv, mais en soulignant qu'elle « ne semble plus aujourd'hui être répertoriée en Israël » (8).

Faut-il comprendre que Monsieur Sharon n'eut même pas l'intelligence de « garder » l'entreprise, ne serait-ce que pour consolider ses dires ?

Que penser de ce contrat ?

Peu de temps après sa publication, une affaire semblable secoua notre planète : « la découverte de documents secrets d'Hitler ». La nouvelle fut propagée à grande échelle. L'authenticité de ces documents fut même acquise au départ, puis soudain des avocats surgirent, des experts suivirent. Coup de théâtre : les documents d'Hitler n'étaient qu'une falsification !

Dans l'affaire du « contrat israélo-iranien », il n'y eut malheureusement, à notre connaissance, ni avocats ni experts. Comment donc pouvoir l'accepter, surtout à une époque où les artistes de la technique sont capables de nous mettre sur une photo un taureau dans la main d'un enfant ?!

Il aurait suffi de jeter un simple coup d'œil sur les événements de mars 82 à juillet 83 pour ne pas réserver, ne serait-ce qu'une ligne, à ce fameux « rapport ».

En effet, les consultations que la Maison-Blanche commença mi-juillet 82 avec ses amis arabes et israéliens de la région avaient pour sujet, disait-elle, « les mesures nécessaires pour assurer leur sécurité » (9).

Une menace soviétique ? Absolument pas.

Monsieur Caspar Weinberger, secrétaire américain à la Défense, nous dévoila, deux semaines plus tard, son secret en ces termes : « Je pense que les Iraniens constituent une sérieuse menace pour les pays du Proche-Orient, y compris Israël » (10).

Or, durant les semaines qui précédèrent cette déclaration, un événement très important eut lieu, à savoir : les offensives de l'armée islamique de Téhéran de mars à mai 82 (Fath el-Moubin et Baït el-Moqaddass) se soldèrent par la libération de 7 780 km<sup>2</sup>, la reprise de la ville de Khorramshahr (le 24 mai) et la capture au total de 34 450 soldats irakiens. Un grave échec politico-militaire fut infligé à Saddam Hussein et à ses alliés. C'est ce que Monsieur Weinberger appelle « une sérieuse menace iranienne » pour, bien sûr, le « consensus stratégique » américain.

Comment contrer cette « sérieuse menace » ?

Washington n'attendait pas les déclarations de Monsieur Weinberger pour agir. En effet un des pays « menacés », Israël, douze jours après la fantastique libération de Khorramshahr par les Iraniens, se lança dans une aventure, l'in-

(8) *Libération*, 12.7.1983.

(9) *Le Monde*, 16.7.1982.

(10) *Le Monde*, 30.7.1982.

vasion du sud-Liban, qu'il serait difficile de ne pas lier à cette libération pour plusieurs raisons :

La première raison : le 4 juin 1982, l'aviation israélienne bombardait Beyrouth en représailles à l'attentat contre leur ambassadeur à Londres et, le 6 juin, les troupes israéliennes envahissaient le sud-Liban. Sachant que :

- Premièrement, c'est « depuis plus de six mois qu'Israël se préparait à envahir le Liban, le Gouvernement de Jérusalem n'attendait qu'une occasion qui justifierait l'opération. Ce fut l'attentat de Londres » (11). La décision d'Israël fut donc prise au mois de décembre, c'est-à-dire après les premières grandes victoires iraniennes sur le front.
- Deuxièmement, Monsieur Saddam Hussein, réagissant aussitôt à l'invasion israélienne, annonça le retrait de ses troupes du territoire iranien et la fin unilatérale du conflit avec l'Iran pour, disait-il, « affronter le péril sioniste » (12). Or, « sa décision avait été prise en réalité deux semaines avant l'entrée de Tsahal (armée israélienne) au Liban, à la suite de la défaite subie par ses troupes à Khorramshahr » (12).

Donc, l'attentat de Londres tombait à point nommé pour servir de prétexte à la fois à Bagdad et à Tel-Aviv.

Est-ce un hasard ?

Absolument pas. L'enquête de Scotland Yard confirma que le responsable de l'attentat était un nommé Abou Nidal, dissident de l'Organisation de Libération de la Palestine (O.L.P.), qui se rendit d'ailleurs coupable de l'assassinat de plusieurs responsables de l'O.L.P. Or, Abou Nidal est un proche du régime irakien et il a également été accusé d'être manipulé par des agents du Mossad (services de renseignements israéliens) et de la C.I.A. américaine (13).

En d'autres termes, l'invasion israélienne du sud-Liban devait, dans l'esprit de ses instigateurs, sortir l'armée irakienne du borbier dans lequel elle s'est enfoncée.

La deuxième raison : l'invasion israélienne du sud-Liban, rendue possible par l'attentat de Londres, permit au Chef de l'Etat irakien de jouer le beau rôle en proclamant « qu'il retire ses troupes pour affronter l'ennemi sioniste » et, par la même occasion, il tenta de plonger l'Imam Khomeyni dans un profond embarras.

La réaction du Guide de la Révolution Islamique ne se fit pas attendre : « Le chemin d'El-Qods passe par Bagdad », rétorqua-t-il. L'allusion fut ainsi clairement faite : la chute du régime baathiste irakien ne serait qu'une étape sur la route menant à El-Qods, et qui très probablement devrait passer d'abord par La Mecque.

Les Chefs d'Etats arabes pro-américains, certainement terriblement surpris

(11) *Le Monde*, 20.2.1982 et 18.6.1982.

(12) *Le Monde*, 22.6.1982.

(13) *Le Monde*, 19.6.1982.

par la réaction de l'Imam, crièrent en chœur à la trahison : « Khomeyni, propagèrent-ils, est en connivence avec Israël ».

L'accusation fit le tour du monde, gonflée par des analyses et des commentaires sur la fameuse thèse de la vente par Tel-Aviv d'armes à Téhéran.

Ces Arabes bruyants, quel rôle ont-ils joué face à l'invasion ?

Le journal *Le Monde* souligna, deux semaines après le début de l'invasion du sud-Liban par les Israéliens, que les Arabes « sont étrangement absents du conflit, comme s'il ne les concernait pas » (14), tandis que le secrétaire général de la Ligue arabe, Monsieur Chedli Klibi, réputé pro-américain, faisant « preuve d'une singulière audace » (14), multiplia les appels à Moscou pour « prendre des mesures rapides et appropriées pour mettre fin à l'invasion ».

Probablement, le but premier de Monsieur Klibi fut de mettre le Kremlin à nu, en démontrant à l'O.L.P. qu'il fallait chercher son salut à Washington. Son appel ne tomba pas en tout cas dans l'oreille d'un sourd, puisque, dès que l'étau israélien sur Beyrouth fut desserré, l'O.L.P. rejoignit le camp arabe pro-américain.

Toutefois, l'agence TASS rendit la balle à Monsieur Klibi, en montrant l'étonnement des observateurs politiques soviétiques, qui furent « surpris que l'actuelle agression barbare israélienne contre le Liban et le génocide des Palestiniens n'aient pas entraîné des actions conjointes immédiates de la part des Arabes et qu'ils soient perpétrés face à l'indifférence et à la passivité de nombreux Etats arabes » (15).

Au silence couvert de tapage des uns (les Arabes de Washington) s'ajouta l'effacement des autres. L'allié syrien de Moscou accepta une trêve avec les Israéliens dès le début de l'invasion ; c'est dire combien fut grand l'isolement des Palestiniens, aussi bien que le malheur des Libanais. Que ne fait-on pas pour les besoins des stratégies des deux Grands !

La troisième raison : le ministre des Affaires étrangères d'Egypte, l'un des rares à se manifester clairement, déclara : « Je ne vois pas de contradiction entre notre position et celle du Gouvernement américain » (16). Or, le Président des Etats-Unis, Monsieur Reagan, « un pro-israélien de cœur » (17), qui pourtant avait pris des sanctions contre Israël en juin 81, après la destruction de la centrale nucléaire irakienne de Tamuz, et en décembre de la même année, après l'annexion du Golan syrien, cette fois-ci s'enferma lui aussi dans le silence. C'est compréhensible, puisque la « sérieuse menace » pour Washington s'appelle l'Iran et non plus Moscou !

En évitant ne serait-ce que de critiquer publiquement Israël, d'après le journal *Le Monde*, le Président américain « a satisfait Monsieur Begin » (17). En fait, Monsieur Begin, en osant envahir le sud-Liban, rendit service à beau-

(14) *Le Monde*, 17.6.1982.

(15) *Le Monde*, 26.6.1982.

(16) *Le Monde*, 16.6.1982.

(17) *Le Monde*, 23.6.1982.

coup de Chefs d'Etats, tout en tentant de réaliser son propre rêve, c'est-à-dire un pas de plus dans la construction du « Grand Israël ».

D'une part, les Américains virent dans cette invasion l'occasion de tenter de poser les premiers nœuds de leur « toile d'araignée », c'est-à-dire leur « consensus stratégique ».

D'autre part, les Chefs d'Etats musulmans pro-américains, inquiétés par les récentes victoires iraniennes, ne virent dans l'invasion israélienne du sud-Liban que l'espérance de la fin de leur cauchemar et l'assurance de ne pas perdre leurs trônes, tandis que le Syrien Assad, le Chef d'Etat de la première ligne, préféra laisser faire les Israéliens conformément à ses propres ambitions, mais aussi à celles de son allié soviétique, sachant que l'invasion israélienne se solderait, au pire, par un partage du Liban avec Israël.

Le suspense dura pendant cinq longues semaines, jusqu'à la mi-juillet, puis, les Américains, en premier, brisèrent leur silence mortel, en annonçant « des consultations avec les amis de la région pour assurer leur sécurité », tout en précisant que « les Iraniens constituent une sérieuse menace pour les pays du Proche-Orient, y compris Israël ».

Que s'est-il passé entre-temps ?

Le 13 juillet 1982, l'offensive iranienne Ramadhan el-Moubarak, en permettant aux soldats de l'Islam de traverser pour la première fois la frontière au sud du front et d'occuper 80 km<sup>2</sup> du territoire irakien, poussa la Maison-Blanche à sortir aussitôt de sa coquille, tout en faisant par la même occasion tomber les derniers masques, dont le sien.

C'est d'autant plus significatif de constater que l'invasion israélienne du sud-Liban, qui est situé en plein cœur du Proche-Orient, ne constitua pas une menace ; pourtant, la ville de Saïda fut dévastée, Beyrouth assiégée, les Palestiniens massacrés et les Libanais terrorisés ; par contre, la victoire iranienne qui eut lieu au Moyen-Orient, dans la région du Golfe, constitua « une menace pour les pays du Proche-Orient, y compris Israël » !

Faudrait-il conclure que l'invasion israélienne du Liban eut non seulement le feu vert de Washington, mais aussi celui des Chefs d'Etats arabo-musulmans de la région, pour, essentiellement, contrer « la menace iranienne », ce qui expliquerait leur silence face à l'avance des blindés de Tel-Aviv, mais aussi, en même temps, le branle-bas politico-diplomatique qui démarra suite à l'appel lancé par le Président égyptien le lendemain de l'offensive iranienne, « pressant les Arabes d'unifier leurs rangs » ?

C'est d'autant plus significatif de constater que seul Téhéran se pressa, dès le début de l'invasion israélienne du sud-Liban, d'envoyer plusieurs centaines de volontaires, tandis que des milliers d'autres s'apprêtèrent à prendre l'avion pour Damas (18) pour tenter de soulager la détresse des Palestino-Libanais.

(18) *Le Monde*, 22.6.1982.

Désormais, un troisième champ d'une même guerre, celle qui devrait briser « la toile d'araignée soviéto-américaine », vint s'ajouter aux deux premiers, celui où se battent les Musulmans iraniens contre les baathistes irakiens et celui où se battent les Musulmans afghans contre les Soviétiques.

Faudrait-il en déduire que l'enjeu de cette guerre s'avère d'ores et déjà être plus grand que celui des grandes batailles des années 630, qui bien qu'elles se soient déroulées dans seulement deux lieux principaux, Qaddissieh et Yarmouk, avaient quand même permis l'effondrement des Perso-Romains, engendrant la fantastique propagation de l'Islam ?

## La fin de la comédie

La condition nécessaire pour contrer « la menace iranienne », c'est-à-dire pour réaliser le « consensus stratégique » américain, devrait être la reconnaissance d'Israël par tous les Etats arabes « amis ». L'homme-clef, « Fahd, que la presse outre-atlantique n'hésite pas à qualifier de pro-américain inconditionnel » (19), tomba à point nommé pour Washington.

En effet, la mort d'une crise cardiaque, le 14 juin 1982, du Roi Khaled d'Arabie a permis à son successeur, Fahd, de monter le jour même sur le trône de son pays.

Un an plus tôt, le 7 août 1981, Fahd avait proposé un plan de paix en huit points, invitant les Etats arabes à la reconnaissance implicite d'Israël. Ce plan fut repoussé le 25 novembre 1981, par le Sommet arabe de Fès, au Maroc, parce que l'O.L.P., qui, à l'époque, était encore très puissante, s'y était opposée énergiquement.

Maintenant que Fahd était devenu Roi, que l'O.L.P. s'était effondrée, après l'invasion israélienne du sud-Liban, la tentation était grande de réunir les Chefs d'Etats arabes une nouvelle fois à Fès.

Le triangle Ryad-Bagdad-Le Caire étant constitué et le C.C.G. étant formé, le tout grâce à Fahd, il ne manquait plus que l'élargissement de ce front pour pouvoir enfin poser la partie arabe (du Maroc au Golfe) de la fameuse « toile d'araignée » conformément à la stratégie américaine. Un rendez-vous fut effectivement prévu pour le 6 septembre 1982.

Entre-temps, le 1<sup>er</sup> septembre, le Président américain lança de Washington, à son tour, un plan de paix, une sorte de mise en garde à l'américaine aux Chefs d'Etats « amis ».

Entre le « Plan Fahd » et le « Plan Reagan », il y a un seul point de désaccord. Le premier propose la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, tandis que le second propose simplement l'octroi d'un statut d'autono-

(19) *Le Monde*, 15.6.1982.

mie aux habitants de Cisjordanie et de Gaza. Les conférenciers de Fès optèrent pour le premier et lui donnèrent le nom de « Plan de paix arabe ».

Bien que les Arabes, O.L.P. comprise (20), après 34 ans de refus, aient reconnu pour la première fois implicitement Israël, Monsieur Reagan n'était pas content. La morale de l'histoire : seul un arabe à genoux peut recevoir l'agrément de la Maison-Blanche.

Messieurs Sharon et Begin remercièrent les conférenciers de Fès à leur façon pour leur gratuite reconnaissance de l'Etat hébreu, en organisant le massacre de plusieurs centaines de personnes âgées, de femmes, d'enfants et de bébés palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila.

Cette tuerie, qui eut lieu les 16 et 17 septembre 1982, soit juste une semaine après la proclamation du « Plan de paix arabe », arracha définitivement les masques des conférenciers de Fès, jeta la lumière sur la rentrée « victorieuse » à Tunis de Yasser Arafat et ses troupes après leur expulsion de Beyrouth, le 30 août 1982, marqua un tournant dans les relations des Chefs d'Etats arabomusulmans avec leurs peuples, et promit la destruction certaine de toute tentative future de pose de la « toile d'araignée ».

Comment la stratégie américaine s'est-elle effondrée ?

L'invasion israélienne du Liban, d'après Monsieur Begin, devait permettre :

- premièrement, l'expulsion des troupes palestiniennes du Liban.
- deuxièmement, la constitution d'un Gouvernement libanais fort.
- troisièmement, la signature d'un traité de paix avec le Liban.
- quatrièmement, la création d'une bande de sécurité au sud-Liban.

Monsieur Begin, pour tenter de réaliser ces quatre objectifs, imposa d'abord Bechir Gemayel, le 23 août 1982, puis, exactement un mois plus tard, son frère Amin Gemayel, comme Présidents successifs de l'Etat libanais, le premier ayant été assassiné le 14 septembre.

Et, le 17 mai 1983, le traité de paix qui fut signé entre Israël et le Liban marqua en toute apparence le succès de l'entreprise de Tel-Aviv.

Quel rapport y a-t-il entre les quatre objectifs de Monsieur Begin et ceux de Washington ?

Premièrement, l'objectif principal de Washington était la réalisation de sa stratégie, qui devait englober tous « les Etats amis », pour contrer « la sérieuse menace », l'Iran. La condition nécessaire à sa réalisation est la reconnaissance d'Israël par tous ses « amis » arabes. Or, cette reconnaissance, avec une O.L.P. forte, n'a pas été rendue possible, d'où le premier objectif de Monsieur Begin, consistant à écraser les troupes de Yasser Arafat, puis à en expulser le reste hors du Liban.

Deuxièmement, pour la reconnaissance d'Israël, Washington a toujours opté

(20) Seulement deux Etats arabes n'ont pas été représentés à Fès, la Lybie ayant récusé la réunion et l'Egypte suspendue de la ligue Arabe depuis la signature des Accords de paix avec Israël.

pour la signature d'accords de paix bilatéraux entre l'Etat hébreu et les pays arabes, d'où le troisième objectif de Monsieur Begin, consistant à signer avec le Liban le deuxième accord de paix arabe, le premier étant celui signé avec l'Egypte.

Troisièmement, pour la signature de ce deuxième accord, le Liban devant d'abord avoir un Gouvernement fort, c'est le deuxième objectif de Monsieur Begin, d'où l'envoi de la force multinationale pour tenter de doter le Président Gemayel d'une armée et d'une police fortes.

C'est d'autant plus significatif de constater que c'est Israël qui lança l'idée d'une « force internationale » pour mieux cacher le dessein des Etats-Unis. Ensuite, à la demande du Président Gemayel, 3 800 Français, Italiens et Américains débarquèrent à Beyrouth à la fin du mois d'août 1982 pour permettre l'évacuation des Palestiniens, puis ils rentrèrent chez eux.

Mais, quelques jours plus tard, Tel-Aviv téléguida le massacre des camps palestiniens de Sabra et de Chatila, engendrant le retour de la force multinationale, également sur demande du Chef de l'Etat libanais, pour, cette fois-ci, « protéger la population civile », mais aussi pour « aider à la restauration de l'autorité légale libanaise ». Forte cette fois de 5 800 hommes, dont des Britanniques, sa mission étant perçue par la majorité des Libanais comme une ingérence inadmissible ; elle se heurta donc progressivement à l'opposition de trois courants libanais.

Ce n'est d'ailleurs pas du tout étonnant, puisque la vraie mission de la force multinationale nous fut donnée par un capitaine français, père de cinq enfants, qui, dans une émission télévisée consacrée au Liban, souligna qu'il était parti à Beyrouth pour « défendre la civilisation occidentale » (21). Les propos de ce capitaine sont conformes à la logique coloniale des siècles passés, mais ils ont en tout cas le mérite de jeter la lumière sur le genre de « paix » que la force multinationale voulait faire régner au Liban

Quant au quatrième objectif de Monsieur Begin, il s'agit, à la fois, d'un morceau de terre du « Grand Israël » à offrir aux rabbins de Jérusalem pour assurer sa réélection, et d'un prétexte pour justifier à l'opinion internationale sa présence au sud-Liban.

A cause de la concordance criante entre les principaux objectifs d'Israël et ceux de Washington, malgré la présence à Beyrouth de la force multinationale, toute l'œuvre de Monsieur Begin et les rêves de Washington furent condamnés à un effondrement certain.

En effet, l'invasion du Liban par Israël eut pour conséquence immédiate, entre autres, la scission du mouvement Amal, que Moussa Sadr (l'Imam libanais disparu en Libye) créa à Baalabek en 1974 sous le nom de « Mouvement des Dëshérités », composé dès l'origine de 100 000 partisans.

(21) Télévision française. TF1. 14.2.1984.

Monsieur Nabih Berri, pour qui : « Il n'y a pas de politique en Islam », et : « l'Imam Khomeyni n'est qu'un chef spirituel », était en conflit idéologique avec Hussein Moussaoui, pour qui : « l'Islam est un et indivisible », et : « l'Imam Khomeyni est le Guide de la Umma ».

L'éclatement du mouvement en deux factions, prévisible depuis longtemps, eut lieu au mois de juin 1982.

Moussaoui, s'installant à Baalabeck, fut rejoint progressivement par des Musulmans libanais et palestiniens de plus en plus nombreux. Son slogan : « Nettoyer le Liban de l'envahisseur sioniste et le poursuivre jusqu'à El-Qods ».

Les volontaires iraniens qui débarquèrent au Liban, après l'invasion israélienne, s'installèrent à leur tour à Baalabeck et commencèrent dès leur arrivée à harceler les troupes israéliennes en coordination avec le mouvement Amal de Moussaoui. C'est la raison pour laquelle cette ville fut la proie de choix des aviateurs franco-israéliens.

Le 16 novembre 1983, des avions israéliens bombardèrent Baalabeck pour, disaient-ils, « venger l'attentat terroriste pro-iranien du 4 novembre » contre leur Quartier Général de Tyr, qui coûta la vie à 62 personnes, dont une trentaine de soldats et leurs supérieurs.

Vingt-quatre heures plus tard, soit le 17 novembre, 8 Super-Etendard français, partis du porte-avions « Clemenceau », bombardèrent à leur tour Baalabeck pour les mêmes raisons que les Israéliens, mais, cette fois-ci, en représailles au double attentat de Beyrouth du 23 octobre, qui coûta la vie à 58 hommes de la force française et 239 hommes de la force américaine. Ce raid, qui, pour Monsieur Mitterrand, devait être une punition, se solda, de l'avis des observateurs, par un fiasco.

De leur côté, les Américains, pour venger leurs morts, préférèrent plutôt s'attaquer aux Syriens, espérant faire pression sur eux pour faire taire les Musulmans de Baalabeck. C'est ainsi que, le 4 décembre, une trentaine d'avions décollèrent du porte-avions « Kennedy », mais le raid « se solda par un spectaculaire camouflet à la plus puissante armée de l'air du monde » (22) ; deux avions furent abattus, un pilote tué et le second fait prisonnier.

Encore une fois, l'armée israélienne, malgré son arsenal en matériel sophistiqué et le budget, environ un million de dollars par jour, qui lui fut consacré pour mener à bien ses opérations au Liban, en lançant un nouveau raid sur Baalabeck, le 4 janvier 1984 « le plus important et le plus meurtrier déclenché depuis l'invasion » (23), qui fit des centaines de tués et de blessés, en majorité « des enfants, des femmes et des vieillards » (23), démontra spectaculairement « son impuissance à maîtriser sur le terrain la montée de la résistance libanaise, principalement chiite, dans sa zone d'occupation au sud » (23). Mais le plus ridicule, pour justifier le carnage de centaines de civils libanais, les

(22) *Le Monde*, 6.12.1983.

(23) *Le Monde*, 6.1.1984.

Israéliens avancèrent de nouveau le même prétexte : « Notre objectif était les bases de terrorisme lié à l'Iran », lancèrent-ils !

La stratégie américaine commençant à s'envoler en fumée, mais le plus étonnant, au lieu de tout revoir, Washington, parce qu'obsédée, ne put que continuer à tenter de réaliser son rêve stratégique.

Un sommet fut convoqué à Fès, cette fois-ci se voulant encore plus large que le premier ; tous les Chefs d'Etats musulmans furent invités pour le 17 janvier 1984.

Les décisions de l'Organisation de la Conférence islamique furent très significatives : la réintégration de l'Égypte et la reconnaissance implicite d'Israël.

Mais, pendant que le Roi Hassan II du Maroc s'y donnait avec acharnement pour tenter de poser les nœuds de la « toile », le peuple se soulevait aux quatre coins du pays pour lui rappeler que le temps des complots était révolu. Survenant trois semaines après les émeutes de Tunisie et coïncidant avec la Conférence islamique de Fès, les troubles du Maroc furent l'ultime signal d'alarme adressé à tous les Chefs d'Etats musulmans.

Toutes les étapes de la stratégie américaine, la formation du triangle Ryad-Bagdad-Le Caire, la création du C.C.G., la tentative de pose de la partie arabe de la « toile d'araignée » et enfin la tentative de sa pose en bloc à Fès, furent à chaque fois avortées par les peuples musulmans qui veillent.

La récolte immédiate fut : « la débandade » et « la déconfiture des Etats-Unis » (24) et de leurs alliés à Beyrouth. Les Britanniques quittèrent les premiers les lieux dès le 8 février 1984, suivis des Italiens puis des Américains le 26 février, et enfin des Français le 25 mars.

Entre-temps, le 24 février, un Uléma sud-libanais, Cheikh Ragheb Harb, fut assassiné pour ses idées. Il paya en quelque sorte la « débandade » des uns et des autres. Les Israéliens organisèrent cet assassinat et ne purent depuis lors que se contenter de se barricader au sud-Liban en attendant d'être chassés définitivement à leur tour.

A la suite de la débandade de ses marines et de l'abrogation par le Gouvernement libanais, le 5 mars 1984, du traité de paix libano-israélien, la Maison-Blanche dévoila les vraies raisons de son intervention au Liban et jeta la lumière sur Monsieur Saddam Hussein, qui officiellement n'avait toujours pas de relations diplomatiques avec les Etats-Unis, et qui passait pour être le champion, verbal il est vrai, de l'anti-sionisme, et qui, surtout, proclamait sa volonté de combattre, au Liban, l'envahisseur israélien.

La Maison-Blanche annonça qu'elle pouvait compter sur le Chef de l'Etat irakien pour faire « quelques pas dans la direction d'une acceptation de l'existence d'Israël » (24). En d'autres termes, faute de ne pouvoir mettre au pas tous ses « amis », Washington se mit dans la tête de ne plus compter que sur ses « ultrafidèles ».

(24) *Le Monde*, 16.3.1984.

En effet, la Maison-Blanche ajouta vouloir former « un front qui devrait réunir, outre la Jordanie, l'Égypte et l'Arabie Saoudite, l'Irak » (25). Monsieur Saddam Hussein apparaissant ainsi sous son vrai jour ; et elle précisa ses objectifs en ces termes : « pour contrer la puissance grandissante de la Syrie et de l'Iran » (25).

En fait, c'est la puissance grandissante de l'Islam que les Etats-Unis combattent ouvertement depuis l'été 81, soit à la veille des grandes offensives victorieuses iraniennes, dans le but de limiter « les dégâts » puisque la Révolution Islamique iranienne ne put être écrasée.

Des dizaines de milliers d'arrestations gratuites d'hommes et de femmes ont eu lieu simultanément (!) dans tous les pays musulmans satellites de Washington, des circulaires ministérielles furent également distribuées, interdisant aux femmes le port du Hijâb (foulard islamique) dans tous les établissements scolaires et administratifs.

Les mass-médias, qui réservèrent de larges places à l'occupation de la Kâaba, à l'assassinat de Sadate, aux attentats de Beyrouth et à bien d'autres « violences » perpétrées par des Islamistes, ne s'arrêtèrent jamais aussi sérieusement devant les massacres, les tortures et les vagues d'arrestations, ordonnés par les Chefs d'Etats musulmans. Or, les « violences » commises par les Islamistes et les émeutes populaires spontanées, qui régulièrement secouent, ici et là, le monde musulman, ne sont en fait que des réactions légitimes à la violence institutionnalisée, organisée et perpétrée quotidiennement de sang-froid.

Les mass-médias, et c'est d'autant plus inquiétant, se contentèrent le plus souvent de propager des stéréotypes tirés du fond du tiroir de l'histoire, mais ornés des couleurs du siècle : les « mahométans » et les « barbares » d'hier devenant des « khomeynistes » et des « intégristes ».

A ce propos, il serait utile de souligner que le mot « intégriste » est apparu pour la première fois en Espagne, en 1894, pour désigner tout membre d'un mouvement espagnol qui voulait soumettre l'Etat à l'Eglise. En Islam, il n'y a jamais eu et il ne pourra jamais y avoir d'Eglise, puisque le spirituel et le temporel sont indissociables. D'autre part, le mot « intégrisme » est entré dans la langue française en 1950, pour définir la tendance doctrinale des Catholiques qui refusent toute évolution. On ne peut que s'étonner de voir que ces termes, qui ne concernent ni de près ni de loin l'Islam, sont constamment utilisés pour le désigner. Les Musulmans, dits « intégristes », se soulèvent aux quatre coins du monde musulman, dans le but de faire évoluer sainement leurs sociétés. Ne sont-ils pas les descendants des Maîtres du savoir ? El-Khouwârizmi, le père de l'algèbre : Er-Râzi (Rhazès !) et Ibn Sinâ (Avicenne !), les pères de la médecine moderne ; Ibn El-Haythâm (Alhazen !), le père de l'optique, de l'anatomie et de la pathologie de l'œil ; Ibn Khaldoun, le philosophe de l'histoire ; El-Fârâbi (Alpharabius !), surnommé « le second maître » après

(25) idem

Aristote ; et des milliers d'autres savants de l'âge d'or de l'Islam (au Moyen Age), dont Ibn Rouchd (Averroès !) et El-Kindi (Alkindus !), grands Maîtres en droit, en physique, en trigonométrie, en astronomie et dans bien d'autres domaines.

Rappelons encore une fois, que le premier mot de la Révélation coranique, soit le premier ordre donné par Dieu, est : Ikrâa (cherche le savoir), raison pour laquelle l'avènement de l'Islam fut suivi d'une explosion scientifique, dont les fruits ont commencé à tomber dès le XIX<sup>e</sup> siècle en Europe. Cependant, ironie de l'histoire, les Musulmans sont exclus de la cueillette, d'où leurs soulèvements, leurs soubresauts à nos jours, parce qu'ils sont, en fait, redevenus intègres. Se conformer à la volonté de Dieu, reconnaître Son Message et œuvrer pour Son application, c'est être INTÈGRE, mais en tout cas pas « intégriste » !

Le comportement des médias envers ces Musulmans redevenus intègres, nous amène à nous demander : Comment ne pas croire le magazine *Afrique-Asie*, qui, à propos de la mort de Sadate, dans un article intitulé « lamentations et désinformation » écrivit : « dans ce genre d'entreprises, tous les leviers sont utilisables... tous les canaux mobilisés. Et derrière, qu'on le veuille ou non, il faut bien qu'il y ait un maître d'œuvre. C'est la C.I.A. » (26) ?

Mais ce que ce magazine omit d'ajouter, c'est que le K.G.B. soviétique était passé maître dans ce domaine : ses pratiques dans les Républiques musulmanes soviétiques en témoignent largement.

Les déclarations de la Maison-Blanche ont également le mérite de faire la lumière sur la vraie nature de la Révolution Islamique iranienne, qui de « sérieuse menace » se transforma en « puissance grandissante », pourtant, elle n'a ni porte-avions, ni forces d'intervention rapide au service de l'équilibre de la terreur. Elle est une « sérieuse menace » et « une puissance grandissante » parce que :

Premièrement, Téhéran ne se contenta pas de participer, par l'envoi de volontaires, aux combats contre les forces de Tel-Aviv au Liban.

Un appel fut en effet lancé par l'Imam Khomeyni aux Musulmans du monde entier pour réserver annuellement le dernier vendredi du mois de Ramadhan (mois du Jeûne) pour démontrer leur volonté de libérer El-Qods (Jérusalem). Une journée d'El-Qods entra dans le calendrier islamique, célébrée spectaculairement depuis 1982 un peu partout dans le monde.

Par ailleurs, une semaine dite « de l'unité », sur l'initiative de l'Ayatollah Montazeri, numéro deux de la Révolution Islamique iranienne, entra aussi dans le calendrier islamique. Elle fut, par exemple, célébrée en décembre 1983 dans les universités tunisiennes, à la barbe de Bourguiba. C'est dire, d'une part, combien est grand l'impact de cette révolution et, d'autre part, combien est ridicule l'idée propagée de division entre Sunnites et Chiites.

Deuxièmement, après les massacres de Sabra et de Chatila, alors que les Chefs d'Etats arabo-musulmans se contentèrent de remplir l'air de larmes et de « belles » paroles, Téhéran lança une offensive diplomatique, en présentant, le 25 octobre 1982, une demande aux Nations Unies, à New York, visant à exclure Israël, responsable du génocide.

Les Etats-Unis menacèrent aussitôt l'O.N.U. de lui couper les vivres si les Israéliens se voyaient retirer le droit de siéger. D'ailleurs, un avertissement du même genre fut lancé par Washington à l'UNESCO au mois de février 1984 suivi, effectivement, quelques mois plus tard, par son retrait de cette organisation, et il ne serait pas étonnant que la CNUCED reçoive prochainement à son tour une mise en demeure semblable.

Les organisations internationales, d'après la logique de la Maison-Blanche, ne doivent être que des instruments au service de ses intérêts.

Toutefois, comme le signala parfaitement le représentant de l'Iran à l'O.N.U. à New York, « Les Etats arabes pourraient aisément se substituer à la contribution américaine » (27). Or, la Finlande en déposant une motion, demandant qu'il n'y ait pas de vote pour l'expulsion d'Israël, la Tunisie et l'Egypte sautèrent sur l'occasion pour voter la motion finlandaise, tandis que la Libye fut le seul pays, avec l'Iran, à la rejeter : les autres pays arabes, y compris la Syrie, n'eurent même pas le courage de participer à ce vote.

La triple contre-offensive pour la libération d'El-Qods, pour l'unité du monde musulman et pour l'expulsion d'Israël de l'O.N.U., lancée par Téhéran, fut à l'origine du cuisant échec de toutes les offensives américaines pour les besoins de leur stratégie dans le monde musulman, et de l'élimination d'une série de masques pourtant solidement portés par les Chefs d'Etats arabo-musulmans pour les besoins d'une comédie qui dure depuis trois quarts de siècle.

(27) *Le Monde*, 27.10.1982.

## CHAPITRE CINQUIÈME

# LES AMIS DANS L'IMPASSE

### Les alliés de l'Iran

Nous disions que la Corée du Nord, la Libye et la Syrie aident effectivement l'Iran, mais beaucoup plus modestement qu'on ne le pense, pour en effet trois raisons principales :

La première raison est que ces trois pays connaissent de graves problèmes à leurs frontières. La Corée du Nord en conflit avec les Américains par Corée du Sud interposée ; la Libye engagée au Tchad pour contrer les desseins de la France et mobilisée pratiquement à toutes ses frontières parce qu'entourée d'Etats pro-américains hostiles ; la Syrie engagée au Liban et mobilisée à ses frontières pour les besoins de la stratégie soviétique.

L'aide de ces trois pays à l'Iran, comparée à celle reçue par Bagdad de toutes parts, est dérisoire. C'est d'autant plus significatif qu'il a été établi, tout au long du premier mois du conflit qui oppose l'Irak à l'Iran, que le Chef de l'Etat syrien, Monsieur Assad, avait refusé, contrairement aux informations publiées à cet égard, de livrer les armes légères que sollicite l'Iran (1) ; pourtant, le désaccord entre les Syriens et les Irakiens est plus grand que ceux d'une part, entre les Lybiens et les Irakiens, et, d'autre part, entre les Nord-Coréens et les Irakiens.

Les armes saisies aux troupes de Monsieur Saddam Hussein à chaque offensive constituent en fait la principale source d'approvisionnement de l'Iran. Vient ensuite le marché noir de l'armement, qui, comme tout le monde le sait, en regorge. D'où encore une fois, le manque de sérieux de la thèse du passage de Téhéran par Tel-Aviv pour ses approvisionnements en armes.

La deuxième raison est qu'aussi bien la Syrie que la Libye sont conscientes du fait que le panislamisme, carte maîtresse de la Révolution Islamique qui a déjà fait ses preuves, est en train de vider leurs idéologies sur l'arabisme et de miner tous les régimes dans le monde islamique, dont les leurs.

C'est la raison pour laquelle les journaux, magazines et livres islamiques iraniens sont interdits en Libye et sévèrement censurés en Syrie.

(1) *Le Monde*, 22.10.1980.

Par ailleurs, ni Khaddafi ni Assad n'ont mis les pieds à Téhéran. L'Imam Khomeyni a posé une condition à la visite du premier, qui a pourtant souhaité à plusieurs reprises s'y rendre pour redorer son image islamique : « Khaddafi sera le bienvenu s'il amène l'Imam Sadr dans son avion » (2).

Il s'agit du chef religieux libanais Moussa Sadr, le fondateur du mouvement Amal, qui a été invité officiellement par Khaddafi le 25 août 1978. Ce dernier lui reprocha son soutien à Assad, le Président syrien, qui, à l'époque, avait envoyé son armée au Liban pour soutenir les Phalangistes chrétiens, puis l'exécuta certainement en secret. En tout cas, la trace de l'Imam Sadr a été perdue à Tripoli dès le 31 août 1978, les Libyens assurant son départ pour Rome, ce qui n'a pu être vérifié.

Tandis que le souci du Président Assad est différent, il n'a pas d'image islamique à redorer ; en fait, il s'est retrouvé dans le camp iranien malgré lui. Dès la mi-août 1980, soit un mois avant le déclenchement de la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran, la tension entre la Syrie et l'Irak a été grande, engendrant l'expulsion réciproque de diplomates (3) puis plus tard la fermeture de la ligne de chemin de fer qui relie Bagdad à la Mer Méditerranée et enfin l'oléoduc pétrolier qui traverse le territoire syrien et qui relie Kirkouk, en Irak, à Tripoli, au Liban, et Banyas, en Syrie.

La guerre qui oppose l'Irak à l'Iran offrit en fait au Président baathiste Assad l'occasion rêvée d'affaiblir son frère ennemi et grand rival Saddam Hussein.

La troisième raison est que Monsieur Khaddafi, le Guide de la Révolution libyenne, et le Président Assad poursuivent tous deux un même rêve : le leadership du monde arabe.

C'est depuis la mort de Nasser que la course pour prendre sa place de leadership du monde arabe, a commencé, Sadate n'ayant pas un poids suffisant pour l'occuper ; d'où l'émergence du Lybien, du Syrien, mais aussi de l'Irakien Saddam et même des Saoudiens Khaled, puis Fahd.

La course, parce que supervisée par Moscou et Washington, s'est transformée en guerre des ondes et même, par moments, en mobilisation des armées aux frontières, se traduisant parfois par des accrochages.

Tous sont frères ennemis et toute entente entre l'un et l'autre ne peut être que provisoire, pour les besoins de la folle course vers le leadership du monde arabe. C'est ainsi que l'étape actuelle oppose Khaddafi et Assad à Saddam et Fahd ; c'est l'étape de l'élimination, comme prélude à une finale opposant les deux vainqueurs. D'où le soutien des premiers à l'Iran et de Fahd à l'Irak.

Pourquoi, malgré leur alignement sur Moscou, la Syrie et la Libye n'ont-elles pas suivi le Kremlin pour se retrouver dans le camp de Bagdad ?

(2) *Jeune Afrique*, N1008, 30.4.1980.

(3) *Le Monde*, 23.8.1980.

La principale raison est la question du leadership du monde arabe. Suivre Moscou, c'est donner la chance à Saddam de gagner sa guerre contre l'Iran, mais du même coup, c'est le propulser au poste de leader du monde arabe. Ce marché de dupes, on le comprend bien, n'a pu intéresser ni Khaddafi ni Assad, deux hommes particulièrement assoiffés de pouvoir.

L'U.R.S.S. a ainsi pu soutenir Bagdad dans sa guerre, tandis que le Syrien et le Lybien n'ont pas suivi ; mais, pour démontrer leur bonne foi, ils ont consolidé leurs relations avec le Kremlin. Un traité d'amitié et de coopération avec Moscou a même été signé par Assad, le 8 octobre 1980, soit deux semaines après le déclenchement de la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran, tandis que la Libye a accentué ses pressions sur les Gouvernements pro-américains de certains pays d'Afrique pour le compte du Kremlin.

L'U.R.S.S. ferma les yeux, au début, sur le soutien syro-libyen à l'Iran, confiante qu'elle était quant au succès de l'entreprise de Monsieur Saddam Hussein. Plus tard, quand il fut acquis que le renversement du régime baathiste irakien risquait d'entraîner, à plus ou moins long terme, celui de son frère ennemi syrien, et que la nouvelle puissance islamique pourrait même, à l'avenir, menacer sérieusement l'Islam de façade de Khaddafi, l'U.R.S.S. ne put quand même pas faire pression avec succès sur la Syrie et la Libye pour qu'ils se retirent du camp iranien.

Victimes de leur soif de leadership du monde arabe, Syriens et Libyens se retrouvèrent malgré eux dans le camp iranien et ne pourront facilement se rétracter sans graves répercussions sur leurs régimes respectifs.

Le Lybien Khaddafi, parce qu'ayant des ambitions islamiques, aux couleurs du Kremlin il est vrai, ne peut se retirer du camp iranien sans risquer de détruire son image islamique (de façade, bien entendu), qu'il avait quand même réussi à bâtir durant les quinze dernières années.

Tandis que le Syrien Assad, dont le régime a souvent été secoué par le mouvement des Frères Musulmans, n'avait aucun intérêt à changer de position. Le spectre du soulèvement de la ville de Hamma de février 1982 ne le lui permit pas.

En effet, il fallut l'intervention massive des armées de terre et de l'air syriennes pour réprimer l'insurrection des Frères Musulmans de Hamma. Le centre de la ville fut rayé de la carte (c'est la méthode baathiste !) et 10 000 personnes furent tuées.

Les mouvements islamiques proches de celui de Hamma furent indignés à l'époque par le comportement du régime islamique de Téhéran, allié, à leurs yeux, à celui du criminel Assad.

Cette analyse, qui, à l'évidence est simpliste, fut en fait dictée par l'Arabie Saoudite, principal pourvoyeur de fonds, directement ou indirectement, de la plupart de ces mouvements, dans le but d'isoler le régime islamique de Téhéran. Le coup porta ses fruits au départ, mais ses effets commencèrent à se dissiper dès l'été 1982.

Il faut préciser que c'est parce que les principales victoires iraniennes sur le front eurent lieu après le soulèvement de Hamma, Monsieur Assad ne put se rétracter, bien que son objectif, en soutenant l'Iran, fut au départ strictement l'affaiblissement de Monsieur Saddam Hussein pour l'éliminer de la course vers le leadership du monde arabe, mais en tout cas pas de faire chuter son régime, et encore moins de permettre l'avènement d'une Révolution Islamique à ses frontières.

Le dilemme de Monsieur Assad, on peut l'imaginer, ne fut pas facile à résoudre ; se rétracter, au risque de se retrouver en pleine guerre civile chez lui, ou continuer à soutenir l'Iran, au risque de détruire son régime dans un avenir plus ou moins lointain.

Monsieur Assad opta dans l'immédiat pour la deuxième solution, celle de composer avec Téhéran dans la région une alliance en somme contre nature, mais qui, pour les besoins de la nouvelle étape, c'est-à-dire l'invasion israélienne du sud-Liban, pourrait lui servir.

## Le gendarme de Moscou

Après la débandade des Américains à Beyrouth et l'enlèvement de l'armée israélienne au sud-Liban, c'est la Syrie qui en toute apparence sortit victorieuse.

La question qui vient à l'esprit : Quel va être le comportement des baathistes syriens à l'avenir, face à la Révolution Islamique iranienne ?

En d'autres termes, sachant que « la sérieuse menace » (l'Iran) pour Washington est également la même pour Moscou ; le Kremlin, après l'échec de ses rivaux, va-t-il engager à son tour son ami dans la région pour contrer « la sérieuse menace » ?

En guise de réponse à cette importante question, il nous suffit de voir ce que représente le Liban pour le Chef de l'Etat syrien.

Le « problème libanais » est essentiellement une création française. Les Français entrèrent en Syrie, en 1920, imposèrent la loi martiale jusqu'en 1925 et, « conformément à une tradition coloniale bien établie, ils exploitent les particularismes locaux et culturels, nombreux en Syrie, et cherchent à s'appuyer sur les minorités linguistiques et religieuses, Turcs à Alexandrette, Maronites au Liban, Alaouites à Lattaquié, Druzes au sud de Damas, Kurdes dans l'est du pays » (4). Puis, six ans après la proclamation par la France de l'existence d'un Etat du Liban, soit en 1926, la République du Liban vit officiellement le jour, dotée d'une Constitution basée sur le confessionnalisme, et restant sous mandat français jusqu'en 1943, date de son « indépendance ».

La Constitution du Liban favorisant les Chrétiens maronites (la présidence de la République leur revenant de droit) fut une vraie bombe à retardement,

(4) p. 83. B13.

d'invention française. En 1983, 500 000 Maronites détenaient des pouvoirs exorbitants, dans un pays qui comptait 3 millions d'habitants. Telle est l'im-passe à laquelle a mené la Constitution.

Le problème libanais n'a jamais opposé les Musulmans aux Chrétiens. A l'origine, dès le milieu des années 50, le problème opposait deux conceptions nationalistes : pour les uns, en majorité des Chrétiens, le Liban est d'abord méditerranéen occidental, tandis que pour les autres, en majorité des Musulmans, il est d'abord arabe.

A l'apogée du Chef de l'Etat égyptien, Nasser, prônant le panarabisme, le Président du Liban, Camille Chamoun, en adhérant à la doctrine d'Eisenhower, s'attira l'hostilité des nationalistes arabes. La première guerre civile éclata dans le pays en mai 1958 opposant partisans et adversaires de Chamoun. Les opposants nationalistes arabes étaient constitués à la fois par des Musulmans et des Chrétiens.

Le Président libanais appela à l'aide les Américains. Le 15 juillet 1958, 5 000 marines débarquèrent au Liban et leur présence sauva la Constitution libanaise et mis fin, sans coup férier, à la guerre civile (5).

La grande facilité avec laquelle les Américains muselèrent les nationalistes fut à l'origine de l'idée israélienne de 1982 pour l'envoi de la force multinationale à Beyrouth. Mais, le temps des nationalismes étant révolu chez les Musulmans, ce fut, cette fois-ci, le fiasco total.

L'arrivée massive treize ans plus tard, au Liban, des Palestiniens expulsés de Jordanie, servit de prétexte pour à la fois remettre le feu aux poudres et permettre aux Syriens une entrée spectaculaire dans le pays. Il faut dire que le régime actuel de Syrie joua un rôle non négligeable pour favoriser l'expulsion des Palestiniens de Jordanie.

Le Roi Hussein de Jordanie, bien que sa politique soit identique à celle poursuivie par ses fameux père (Abdallah) et grand-père (Hussein), elle ne l'abrita pas des foudres de Tel-Aviv. En 1967, l'armée israélienne lança une attaque éclair sur trois fronts – Egypte, Jordanie et Syrie –, réussissant à lui couper, par l'effet de surprise, une partie de son Royaume, à l'ouest du Jourdain.

L'affaiblissement de l'armée jordanienne, après la guerre de 1967, permit aux Palestiniens de jouir d'une liberté d'action presque complète : le long du Jourdain se développa une véritable bataille frontalière, opposant les résistants palestiniens à l'armée de l'Etat hébreu. Les infiltrations de commandos se multiplièrent.

Après avoir reconstitué son armée, le Roi Hussein lança, le 15 septembre 1970, ses troupes contre les Palestiniens, provoquant un gigantesque génocide.

L'armée de terre syrienne fut dépêchée pour secourir les Palestiniens, tandis

(5) p. 171, B13.

que l'aviation de ce pays, c'est très significatif. reçut l'ordre de son chef, le général Assad, de ne pas intervenir. Finalement, les blindés syriens, exposés sans protection aux coups de l'aviation jordanienne, durent se replier amèrement.

Quelques jours plus tard, le 15 novembre 1970, le général Assad élimina ses rivaux, qui furent arrêtés ou contraints à l'exil (c'est la méthode baathiste !), puis il modifia la Constitution syrienne pour accroître le rôle du Président et il se fit « élire » à ce poste en mars 1971. Enfin, il consolida ses relations, c'est également très significatif, avec la Jordanie, l'Irak (de Bakr et Saddam) et l'Egypte (de Sadate).

Par ailleurs, le massacre des Palestiniens en Jordanie se fit aussi sous les yeux des troupes baathistes irakiennes, qui, bien que présentes dans ce pays pour « combattre l'ennemi sioniste », ne bougèrent pas pour secourir les Palestiniens. Pourtant, le régime baathiste irakien adopta à l'époque sur le conflit israélo-arabe, par la personne de son homme fort, Monsieur Saddam Hussein, une position intransigeante mais, comme l'a si bien remarqué le professeur Derrienic, « une position purement verbale » (6).

Les organisations palestiniennes, complètement détruites en Jordanie, se replièrent en 1971 sur le Liban, qui devint pratiquement leur unique base.

Pour les chasser de cette dernière base, « une aide clandestine, qui provient sans doute de pays comme la Jordanie, l'Egypte (tous deux amis de la Syrie), les Etats-Unis et Israël, discrètement d'abord, puis ouvertement à partir de 1976 » (7), fut accordée aux Phalanges libanaises des Gemayel, au Parti National Libéral de Camille Chamoun et à d'autres organisations proches des Maronites libanais. Cette aide leur permit d'accumuler en peu d'années un impressionnant matériel de guerre pour principalement tenter d'achever le nettoyage des Palestiniens de la région.

En avril 1975, à la suite d'affrontements entre les Palestiniens et des membres des Phalanges libanaises, la deuxième guerre civile éclata, opposant adversaires et partisans du Gouvernement libanais, les Palestiniens se battant aux côtés des adversaires.

Les Syriens aidèrent les adversaires discrètement durant les tout premiers mois pour mieux camoufler leur but, mais les événements de mars 1976, en rendant probable une défaite totale des Maronites, provoquèrent un retournement d'alliance de leur part pour deux raisons :

La première raison est que la logique de Damas étant strictement l'affaiblissement des deux clans libanais, sans permettre ni à l'un ni à l'autre de prendre sérieusement le dessus, pour mieux avoir le Liban en main. En d'autres termes, l'annexion du Liban n'intéressait pas la Syrie car elle aurait été porteuse de beaucoup d'ennuis. Un Liban indépendant mais soumis était préfé-

(6) p. 204, B13.

(7) p. 223, B13.

rable, pour la Syrie, à un Liban annexé. C'est en somme la logique post-coloniale, dite impérialiste à nos jours, qui distribua les « indépendances » à une multitude de nouveaux Etats du Tiers-Monde pour mieux les dominer. La deuxième raison est qu'en intervenant directement, dès le printemps 1976, aux côtés des Phalangistes, qui par ailleurs continuaient à recevoir une aide importante, surtout de la part d'Israël, les Syriens cherchaient à réaliser leur deuxième objectif : achever le nettoyage des Palestiniens de la région. C'est la raison pour laquelle, du moment où elle était dirigée principalement contre les Palestiniens, « l'intervention syrienne fut encouragée ouvertement par les Etats-Unis et tolérée par les Israéliens » (8).

Pour la réalisation de ses deux objectifs, on le comprend bien, la Syrie se heurta dès le début à un vrai casse-tête : briser les Palestiniens c'est prendre le risque de renforcer les Phalangistes et pour affaiblir les deux clans libanais il fallait ne pas briser les Palestiniens.

Le problème n'étant pas résolu, dès février 1978, des affrontements commencèrent à opposer les Syriens aux Phalangistes (la milice des Gemayel), qui, désireux de voir les Palestiniens complètement brisés, reprochèrent aux Syriens leur laxisme.

Les Israéliens et les Syriens étaient d'accord sur deux points : affaiblir le Gouvernement de Beyrouth et éliminer les Palestiniens. Ils étaient en désaccord sur un point : la soumission de l'Etat libanais. Une course se déclencha donc en 1978 entre Damas et Tel-Aviv pour satelliser le Liban sur l'orbite de Moscou pour le premier, sur celle de Washington pour le second.

La première invasion du sud-Liban jusqu'au Litani, au mois de février 1978, par l'armée israélienne fut un premier avertissement pour la Syrie.

La deuxième invasion, en juin 1982, se voulut décisive. Elle permit de « nettoyer » la dernière poche palestinienne sur les frontières de l'Etat hébreux. Cette opération ne dérangerait pas les Syriens, puisqu'elle répondait aussi à leurs désirs, d'où leur silence odieux face aux massacres perpétrés par les soldats de Tel-Aviv sous leurs yeux. C'est seulement à partir du moment où les Israéliens commencèrent à menacer sérieusement les intérêts de Damas, c'est-à-dire ceux de Moscou, que les Syriens se manifestèrent, le problème fondamental étant le rôle que Moscou destine au Liban dans sa stratégie régionale et internationale, opposé jusqu'à un certain point à celui de Washington.

Les Israéliens, en manœuvrant pour faire accéder au poste de la présidence de la République libanaise Bechir Gemayel, le chef des Phalangistes, provoquèrent la colère des Syriens.

Tous les Libanais mécontents se regroupèrent derrière Damas pour s'opposer aux hommes de Washington, les Phalangistes des Gemayel. Mais ce regroupement ne doit pas nous leurrer.

En effet, sur le terrain libanais, on retrouve les quatre conceptions qui

(8) p. 225. B13.

secouent à nos jours le monde musulman dans sa totalité. En ce sens, le Liban se présente comme le laboratoire de la terre d'Islam, sa richesse en événements permettant de tirer d'importantes leçons pour l'avenir du monde musulman.

Ainsi, c'est une minorité imposée par les puissances colonisatrices qui gouverne ce pays et qui dispose de ses richesses, la majorité de la population étant dominée et démunie. C'est la conséquence de la logique post-coloniale.

Alors qu'à l'origine il y avait deux conceptions nationalistes, elles sont aujourd'hui au nombre de quatre :

- La première conception est l'américaine, donc nationaliste : son objectif est de soumettre les Libanais et leur territoire aux besoins de la stratégie de Washington.
- La deuxième conception est la soviétique, donc nationaliste : son objectif est de soumettre les Libanais et leur territoire aux besoins de la stratégie de Moscou.
- La troisième conception est l'islamiste, anti-nationaliste : son objectif est le rattachement de l'homme à son créateur, c'est-à-dire sa libération de toute forme de domination.
- La quatrième conception, également nationaliste, dont l'objectif est la stricte libération de la terre libanaise, ce qui revient à semer dans le vent, étant donné que les frontières du Liban sont une création française, peut donc être qualifiée d'inconsciente, puisque, de toute façon, elle devra tôt ou tard s'atteler soit à Washington soit à Moscou.

Les gardiens des deux premières conceptions au Liban sont respectivement Israël et la Syrie.

La plupart des Libanais se groupèrent autour de la Syrie pour mettre en échec la conception américaine. L'éclatement de cette coalition pourrait très prochainement avoir lieu, engendrant de nouveaux drames, pour se reformer autrement dans le but cette fois-ci de combattre la conception soviétique. En d'autres termes, le prochain grand round au Liban pourrait opposer les Islamistes aux baathistes syriens. Ces derniers sont d'ailleurs parfaitement conscients du danger que représentent pour eux les Islamistes à long terme ; c'est la raison pour laquelle :

- Premièrement, au cours du raid aérien israélien du 16 novembre 1983 et le raid français du lendemain sur Baalabek « les batteries syriennes ont ignoré les avions israéliens et français » (9).
- Deuxièmement, les Islamistes de Baalabek n'ont pas de liberté d'action et, de plus en plus, ils se heurtent dans leurs déplacements aux tracasseries des troupes syriennes.
- Troisièmement, les Islamistes de Tripoli, du mouvement Towhid du Cheikh Saïd Châabane (Sunnite), ont démontré à plusieurs reprises leur refus de la « protection » de Damas, dont la dernière démonstration eut lieu en dé-

(9) *Le Monde*, 19.11.1983.

cembre 1983 dans leur soutien aux Palestiniens contre les Syriens et leurs alliés.

Malgré tous ces signaux précurseurs, il est très peu probable que le régime baathiste et anti-populaire syrien se retourne contre le puissant régime islamique iranien. Mais, ce qui risquerait plutôt de se produire, c'est que l'armée syrienne soit prise dans l'engrenage au fur et à mesure que l'opposition à la conception soviétique qu'elle est censée défendre grandit au Liban.

Dans ce cas, la chasse à l'Islamiste serait lancée au Liban par les baathistes syriens, tout comme d'ailleurs ils le font si sauvagement depuis des années dans leurs propres frontières. L'événement provoquerait à son tour un retournement d'alliance de leur part au profit d'abord des Irakiens et ensuite des Américains, qui d'ailleurs s'acharnent désespérément depuis deux ans, par la voie de leurs « amis », les Rois d'Arabie Saoudite, de Jordanie et du Maroc, dans le but de rapprocher les deux régimes baathistes ennemis.

Moscou quant à elle a certainement le moins d'intérêt pour le moment de voir son deuxième ami, le Syrien, s'engager à son tour dans le borborygme dans lequel s'est enfoncé jusqu'au nez son premier ami, l'Irakien.

L'enlèvement de ses propres troupes en Afghanistan est un deuxième facteur dissuasif ; il fit prendre conscience au Kremlin que son gendarme syrien ne serait certainement pas à la hauteur pour contrer la montée de l'Islam révolutionnaire dans la région.

Monsieur Assad est en fait un « gendarme dépendant », puisqu'il ne put accomplir, au Liban, la tâche que le Kremlin lui assigna que grâce principalement aux Islamistes.

## La carte de Washington

Que faire ? L'U.R.S.S. ayant fourni ses propres troupes et celles de son ami irakien, pour contrer l'Islam révolutionnaire dans la région, c'est donc encore une fois au tour des Américains d'agir. La carte israélienne ayant échoué, quel autre gendarme la Maison-Blanche va-t-elle lancer ?

En fait, comme nous allons le voir, Washington n'attendit même pas la débâcle de ses forces à Beyrouth pour jouer sa carte maîtresse dans la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran.

Amener les Etats arabes de la région, l'un après l'autre, à signer des accords de paix avec Israël du même type que celui mis au point à Washington le 12 octobre 1978 par Sadate et Begin, telle fut la tâche à laquelle se consacra la Maison-Blanche, depuis l'invasion du sud-Liban par Israël, pour les besoins de sa stratégie.

Trois Rois arabes, Fahd d'Arabie, Hussein de Jordanie et Hassan du Maroc, tournant le dos à leur propre plan, « le Plan Arabe de Paix », formèrent un

grand triangle Ryad-Amman-Rabat et s'attaquèrent dès septembre 1982 pour satisfaire Washington.

Malgré leur action, un premier coup brutal fut donné au rêve de Monsieur Reagan le 10 avril 1983, date de la suspension des tractations d'Amman entre Arafat, chef de l'O.L.P., et le Roi jordanien.

La Maison-Blanche avait pourtant multiplié les démarches dans la région pour que les tractations d'Amman aboutissent à la solution voulue, à savoir, le règlement urgent de ce qu'on appelle « le problème palestinien » sur la base du « Plan Reagan » pour enfin pouvoir poser sa « toile d'araignée ».

Monsieur Saddam Hussein, harcelé par les offensives victorieuses de l'Iran, avait même tenté à sa façon de donner un coup de main à Washington. Le 29 février 1983, il lança ses missiles sur les puits de pétrole iraniens de Nowruz, provoquant la pollution des rives du Golfe. En cherchant à terroriser les Rois de la région, il espérait pouvoir déclencher un double sursaut arabe : accélérer les tractations d'Amman et arabiser le conflit. Sa tentative était vouée à l'échec.

En effet, moins d'un mois et demi plus tard, Arafat, très contesté au sein de l'O.L.P., fut obligé de mettre un terme aux tractations avec le Roi jordanien. Au sein même du Fath (sa propre organisation créée en 1959), on lui reprocha d'avoir voulu vendre la cause palestinienne au Roi de Jordanie.

Le chef de l'O.L.P. paya plus tard très cher sa soumission à Washington. Des combats opposèrent à Tripoli, au Liban, adversaires et partisans d'Arafat, du 3 novembre au 20 décembre 1983, date de son expulsion du Liban, avec ses troupes, pour la deuxième fois.

Presque une année s'étant écoulée depuis l'invasion israélienne du sud-Liban, Washington politico-diplomatiquement piétinait toujours. Rien ne fut bâti pour la fameuse stratégie, tandis que les forces islamiques de Téhéran accentuaient leurs pressions sur les soldats de Bagdad.

Que faire ? Le 17 mai 1983, le feu vert fut donné au Président libanais pour enfin signer le deuxième traité de paix avec Israël. Ce fut le premier succès de l'administration Reagan. Oh, combien artificiel ! L'accord israélo-libanais non seulement ne résolut aucun problème au Proche-Orient, mais il ne fut non plus d'aucun secours aux troupes de Bagdad. Ce traité n'aura d'ailleurs duré qu'une dizaine de mois.

L'arabisation du conflit ayant échoué, une seule issue restait possible pour tenter de sortir le régime baathiste irakien de son borbier : son internationalisation. C'est ce que Washington tenta effectivement de faire, non pas en intervenant directement, mais plutôt en essayant d'engager un Etat tiers dans le conflit.

C'était d'autant plus encourageant d'agir, surtout qu'un très sévère coup fut donné aux Soviétiques par le régime islamique de Téhéran à la fin du mois d'avril 1983.

En effet, la plupart des dirigeants du Parti communiste iranien, Toudeh, nationaux et régionaux, furent arrêtés. Leur parti fut aboli le 4 mai 1983 par décision du tribunal de la Révolution Islamique. Par ailleurs, les principaux dirigeants, dont le secrétaire général, Monsieur Kianouri, reconnurent publiquement avoir fourni au Kremlin, entre autres, des secrets militaires, engendrant l'expulsion immédiate de Téhéran de 18 diplomates soviétiques.

Ces événements ne purent qu'encourager Washington pour tenter d'internationaliser la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran. De son côté, Moscou ne pouvait que cautionner l'entreprise. Il ne restait donc plus qu'à chercher l'Etat tiers.

Les Etats du C.C.G., malgré la signature d'un accord commun de « sécurité » et l'établissement par le Roi Fahd du lien organique entre cet accord et la stratégie américaine, refusèrent de se lancer. D'ailleurs, le 17 juillet 1983, le Président irakien, dans un discours, ne fut pas tendre avec eux.

L'Egypte, malgré ses généreuses dispositions, ne fut pas retenue, parce qu'elle est trop lointaine et ses problèmes intérieurs insurmontables.

Il en fut de même pour le Maroc, qui avait pourtant signé à Washington, le 27 mai 1982, un accord le liant à la stratégie américaine. La Jordanie, qui avait pourtant accepté au mois de janvier 1983 de former une brigade d'intervention dans le Golfe pour le compte du ministère américain de la Défense, fut certainement jugée par Washington définitivement incapable d'influencer le cours du conflit, étant donné que, d'une part, son permanent soutien, surtout logistique, à l'Irak n'avait pas donné le résultat escompté, d'autre part, ses problèmes intérieurs étant également insurmontables.

Il ne resta à Washington plus que deux « amis » pouvant probablement faire l'affaire dans la région : le Pakistan et la Turquie.

Il fut d'ailleurs question, en 1982, de rétablir le fameux Pacte de Bagdad, qui fut l'œuvre du secrétaire d'Etat américain, Forster Dulles, à l'époque de la présidence d'Eisenhower. Entre la Turquie, membre de l'O.T.A.N., et le Pakistan, membre de l'O.T.A.S.E., il subsistait à l'époque un vide que Dulles s'efforça de combler, en poussant à la création d'une alliance anti-soviétique entre les pays du Moyen-Orient pour le compte de la guerre froide.

Nouri Said, Premier ministre irakien, fidèle à la politique pro-américano-britannique, qui par ailleurs fut à l'origine en 1943 de l'idée de la création de la Ligue arabe, mais qui ne fut officiellement fondée que le 22 mars 1945, signa à Bagdad, le 24 février 1955, un traité d'alliance militaire avec la Turquie. Au cours de la même année, la Grande-Bretagne, le Pakistan et l'Iran adhèrent à cette alliance, qui fut dotée d'un Conseil permanent, dont le siège était à Bagdad.

Mais, le coup d'Etat irakien, qui amena au pouvoir, le 14 juillet 1958, Abdel-Karim Kassem, fit éclater en morceaux le Pacte de Bagdad.

Les démarches faites pour ressusciter et élargir le Pacte de Bagdad (sans

l'Iran) ont été nombreuses depuis l'avènement de la Révolution Islamique iranienne. Les relations entre les pays du Golfe, le Pakistan, et la Turquie s'en trouvent bien consolidées.

Les Turcs déclarèrent à plusieurs reprises qu'ils ne resteraient pas silencieux si le Golfe s'embrasait.

Le Président pakistanais, qui par ailleurs renforça ses liens militaires avec l'Arabie Saoudite, précisa, lors d'un discours : « Nous considérons le Golfe comme notre propre colonne vertébrale ». Toutefois, entre les paroles et les actes, l'espace est grand, et ni l'un ni l'autre n'est capable de le remplir.

D'abord, le Pakistan : dirigé par Zia Ul-Hak, un militaire arrivé au pouvoir grâce à un coup d'Etat, le 5 juillet 1977, puissamment armé par Washington, gouvernant au nom d'un Islam du même type que celui de l'Arabie Saoudite, c'est-à-dire en l'utilisant plus comme un moyen que comme une fin en soi.

Pourtant, le Pakistan, né du partage de l'Empire des Indes, en 1947, fut bâti au nom de l'Islam. Il apparut au début comme le couronnement de dizaines d'années de combats du panislamiste Mohammed Iqbal el-Lahouri. Mais, très rapidement, il se transforma en satellite américain dans la région.

L'Arabie Saoudite soutient d'ailleurs activement la politique de Zia Ul-Hak, finance son armement et lui offre généreusement plus d'un milliard de dollars annuellement. En retour, ce dernier mit à sa disposition plusieurs brigades de la police pakistanaise pour terroriser le peuple saoudien, mais aussi les pèlerins à La Mecque.

Malgré sa fidélité à la Maison-Blanche, Monsieur Zia ne put être choisi pour intimider ses voisins iraniens parce que lui aussi est devenu extrêmement fragile à l'intérieur de ses propres frontières, car les 16 millions de Musulmans chiites pakistanais, fidèles à l'Imam Khomeyni, tout comme les millions de Musulmans sunnites, que leur chef, le savant Abou el-Alâa el-Mawdoudi, avait invités à soutenir la Révolution Islamique iranienne, formèrent un barrage entre Zia Ul-Hak et les vœux de Washington.

Totalement impuissant pour réagir contre la vague révolutionnaire islamique qui commençait à secouer son régime depuis l'entrée triomphale de l'Imam Khomeyni à Téhéran, il ne put que multiplier les discours « pieux », en essayant de s'entourer de chefs religieux. Ce fut hélas trop tard, car le phénomène révolutionnaire du Pakistan, tout comme ailleurs, était désormais irréversible.

La carte turque, bien qu'à l'évidence perdante, pour les raisons que nous verrons plus loin, fut quand même jouée par la Maison-Blanche.

L'arrêt brutal des tractations d'Amman, coïncidant jour pour jour avec l'offensive iranienne victorieuse de Wal-Fajr I, provoqua presque aussitôt une double offensive politico-militaire de la Maison-Blanche : Traité de paix libano-israélien, suivi de l'invasion turque du Kurdistan irakien, le 26 mai 1983.

Le but de l'invasion, officiellement propagé par Ankara, étant la poursuite

des résistants kurdes à l'intérieur du territoire irakien pour le « nettoyage » de leurs bases, dans le but de « mettre fin aux infiltrations des bandes armées sur le territoire turc » (10). Or, le Nord montagneux de l'Irak, étant une région d'accès difficile, parsemée de caches naturelles, ne peut permettre un « nettoyage » facile.

Rappelons en effet qu'une précédente tentative de ce genre, déclenchée par l'armée irakienne, de mars 1974 à mars 1975, coûta 60 000 morts et blessés au régime baathiste de Bagdad. Ce régime dut enfin capituler, parce que « les munitions de l'artillerie lourde étaient quasiment épuisées et il ne restait plus que trois bombes pour l'aviation ». (11).

L'invasion du Nord de l'Irak par un détachement des forces spéciales de la gendarmerie turque, composé de plusieurs milliers d'hommes, ne souleva pas la désapprobation de l'opinion internationale, alors qu'elle est pourtant doublement condamnable par le fait, d'une part, de la violation du territoire d'un Etat souverain, l'Irak, et, d'autre part, de la violation du territoire d'un voisin, des bases de la résistance kurde. C'est d'autant plus troublant lorsqu'on pense que le régime de Téhéran fut désigné du doigt lors de ses opérations lancées pour briser, à l'intérieur de son propre territoire, des opposants kurdes, stipendiés par l'Irak ! Faudrait-il comprendre qu'il y a deux sortes de Kurdes : une à « nettoyer » en Irak et l'autre à « libérer » en Iran ?

Quelles étaient les vraies raisons des généraux turcs ?

Premièrement, une offensive iranienne, qui eut lieu quelques jours à peine avant l'invasion turque du Kurdistan irakien, se solda par une victoire décisive sur les opposants kurdes en Iran. Un certain nombre de leurs villages, d'importance stratégique considérable, ont été libérés par les soldats de Téhéran et, le plus important, le passage à la frontière a été repris aux Irakiens, coupant ainsi la liaison entre les opposants kurdes iraniens et les troupes de Bagdad.

Or, les ennemis de la Révolution Islamique ont mis longtemps sur l'opposition kurde iranienne. On envisagea, entre autres, la création d'un Etat kurde dans cette région. Dans les bases de la C.I.A., en Turquie voisine, l'entraînement des opposants iraniens se fit même sans relâche.

Les derniers succès iraniens firent ainsi voler en miettes toutes ces tentatives. La population des villages kurdes iraniens, dans leur majorité, fit un chaleureux accueil aux troupes islamiques, tandis que de l'autre côté de la frontière, en Irak, la résistance kurde au régime de Bagdad n'arrêtait pas de croître, tout en s'« islamisant » depuis cinq ans. Pratiquement chaque victoire iranienne sur le front a été suivie par des soubresauts populaires, spécialement au nord de l'Irak.

Deuxièmement, les Iraniens commencèrent dès la mi-mai à se préparer à la deuxième phase des opérations Wal-Fajr, qui devait avoir lieu au Kurdistan irakien.

(10) *Le Monde*, 31.5.1983.

(11) Discours de Monsieur Saddam Hussein, 17.9.1980.

Les satellites d'espionnage de Washington enregistrèrent des mouvements de troupes inhabituels au nord du front, côté iranien, et la conclusion que l'on en tira fut qu'une imminente offensive islamique se préparait.

Le Kurdistan irakien était en ébullition et l'entrée des soldats de l'Imam Khomeyni dans la région risquait de rendre irréversible la chute du régime de Bagdad ; par ailleurs, le poumon économique de l'Irak étant Kirkouk, il fallait par conséquent tenter rapidement n'importe quoi pour contrer l'initiative iranienne, ou en tout cas dissuader Téhéran.

Ainsi, les troupes turques, dans une démonstration purement spectaculaire, traversèrent la frontière irako-turque, s'enfoncèrent jusqu'à 30 km à l'intérieur du territoire irakien, terrorisèrent les villageois pendant plus de deux semaines, puis brusquement rebroussèrent chemin.

Quelques jours plus tard, soit le 20 juillet 1983, l'offensive iranienne fut lancée comme prévu, mais avec un peu de retard, à cause probablement de l'opération turque dans la région.

Les troupes islamiques furent accueillies avec soulagement par les villageois kurdes irakiens. En représailles, Monsieur Saddam Hussein donna l'ordre à ses troupes de démanteler la ville kurde irakienne de Panjwin, pour tenter par la suite, mais sans succès, de faire croire que les auteurs de la destruction de la ville n'étaient autres que les soldats de l'Imam Khomeyni. En fait, en détruisant Panjwin, le Chef de l'Etat irakien voulut principalement faire clairement comprendre aux Islamistes qu'il ne leur laisserait qu'une Irak en ruine.

Quel était le vrai objectif des généraux turcs ?

Si leur intervention avait visé le « nettoyage » des bases de la résistance kurde irakienne, les généraux turcs ne seraient certainement pas intervenus, sachant pertinemment que la seule récolte possible ne pouvait être que l'enlèvement de leurs troupes avec tous les risques d'engrenage qui pouvaient en résulter.

Si leur intervention avait été projetée dans le but d'aider les troupes de Bagdad, soit en jouant au gendarme dans la chaude région du nord de l'Irak, soit pour s'engager effectivement aux côtés de Monsieur Saddam Hussein dans sa guerre contre l'Iran, ils n'auraient probablement pas accepté d'intervenir non plus, les risques étant les mêmes que ceux cités précédemment.

Les Turcs furent d'ailleurs à nouveau priés, par le régime affolé de Bagdad, de retourner au Nord de l'Irak pour protéger l'oléoduc de Kirkouk. Les 80 minutes d'entretien, à la fin du mois de juillet 1983, entre le vice-Premier ministre irakien, Tarek Aziz, et le général-Président, Kenan Evren, se soldèrent par un échec.

La tentative des généraux turcs fut certainement projetée comme une démonstration de force purement spectaculaire destinée à la fois au régime islamique iranien et aux Kurdes irakiens. Or, le régime islamique, par principe, ne croit pas à la thèse de la « peur du gendarme ». Les Kurdes, quant à eux,

très sensibles eux aussi à la récente vague panislamiste, sont de moins en moins perméables au nationalisme, donc de plus en plus combatifs.

En tout cas la démonstration des généraux turcs, ne put être que spectaculaire et stérile pour les raisons suivantes :

Sur le plan économique, les problèmes de la Turquie étant pratiquement insurmontables, son engagement dans la guerre aux côtés de l'Irak ne pourrait que les aggraver.

Sur le plan financier, ses dettes étant colossales, son engagement aux côtés de l'Irak lui ferait perdre, entre autres, les énormes bénéfices qu'elle retire de ses échanges commerciaux avec l'Iran, qui est son premier client. A titre de comparaison, les 250 millions de dollars que les Turcs reçoivent annuellement de Bagdad, comme prix du passage sur leur territoire de l'oléoduc reliant Kirkouk à Dortmund, sont dérisoires.

Mais, c'est sur le plan socio-politico-culturel de la Turquie d'aujourd'hui que réside la cause principale de la spectaculaire et stérile démonstration des généraux d'Ankara. En effet, jouée à un moment où les nationalismes agonisent aux quatre coins du monde musulman, la carte turque de la Maison-Blanche était à l'avance vouée à l'échec. Pourtant, Washington s'y était préparée à l'utiliser, comme nous allons le voir, bien avant le déclenchement de la guerre entre l'Irak et l'Iran.

Les généraux turcs prirent le pouvoir à Ankara le 12 septembre 1980, soit dix jours avant le déclenchement de la guerre qui oppose l'Irak à l'Iran. Etait-ce l'effet d'un premier hasard ?

Par quel deuxième hasard des manœuvres de l'O.T.A.N. se sont-elles déroulées en Turquie pendant le coup d'Etat, dont l'artisan n'était autre que le général Kenan Evren, chef d'état-major général turc ? Comment interpréter le fait que la nouvelle du putsch ait été donnée par le Département d'Etat américain (12) ? Et le fait que le Président américain « champion » des « droits de l'Homme », de la « non-ingérence » et de la « démocratie », Monsieur Carter, ait manifesté « compréhension et satisfaction à peine dissimulées » (13) ?

Concernant le premier hasard, le journal *Le Monde* souligna que « le plan d'intervention était prêt depuis plus d'un an, nous a-t-on assuré de très bonne source » (14).

A la question posée par ce même journal : « Pourquoi dès lors le 12 septembre ? Pourquoi pas huit mois avant ou six mois après ? », la réponse donnée par plusieurs interlocuteurs insista « sur un événement qui a eu lieu le dimanche 7 septembre à Konya... 50 000 personnes s'étaient rassemblées... On vit une partie de la foule s'asseoir lorsque fut entonné l'hymne national... On vit sur le rassemblement une houle de drapeaux verts (15) et une floraison

(12) *Le Monde*, 13.9.1980.

(13) *Le Monde*, 14 et 15.9.1980.

(14) *Le Monde*, 16.9.1980.

(15) Le drapeau vert est le symbole de l'attachement à l'Islam.

de banderoles en écriture arabe... On entendit même des slogans anti-kémalistes » (14).

Cette réponse fut en partie une diversion ; en effet, s'il est d'un côté très certain que le putsch fut principalement dirigé contre la vague islamique rampante en Turquie, qui commençait à menacer sérieusement la nature séculaire de l'Etat d'Atatürk, d'un autre côté, il est par contre beaucoup moins certain que l'événement de Konya en ait été la cause, pour cinq raisons :

Premièrement, Sainte-Sophie, la basilique byzantine de Justinien, transformée en grande mosquée après la prise de Constantinople (actuelle Istanbul) en 1453, devint en 1930, par la décision de Kamal Atatürk, un musée ; symbole des principes du kémalisme de la moderne et laïque Turquie.

Or, quelques mois avant le putsch, les Musulmans s'imposèrent de nouveau et réussirent depuis à accomplir régulièrement les cinq prières quotidiennes au sein de l'édifice. Cet événement était beaucoup plus grave que celui de Konya, mais les généraux kémalistes ne bougèrent pas pour autant !

Deuxièmement, la recrudescence des constructions de mosquées, le rétablissement de l'Azan (appel à la prière) en arabe, l'introduction à la radio de la récitation du Coran, la réautorisation de l'écriture arabe : toutes ces concessions, qui témoignent de la lente mais irréversible agonie des principes du kémalisme, furent faites par les conservateurs au fil de leurs Gouvernements, sous les yeux des généraux, qui pourtant se considèrent comme les gardiens du legs sacré d'Atatürk !

Troisièmement, le Parti du Salut National (P.S.N), dirigé par Nejm el-Din Erbakan, qui s'inscrit dans la lignée des mouvements panislamistes, ne fit pas non plus bouger les généraux.

Le P.S.N était pourtant composé essentiellement de jeunes dont l'ardeur fut stimulée par la Révolution Islamique iranienne au point d'attirer plus de 10 % des voix aux élections législatives. Ses 22 députés dans la dernière législative « étaient en position de faire et de défaire les Gouvernements » (16).

Quatrièmement, le P.S.N. organisa plusieurs manifestations, surtout depuis 1979, dans plusieurs villes de Turquie, beaucoup plus spectaculaires que celle de Konya, défiant toujours plus le régime en demandant l'instauration d'un pouvoir islamique (17). D'ailleurs le général Evren reconnut lui-même, dans son message radio-télévisé lu au peuple turc le jour du putsch, que « les forces armées observaient depuis longtemps attentivement ces incidents » (18).

Pourquoi donc le général ne décida-t-il d'intervenir que le 12 septembre 1980, alors qu'il était prêt depuis plusieurs mois ?

Cinquièmement, le séjour aux Etats-Unis début septembre, bien avant la réunion islamique de Konya, du commandant en chef de l'armée de l'air turque,

(16) *Le Monde*, 5 et 6.10.1980.

(17) *Le Monde*, 13.9.1980.

(18) *Le Monde*, 14 et 15.9.1980.

le général Sahin Kaya, qui par ailleurs suscita l'interrogation de la presse (19) tend à prouver que la date du coup d'Etat ne fut pas l'effet du hasard.

Les conclusions à tirer sont au nombre de deux :

Premièrement, la vague islamique rampante en Turquie et le putsch imminent des capitaines turcs très sensibles au retour de l'Islam (17) poussèrent les Américains à organiser le coup d'Etat des généraux. Le risque de l'opposition des capitaines au putsch des généraux exigea la couverture du coup d'Etat. Les manœuvres de l'O.T.A.N. ne furent donc pas « un deuxième hasard », mais plutôt un élément indispensable pour le succès de l'opération. D'ailleurs Washington utilisa le même procédé pour le putsch de la Grèce en 1967.

Deuxièmement, les manœuvres de l'O.T.A.N. furent préparées plusieurs mois à l'avance ; c'est la raison pour laquelle toutes les occasions de manifestation anti-kémalistes pouvant servir de prétexte à un éventuel putsch des généraux ne purent être saisies.

Il fallait attendre les manœuvres de l'O.T.A.N., donc la date du 12 septembre, pour avoir la couverture indispensable.

Par conséquent, la date du 12 septembre ne fut pas « un premier hasard » et les événements de Konya ne furent pas la vraie raison.

A dix jours du début de la guerre entre l'Irak et l'Iran, il était indispensable de ligoter les capitaines turcs et de faire faire le peuple musulman de Turquie pour deux raisons : d'une part, pour que ni les uns ni les autres ne bougent par solidarité islamique, lors de la chute du régime de l'Imam Khomeyni, étant donné qu'à la veille du conflit il était généralement acquis que la Révolution Islamique iranienne ne sortirait pas intacte du coup de force de Bagdad ; d'autre part, la signature de l'accord américano-turc sur les bases américaines, en janvier 1980, la levée de l'embargo américain sur la livraison d'armes à Ankara, qui fut décrétée après l'invasion de Chypre par l'armée turque en juillet 74, et l'établissement d'un programme de modernisation pour l'armée d'Ankara furent les préparatifs nécessaires, devenus aussi suffisants après le putsch des généraux, pour éventuellement intervenir au Kurdistan iranien, au cas où les troupes de Bagdad auraient réussi à occuper le Khouzistan ; le morcelage de l'Iran devant engendrer la chute du régime islamique de Téhéran.

Or, le piétinement de l'armée irakienne, dès les premiers jours de la guerre, fit avorter tous les laborieux préparatifs de Washington.

La seule récolte du putsch des généraux d'Ankara fut de freiner le mouvement islamique en Turquie, mais personne ne put empêcher que l'Islam prenne chaque jour un peu plus de poids dans la société turque. C'est la raison pour laquelle le gendarme de Washington se contenta de faire une brève apparition au Kurdistan irakien juste le temps de se montrer avant de se replier avec soulagement sur soi.

(19) *Le Monde*, 15 et 16.9.1980.

Si le Syrien est un « gendarme dépendant », le Turc est un « gendarme paralysé ». Que vont donc faire leurs grands « amis », les Soviété-Américains ? Ou plutôt, que peuvent-ils encore faire ? !

Institut kurde de Paris

## CONCLUSION

D'après le rapport de l'Agence Américaine pour le Contrôle des Armes et le Désarmement (ACDA), publié le 14 mai 1984, le commerce mondial de l'armement a atteint 36,5 milliards de dollars en 1982 (dernière année étudiée par l'ACDA), un chiffre supérieur de 70 pour cent au total de 1972. Par tête d'habitant, poursuit ce document, c'est l'Arabie Saoudite qui est actuellement le pays qui consacre le plus d'argent à des achats d'armements, devant le Qatar, Oman, les Emirats Arabes Unis, Israël et le Koweït. Tandis que l'Irak est le premier importateur mondial, précise le rapport de l'ACDA.

La facture d'achats d'armements par l'Irak est estimée, depuis le début de la guerre, à environ 50 milliards de dollars U.S. C'est la France socialiste (3<sup>e</sup> exportateur mondial d'armements) qui vient au second rang des pays fournisseurs de l'Irak, après l'U.R.S.S., avec une facture estimée à 40 milliards de francs français, avions Super-Etendard et missiles Exocet non compris (parce que prêtés par la France), ce qui nous donne en moyenne la fantastique facture mensuelle d'un milliard de francs français d'armements livrés par la France à l'Irak.

Le régime communiste chinois, pourtant frère ennemi du régime soviétique, a livré des armes à l'Irak pour l'équivalent de 2 milliards de dollars U.S.

L'administration Reagan, pourtant principal rival du Kremlin, tout en gonflant l'arsenal des alliés de Bagdad dans la région, livre à l'Irak par l'intermédiaire de ces mêmes alliés, des dictatures latino-américaines et surtout des filiales en Europe de ses usines de fabrication d'armes, c'est le cas par exemple des hélicoptères Bell 206 et 212, livrés de l'Italie à l'Irak.

Contentons-nous de ces quelques exemples très significatifs qui prouvent largement que tous les régimes qui s'alignent aux côtés de l'Irak dans sa guerre contre l'Iran, qu'ils soient communistes, socialistes, libéraux, monarchiques, dictatoriaux, ..., malgré leurs divergences idéologiques, ont en fait un dénominateur commun : le NATIONALISME. Il s'agit donc d'une coalition nationaliste qui s'est formée aux côtés du régime baathiste irakien pour tenter d'écraser la Révolution Islamique iranienne.

### Quel est le mobile de cette coalition ?

Telle est la question qui vient à l'esprit et à laquelle nous préférons laisser répondre le professeur français, Jean-Loup Herbert (1), de l'université de Lyon, qui dans une conférence a expliqué que :

– « L'Occident s'est constitué par une logique d'exclusion et de destruction de toutes les autres civilisations. L'Espagne – première puissance qui se forma en Europe – fut l'aboutissement par la destruction d'un des plus hauts pôles de civilisation : l'Andalousie. Le pouvoir espagnol centralisé s'est installé sur l'anéantissement de toute présence juive et musulmane en Espagne. Dès lors l'authentique espagnol est celui qui sera capable de démontrer sa chrétienté non par sa valeur spirituelle mais par sa pureté de sang. Cette dégradation de la qualité religieuse à un niveau strictement physiologique est la source du racisme occidental. Les croisades menées pendant plusieurs siècles contre l'Islam vont s'étendre à l'ensemble des civilisations de la planète. C'est en cette même année (1492) que l'Espagne va envahir l'Amérique. En un siècle la population amérindienne va être réduite des 9/10. Pour remplacer la population indienne anéantie, l'Espagne, la France, l'Angleterre et la Hollande vont mettre en place le commerce insensé de 100 millions d'esclaves africains transportés et vendus en Amérique...

La première équation définissant le fondement de l'Occident est celle-ci : Racisme × Guerre – Expansion continentale = Colonialisme.

Le nationalisme s'affirme au XIX<sup>e</sup> siècle comme le ressort collectif européen. Il opère une autre réduction des valeurs spirituelles à une définition de la territorialité animale. L'exaspération de ces non-valeurs occidentales que furent le racisme et le nationalisme culminera dans la démence fasciste totalitaire. La lutte pour l'instauration de ces fausses valeurs a dû s'appuyer sur une croisade pour l'athéisme et la laïcité.

Le régime baathiste irakien représente exactement les fausses valeurs de l'Occident. L'idéologie baathiste n'a fait que reprendre le nationalisme européen dans sa version arabe, y compris un racisme explicite jouant sur d'illusoires oppositions entre Perses et Arabes.

Il n'est donc pas étonnant que les mouvements islamiques et particulièrement la Révolution Islamique en Iran affrontent aujourd'hui toutes les puissances coalisées et que l'Irak reçoive l'aide illimitée qui lui permet de survivre, approvisionnement en armes de toutes les grandes puissances d'Est et d'Ouest, soutien inconditionnel politique, diplomatique et des mass-médias... » (2).

L'extraordinaire soutien dont bénéficie l'Irak de la part de régimes nationalistes, toutes idéologies confondues, en est la preuve manifeste du genre et

(1) Professeur de Sociologie à l'Université de Lyon, auteur de diverses études sur le thème : « Nouvel ordre économique international et révolution culturelle » et de plusieurs articles sur le monde musulman, dont le dernier, sur l'Iran, intitulé : « La force mobilisatrice d'une spiritualité », *Le Monde Diplomatique*, avril 1984.

(2) Extraits de l'intervention de J.-L. Herbert, à l'occasion de la Conférence Internationale « Saddam's Crimes Conference », Déc. 1983.

de l'enjeu de la guerre qui oppose les Irakiens aux Iraniens. Cette guerre n'est pas une simple guerre idéologique : elle fut, en effet, imposée aux Iraniens conformément à la logique d'exclusion et de destruction de toute civilisation autre que la nationaliste, dominant de nombreux peuples à nos jours à coups de ruses et de canons. Cette « guerre des civilisations » devant aboutir soit à la destruction de la Révolution Islamique iranienne, c'est-à-dire à l'anéantissement pour longtemps de tout espoir de restauration de la civilisation islamique, soit à la destruction du régime baathiste irakien, donc à l'affaiblissement de la civilisation nationaliste, comme prélude à sa fin, du moins dans le monde musulman, marquant ainsi l'entrée de l'humanité dans un nouveau cycle historique. Tel est l'enjeu de cette guerre.

La chute très probable du régime baathiste irakien marquerait l'entrée de la civilisation nationaliste dans une grave crise meublée de difficultés de tout ordre. En effet, le comportement actuel de la coalition nationaliste envers le régime baathiste irakien est semblable à celui d'une famille envers l'un de ses membres, qui est atteint d'un cancer incurable : n'ayant pour seul souci que de tenter de le sauver d'une fin pourtant inéluctable, cette famille ne fait qu'accumuler les factures de soins aussi inutiles qu'onéreux, qu'il va falloir quand même régler après la disparition du malade.

En d'autres termes, en soutenant le régime irakien, condamné à disparaître, la coalition nationaliste ne fait que multiplier ses difficultés du lendemain. D'ailleurs, l'avenir de plusieurs sociétés paraît d'ores et déjà sombre. A titre d'exemple :

- Les factures impayées par l'Irak aux sociétés françaises sont estimées à 20 milliards de francs français.
- Trois sociétés japonaises, dont Mitsubishi, ont laissé en Irak une facture de 1,5 milliard de dollars U.S. que le régime de Bagdad est dans l'incapacité de régler.
- Les sociétés ouest-allemandes ont laissé une facture de 1 milliard de dollars U.S.
- Le Gouvernement indien a dû intervenir en catastrophe pour sauver de la faillite ses propres sociétés en Irak, en leur avançant un chèque de 1 million de roupies.

Parallèlement aux factures des sociétés étrangères qui s'accumulent en Irak et dont le règlement devient de plus en plus improbable, à un point tel que plusieurs projets en cours de réalisation furent arrêtés net, le régime baathiste irakien, pour les besoins de sa survie, a contracté des dettes de toutes parts ; même la Jordanie, malgré ses grandes difficultés économiques, c'est très significatif, lui a accordé un prêt de 60 millions de dollars U.S. !

Le montant total de la dette extérieure de l'Irak s'élève à ce jour à environ 60 milliards de dollars U.S. (dont 5 milliards de dollars U.S., représentant le

montant du prêt français), l'aspect le plus grave étant la progression continue de cette dette.

Pour mieux mesurer la portée de ce chiffre, signalons que la dette extérieure (secteurs publics et privés) du Brésil (le pays le plus endetté du Tiers-Monde), estimée à 100 milliards de dollars U.S., est devenue le cauchemar du monde de la finance internationale, pourtant, le Brésil est un pays de 100 millions d'habitants, relativement assez industrialisé et n'est donc pas un pays vivant sur le dos de la communauté internationale. Par contre, l'Irak comparativement est démuné, mis à part son pétrole, et sa dette extérieure par habitant est, d'ores et déjà, quatre fois supérieure à celle du Brésil. En effet, la dette brésilienne ne représente que 1 000 dollars U.S. par habitant, tandis que celle de l'Irak a dépassé dans sa folle course les 4 000 dollars U.S./habitant !

La facture du soutien insensé de la coalition nationaliste au régime baathiste irakien promet bel et bien des jours sombres à des sociétés, donc aux travailleurs, et à des Gouvernements, donc aux contribuables, des Etats membres de la coalition.

Toutefois, quoi qu'on dise, on ne peut réellement cerner toutes les lourdes conséquences à l'échelle planétaire de la chute du régime baathiste irakien, et ceci dans plusieurs domaines, dont principalement le financier, l'économique et le politique, car de toute évidence la guerre ne prendrait fin que par la chute de l'un des deux régimes.

Et si, dans le présent ouvrage, l'accent a été mis sur la chute très probable du régime baathiste irakien, c'est qu'il y a une raison très solide, avancée par le Coran, qu'il serait difficile, même à un non-musulman, d'ignorer.

Mais, voyons d'abord où mène l'analyse purement matérialiste de l'avenir du conflit, avant de présenter la « prophétie » coranique.

Deux scénarios sont à écarter :

- le premier, celui de la guerre sans fin, un cas sans précédent et irréel.
- le deuxième, très courant à notre époque, celui d'un cessez-le-feu intervenant pour une raison ou une autre avant qu'il y ait un succès décisif remporté par l'un ou l'autre des deux belligérants. Ce cas est à écarter parce que la guerre est d'un genre qui ne le permet pas.

Il reste un troisième scénario, le seul plausible, celui de l'écroulement de l'un des deux régimes, l'Irakien ou l'Iranien.

Lequel des deux ?

- Sur le plan stratégique, il y a 3 fois plus d'habitants en Iran qu'en Irak et la superficie de l'Iran (1 648 000 km<sup>2</sup>) est 3 fois plus grande que celle de l'Irak (442 442 km<sup>2</sup>).
- Sur le plan financier, alors que le régime irakien est noyé dans les dettes, le régime islamique iranien a réussi dès 1983 à payer toutes les dettes contractées par le Chah, devenant ainsi l'un des rares régimes de la planète financièrement, donc politiquement indépendant.
- Sur le plan psychologique, les Irakiens ne sont généralement pas motivés,

la cinquantaine de milliers de prisonniers de guerre irakiens en est une preuve parmi d'autres, tandis que le moral des Iraniens est très haut, malgré toutes les souffrances infligées par l'inhumanité de leurs adversaires, essentiellement parce que la mort est perçue dans son sens islamique comme le passage d'une vie à une autre, à un point tel que de nombreux blessés iraniens se sentent attristés parce que disent-ils : « Dieu ne nous a pas accordé El-Châhadâ ».

Sur ces trois principaux plans, l'avantage est aux Iraniens.

Par contre, sur les plans matériels et soutien de l'étranger, l'Irak a un avantage écrasant. Mais, malgré cet avantage, on peut dire, à la lumière du déroulement du conflit depuis son début, que le régime baathiste irakien n'est pas en mesure de gagner la guerre ou même d'empêcher sa propre chute, c'est la raison pour laquelle il tente désespérément d'internationaliser le conflit par, entre autres, des attaques répétées contre des navires étrangers dans le Golfe.

Toutefois, pour l'internationalisation du conflit, comme nous l'avons vu, aucun Etat de la région n'est en mesure de s'aventurer directement aux côtés de l'Irak dans sa guerre contre l'Iran. L'intervention directe des Américains et leurs alliés, principalement franco-britanniques, aux côtés de l'Irak, reste la seule sérieuse possibilité, mais dont le succès ne peut nullement être garanti.

Il est incontestablement très facile aux Américains et leurs alliés de poser pied en différents points de la côte iranienne du Golfe et même de s'enfoncer profondément en territoire iranien au prix de l'embrassement de toute la région, Arabie Saoudite en tête. Les Iraniens, dans ce cas, n'auraient pour se défendre efficacement que l'utilisation intensive de l'arme d'El-Châhadâ (opérations « suicidaires »), qui, à la lumière des événements du Liban, on peut bien l'imaginer, compliquerait énormément la tâche des forces d'invasion et risquerait même de faire évoluer le conflit en faveur des Iraniens. C'est la raison pour laquelle, la décision pour ce genre d'intervention n'est pas facile à prendre.

Toutefois, cette possibilité, bien qu'elle ne tienne pas compte du phénomène d'Al-Ghaïb (l'invisible), fondamental en Islam, ne donne pas l'assurance pour une issue favorable au régime baathiste de Bagdad.

Quelle est la position du Coran ?

L'Islam, tout en intimant l'ordre aux croyants de préparer minutieusement tous les éléments matériels pour les besoins de leur défense et de ne rien laisser au hasard, leur promet, parallèlement, l'envoi « de forces invisibles » pour combattre à leurs côtés afin de « détourner le stratagème » de leurs ennemis quoique puisse être sa puissance.

La condition nécessaire pour bénéficier de cette aide divine est d'avoir une foi inébranlable en Dieu et de combattre dans Son chemin, conformément à Sa Loi.

Bien qu'il soit impossible à quiconque de prévoir à l'avance l'entrée en

action de ces « forces invisibles » en faveur d'un groupe de croyants, certaines données coraniques attirent quand même notre attention.

En effet, sept mois après le retour triomphal à Téhéran de l'Imam Khomeyni, le mensuel tunisien *Al-Mâarifâ* (3) a titré en couverture sous la photo de l'Imam : « Le prophète a élu l'Iran pour la direction ».

A la page 19 de ce mensuel, il est précisé que « l'Iran fut élu par le prophète pour la direction du monde ».

C'est étonnant que le prophète, quatorze siècles plus tôt, ait élu l'Iran « pour la direction du monde » ! Étonnant, et pourtant absolument vrai. En effet, le même mensuel a relaté que le prophète fut questionné au sujet de ce verset coranique :

« O vous les croyants ! Quiconque parmi vous rejette sa religion. Dieu fera venir un peuple ; Il l'aimera et lui aussi L'aimera. Il (ce peuple) sera humble envers les croyants, fier envers les incrédules, combattra dans le chemin de Dieu et ne craindra le blâme d'aucun blâmeur. Ceci est une grâce de Dieu : Il la donne à qui Il veut. Dieu est présent partout et savant » (4).

De quel peuple s'agit-il ?

Le prophète en tapotant sur l'épaule de Salman el-Farissi, un Persan, a précisé : « Lui et son peuple ».

Vérification faite, l'explication de ce verset coranique est rapportée dans ses moindres détails par les exégètes musulmans, toutes écoles confondues, d'une manière qui ne laisse aucun doute quant au choix futur de l'Iran « pour la direction du monde ». Faut-il préciser au lecteur que les commentaires des exégètes musulmans sont vieux de plusieurs siècles.

En fait, le miracle de ce verset coranique est double.

Son premier miracle, largement vérifié, est le fait qu'il nous parle du peuple iranien comme un futur peuple de croyants, à une époque où l'Iran (Perse) était peuplée de Mazdéens puisque les Iraniens n'ont commencé à embrasser l'Islam qu'une dizaine d'années après la mort du prophète.

Son deuxième miracle, bien que pour le mensuel tunisien *Al-Mâarifâ* il s'agit bel et bien de l'actuelle Révolution Islamique iranienne, nous préférons de notre côté nous contenter, pour le moment, de dire qu'en effet la probabilité est grande pour deux raisons :

- La première raison est que la condition posée par le Coran pour l'avènement d'une « Révolution Islamique » en Iran « pour la direction du monde » est le rejet de l'Islam par les Arabes, or les Etats arabes tournent à nos jours le dos à l'Islam et les peuples arabes sont solidement encadrés par des programmes étatiques où l'Islam est soit absent, soit défiguré.
- La deuxième raison est relativement la grande solidité de la Révolution

(3) *Al-Mâarifâ*. N8. Année 5. Septembre 1979.

(4) Sourate 5. verset 54.

Islamique iranienne, malgré l'avalanche de complots fomentés de toutes parts pour la détruire.

La conclusion à tirer est que si le verset coranique précité concerne la Révolution Islamique iranienne de nos jours, il nous faut s'attendre à des bouleversements à l'échelle planétaire, d'une rare importance historique.

*Wâl Hâmdou Lillâhi*

Institut kurde de Paris

## BILIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE

- B1. FIRZLI Nicola, KHOURY Nassim, DIB Elias. Le conflit irako-iranien, Institut d'Etudes et de Recherches des Editions du Monde Arabe, Paris, 1981.
- B2. Ministère des Affaires Etrangères de la République d'Irak, Le conflit entre l'Irak et l'Iran, faits contre allégations, Bagdad, 1981.
- B3. Ministry of Foreign Affairs of Iran, A review of the imposed war. Téhéran, February 1983. (en anglais)
- B4. Al-harb dhid al-Thawrâ, Téhéran, juillet 1981. (en arabe)
- B5. War Information Headquarters Supreme Defence Council. Our Tyrannized Cities, statistical survey of agressions of Baathist regime of Irak against Iranian cities and residential areas, Téhéran, 1983.
- B6. EL-OUBAIDI Ibrahim Khalaf, El-Ahwaz ârdh arabiâ salibâ, Bagdad, 1980. (en arabe)
- B7. Assirâa el-Arabi el-Farissi, manchourat el-Alem el-Arabi, Bagdad, 1980. (en arabe)
- B8. EL-NAJJAR Mostapha Abdel-Kader, Imarat el-Mohammara, Dirassâ li-tarikhihâ el-Arabi, Bagdad, 1980. (en arabe)
- B9. EL-NAJJAR Mostapha Abdel-Kader, EL-RAWI Fouad, Arabistan, Ministère irakien de la Culture et de l'Information, Bagdad, 1980. (en arabe)
- B10. EL-RAISS Saddam Hussein, Rajoulô wa Tarikh, Kitâb el-Joumhouriya, Tome II, Dar el-Jamahiyr, Bagdad, 1981. (en arabe)
- B11. ISKANDER Amir, Saddam Hussein, le militant, le penseur et l'homme, Hachette Réalités, Paris, 1980.
- B12. DEVLIN John F., The Baath Party, A history from its origins to 1966, Hoover Institutions Press, Stanford California, 1976. (en anglais)
- B13. DERRIENIC Jean-Pierre, Le Moyen-Orient au XX<sup>e</sup> siècle, Armand Colin, Paris, 1980.
- B14. Docteur AMIN MOUDHAFFAR Abdallah, Qaddissiyet Saddam el-Kaid wal Maârakâ, Kitâb el-Joumhouriya, Tome I, Dar el-Jamahiyr, Bagdad, 1981. (en arabe)
- B15. FARAH Elias, El-Raïss Saddam Hussein Rajoulô el-Tarikh, Dar el-Jamahiyr, Bagdad, 1981. (en arabe)
- B16. AKRAM Hédi, Jarâem Nidham Saddam, Saddam's Crimes Conference, El-Majliss el-Aâlâ Li-Thawra el-Islamiâ Fi el-Irak, 1983. (anglais-arabe)
- B17. Jarâem Saddam, Aerdh Wathaiykiy, Volume IV, El-Mârkâz el-Islami Lil-Abhâth el-Siâssiâ, Hizb Al-Daoua el-Islamiâ, Irak, 1983. (en arabe)

- B18. BURLLOT Joseph. La civilisation islamique. Hachette, Paris, 1982.
- B19. UNITED NATIONS. Security Council, Report of the Secretary-General, S/15834, New York, 20 juin 1983. (en anglais)
- B20. COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE. Mémoire, Genève, 7 mai 1983.
- B21. MENDE Tibor. De l'aide à la recolonisation. Seuil Points Politique, Paris, 1979.
- B22. MOORE LAPPE Frances, COLLINS Joseph, L'industrie de la faim. Par-delà le mythe de la pénurie. Etincelle, Paris, 1978.
- B23. GEORGE Suzan. Les Stratèges de la faim, Grounauer, Genève, 1981.
- B24. République d'Irak, Ministère de la Culture et de l'Information. Facts about the barbarous persian aggression on the civilians and civilian districts throughout Irak, September 1980 – May 1981, Dar El-Hourriyat Littibâa, Bagdad, 1981. (anglais-arabe)
- B25. Encyclopédie de la Pléiade. Histoire Universelle II, Gallimard, Paris, 1982.
- B26. HAMIDULLAH Muhammad. Le prophète de l'Islam, sa vie, son œuvre, Tomes I et II, A.E.I.F., Paris, 1979.
- B27. GARAUDY Roger. Promesses de l'Islam, Seuil, Paris, 1981.
- B28. ADEL-KAMM Ahmed, El-Qaddissieh, Istratégiatt el-Foutouhât el-Islâmiâ, Dar el-Nâfâess, Beyrouth, 1973. (arabe)
- B29. CHOUKRI Fayçal, Harakatou el-Fath el-Islami. Dar el-Ilm, Beyrouth, 1974. (arabe)
- B30. EL-SADR Mohammed Baker, Khilafat de l'homme et témoignage des prophètes, Bibliothèque Ahl-El-Beit, Paris, 1982.
- B31. EL-MAWDOUDI Abou el-Alâa. El-Khilâfâ wal Moulk, Dar el-Qalam, Koweit, 1978. (en arabe)
- B32. CARRER D'ENCAUSSE Hélène. L'empire éclaté, Flammarion, Paris, 1979.
- B33. FAROUGHY Ahmad, REVERIER Jean-Loup, L'Iran contre le Chah, Jean-Claude Simoën, Paris, 1979.
- B34. LEDEEN Michael, LEWIS William. Débâcle, l'échec américain en Iran, Albin Michel, Paris, 1981.
- B35. Ministère de IRSHAD ISLAMI de la République Islamique d'Iran, Riwayât Fath, Téhéran, 1982 (1361). (en persan)

## TABLE DES CARTES

CARTE I	: Chatt El-Arab (Arwand).....	82
CARTE II	: Le front en octobre 1980 .....	94
CARTE III	: Les opérations de 1981 à mai 1982.....	98
CARTE IV	: Le retrait irakien .....	106
CARTE V	: Les opérations de juillet à novembre 1982.....	109
CARTE VI	: Les offensives Wal-Fajr .....	112
CARTE VII	: Les visites des commissions internationales d'enquête.....	122
CARTE VIII	: Le Moyen-Orient en 637 .....	183

# TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE .....	9
INTRODUCTION .....	15

## PREMIÈRE PARTIE QUAND ?

Chapitre I : LA THÈSE DU GOUVERNEMENT IRAKIEN	18
- Le 4 septembre 1980 .....	
- Le langage des chiffres .....	22
Chapitre II : LA THÈSE DU GOUVERNEMENT IRANIEN	
- Les vérifications nécessaires .....	28
- Le tournant dangereux .....	33
- Le prétexte .....	36

## DEUXIÈME PARTIE QUI ?

Chapitre I : LA MARCHÉ VERS LA GUERRE	
- La préméditation .....	40
- La première étape .....	44
- La deuxième étape .....	49
- Le couronnement .....	54
Chapitre II : L'HOMME	
- L'apprentissage .....	60
- L'énigme .....	62
- La propulsion .....	64
- Au pouvoir .....	74

## TROISIÈME PARTIE COMMENT ?

Chapitre I : L'ARROSEUR ARROSÉ	
- La valse-hésitation .....	83
- La résistance à l'invasion .....	89
- Les miracles de la foi .....	96
- Le harcèlement .....	107
- La promesse .....	111

<b>Chapitre II : LA LOGIQUE IRAKIENNE</b>	
– L'arabisme .....	118
– La « libération » .....	120
– La réaction à la résistance .....	129
– La réaction aux offensives .....	132
– L'enfant gâté .....	145

<b>Chapitre III : LA LOGIQUE IRANIENNE</b>	
– La réaction à la cruauté .....	151
– La légendaire prudence .....	159
– Les cœurs à moitié nobles .....	166
– Le langage du Coran .....	171

#### QUATRIÈME PARTIE POURQUOI ?

<b>Chapitre I : LES ORIGINES HISTORIQUES</b>	
– L'avènement de l'Islam .....	178
– La bataille d'el-Qaddissieh .....	182
– « El-Qaddissieh de Saddam » .....	185
– La disparition d'el-Khilâfâ .....	189
– Le Traité de Lausanne .....	194
– L'Est « à l'école turque » .....	197

<b>Chapitre II : LA VOIX A MUSELER</b>	
– Le mythe éclaté .....	200
– Le sursaut de l'ours .....	206
– La colère de l'humiliation .....	211

<b>Chapitre III : L'UNITÉ DANS LA PANIQUE</b>	
– Le Super-gendarme .....	223
– La mobilisation .....	228
– Le bouc émissaire .....	233

<b>Chapitre IV : LES MASQUES ARRACHÉS</b>	
– La « géniale » trouvaille .....	238
– Le silence couvert de tapage .....	241
– La fin de la comédie .....	246

<b>Chapitre V : LES AMIS DANS L'IMPASSE</b>	
– Les alliés de l'Iran .....	254
– Le gendarme de Moscou .....	257
– La carte de Washington .....	262

<b>CONCLUSION .....</b>	<b>272</b>
-------------------------	------------

<b>BIBLIOGRAPHIE DE RÉFÉRENCE .....</b>	<b>271</b>
---	------------

Institut kurde de Paris

## CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

### ESSAIS

LA CITÉ ANTIQUE

par Fustel de Coulanges

LA RÉFORME INTELLECTUELLE ET MORALE

par Ernest Renan

LE POUVOIR MILITAIRE EN FRANCE (2 Tomes)

par Pierre Ordioni

LE CHEF D'ÉTAT AFRICAÏN

par Bernard Asso

LA PRESSE ANTISÉMITES EN URSS

par Georges Aranyossi

LE PETIT NAZI ILLUSTRÉ

par Pascal Ory

SOULEVÈMENT POPULAIRE A ROMANS

par E. Leroy-Ladurie

CES JEUNES QUI FERONT L'AN 2000

par Henri Amouroux

AVANT LA BOMBE, LA DÉFENSE CIVILE NUCLÉAIRE

par Michel Maurice-Bokanowski

TECHNOCRATES ET TECHNOCRATIE EN FRANCE (1918-1945)

par Gérard Brun

YALTA ET LA NAISSANCE DES BLOCS

par Jean-Gilles Malliarakis

GEORGES VALOIS - LE FAISCEAU

par Yves Guchuet

LE PHÉNOMÈNE SYNDICAL

par Patrick de Laubier

JOSÉ ANTONIO ET LA PHALANGE ESPAGNOLE

par Arnaud Imatz

### HISTOIRE

LE MARÉCHAL DE CASTRIES

par le Duc de Castries

TURGOT ou LE MYTHE DES RÉFORMES

par Lucien Laugier

LE DUC D'AIGUILLON

par Lucien Laugier

LOUIS XIV

par Jacques Dinfreville

Monsieur de BUONAPARTE

par Xavier Versini

AINSI VIVAIENT LES FRANÇAIS

par Armel de Wismes

LES ÉLECTIONS A L'ÉPOQUE NAPOLEONNIENNE

par Jean-Yves Coppolani

LES GRANDS DISCOURS DE L'HISTOIRE DE FRANCE

présentés par Henri Brumfeld

MADAME DE POMPADOUR

par Jean Nicolle

LES GRANDES FAMILLES DE L'HISTOIRE DE FRANCE

par Arnaud Chaffanjon

DICTIONNAIRE DES CHANTEURS DE L'OPÉRA

par Jean Gourret

**DERNIERS JOURS DU FASCISME EN EUROPE**

par Jacques de Launay

**LOUIS XVIII ROI DE DEUX PEUPLES**

par J. Bonin - P. Didier

**VERDUN : ANNÉES INFERNALES**

par Henri Castex

**LA JEUNESSE D'HYPPOLYTE TAINÉ**

par François Léger

**AMABLE HUMBERT, GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE**

par Jacques Bayens

**SUR LES ROUTES DE L'HISTOIRE**

par Mons Jean

**L'ARMÉE DE WEYGAND**

par le Général L. Berteil

**LA FRANCE DE PÉTAIN A GISCARD**

par Léon Emery

**VIET-NAM QU'AS-TU FAIT DE TES FILS ?**

par Pierre Darcourt

**LES ALLIÉS OCCIDENTAUX A BERLIN**

par Charles Corcelles

**DERNIERS JOURS DU FASCISME EN EUROPE**

par Jacques de Launay

**MÉMOIRES D'UN INSTITUTEUR SYNDICALISTE**

par André Delmas

**TÉMOIGNAGES**

**DANS L'INTIMITÉ FRANCO-ALLEMANDE**

par François Seydoux

**LA RÉVOLTE D'ISRAËL**

par Menahem Begin

**LES NUITS BLANCHES**

par Menahem Begin

**UN OFFICIER DU K.G.B. PARLE**

par Alexis Myakov

**POLITIQUE**

**LA RÉVOLTE DES CONTRIBUABLES**

par Jacques Bloch-Morhange

**LA FRAUDE ÉLECTORALE DE LA GAUCHE**

par Alain Griotteray

**COMMENT IL DÉFONT LA FRANCE**

par Jean-Claude Gaudin

**LA MANIPULATION DES MÉDIAS**

par Michel d'Ornano

**PRESSE : LA MARÉE ROSE**

par Brigitte Gros

**OUI A L'EUROPE**

par Jacques Chirac

**LES RACINES DU FUTUR**

par J.Y. Le Gallou

**NOUS NE SERONS PLUS JAMAIS SOCIALISTES**

par Alain Griotteray

**LA FIN DU COLBERTISME**

par Jacques Bloch-Morhange

Cet ouvrage a été achevé d'imprimer  
en juin 1985 sur les presses  
de l'Imprimerie de l'Indépendant  
à Château-Gontier - 53200  
Dépot légal : 2<sup>e</sup> trimestre 1985

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Institut kurde de Paris

Au siècle de la technologie, du droit à l'information, des satellites de télécommunication, j'ai été secoué et abasourdi, sur place, en parcourant le front irako-iranien, par l'étendue de mon ignorance. Que de choses sont cachées ! Que de vérités sont détournées ! Que d'interrogations sont avortées ! Que de détails sont amplifiés... ! Le présent ouvrage se propose de lever le voile sur cette guerre. Quand a-t-elle commencé ? Qui est l'agresseur ? Comment se déroule-t-elle ? Quel avenir pour le monde islamique ? Et bien d'autres questions dont la principale : le pourquoi de cette guerre, où l'analyse évolue suivant deux axes, celui du temps d'abord : plonger dans l'histoire à la recherche des racines de ce conflit, évoluer en remontant à notre présent, pour ensuite s'étendre sur le 2<sup>e</sup> axe, celui de l'espace : Invasion de l'Afghanistan, coup d'État en Turquie, guerre du Liban, secousses au Pakistan, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord... Deux axes dont la résultante s'appelle : combler, du moins réduire, l'immense vide tissé autour de ce conflit et qui empêche le non-musulman de comprendre et le musulman de se situer.

L'auteur

« Le Panislamisme contre les nationalismes, telle est la thèse maîtresse, de ce livre. C'est principalement ce qui m'a intéressé... Une deuxième contribution historique du présent ouvrage, devrait être méditée par les Occidentaux, dont les calculs se sont invariablement révélés faux depuis le début de cette guerre... Je suis reconnaissant à l'auteur d'avoir posé l'un des problèmes fondamentaux de notre époque ».

Roger Garaudy

*Abdel-Majid TRAB ZEMZEMI est un musulman (sunnite), de nationalité tunisienne, résidant en Suisse, où il enseigne les mathématiques. Également, conférencier international dont le souci majeur est de proposer une alternative pour un monde meilleur. Et c'est au titre de membre de la commission d'enquête du Tribunal Islamique International de Lahore (Pakistan) qu'il a parcouru le front de la guerre Iran-Irak du Nord au Sud.*

Institut Kurde de Paris



IKPLIV107743

5328018



ÉDITIONS ALBATROS

21, rue Cassette  
75006 Paris

95 F

9 782727 302117